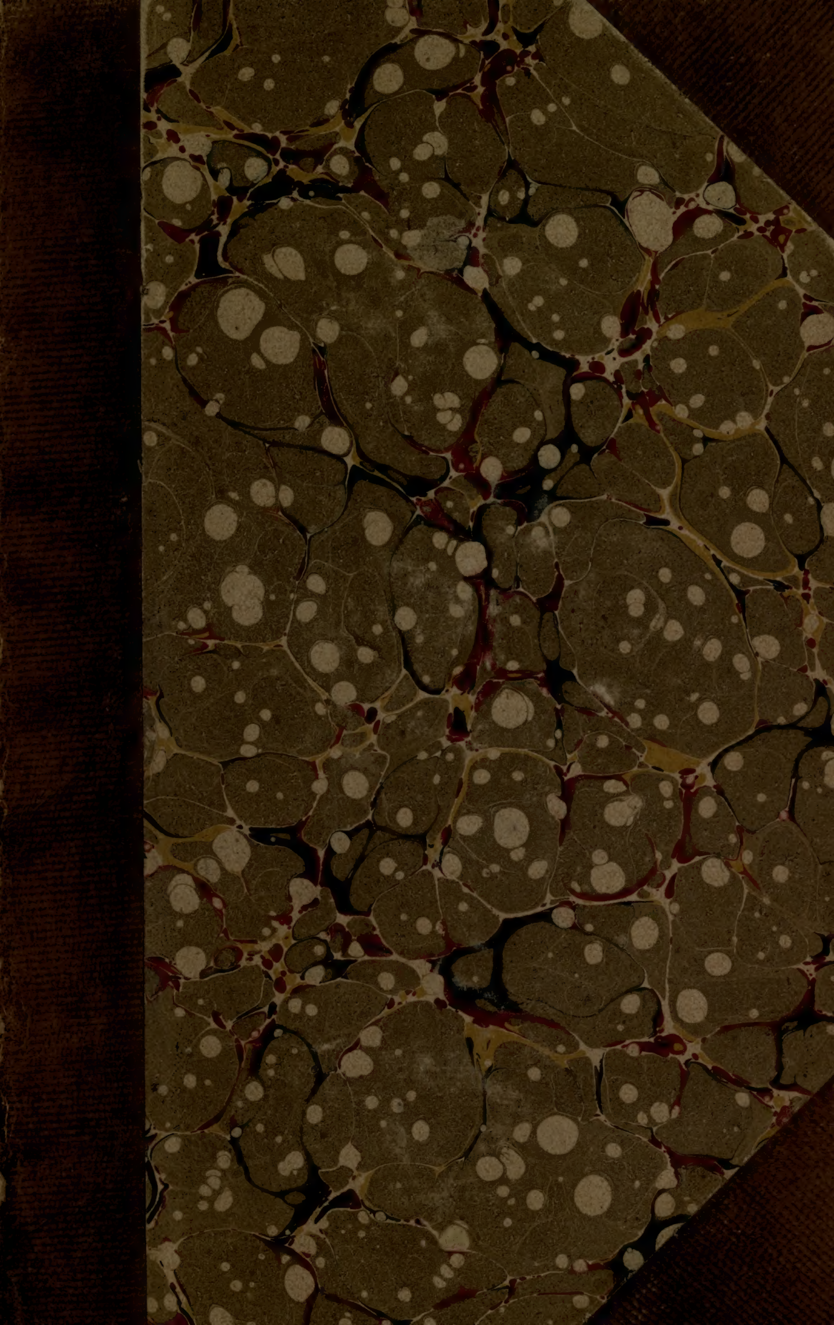
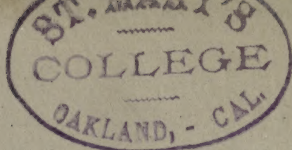



ST. MARY'S
COLLEGE
OAKLAND, - CAL.

D'ÉTAPES
EN
ÉTAPES

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

MÊME LIBRAIRIE

Catholiques Allemands (sixième mille). 1 vol. traduit en espagnol (deux traductions simultanément) et en hongrois.

Le Réveil d'un peuple (quatrième mille). 1 vol. traduit en espagnol.

Deux adversaires du Pouvoir temporel : Dœllinger et Curci (troisième mille). 1 vol. traduit en espagnol.

Juifs et Catholiques en Autriche-Hongrie (troisième mille). 1 vol. traduit en allemand et en espagnol.

Les Missions catholiques. France et Allemagne. 1 vol.

Les Origines du Vieux Catholicisme et les Universités allemandes. 1 vol.

Un Curé allemand extraordinaire, Mgr Kneipp (septième mille). Traduit en italien et en espagnol.

Publiés par la Librairie Sutter, à Rixheim

Léon XIII et les Études classiques. 1 vol. (*épuisé*).

Souvenirs d'Ischia ou les derniers jours de Casamicciola. 1 vol. (*épuisé*).

Cet ouvrage a été déposé, conformément aux lois, en Mars 1904.

A. KANNENGIESER

D'Étapes en Étapes

LE CENTRE CATHOLIQUE EN ALLEMAGNE



PARIS (VIe)
P. LETHIELLEUX, LIBRAIRE-ÉDITEUR
10, RUE CASSETTE, 10

BREF DE S. S. LÉON XIII

A L'AUTEUR

A notre cher fils, Alphonse Kannengieser, prêtre à Paris.

Cher fils, salut et bénédiction apostolique.

L'hommage de votre dévouement envers Nous : votre ouvrage *Catholiques allemands,* suivi bientôt de cet autre : *le Réveil d'un peuple,* a été agréé de tout cœur par Nous qui estimons l'un et l'autre dignes de votre talent et de Notre éloge. Ce double travail, sur un sujet d'une parfaite unité, est des plus opportuns et sera très efficace. Vous l'avez traité avec un tel zèle pour la religion, une connaissance si approfondie des temps et des hommes, que votre œuvre, non seulement met au grand jour les récents mérites d'une nation, mais les

BREF DE S. S. LÉON XIII (*Suite*)

fera briller encore au loin comme un noble exemple de vraie vertu catholique.

Comme Nous l'avons recommandé dans Nos lettres et Nos discours, les catholiques doivent, en effet, se montrer plus énergiques aujourd'hui pour la cause de la religion, cause importante entre toutes, et persévérer dans sa défense en unissant leurs vues et leurs forces. Souvent aussi, Nous avons loué le magnifique exemple de fermeté et d'union que l'Allemagne catholique donne depuis longtemps, sous la direction d'hommes de haute valeur.

Pour vous qui, à la lumière des faits et avec une grande justesse d'appréciation, vous êtes efforcé de bien mettre en relief ces œuvres et ces personnages, soyez pleinement assuré d'avoir accompli une tâche qui Nous est très agréable, et croyez que les résultats de votre travail ne seront pas moins profitables à un grand nombre que glorieux pour vous-même.

Et maintenant, cher fils, il faut que vous qui avez justement exalté la grandeur d'âme et l'inébranlable fermeté des soldats du Christ, vous restiez vous-même fidèle à ces enseignements et que vous continuiez comme par le passé à servir de toutes vos forces la sainte Église dans toutes les conjonctures. A votre dévouement pour la cause de Dieu, l'assistance qu'il donne à ses défenseurs ne fera point défaut. Nous la demandons pour vous, cher fils, en vous accordant très affectueusement à vous et aux vôtres la bénédiction apostolique.

Donné à Rome, près Saint-Pierre, le 21 octobre 1892, de notre pontificat l'an quinzième.

LÉON XIII.

Ouvrages de Mgr A. KANNENGIESER (Suite)

LES ADVERSAIRES
DU POUVOIR TEMPOREL
ET LA
TRIPLE ALLIANCE

Fort volume in-12. . . . . 3.50

La Triple Alliance, Doellinger et Curci : voilà les trois grandes divisions de l'ouvrage.

Le trop fameux Doellinger et le jésuite apostat Curci sont étudiés là avec une abondance et une sûreté d'informations qu'on ne trouverait certainement dans aucune autre publication française : Doellinger et Curci, qui personnifient dans leur célébrité scandaleuse toute l'opposition que le pouvoir temporel a rencontrée chez les catholiques...

Mais c'est dans la partie politique du livre, dans celle qui est consacrée au rôle des trois puissances centrales dans la spoliation du Saint-Siège, que le lecteur trouvera les révélations les plus graves et les plus extraordinaires : « Nous sommes entrés dans la triple-alliance, déclare Bonghi, pour lier les mains à l'Autriche et à l'Allemagne ». Et c'est un fait incontesté, que la Révolution italienne est maintenue à Rome par l'Allemagne et l'Autriche.

KETTELER
L'ORGANISATION SOCIALE EN ALLEMAGNE

Fort volume in-12. . . . . . . *franco* 3.50

EXTRAIT DE LA TABLE DES MATIÈRES

I. Un Organisateur. — II. Organisation d'un Congrès. — III. Organisation d'une Association. — IV. Organisation d'un Enseignement social. — V. Résultats de l'organisation sociale des catholiques allemands.

Ouvrages de Mgr A. KANNENGIESER (Suite)

JUIFS ET CATHOLIQUES

EN AUTRICHE-HONGRIE

Beau volume in-12°. 3.50

L'auteur nous transporte dans un pays où les juifs se sont rendus complètement maîtres de la richesse, par le commerce, l'industrie et la finance ; des intelligences, par la presse et l'Université. Dans ces dernières années ils ont été les instigateurs, les promoteurs et les instruments de l'anticléricalisme. Leur omnipotence s'impose avec une effronterie sans bornes à l'empereur, à ses ministres et aux Chambres. Ils parlent en despotes, sûrs d'être écoutés et obéis, sachant d'avance que pleine satisfaction sera donnée à leur haine et à leur soif d'oppression à l'égard du peuple chrétien. Toutes les lois antireligieuses votées, soit à Vienne, soit à Buda-Pesth, sont dues à l'influence juive.

La nouvelle brochure de Mgr Kannengieser est donc une actualité dans toute l'acception du mot. On ne saurait trop recommander ces pages d'un bon style et d'un puissant intérêt.

Ouvrages de Mgr A. KANNENGIESER (Suite)

FRANCE ET ALLEMAGNE

LES MISSIONS CATHOLIQUES

In-12. . . . . 3.50

L'auteur ne s'est pas contenté de mettre au point les deux ouvrages les plus importants que nous ayons sur ce sujet : *Les Congrégations religieuses en France...*, d'Ém. Keller et *Les Missions catholiques au XIXe siècle*, de L. E. Louvet. Par un travail critique, aussi méritoire que malaisé, Mgr Kannengieser rassemble, pour chaque congrégation catholique française ou allemande, les renseignements essentiels sur le champ d'action de la mission, le nombre et la situation de ses établissements, le total des religieux et religieuses.

Inutile d'insister sur l'intérêt, malheureusement trop actuel, de cette publication que nos gouvernants sectaires auraient dû lire d'un bout à l'autre avant de voter les lois de bannissement contre les ordres religieux.

Les chiffres ont leur éloquence !

Ouvrages de Mgr A. KANNENGIESER (Suite)

LES ORIGINES
DU
VIEUX CATHOLICISME
ET LES
UNIVERSITÉS ALLEMANDES

In-12 . . . . 2.50

Sous le titre suggestif de : « Séminaires ou Facultés ? », les *Origines du Vieux-Catholicisme et les Universités allemandes*, Mgr Kannengieser publie un ouvrage nouveau destiné à un réel succès.

On connaît l'accueil favorable réservé aux précédents ouvrages du même auteur, la bienveillance toute particulière avec laquelle Sa Sainteté Léon XIII en a parlé à diverses reprises, les polémiques retentissantes soulevées par quelques-uns, les éloges enthousiastes décernés à quelques autres.

Il suffira de signaler l'apparition de ce nouvel ouvrage sans insister davantage. Tout le monde vondra le lire.

(*Univers*).

PRÉFACE

Il y a douze ans, lorsque parurent mes premiers volumes sur les luttes du Kulturkampf, les lecteurs français prirent un intérêt très vif à cette histoire dramatique et avec Léon XIII on admira et on loua « le magnifique exemple de fermeté et d'union que l'Allemagne catholique donne depuis longtemps sous la direction d'hommes de haute valeur ». Toutefois, à cette admiration se mêlèrent dès lors le doute et la défiance. Des esprits craintifs ou chagrins ne voulurent point croire à « l'inébranlable fermeté de ces soldats du Christ » — le mot est encore de Léon XIII. On me prédit la décadence rapide et l'effondrement prochain du Centre.

« Cette fameuse tour, disaient les uns, reposait uniquement sur Windthorst, qui était un tacticien de génie. Or Windthorst est mort et avec lui ont disparu la plupart des géants de la grande épopée du Kulturkampf : Mallinckrodt, Ketteler, les deux Reichensperger, le baron de Frankenstein, le baron de Schorlemer-Alst. Ceux qui ont pris leur place ne les ont nullement remplacés et les troupes catholiques désormais sans chefs ne tarderont pas à se débander ».

« Prenez garde, disaient les autres, le Centre mourra de ses propres succès. Le jour n'est pas éloigné où par la force même des circonstances il entrera dans la majorité du gouvernement et s'épanouira aux rayons des faveurs ministérielles. Ce sera le commencement de la fin. Le Centre en effet n'a de raison d'être que comme parti d'opposition. Il est né de la résistance que le peuple catholique a voulu opposer à la persécution religieuse suscitée par le chancelier de fer. La paix rétablie entre l'Église et l'État, à quoi bon maintenir un parti dont le programme politique n'a plus d'objet ? Les électeurs catholiques seront d'avis qu'il faut rentrer l'épée de combat dans le fourreau. Selon leurs affinités, leurs goûts ou les nécessités locales de leurs circonscriptions, ils reviendront soit aux libéraux modérés, soit aux conservateurs dont ils s'étaient détachés. Le Centre aura vécu ».

D'autres enfin ajoutaient non sans mélancolie: « Le Centre est un parti catholique avec un caractère clérical nettement prononcé (1). Or l'histoire contemporaine nous enseigne que ces groupements politiques n'ont que peu de durée. Voyez l'Assemblée nationale issue des désastres de 1870! Elle comprenait une majorité écrasante de monarchistes et de cléricaux, et c'est le peuple de France qui l'avait nommée. Aujourd'hui ce même peuple envoie à la Chambre une majorité de sectaires qui brûle tout ce qu'avait adoré l'Assemblée nationale. Vous assisterez au même phénomène en Allemagne. Le Centre

(1) Cela n'est pas exact; les chefs du Centre ont toujours protesté contre l'épithète catholique ; il ne voulut pas être un parti confessionnel ; et de fait il y a toujours 3 ou 4 protestants hanovriens qui font partie du Centre.

subira la loi de déchéance qui désagrège à bref délai tous les partis cléricaux. D'élections en élections vous verrez diminuer le nombre de ses adhérents. Dans une dizaine d'années vous aurez l'occasion de prononcer l'oraison funèbre de ce parti, dont vous exaltez en ce moment la puissante vitalité ».

C'est toujours une tâche ingrate et difficile de contredire les prophètes. Le mieux est d'attendre que leurs prophéties... ne se soient pas réalisées.

Dans le volume que nous présentons au lecteur on verra que les fossoyeurs du Centre ont été mauvais prophètes et que les événements n'ont point donné raison à leur pessimisme.

A l'époque où le Centre s'est constitué, un souffle de rajeunissement passait sur le catholicisme en Europe. Une sève nouvelle semblait circuler dans le chêne séculaire de l'Eglise et sur le vieux tronc poussaient partout de verdoyants et superbes rameaux. Jamais les œuvres catholiques n'avaient étalé une pareille efflorescence. D'éblouissantes basiliques surgissaient du sol comme par enchantement. On multipliait en tous lieux les chapelles, les monastères, les établissements de charité et d'instruction. Les cloîtres se peuplaient d'âmes avides d'étendre le règne du Christ sur la terre. Les millions affluaient et les bonnes volontés de même.

Dans ce mouvement de ferveur et de générosité l'Allemagne paraissait suivre d'un peu loin — *impari passu* — la plupart des autres peuples chrétiens. Même après la crise aiguë du Kulturkampf les catholiques allemands furent plus lents à marquer le pas. Ils avaient visiblement des préoccupations d'une autre nature. Si on leur avait dit : Marchez sur nos traces, ils auraient sans doute répondu : « Nous admi-

rons sincèrement l'élan qui vous emporte, mais permettez que nous allions d'abord au plus pressé. A quoi nous serviraient toutes ces splendeurs si nous laissions les adversaires de l'Eglise s'emparer tranquillement du pouvoir ? Ces chapelles merveilleusement décorées, on les fermera ; ces couvents en pierres de taille, ces collèges grandioses, on les confisquera ; ces beaux cloîtres où les religieux et les moniales ont prié et médité, on les profanera ; de ces nombreux orphelinats on chassera les bonnes sœurs ; vos noviciats, vos maisons de retraite, de refuge, de santé, de pension, seront vendues aux enchères ; pour inoffensifs qu'ils soient, vos Chartreux eux-mêmes seront obligés d'aller fabriquer sous d'autres cieux leurs exquises liqueurs. Les innombrables millions que votre inépuisable charité a consacrés à ces œuvres multiples disparaîtront sans retour et par surcroît on joindra la dérision à la scélératesse. Les politiciens que vous avez laissés s'installer commodément autour de l'assiette au beurre se moqueront de votre candeur imprudente en dévorant le denier de Dieu et des pauvres. Nous ne tenons pas à être à la fois dépouillés et raillés, défendons-nous d'abord ».

Et ils ont préparé la défense avec un art consommé. Le Centre a créé partout des journaux politiques dans le but de refouler les feuilles neutres ou hostiles. Grâce à cette presse très bien outillée, il a tenu les populations catholiques en haleine et fauché l'herbe sous les pieds des agitateurs socialistes ou libéraux.

Il a couvert le pays d'un vaste réseau d'associations où paysans, ouvriers industriels, corps de métiers, commerçants, étudiants, patrons et salariés, toutes

les classes sociales se trouvent enrégimentées, stimulées, instruites et dirigées.

Il a imaginé une organisation électorale qui fonctionne avant, pendant, après les élections, où rien n'est abandonné au hasard et qui donne les plus admirables résultats.

En un mot, il a organisé la victoire électorale sur toute la ligne.

D'aucuns seront tentés de croire que les circonstances ont particulièrement favorisé le Centre et que la victoire était très facile. Il n'en est rien. On verra au contraire que les catholiques ont eu à surmonter de terribles obstacles et qu'ils ont trouvé en face d'eux des ennemis nombreux, perfides, puissants ! Le spectacle que présentent leurs luttes, leur activité organisatrice et leurs succès est à la fois consolant et suggestif. Il s'en dégage une leçon d'énergie si claire qu'elle ne saurait être perdue. Tous les peuples catholiques opprimés par les sectaires se mettront à l'école du Centre allemand, qui a su si bien s'organiser, si bien vaincre et si bien profiter des avantages de la victoire.

PREMIÈRE PARTIE

ORGANISATION ET SUCCÈS ÉLECTORAUX DU CENTRE

CHAPITRE PREMIER

Le Centre Catholique
et
Les Elections du Reichstag

§ 1. — *LES ÉLECTIONS DU REICHSTAG*

Chose étrange ! plus d'un siècle après Voltaire, la question religieuse, qu'on croyait définitivement pacifiée, se retrouve au fond de toutes les luttes politiques ou sociales, et l'Etat moderne, sorti de la Révolution, se croit obligé, plus que jamais, d'inscrire en tête de son programme le cri de ralliement des encyclopédistes. Au milieu de notre société profondément troublée, la guerre contre la religion est devenue la grande affaire à laquelle les partis sacrifient tout, même les intérêts matériels et moraux du peuple. Dans la plupart des pays de l'Europe, les politiciens qui détiennent ou convoitent le pouvoir ne songent qu'à une chose : écraser l'Infâme. Or, à l'heure présente, l'Infâme, c'est encore et toujours le catholicisme, parce qu'il est l'incarnation la plus haute et la plus vivante de l'idée

religieuse. Aussi voyons-nous le catholicisme pourchassé et traqué en France, en Italie, en Portugal, en Autriche, en Espagne. Tantôt violente comme en France et en Portugal, tantôt sournoise et hypocrite comme en Italie, la persécution contre l'Eglise catholique sévit presque partout. L'Allemagne, qui a eu son *Kulturkampf* implacable, il y a une trentaine d'années, semble rester en dehors de cette fièvre anticléricale, grâce à la volonté énergique de son pieux empereur. Guidé par sa nature chevaleresque et aussi par son sens pratique qui lui fait voir dans le catholicisme une grande force conservatrice, Guillaume II n'a pas hésité à accorder une large protection à ses vingt millions de sujets catholiques. Mais même sous le sceptre du « nouveau Charlemagne » (1), les passions anticatholiques, un instant assoupies, se réveillent de toutes parts, comme le prouvent les élections récentes du Reichstag.

Ces élections allemandes ont été le champ clos où se sont mesurées et heurtées les forces catholiques et les forces antichrétiennes. « Il devient de plus en plus évident, écrivait le 3 mai dernier, l'*Augsburger Postzeitung*, le principal organe catholique de l'Allemagne du Sud, il de-

(1) C'est en ces termes que Guillaume II fut salué l'an passé à Aix-la-Chapelle par Mgr Fischer, évêque auxiliaire de Cologne. Peu de mois après, ce prélat fut nommé archevêque de Cologne, et, au dernier consistoire, il a été créé cardinal. C'est un des évêques les plus estimés et les plus dignes de la Prusse.

vient de plus en plus évident que les prochaines élections ne seront qu'un assaut livré au catholicisme par le protestantisme incrédule, et que le mot d'ordre sera partout : Sus à Rome, sus à l'Eglise romaine »! Et, en effet, à mesure que le jour du scrutin approchait, le Centre voyait se coaliser contre lui tous les autres partis de droite et de gauche.

Les socialistes furent les plus acharnés dans cette lutte. Oubliant que Windthorst avait autrefois défendu leur liberté, lorsque le chancelier de fer voulut les museler et les étouffer, ils opposèrent des concurrents à tous les candidats catholiques. Libéraux et conservateurs agrariens entrèrent presque tous dans la même voie. En vain, des esprits sensés tels que le député national-libéral Bassermann, ou le conservateur protestant Limburg-Stirum, avaient pensé que l'ennemi à combattre c'était l'extrême gauche, que tous les partis de l'ordre devaient marcher ensemble contre le socialisme ; leur point de vue fut vivement critiqué par les énergumènes de leurs partis respectifs. « Point d'alliance avec le Centre, clama la *Badische Landeszeitung*, plutôt rouge que noir » ; et ce discours s'adressait à Bassermann qui, à Carlsruhe, aurait voulu s'allier aux catholiques. « L'ennemi est à droite, écrivait le *Berliner Tagblatt* (4 avril), la principale feuille libérale de Berlin ; c'est contre cet ennemi qu'il faut nous liguer avec les socialistes ». « Aux prochaines élections, écrivait le même journal

quinze jours plus tard (19 avril), l'essentiel pour les libéraux est de faire face à la réaction et au Centre ; la lutte contre le socialisme devient accessoire ».

Pour qu'il n'y eût point de doute sur la véritable nature des passions ainsi déchaînées, on vit les sectaires des Universités quitter les *templa serena* de la science et se mêler aux bruyantes clameurs du Forum. Le Nestor de l'historiographie allemande, le vieux et illustre Mommsen, se souvenant qu'il avait un jour imité au Vatican l'exemple de M. Cardinal, publia dans la *Nation* une diatribe fanatique contre le catholicisme. Sortant des profondeurs de l'*Inconscient*, le philosophe Edouard Hartmann, le prophète du pessimisme, donna le signal d'alarme contre les ultramontains dans une série d'articles haineux parus dans le *Tag*. D'autres prétendus savants marchèrent sur les traces de ces deux coryphées de l'anticléricalisme, paraphrasant tous cet aveu échappé aux lèvres du professeur Böhtlingk : « Pendant le Kulturkampf, tout ce qui était libéral se sentait heureux ». « C'est une joie de vivre ! », s'était un jour écrié un député du Reichstag à l'époque où les prisons regorgeaient de prêtres !

S'il fallait en croire un haut fonctionnaire de l'empire, le prince A. de Hohenlohe, préfet de Colmar, le gouvernement lui-même aspirerait de nouveau à cette *joie de vivre*. On sait que le prince était député de la circonscription de Ha-

genau-Wissemburg, en Alsace. S'étant présenté devant ses électeurs, il leur avait fait des déclarations qui projettent une lumière significative sur la situation politique. « Le gouvernement, leur avait-il dit en substance, est malheureusement obligé de s'appuyer sur le Centre ; mais c'est à son corps défendant, et le chancelier actuel aimerait bien mieux opérer avec une majorité libérale qu'avec les *figures noires*. Je ne vous dis pas : plutôt rouge que noir ; mais, en aucun cas, rouge, encore beaucoup moins noir ! » Fils de l'ancien chancelier, esprit très fin et très intelligent, diplomate de race, neveu d'un cardinal, le distingué préfet de Colmar n'a point parlé à la légère. « Il faut admettre, disait le *Berliner Tagblatt*, le journal démocratique déjà cité, il faut croire que, en cette circonstance, le prince Alexandre de Hohenlohe a été, en quelque sorte, l'organe non-officiel du comte Bulow ; car il paraît impossible que ce fonctionnaire ait ainsi découvert le chancelier sans s'être d'abord soigneusement informé ». Ce fut l'avis général, et aucun démenti n'a été infligé à celui que les journaux de Berlin appelaient malicieusement le prince rouge.

Aux élections qui viennent de se terminer, la guerre a donc été faite aux catholiques par tous les partis, avec la connivence plus ou moins avouée du gouvernement, et le secret espoir que, des urnes sortirait une majorité nouvelle, une majorité libérale capable de reprendre les tradi-

tions du Kulturkampf et d'effacer la honte de Canossa. Dans les pages qui suivent, on verra que les ambitions de l'anticléricalisme allemand ont piteusement échoué et que, si le socialisme a beaucoup grandi, c'est au détriment, non pas du Centre catholique qui est demeuré intact, mais des partis libéraux et radicaux, qui ont fourni les principales recrues à la Révolution. Le *rouge* que les libéraux appelaient de leurs vœux, ils l'ont obtenu ; mais le *noir* est là également, et, bon gré mal gré, il faudra qu'ils s'en accommodent. Le Centre a résisté victorieusement à tous ses adversaires coalisés et gardé toutes ses positions. Parti prépondérant dans l'ancienne Chambre, il sera encore, quoi qu'on en ait, l'axe de la vie parlementaire dans le nouveau Reichstag. Son passé, son organisation, ses luttes et ses succès renferment peut-être d'utiles leçons qu'il sera bon de méditer, même au delà des frontières de l'Allemagne.

---

§ 2. — *LE ROLE DU CENTRE DURANT LA DERNIÈRE LÉGISLATURE*

Au lendemain des élections de 1898, la *Gazette de Francfort* écrivait mélancoliquement: « Le Centre reste le parti dominant ; son prestige et son autorité politiques se trouvent singulièrement rehaussés. Personne ne pourra lui disputer la présidence de la Chambre. Qu'on le déplore ou non, le Centre se dresse plus puissant même que sous Windthorst, car il vient de triompher d'une manière étonnante de toutes les tentatives de schisme nées soit de l'agitation agraire, soit de la campagne contre le septennat de la marine ». La prophétie du grand organe libéral s'est réalisée à la lettre au cours de la dernière législature. Pendant cinq ans, le comte Ballestrem a occupé le fauteuil présidentiel, et le Centre catholique a joué un rôle prépondérant dans toutes les grandes questions qui ont été débattues au Reichstag.

Adversaires et amis ont reconnu l'importance de ce rôle, et, pour des raisons diverses, quelques-uns se sont même plu à l'exagérer. A les en croire, le Centre était tout-puissant et tenait en ses mains les destinées de l'empire. « Le Centre domine, s'écriait le célèbre pasteur Nau-

mann dans un discours prononcé à Munich le 13 décembre 1902 ; semblable à un énorme rouleau, il s'avance irrésistible et écrase tout ce qu'il rencontre sur son passage ». Mommsen développait trois jours plus tard le même thème dans un article violent de la *Nation* où il dénonçait avec indignation l'alliance de la féodalité et de la Kaplanocratie. « Le Centre, affirmait-il, veut reprendre l'œuvre de la recatholicisation de l'Allemagne interrompue au dix-septième siècle ».

Ce sont là des hyperboles qui font sourire quiconque est au courant des choses allemandes. Loin de dominer, les catholiques n'avaient même pas réussi à obtenir pleinement justice. A propos d'un conflit scolaire, le vaillant et saint évêque de Trèves, Mgr Korum, a publié récemment une brochure qui contient les révélations les plus navrantes à ce sujet. Dans bien des diocèses l'administration est restée foncièrement hostile aux catholiques. Les Jésuites sont toujours bannis de l'empire comme de vulgaires malfaiteurs. Lorsque trois pauvres Capucins demandent à s'établir dans une ville, le gouvernement protestant de Berlin se réserve le droit de décider en dernière instance si leur ministère est indispensable. On pourrait allonger indéfiniment la liste de ces desiderata des catholiques allemands et on verrait que l'action du Centre ne justifiait en rien les colères ou les craintes des Naumann et des Mommsen. Sa prétendue domination n'est qu'un fantôme.

Et pourtant, hâtons-nous de le dire, les amis de Windthorst étaient devenus en Allemagne une puissance avec laquelle le gouvernement a été obligé de compter. Par suite de leur importance numérique et de leur cohésion, ils ont été à chaque session la carte forcée, le pivot de la politique ministérielle. Pour s'en convaincre, il suffit d'avoir présente à la mémoire la composition du défunt *Reichstag*.

La Chambre d'empire comprend 397 membres qui, après les élections de 1898, étaient groupés comme il suit :

Centre avec les Hanovriens	107	(1)
Polonais	14	
Alsaciens	10	140
Guelfes	4	
Bavarois agrariens	5	
Conservateurs	51	
Parti de l'empire	22	
Antisémites	12	146
Nationaux-libéraux	48	
Indépendants avec tendances	13	
Socialistes	56	
Union progressiste	12	
Démocrates progressistes	30	
Démocrates allemands	8	111
Danois	1	
Lithuanien	1	
Indépendants libéraux	3	

(1) 107 avec les quelques Hanovriens protestants qui sont les hôtes du Centre.

Il est facile de voir par ce tableau que c'en était fait de l'ancienne majorité de Bismarck qui avait conçu et exécuté le Kulturkampf. En effet, les conservateurs, le parti d'empire, les nationaux-libéraux ensemble ne réunissaient que 51 + 48 + 22 = 121 voix. Il leur manquait donc 78 voix pour avoir la majorité. Impossible de les trouver dans le nouveau *Reichstag*. A la rigueur, les deux groupes de progressistes — branches détachées du vieux tronc national-libéral, — auraient pu marcher quelquefois avec l'ancien *Cartel*. Malheureusement, ils ne comptaient que 30 + 12 = 42 voix, et cet appoint ne suffisait pas encore. Même si, à ces 42 voix, on avait ajouté les 12 voix antisémites et les 3 voix du parti agrarien, on n'atteignait pas le chiffre voulu. Autant dire que le gouvernement ne pouvait songer à se constituer une majorité avec les débris de l'armée bismarckienne. Les victoires éclatantes du socialisme avaient bouleversé complètement l'échiquier gouvernemental, car les 56 sièges socialistes avaient été gagnés sur les libéraux. Le jour où le prince de Bismarck s'aperçut de cette évolution et de ses conséquences, le grand réaliste qu'il était se tourna du côté de Windthorst. Ses successeurs durent se plier de même aux circonstances nouvelles et chercher ailleurs une autre majorité. Nous venons de voir que cette majorité gouvernementale n'était pas possible en dehors du Centre et de ses amis, les socialistes restant

naturellement réfractaires à toute combinaison de ce genre. Le Centre comptait 107 membres (1). A ces 107 venaient se joindre, dans toutes les grandes questions, les Polonais, les Alsaciens, les guelfes, de sorte qu'il disposait d'un bataillon compact de 130 à 140 députés. Il était ainsi le noyau indispensable de toute majorité, et, ce qui était précieux, en s'alliant à la droite, il neutralisait la coalition des socialistes et des libéraux sectaires dans les questions religieuses ; en s'alliant avec la gauche, il tenait en respect les velléités réactionnaires de la droite et du gouvernement. Si la liberté était menacée, il votait avec les socialistes et les progressistes contre les nationaux-libéraux et les conservateurs ; si, au contraire, la gauche menaçait les principes d'ordre, il offrait son concours aux partis de la réaction. Dans les deux cas, son intervention était utile et légitime.

C'est en ce sens, — mais en ce sens seulement, — que le Centre a été le parti dominant au Reichstag. En réduisant son influence à ces proportions vraies, on peut affirmer que cette influence a été énorme. En effet, toutes les lois saines, toutes les réformes utiles, adoptées durant la dernière législature, sont l'œuvre du Centre ou bien ont passé avec l'aide du Centre. La loi qui assure le secret des élections, la loi de tolérance religieuse, la loi sur les opérations

(1) Avec les 4 députés hanovriens qui étaient ses *hôtes* tout en étant protestants.

de la Bourse, le tarif douanier, d'autres mesures législatives encore ont triomphé au Reichstag parce que le Centre en avait fait son affaire. Et ces victoires ont été remportées, tantôt sur les socialistes, tantôt sur la réaction, le plus souvent au prix des plus grands efforts, quelquefois en dépit de la plus formidable obstruction.

Par lui-même, il ne pouvait rien ; sa force résidait dans l'habileté avec laquelle il négociait des alliances, prêtait son concours suivant la formule *do ut des*, déjouait les intrigues des rivaux. Il était surtout fort de la faiblesse et de l'impuissance des autres partis. Conservateurs, nationaux-libéraux, progressistes comptaient qui 50, qui 48, qui 30 sièges seulement ; et ils ne s'entendaient ni sur le terrain des questions politiques, ni sur celui des questions sociales, ni enfin sur celui des questions religieuses. En face de cet émiettement et de ces divergences, le Centre se dressait comme un groupe nombreux, compact, sachant nettement ce qu'il voulait et ce qu'il valait.

Cette situation privilégiée lui donnait une première supériorité incontestable. Ce qui assurait non moins de force au Centre, c'était l'esprit de discipline qui animait et soutenait le parti. Il est inutile de faire remarquer que le Centre étant une collectivité d'hommes ne saurait être à l'abri des passions humaines. Dans ses rangs, les divergences d'opinions, les dissentiments, les oppositions sont aussi fréquentes que dans n'im-

porte quel autre groupement politique. On s'imagine parfois qu'autour de Windthorst les députés catholiques n'avaient qu'un cœur et qu'une âme et que cette harmonie parfaite a survécu à l'illustre chef. La vérité est qu'aujourd'hui, comme au temps de la *Petite Excellence*, on trouve des germes de division dans le Centre. Il y a d'abord une sorte d'opposition de race entre les Allemands du Nord et les Allemands du Sud. Les catholiques prussiens, qui ont beaucoup d'esprit d'initiative et ont su s'organiser admirablement dès la première heure, se moquaient facilement de la nature débonnaire des Badois qui se laissaient manger la laine sur le corps, et des Bavarois qui ont subi si longtemps le joug odieux du libéralisme. D'autre part, il suffit de vivre quelques mois en Bavière pour savoir ce qu'on pense à Munich *von denen da droben*, *des voisins du Nord*. Tel député bavarois traiterait volontiers tel député rhénan de juif et de bandit.

Ce qui divise davantage encore les membres du Centre, ce sont les questions économiques. A côté des députés agrariens, on y trouve des députés industriels, et l'entente n'est pas sur le point d'aboutir entre les deux camps. Les paysans ont besoin de lois protectrices qui fassent monter le prix de leurs denrées, et les ouvriers des villes revendiquent le pain à bon marché. Vouloir satisfaire à la fois et dans la même proportion ces deux catégories, c'est chercher la

quadrature du cercle. Quoi qu'on tente, on n'arrivera jamais à les mettre absolument d'accord ; leurs députés respectifs seront aux prises chaque fois que le Parlement sera saisi des graves problèmes dont la solution intéresse l'agriculture et l'industrie.

Faut-il parler également de l'aile gauche et de l'aile droite du Centre, de la rencontre du courant démocratique et de l'esprit aristocratique ? Je le pourrais, si je voulais, et avec force détails à l'appui ; mais les catholiques allemands n'aiment pas qu'on s'immisce dans leurs querelles de famille, et ils ont raison. Qu'importe que le roturier Windthorst et le noble baron de Schorlemer-Alst ne se soient pas toujours entendu, si leurs ennemis n'en ont rien su, et surtout s'ils n'ont pas pu profiter de ce dissentiment ? Les rivalités de caste, comme les rivalités de personnes, sont inoffensives dans un parti où une discipline sévère enlace tous les membres et constitue un bloc infrangible en face de l'ennemi. C'est le cas du Centre, où l'esprit de corps remplace dans les moments critiques l'union des âmes. Lorsque les chefs du parti ont décidé un vote, il faut que tous les soldats marchent dans le rang. Il y a quelques années, un député ecclésiastique très connu voulut prendre la parole au Reichstag contre une proposition adoptée par le comité directeur du Centre. A ce moment, le docteur Lieber s'approcha de lui et lui glissa à l'oreille cette alternative : « *Du schweigst oder du fliegst,*

silence ou l'on te mettra à la porte ». L'argument fut irrésistible et le récalcitrant se tut. La discipline l'avait emporté.

Vaincre quand on est la majorité absolue dans un Parlement n'est pas un art bien difficile. Lorsqu'au plus fort du Kulturkampf les nationaux-libéraux formaient presque à eux seuls la majorité, rien n'était plus aisé que de persécuter à mort la petite minorité catholique. Que pouvait le bataillon commandé par Windthorst contre cette masse serrée des députés sectaires qui hurlaient de joie à mesure que les prisons se remplissaient de prêtres et d'évêques? L'éloquence la plus sublime demeurait impuissante, la logique perdait tous ses droits, la justice était foulée aux pieds. Les nationaux-libéraux étaient le nombre; ils avaient la force; ils votaient avec une haine féroce les lois les plus tyranniques, les vexations les plus odieuses, les mesures les plus brutales.

Suppression des traitements ecclésiastiques, exil, prison, rien n'était assez violent contre le clergé et les congrégations religieuses. Ces oppresseurs de la conscience chrétienne n'ont heureusement duré qu'un temps. Ils ont été dévorés par le socialisme dont ils avaient été les agents plus ou moins inconscients. Sous la dernière législature, ils n'étaient même plus cinquante : une minorité dérisoire, une quantité négligeable, et le Centre catholique avait pris leur place. Seulement, le Centre ne pouvait se flatter d'at-

teindre à la même puissance. Les catholiques forment un peu plus du tiers de la population totale de l'empire allemand. Avec les Polonais et les Alsaciens-Lorrains, ils envoient à peu près 130 députés au *Reichstag:* c'est le maximum auquel ils puissent arriver. Nous avons vu que le Centre comprenait 107 membres — 135 avec ses alliés naturels — et ne saurait en avoir davantage. Or, la majorité est de 199 voix. La situation du Centre était donc bien inférieure à ce qu'était celle des nationaux-libéraux à l'époque de leur grandeur.

---

§ 3. — *LES ADVERSAIRES DU CENTRE CATHOLIQUE AUX ÉLECTIONS*

Au surplus, cette discipline de fer est singulièrement favorisée par les hostilités, — ouvertes ou sourdes, — qui enveloppent de toutes parts les catholiques en Allemagne. Sans doute, l'empereur témoigne en toute occasion une sympathie non équivoque au Pape et aux évêques ; son voyage récent à Rome et au Mont-Cassin, son attitude lors des fêtes religieuses qui ont été célébrées à la cathédrale de Metz au mois de mai dernier, montrent que Guillaume II aime et respecte ses sujets catholiques. Dans une conversation avec le baron de Hertling, il a exprimé ses sentiments pacifiques à leur égard sous cette forme pittoresque : « Nous ne pouvons pas nous enfoncer les crânes les uns aux autres pour des questions religieuses, comme l'ont fait nos ancêtres il y a cent ans ; il faut que, protestants et catholiques, nous vivions en paix les uns avec les autres ». Nobles paroles qui dénotent un profond esprit politique et font honneur au souverain. Par malheur, elles ne modifient pas le vieil esprit sectaire qui survit toujours au fond

des administrations prussiennes, et elles n'empêchent pas davantage les agitateurs protestants de souffler la haine. Tout annonce qu'un nouveau Kulturkampf voudrait se préparer en Allemagne. Lorsque cet ennemi fut dénoncé pour la première fois au congrès catholique de Crefeld par le député Trimborn, bien des sceptiques haussèrent les épaules. Aujourd'hui, il n'y a plus de doute pour personne. Dans une réunion électorale des catholiques berlinois (4 juin dernier), le député Bachem lui-même, en général très optimiste quand il s'agit des protestants, n'a pas hésité à reconnaître que l'ennemi était aux portes. L'Allemagne catholique assiste à une véritable mobilisation des forces protestantes. *La Ligue évangélique*, une très puissante et très nombreuse association, est l'âme de cette nouvelle guerre religieuse qui éclate un peu partout à la fois. Des professeurs d'université se sont constitués les hérauts de cette croisade contre le catholicisme et surexcitent les passions confessionnelles dans les journaux et dans de vastes meetings populaires. A ces représentants de la science font écho les pasteurs protestants, qui déclament à leur tour contre le papisme et le romanisme. Comme si ce n'était pas assez de tous ces Tyrtées du fanatisme protestant, un Jésuite apostat, le comte P. de Hoensbrock, cherche, lui aussi, à anéantir le Dieu qu'il a quitté et ne recule devant aucune infamie pour battre en brèche le catholicisme. C'est, sur toute

la ligne, une levée de boucliers contre le Centre, un assaut général livré à l'Eglise catholique. « Ce nouveau Kulturkampf, disait la *Trierische Landeszeitung* (21 mars dernier), est plus dangereux que l'ancien, car il attaque l'Eglise catholique dans ses principes mêmes ». En attendant les violences légales, la réédition des fameuses lois de mai, *La Ligue évangélique* tient en haleine les populations protestantes, attise le feu dans les masses, éveille le *furor protestanticus* qui a fait explosion au lendemain de la guerre de 1870. Luther disait à la ligue de Schmalcade : « Que Dieu vous remplisse de la haine contre le Pape » ! Ce vœu impie est répété aujourd'hui par les innombrables fauteurs du nouveau Kulturkampf que nous voyons monter à l'horizon. Ils sèment des paroles de haine ; le vent de la persécution lève de tous côtés.

C'est ce danger pressant qui contribue pour une bonne part à cimenter l'union des catholiques et à maintenir debout la tour du Centre. Leur discipline, qui est une force, est aussi une nécessité. Elément indispensable de la majorité gouvernementale pendant les dernières années, le Centre eût été persécuté du jour au lendemain s'il était sorti amoindri des élections. Sous peine d'être persécutés durant la prochaine législature, les catholiques étaient donc condamnés à rester le parti le plus nombreux du nouveau Reichstag. De là l'importance exceptionnelle des élections législatives qui viennent d'avoir lieu

en Allemagne. Les questions économiques et sociales se trouvaient reléguées à l'arrière-plan ; le tarif douanier lui-même n'a pas joué le rôle qu'on s'attendait à lui voir jouer. Il ne s'agissait pas de savoir s'il y aurait plus ou moins de socialistes dans la nouvelle Chambre, mais si le Centre empêcherait une majorité libérale de protestants d'arriver au pouvoir. Le duel était livré entre le protestantisme et le catholicisme.

Par une coïncidence fatale, le Centre, qui avait à tenir tête à cette formidable coalition protestante, a trouvé des adversaires jusque dans le camp catholique même.

Au premier rang de ces frères ennemis figuraient les Polonais. Tout en formant un groupe à part dans le Parlement, les Polonais marchaient d'ordinaire avec le Centre. De son côté, le Centre n'avait cessé de défendre chaudement les revendications légitimes des Polonais. On se soutenait ainsi mutuellement pour le plus grand bien des uns et des autres. Des incidents douloureux, la politique hacatiste du gouvernement, des paroles imprudentes, des susceptibilités presque maladives ont rompu cette bonne entente et semé la discorde parmi les amis de la veille. On sait que le gouvernement prussien s'efforce au prix des plus grands sacrifices matériels de germaniser les populations polonaises des provinces de l'Est. Or rien ne peut vaincre la résistance farouche de l'âme slave. De petits enfants se sont fait battre jusqu'au sang, dans

les écoles, plutôt que de réciter leurs prières en allemand. On pourra tuer les Polonais, on ne parviendra pas à les germaniser. L'attitude du gouvernement de Berlin a naturellement provoqué une véritable exaspération chez les Polonais et donné naissance à un parti radical très dangereux. Ce qui a toujours caractérisé les Polonais, c'est un attachement inviolable à leur religion et à leur clergé. Catholicisme et polonisme étaient devenus des termes synonymes, et dans le pays de saint Stanislas on était prêt à donner sa vie pour sa foi religieuse comme pour sa foi nationale. Malheureusement, chez les Polonais radicaux les sentiments religieux sont moins en honneur que dans le grand parti polonais, et ils échappent le plus souvent à l'influence du clergé. Par le fait même, les liens devaient également se relâcher entre ces Polonais et les catholiques de nationalité allemande. Les journaux du Centre ayant parfois critiqué les outrances du jeune parti, celui-ci a confondu dans la même haine tous les Allemands et déclaré la guerre au Centre lui-même.

Les hostilités prirent un caractère aigu durant les élections. Si Allemands et Polonais étaient parqués dans des circonscriptions formées de manière qu'il n'y eût point de mélange d'électeurs, les chocs n'auraient pas eu lieu, puisqu'on ne se serait pas rencontré. Mais les deux races se compénètrent partout ; d'une part, le gouvernement transporte des colonies allemandes au

milieu des populations polonaises ; d'autre part, les Polonais émigrent avec une facilité étonnante et inondent toutes les provinces de l'empire. Race éminemment prolifique, il y a toujours en Pologne un trop plein qui se déverse au dehors. On a pu dire, sans paraître trop paradoxal, que, dans un siècle, Berlin sera une ville polonaise. Actuellement, il y a plusieurs centaines de mille Polonais fixés en Westphalie et dans la Province rhénane. D'abord imperceptibles, ces groupements polonais grandissent rapidement et deviennent de vrais centres politiques. Aux élections de 1898, les Polonais de la dispersion comme les Polonais de Pologne ont marché à peu près partout la main dans la main avec les catholiques allemands. Dans plus d'une circonscription ils ont assuré la majorité au candidat du Centre ; en revanche, les catholiques allemands ont voté loyalement pour le candidat des Polonais là où ils étaient le plus nombreux. C'était de la bonne tactique qui a profité aux uns comme aux autres. Le bon sens, à défaut des intérêts religieux, indiquait aux Polonais que, pour les récentes élections, il fallait obéir aux mêmes principes de conduite. C'est ce que leurs chefs ont compris, et, dans leur ensemble, les Polonais ont été favorables au Centre. Seuls les radicaux se sont montrés irréductibles, ne craignant pas de combattre ouvertement les candidats du Centre, en Silésie et dans les pays rhénans. Ils sont allés jusqu'à insulter leurs prêtres,

qui les désapprouvent, et à faire des coquetteries aux socialistes allemands ! Triste excès d'un coupable aveuglement !

Combattu énergiquement par les Polonais radicaux, le Centre a trouvé d'autres adversaires catholiques dans les milieux agricoles. A l'approche des élections, une scission s'était produite dans la grande association des paysans rhénans autrefois présidée par le comte de Loé. Un groupe, d'ailleurs peu important, dirigé et inspiré par M. Schreiner, menaçait de faire cause commune avec la *ligue agraire*, dont les tendances anticatholiques étaient notoires. En Bavière, le Centre rencontra de même une opposition aussi perfide que violente parmi certains paysans qui lui reprochaient de trop négliger les intérêts de l'agriculture. Groupés sous le nom de *Bauernbund*, ces dissidents avaient réussi, il y a cinq ans, à emporter trois sièges, sans compter trois ballottages et de nombreuses voix dans d'autres circonscriptions. C'était un coin enfoncé dans le Centre bavarois. Ils redoublèrent d'efforts pendant la dernière campagne électorale, soutenus à la fois par les socialistes et par les libéraux.

Comme les extrêmes se touchent, les savants et les lettrés... catholiques vinrent au secours des paysans pour démolir la tour du Centre en Bavière. En effet, le Centre n'a pas eu d'ennemis plus violents que les catholiques réformistes, ce groupe remuant de savants politiciens qui a

pour devise : l'ultramontanisme, voilà l'ennemi ! Tout jeune encore, ce parti veut en même temps réformer l'Église et anéantir le Centre. En ce moment, il a pour organe une revue hebdomadaire : *Das zwanzigste Jahrhundert,* fondée par un prêtre, l'abbé Bumuller, et rédigée quelque temps par un autre prêtre très hostile au Centre, le docteur Klasen. On y comptait en outre, comme rédacteurs ecclésiastiques, des professeurs d'université tels que l'abbé Mercklé, de la faculté de théologie de Wurzbourg, le fameux professeur Schell, le curé Rudolphi, etc. L'an dernier, ces étranges prêtres se sont réunis en congrès à Munich pour décider la création d'un journal politique destiné à combattre le Centre. Le projet n'a pas abouti parce que le principal meneur, l'abbé Klasen, est mort subitement en chemin de fer, et aussi parce que l'épiscopat, — surtout Mgr Keppler, — a condamné sans pitié les agissements de ces brouillons qui, sous prétexte de réformer l'Eglise, ne cessaient de la troubler. La volonté de nuire au Centre n'a pas manqué à ces déserteurs de la cause catholique ; nous verrons que leur tentative a été aussi impuissante que celle du Bauernbund. Quand la vipère mord le granit, elle y brise ses dents.

---

§ 4. — *L'ORGANISATION ELECTORALE DU CENTRE CATHOLIQUE*

Socialisme collectiviste et alliance évangélique, libéraux de toute nuance et conservateurs agrariens, Polonais dissidents en Prusse, paysans transfuges, antisémites et catholiques réformistes en Bavière, ces partis, de tendances si diverses, se sont rencontrés tous dans une haine commune ; tous ils avaient inscrit sur leur drapeau électoral la destruction du Centre. Comment triompher de tant d'ennemis à la fois ? La lutte n'était-elle pas trop inégale ? La trahison des Polonais et des Bavarois réfractaires n'allait-elle pas entraîner la déroute, — au moins partielle, — de l'ancienne armée de Windthorst ? Evidemment, la situation ne manquait pas d'une certaine gravité : le danger était imminent, il fallait le conjurer. Sans s'amuser à des récriminations inutiles, les chefs du parti se mirent à l'œuvre avec tout l'élan que donne la nécessité de vaincre. Dès le commencement du mois de mai, le Comité central lança un manifeste vibrant où étaient retracés à grands traits les résultats obtenus pendant la dernière législature.

Ce manifeste, qui renfermait une sorte de programme politique, économique et social, fut reproduit dans tous les journaux catholiques.

Formé par les députés catholiques les plus distingués de la Prusse, de la Bavière, du Wurtemberg, du grand-duché de Bade, le Comité central est permanent : c'est en quelque sorte une institution. Pendant les sessions du Reichstag, il étudie, traite et décide toutes les questions portées à la tribune du Parlement. Selon qu'il se prononce dans un sens ou dans l'autre, les députés du Centre votent pour ou contre le gouvernement. Au moment des élections, son rôle n'est pas moins important. C'est lui qui préside à la campagne électorale, rédige le manifeste-programme, met en mouvement l'organisme complexe formé par les innombrables œuvres catholiques (1). Au-dessous de ce comité, il y a dans chaque pays un comité régional qui publie

(1) Il est à remarquer cependant que le Comité central n'impose jamais de candidats pour une circonscription quelconque. Ce soin est toujours laissé aux comités régionaux et aux comités provinciaux qui seuls ont à décider dans cette question. De même le Comité central se garde bien de lancer un mot d'ordre général pour les ballottages. La discipline du Centre laisse, sous ce rapport, une grande latitude aux comités provinciaux. L'avantage de cette méthode saute aux yeux. Le Centre peut avoir tout intérêt à s'allier, je suppose, aux nationaux-libéraux en Hesse, et à les combattre énergiquement dans le grand-duché de Bade. C'est aux comités provinciaux à décider dans chaque cas particulier, et voilà pourquoi le Comité central ne revendique pas le droit de prendre des mesures générales au moment des scrutins de ballottage.

à son tour un manifeste où l'on tient compte des conditions locales de la province. A ces comités, dont les attributions sont très vastes, sont subordonnés une série d'autres comités de plus en plus restreints jusqu'à ce qu'on arrive au groupe électoral individuel. Ainsi s'échelonne, de Berlin au dernier village, un immense réseau de comités hiérarchisés dont les mailles serrées enveloppent tous les électeurs catholiques. Les mots d'ordre et les impulsions venus d'en haut se transmettent avec une grande exactitude et une grande rapidité. Surgit-il une difficulté sur un point quelconque ? Elle est transmise aux comités respectifs et, s'il le faut, le Comité central décide en dernier ressort. Les candidats sont désignés par les comités du district et approuvés par les comités supérieurs. Qu'il s'agisse du choix d'un candidat ou du choix d'une tactique, rien n'est abandonné au hasard : quiconque veut appartenir au Centre accepte la discipline en quelque sorte militaire qui maintient l'ordre sur toute la ligne.

Au cours de ces dernières semaines, cet appareil merveilleux a fonctionné avec sa précision et sa vigueur habituelles. Les comités, à tous les degrés, ont déployé une activité infatigable. Il y a eu des réunions électorales dans presque tous les villages. Les orateurs connus du parti se sont multipliés, se portant partout où quelque danger spécial exigeait leur présence. Pas une attaque des adversaires n'est restée sans réponse,

pas un sophisme sans réfutation, pas un complot sans contremine. Seuls, les socialistes peuvent se vanter d'avoir mené la lutte avec cette même savante méthode.

Les efforts des comités ont été très heureusement secondés par deux puissances qui ont toujours eu une grande part dans les victoires électorales du Centre : je veux dire le clergé et la presse catholique.

On étonnerait fort les Allemands si on leur déclarait que le clergé n'a pas le droit d'intervenir dans les élections. Protestants et catholiques s'inscriraient en faux contre une pareille prétention, car les pasteurs comme les curés entendent exercer leurs droits politiques dans toute leur étendue. Citoyens au même titre que le notaire, le médecin, l'avocat, — avec lesquels ils se rencontrent au café et à la brasserie, — ils n'admettent pas qu'on les relègue dans l'arrière-boutique de leurs presbytères. Le Reichstag forgeant des lois politico-religieuses, — la loi contre les Jésuites en est une triste preuve, — on trouverait ridicule que le clergé n'eût pas à s'occuper du choix des futurs législateurs. Aussi il s'en occupe activement, et très souvent, ce sont les curés qui convoquent les réunions électorales, prononcent les discours les plus nombreux et, quelquefois, vont réfuter les adversaires jusque dans leurs propres meetings. Si le ministre des cultes se mettait en tête de supprimer les traitements ecclésiastiques pour ingérence

électorale, il n'y aurait plus de budget des cultes, parce que tout le monde serait frappé. Il faudrait même commencer par l'épiscopat, car les évêques les plus en vue ont pris publiquement fait et cause pour le Centre. « Les évêques seraient des lâches, a dit l'évêque de Wurzbourg, s'ils souhaitaient l'affaiblissement du Centre ». En Wurtemberg, le célèbre et vaillant évêque de Rottenburg, Mgr Keppler, disait dans un grand discours prononcé en tournée de confirmation, à Mergentheim : « Lâches et traîtres sont ceux qui, aux élections, ne soutiennent pas la cause catholique ». Prélats militants, dira-t-on peut-être, et leur exemple est suspect ! — Or voici un fait encore beaucoup plus significatif. Le cardinal Kopp, prince-évêque de Breslau, le prélat de cour, l'ami de l'empereur, le conseiller d'Etat, a publié, quelques jours avant le scrutin du 16 juin, une lettre pastorale virulente contre la presse hostile au catholicisme, et combattu avec la dernière énergie les socialistes aussi bien que les Polonais dissidents. Cette lettre a produit une sensation immense dans toute l'Allemagne et elle n'a pas peu contribué à stimuler le courage des catholiques et, en particulier, celui du clergé. J'ajouterai que, en dehors des socialistes et des Polonais directement visés, personne n'a eu l'idée de trouver à redire à la démarche de l'éminent prélat. Dans les camps adverses, on peut détester ou combattre le clergé, on ne lui conteste pas ses droits politiques.

Si le curé est souvent le grand électeur de sa circonscription, — quand d'ailleurs il n'est pas candidat lui-même, et les candidatures ecclésiastiques sont toujours nombreuses en Allemagne, — un de ses principaux moyens d'action est le journal. La presse du Centre est le grand levier qui sert à soulever la masse des électeurs. Elle est admirablement organisée et adaptée à son but. Non que les catholiques possèdent de grands journaux politiques, où la valeur littéraire des articles le dispute à la richesse des informations ; sous ce rapport, leurs adversaires leur sont bien supérieurs. Le *Berliner Tagblatt*, la *Frankfurter Zeitung*, la *Koelnische Zeitung*, pour ne citer que quelques feuilles connues à Paris, sont infiniment au-dessus des journaux du Centre. Ceux-ci sont, en règle générale, médiocrement rédigés, — même les meilleurs ; — ils n'ont que des informations de seconde et de troisième main et n'entretiennent point de correspondants à l'étranger (1). Je ne crois pas les déprécier ou leur faire tort en disant qu'ils ne valent pas les journaux conservateurs français. Malgré ces réserves, on ne saurait nier que cette presse du Centre exerce une influence puissante et salutaire au moment des élections. C'est qu'on ne fait marcher les électeurs ni avec des chefs-d'œuvre littéraires, — on ne le voit que trop

(1) De temps à autre, quelques journaux du Centre ont des correspondants à Paris et à Rome ; mais ces correspondants sont d'une nullité navrante.

en France ! — ni avec des correspondances étrangères payées 5 francs la ligne. Au plus fort des luttes électorales, ces avantages si précieux ne sont plus que d'un faible secours. La supériorité de la presse catholique est ailleurs. Elle consiste, avant tout, dans l'unité de direction de sa politique. Devant l'ennemi, tous les journaux du Centre, et il en est plusieurs centaines, suivent la même voie, observent la même consigne, soutiennent les mêmes candidats. On n'admet pas de francs-tireurs qui ne feraient que compromettre le succès final. Dans chaque circonscription, il y a un seul candidat du Centre, et tous les journaux le soutiennent énergiquement, même ceux qui ne l'aiment pas.

Cette action directe des journaux sur le public est d'autant plus facile que la presse catholique est très décentralisée et c'est une autre de ses supériorités. A Berlin, il n'y a, je crois, que deux journaux catholiques ; à Munich, il n'y en a guère plus. Excepté la *Germania*, qui est l'organe officiel du Comité central, ces journaux n'ont point d'action au dehors. Chaque ville de province, voire même chaque petite ville, a ses feuilles locales qui font réellement l'opinion. Très rapprochés de leurs lecteurs, ces journaux connaissent mieux leurs besoins, leur manière de sentir, leurs traditions : ils savent mieux quelles susceptibilités sont à ménager, quelles cordes on peut faire vibrer, sur quel terrain il faut se placer pour gagner la confiance des électeurs.

Sans doute, ce contact plus immédiat entre le journal et le public ne supprime ni les malentendus, ni les difficultés ; mais il en diminue singulièrement le nombre.

C'est parce que les comités ont disposé d'une presse locale si bien outillée que le résultat des élections a été très satisfaisant, en dépit d'obstacles qui eussent paru insurmontables à tout autre parti. C'est parce que le Centre a pu s'appuyer sur de tels journaux et un tel clergé qu'il est sorti victorieux de la plus redoutable épreuve qu'il ait traversée depuis son origine.

---

§ 5. — *LA RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES CATHOLIQUES ALLEMANDS*

Le nombre des ennemis n'effraya point le Centre. Il engagea la lutte avec une fougue impétueuse qui était de bon augure. Non seulement il défendit toutes ses positions qui pouvaient être considérées comme acquises, il eut soin de porter l'offensive chez les adversaires. Alors qu'il n'a jamais possédé qu'environ 100 sièges, il a posé cette fois des candidatures dans 161 circonscriptions. C'était presque de la jactance et de la bravade.

Ce faisant, il imitait, du reste, l'exemple des autres partis. Pour 397 sièges il y a eu près de 1.500 candidats en présence, spectacle tout à fait inusité en Allemagne. Ce sont les socialistes qui ont inauguré ce système, un peu puéril, qui consiste à ramasser le plus de voix possible, sans se préoccuper des chances de succès de chaque candidature. Grâce à cette tactique, on les vit en 1898 figurer en tête de la liste au point de vue du nombre des voix obtenues. Voici, en effet, la statistique officielle des élections de 1898.

Voix obtenues :

Socialistes.	2.107.076
Centre	1.455.199
Nationaux-libéraux . .	971.302
Conservateurs . . .	859.222
Progressistes. . . .	558.314
Parti de l'Empire . .	343.642

Je ne cite que les chiffres les plus importants.

Ce qui montre bien la vanité de ce trompe-l'œil, c'est que, malgré leurs 2 millions de voix, les socialistes n'arrivèrent pas même à s'emparer de 60 sièges, tandis que le Centre en avait 107. Cette fois, ils avaient posé des candidatures dans toutes les circonscriptions, sauf une seule. Le résultat a été plus brillant, comme il fallait s'y attendre, mais sans atteindre des proportions vraiment inquiétantes. Au fond, malgré les apparences, le danger socialiste est moins pressant en Allemagne qu'on ne le suppose, et l'empire ne subira jamais la honte d'une majorité où les Jaurès germaniques dicteraient la loi au pays. Le jour viendra peut-être où ils seront 100 au Reichstag ; leur impuissance n'en sera pas moins radicale. Que peuvent-ils, en effet, contre un gouvernement fort, un gouvernement bien décidé à ne jamais pactiser avec eux ?

Après les socialistes, ce sont les nationaux-libéraux qui ont brigué les suffrages dans le plus grand nombre de circonscriptions : ils ont mis en avant 178 candidats. Beaucoup d'appelés et peu d'élus !

Les autres partis, du moins les plus importants, viennent ensuite dans l'ordre suivant : Démocrates progressistes, 112 ; conservateurs, 111 ; antisémites, 50 ; union progressiste, 40 ; ligue agraire, 30 ; Polonais, 25 ; parti de l'empire, 24 ; etc.

De cette mêlée, quelle serait l'issue et quelles espérances pouvaient concevoir les différents partis et le Centre en particulier ? L'examen attentif de la carte électorale fournira de précieuses indications sur les forces respectives des belligérants. Consultons-la, en nous plaçant au point de vue du Centre, qui nous occupe spécialement. La Prusse, la Bavière, le Wurtemberg, le grand-duché de Bade, la Hesse sont d'ailleurs les seuls pays qui entrent en ligne de compte, parce que, dans le reste de l'empire, les catholiques ou bien n'existent pas ou bien ne forment que d'infimes minorités.

Commençons par la Prusse. Les douze provinces du royaume comprennent 236 circonscriptions électorales. Les catholiques y sont disséminés d'une façon très irrégulière, formant des agglomérations plus compactes dans l'Ouest et sur certains points de l'extrême Est.

Dans le district de *Koenigsberg*, ils forment la majorité dans *deux* circonscriptions sur 10 : à Braunsberg-Heilsberg, où ils sont 92 pour 100, et à Altenstein-Roessel, où ils sont 87 pour 100 ; dans le district de *Dantzig*, ils ont la majorité dans 2 circonscriptions : à Neustadt et à Berent, et

des minorités respectables dans les trois autres : à Elbing, 27 pour 100 ; à Dantzig-campagne, 35 pour 100 et à Dantzig-ville, 30 pour 100.

Dans le district de *Marienwerder*, cinq circonscriptions ont de grandes majorités catholiques : Konitz avec 77 pour 100, Schwetz avec 56 pour 100 ; dans trois autres, Graudenz, Rosenberg, Thorn, protestants et catholiques sont à peu près de force égale.

Dans le district de *Posen*, les dix circonscriptions ont toutes une majorité catholique de 53 à 86 pour 100.

Dans le district de *Bromberg*, les catholiques ont la majorité dans trois circonscriptions : à Inowrazl-Mogilno, à Gnesen-Wongrowitz, à Wirsitz ; dans les deux autres, ils ont 40 pour 100 à Bromberg et la même proportion à Czarnikan-Kolmar.

Le district de *Breslau* n'a que trois circonscriptions — sur dix — à majorité catholique : Reichenbach, Glatz, Frankenstein ; les dix autres ont des minorités catholiques qui varient entre 22 et 24 pour 100.

Les douze circonscriptions d'*Oppeln* ont toutes des majorités catholiques.

En allant vers l'Ouest, nous trouvons le district d'*Erfurt* (Saxe prussienne) qui comprend quatre circonscriptions dont une seule, celle de Heiligenstadt, a une majorité catholique. C'est, du reste, le seul îlot catholique de toute la Saxe prussienne, qui envoie vingt députés au Reichstag.

Dans le district d'*Osnabrück*, la circonscription de Meppen — c'était celle de Windthorst, qu'on appelait quelquefois la perle de Meppen — a une majorité catholique de 71 pour 100 ; celle d'Osnabrück n'en a que 46 pour 100. C'est encore un petit îlot catholique dans l'ancien royaume de Hanovre qui ne compte pas moins de dix-neuf circonscriptions électorales.

Le district de *Münster* comprend quatre circonscriptions à majorité catholique : Borken avec 90 pour 100, Ludinghausen avec 98 pour 100, Teklenburg avec 68 pour 100, et Münster-Koesfeld avec 93 pour 100.

Dans le district de *Minden*, les catholiques ont la majorité dans deux circonscriptions : à Paderborn (94 pour 100), à Wartburg-Haexter (87 pour 100) ; dans une troisième, à Bielefeld, ils ont une minorité de 30 pour 100 ; la quatrième, Herford, est tout entière protestante.

Sur les huit circonscriptions du district d'*Arnsberg*, deux seulement ont une majorité catholique : Olpe (95 pour 100), Lippstadt (92 pour 100), Dortmund en a 50 pour 100, Hamm 46 pour 100, Bochum 46 pour 100, Altona-Iserlohn 26 pour 100.

Dans le district de *Cassel*, une seule des neuf circonscriptions a une majorité catholique, Fulda, avec 66 pour 100.

Dans celui de *Wiesbaden*, il y en a deux sur six qui ont des majorités catholiques : Goarshausen, avec 61 pour 100 ; Höchst-Usingen,

avec 51 pour 100 ; les quatre autres ont des minorités qui ne sont pas à dédaigner : Wiesbaden 43 pour 100, Francfort-sur-le Mein 38 pour 100, Dillenburg 27 pour 100, Limburg 43 pour 100.

Si de Hesse-Nassau nous passons dans la Province rhénane, nous trouvons une population catholique encore plus dense.

Dans le district de *Coblentz,* quatre circonscriptions sur six sont en grande majorité catholiques : Coblentz (82 pour 100), Mayen (96 pour 100), Adenau-Kochem (88 pour 100), Neuwied (59 pour 100) ; dans les deux autres, les catholiques comptent à Kreuznach 44 pour 100, à Vetzlar 29 pour 100.

Les six circonscriptions du district de *Cologne* ont des majorités catholiques de 70 à 97 pour 100.

Les cinq districts d'*Aix-la-Chapelle* ont des majorités catholiques encore plus considérables, 92 à 97 pour 100.

Dans le district de *Trèves,* quatre circonscriptions : Trèves, Daun, Wittlich, Saarburg, ont une majorité catholique de 83 à 99 pour 100. Des deux autres, Saarbrücken en a 60 pour 100, Ottweiler-St-Wendel 56 pour 100.

Ces pays rhénans sont, comme on le voit, le boulevard du catholicisme en Prusse ; c'est le pays clérical par excellence.

Dans huit circonscriptions du district de *Düsseldorf,* les catholiques ont des majorités plus

ou moins grandes : Düsseldorf 73 pour 100, Kempen 96 pour 100, München-Gladbach 80 pour 100, Neuss 90 pour 100, Clèves, Crefeld, Mörs, Essen de 50 à 80 pour 100. Dans les quatre autres, à Lennep, Elberfeld-Barmen, Solingen, Duisburg, les protestants dominent.

Enfin, dans le district de *Sigmaringen*, l'unique circonscription compte 95 pour 100 de catholiques. Ainsi, en Prusse, les catholiques sont en majorité dans 81 circonscriptions, tandis qu'ils n'existent pour ainsi dire pas dans les 175 autres.

Le *grand-duché de Bade* compte quatorze circonscriptions électorales. Dans huit d'entre elles les catholiques sont en majorité : Constance avec 93 pour 100, Donaueschingen avec 84 pour 100, Waldshut-Saeckingen avec 83 pour 100, Fribourg avec 67 pour 100, Ettenheim-Lahr avec 67 pour 100, Offenburg avec 69 pour 100, Baden-Rastatt avec 92 pour 100, Tauberbischofsheim avec 72 pour 100. A Loerrach les deux confessions sont de force égale ; à Carlsruhe, à Mannheim, à Heidelberg, à Sinsheim, ce sont partout les protestants qui sont en grande majorité.

Le *Wurtemberg* envoie 17 députés au Reichstag ; sur ces 17 circonscriptions, 4 ont une population en majorité catholique : Ellwangen 59 pour 100, Echingen 63 pour 100, Bibrach 91 pour 100 et Ravensburg 80 pour 100. Partout ailleurs, les protestants disposent de grandes majorités.

En *Bavière*, la proportion est renversée. Sur 48 circonscriptions, 35 ont des majorités catholiques, à savoir : six sur huit dans la *Haute Bavière*, Aichbach, Ingolstadt, Wasserburg, Weilheim, Rosenheim, Traunstein ; six dans la *Basse Bavière*, Landshut, Passau, Kehlheim, Straubing, Pfarrkirchen, Deggendorf ; dans le *Palatinat* deux sur six : Gemersheim, Zweibrücken ; dans le *Haut Palatinat* cinq : Ratisbonne, Amberg, Neumarkt, Neuburg, Neustadt ; dans la *Franconie supérieure* trois sur cinq : Bamberg, Forchheim, Kronach ; une sur cinq dans la *Franconie moyenne*, Eichtaett ; dans la *Franconie inférieure* six : Wurzburg, Schweinfurt, Neustadt a S., Lohr, Kitzingen, Aschaffenburg ; six dans la *Souabe* : Augsburg, Donauwoerth, Dillingen, Illertissen, Kaufbeuren et Immenstadt.

Enfin, pour compléter ce tableau, il faut ajouter une circonscription dans le grand-duché de Hesse, Mayence.

En résumant ce tableau, nous trouvons que les catholiques ont la majorité — une majorité quelquefois bien relative — dans

81 circonscriptions du royaume de Prusse
4 circonscriptions du royaume de Wurtemberg
8 circonscriptions du grand-duché de Bade
35 circonscriptions du royaume de Bavière
1 circonscription du grand-duché de Hesse
—
129

A ces 129 circonscriptions catholiques, il faut en ajouter 14 d'Alsace-Lorraine, — à Strasbourg, les protestants, unis aux Juifs, l'emportent sur les catholiques, — ce qui nous donne un chiffre total de 143.

Il est facile de voir que ce chiffre se confond sensiblement avec celui des députés catholiques qui sont entrés au Reichstag en 1898. Dans l'ancienne Chambre, en effet,

Le Centre comprenait	107	députés.
Le groupe polonais	14	»
Les Alsaciens	10	»
Total.	131	

On peut grossir ce nombre en y joignant les cinq Bavarois agrariens qui se sont présentés sous la bannière catholique (il y avait même un prêtre parmi eux, l'abbé Ratzinger, économiste très connu), ce qui nous donne 136.

L'écart entre le chiffre des députés catholiques et celui des circonscriptions à majorité catholique est tout à fait insignifiant. Aux élections de 1898, il n'y a eu que six circonscriptions catholiques qui n'ont pas nommé de candidats du Centre : Donaueschingen (dans le grand-duché de Bade), qui a élu un national-libéral, d'ailleurs... catholique; Zweibrücken et Gemersheim, dans le Palatinat, Saarbrücken et Ottweil-Saint-Wendel (dans la Province rhénane), où l'influence des patrons protestants a faussé le scru-

tin ; Rosenberg, en Silésie, où les électeurs catholiques ont pris l'engagement de nommer un conservateur protestant (en échange d'un député catholique qu'on leur accorde pour le Landtag prussien).

Il est vrai qu'à ces six sièges viennent s'ajouter quatre d'Alsace-Lorraine pris par des protestants et le prince de Hohenlohe, et six du district de Marienwerder perdus par les Polonais. L'Alsace-Lorraine, se trouvant dans des conditions politiques très particulières, doit être mise à part (1), et quant aux échecs de Marien-

(1) Quelques mois avant les élections récentes, il s'est formé en Alsace-Lorraine un parti alsacien — *Landespartei* — auquel se sont ralliés la plupart des députés du pays. Ce parti a déployé une grande activité durant la campagne électorale et a réussi à faire élire 7 de ses candidats : les abbés Wetterlé, Delsor, Roellinger, l'avocat Vonderscheer, le docteur Ricklin, Wiltberger, qui a battu le prince de Hohenlohe, et Preiss. A côté de la *Landespartei,* le Centre catholique a présenté un candidat en Alsace et un autre en Lorraine. Le premier a échoué dès le 16 juin, le second au scrutin de ballottage. Le Centre avait du reste voulu s'implanter dans toutes les circonscriptions d'Alsace-Lorraine ; mais il s'est heurté à une vigoureuse opposition. En France, on en avait conclu que les Alsaciens-Lorrains étaient *protestataires ;* c'est une illusion à laquelle on fera bien de renoncer. Il n'y a plus de parti protestataire en Alsace ; le député Delsor l'a déclaré formellement au Reichstag et le député Wetterlé l'a proclamé non moins nettement dans son journal. Les Alsaciens sont Alsaciens et ne regardent nullement du côté des Vosges. Du reste, la politique sectaire de l'ex-abbé Combes serait de nature à détruire en Alsace les derniers vestiges des sympathies françaises. Il y avait dans les congrégations françaises plusieurs milliers d'Alsaciens. Beaucoup de ces religieux et de ces religieuses chassés de France sont venus chercher un asile dans leurs familles

werder, ils ont leur explication trop naturelle ! Dans ces circonscriptions, le Centre et les Polonais, n'ayant pas pu tomber d'accord, avaient présenté partout une double candidature. Le résultat ne pouvait être douteux ; les adversaires protestants réussirent à enlever ces sièges détenus jusqu'alors par les Polonais.

En revanche, grâce à d'habiles combinaisons, le Centre a gagné, en 1898, le siège de Limburg, en Nassau, où les catholiques sont en minorité.

En 1898, les catholiques eurent donc lieu d'être très satisfaits du résultat des élections. Leur admirable organisation avait porté ses fruits et assuré au Centre un éclatant triomphe. Dès le premier tour de scrutin, — c'était aussi le 16 juin, — 85 députés du Centre sortirent des urnes, trois de plus qu'aux élections de 1893. Auprès de ce chiffre imposant, les autres partis firent assez triste figure.

Furent élus :

38 conservateurs.
32 socialistes.
10 conservateurs libéraux ou parti de l'empire.
10 nationaux-libéraux.
5 antisémites.
13 Polonais.
1 agrarien prussien.

d'Alsace, et le spectacle que présentent ces exilés excite une vive indignation contre le pays où de pareilles infamies sont possibles.

3 agrariens bavarois.
1 membre de l'Union progressiste.
1 membre de l'Association progressiste.
1 Danois.
9 députés indépendants.

Le scrutin de ballottage renforça la victoire du Centre et celle des socialistes, et, dans un tableau cité plus haut, on a vu que les autres partis ne réussirent que faiblement à atténuer les coups reçus au premier tour.

Voici à titre de curiosité le tableau comparatif officiel des voix obtenues par les divers partis aux élections de 1898 et aux élections de 1903.

	En 1898	*En 1903*
Socialistes	2 107 076	3 025 107
Centre	1 455 139	1 853 707
Nationaux-libéraux	971 302	1 243 393
Conservateurs	859 222	909 714
Démocrates du parti Richter	558 314	523 525
Polonais	244 128	340 480
Parti de l'Empire	343 642	282 444
Antisémites	284 250	244 587
Union démocratique	195 682	241 116
Ligue agraire (de Bavière et Wurtemberg)	140 304	117 327
Agrariens (du Nord)	110 398	114 350
Libéraux indépendants	33 154	102 974
Guelfes	94 359	94 214
Conservateurs indépendants (en Lorraine)	»	94 150
Démocrates allemands (du Sud)	108 528	93 804
Parti alsacien	107 415	81 527
Nationaux-sociaux	27 208	27 334
Mittelstand	»	26 809
Chrétiens-sociaux	»	23 115
Danois	15 439	14 843
Lithuaniens	8 371	6 012

§ 6. — *LA PREMIÈRE BATAILLE ET LE TRIOMPHE DU CENTRE CATHOLIQUE ET DU SOCIALISME*

Au mois de juin dernier, les élections présentaient un caractère particulièrement mouvementé, ce qui s'explique déjà par la multiplicité des candidatures. Les abstentions furent moins nombreuses qu'en 1898. Tous ceux qui prennent à cœur les intérêts du pays, ou même simplement les intérêts de leur parti, allèrent aux urnes, armés de leur bulletin de vote. La première bataille, — celle du 16 juin, — dont l'issue était attendue avec une curiosité pleine d'angoisse, donna les résultats suivants.

Députés élus :

Centre catholique	88
Polonais	14
Parti national d'Alsace-Lorraine	5
Conservateurs	31
Parti de l'empire	6
Nationaux-libéraux	6
Agrariens	3
Socialistes	56
Chrétien-social	1
Danois	1

Indépendants	4
Antisémite	1

Ces résultats définitifs semèrent la terreur parmi les vaincus, et ceux-ci ne furent ni rassurés ni consolés en consultant le tableau des ballottages.

Ballottages :

Centre catholique.	36
Polonais.	8
Parti national d'Alsace-Lorraine et Alsaciens	2
Conservateurs	39
Parti de l'empire.	15
Nationaux-libéraux	65
Agrariens.	6
Socialistes	120
Parti réformiste	8
Démocratie progressiste (parti de Richdor).	24
Union démocratique.	11
Antisémites.	12
Démocrates allemands	8
Guelfes	6
Ligue agraire	2
Indépendants	3
National-social.	1
Chrétien-social.	1

De ce double tableau se dégagent, avec une netteté parfaite, deux faits également importants : l'élan irrésistible de l'armée socialiste, et la solidité à toute épreuve de la tour du Centre.

On peut dire que le Centre a fait merveille.

Les libéraux et les protestants sectaires qui avaient prédit son effondrement n'avaient sans doute pas une confiance absolue dans leur don de prophétie, et s'ils criaient si fort pendant la lutte c'était un peu pour s'étourdir et pour dominer leur propre épouvante. Ce qu'ils ne soupçonnaient pas, c'est que la première rencontre serait si favorable au Centre. Celui-ci, nous l'avons vu, avait conquis 83 sièges en 1893 et 85 en 1898 au premier tour de scrutin. Tous les adversaires espéraient, les chefs du Centre eux-mêmes pensaient que, cette année, par suite de la diversion des Polonais et de quelques agrariens, le chiffre des sièges enlevés du premier coup serait un peu moindre. Il n'en a rien été. Contre toute attente, il a même été plus fort qu'il y a cinq ans, puisque 88 députés du Centre ont été élus le 16 juin et dans la plupart des cas avec de fortes majorités. A ces sièges gagnés il faut ajouter 36 ballottages, ce qui constitue également un chiffre magnifique, en progrès sur celui de 1898.

Et si nous passons en revue les diverses parties de l'empire où les catholiques ont joué un rôle, nous constatons que partout leurs efforts ont été couronnés de succès.

Dans l'Allemagne du Sud, on s'est tout particulièrement distingué. C'est ainsi que, dans le *grand-duché de Bade,* les catholiques ont fait passer six de leurs candidats et obtenu cinq ballottages. On est loin de l'époque où les Prus-

siens pouvaient reprocher aux Badois leur apathie, leur caractère moutonnier et parler du *Musterlândla* avec un dédain plein de morgue ! J'ai raconté ailleurs comment le peuple badois s'est réveillé de sa torpeur (1). Aux élections du 16 juin, il a prouvé une fois de plus qu'il ne mérite plus sa réputation d'antan, et qu'il est aussi ferme dans sa foi que les autres catholiques allemands. Il faut même ajouter que, dans le grand-duché de Bade, les catholiques ont mieux travaillé qu'on ne l'a fait dans certaines régions de la Prusse. En effet, si, dans les autres pays, le socialisme a fait un pas de géant, comme nous le verrons tout à l'heure, ici ses progrès ont été relativement faibles. Aucun des trois députés socialistes n'est sorti au premier tour. Comme nombre de voix, les socialistes en ont à peine gagné 20.000 depuis 1898, alors que les voix du Centre ont passé de 97.000 à 134.000. C'est presque un recul pour le socialisme.

En Wurtemberg, le Centre a brillamment emporté ses quatre sièges et, pour la première fois, il a obtenu deux ballottages ; jusqu'à présent il n'avait jamais pu en obtenir plus d'un. Il a, de même, gagné beaucoup de voix, de 15.000 à à 20.000, soit dans les quatre circonscriptions où les catholiques sont en majorité, soit dans

(1) Je me permets de renvoyer le lecteur à mon volume intitulé : *Le Réveil d'un peuple*, paru chez Lethielleux, Paris, 10, rue Cassette. Il peut être intéressant de le consulter à propos de ces élections.

celles où ils ne forment qu'une minorité plus ou moins faible. Et, remarque significative, qui s'applique aussi au grand-duché de Bade, les socialistes n'ont sérieusement gagné des voix que parmi les populations protestantes.

La Bavière catholique a répondu dignement aux provocations odieuses des libéraux sectaires qui avaient crié si haut : « Plutôt rouge que noir ! » Elle est restée la citadelle du catholicisme. Au premier tour de scrutin des élections de 1898, le Centre avait obtenu 23 sièges et 11 ballottages, et c'était déjà un brillant succès. « Si nous le voulons, le Centre sera par terre », répétaient les feuilles libérales de Munich, à la veille du 16 juin dernier. N'ont-ils pas *voulu*, les matamores de l'anticléricalisme ? Pris d'une pitié soudaine, ont-ils eu la générosité d'épargner « le dragon noir » ? Toujours est-il que le Centre emporta 28 sièges et 8 ballottages, une vraie débâcle pour ses adversaires ! Sur ces 28 mandats, il en avait possédé 27 durant la dernière législature. Le vingt-huitième, celui de Wasserburg, il l'a enlevé au *Bauernbund*. C'est donc un siège de gagné, ce qui paraissait difficile dans un pays où le tiers de la population est protestant.

Les ballottages ne sont pas moins caractéristiques que les succès définitifs. Dans le Palatinat, le Centre en a obtenu quatre, tandis qu'il n'en avait eu que trois en 1898. Enfin, les progrès du Centre paraissent encore très sensibles si l'on

tient compte de l'ensemble des voix catholiques. Dans les six circonscriptions du Palatinat, par exemple, il avait obtenu 29.700 voix en 1893, 33.935 en 1898, au 16 juin dernier 42.000. Le même fait s'est produit à Munich, à Augsburg, dans la plupart des circonscriptions où il restait encore un progrès à réaliser. Dans l'ensemble de la Bavière, on compte un gain d'environ 125.000 voix. Si les socialistes ont gagné du terrain en Bavière, — cela est surtout vrai pour les régions protestantes, — le Centre en a gagné davantage, et ce sont les libéraux et les protestants qui ont payé les frais de cette double série de victoires.

Les provinces catholiques de la Prusse se sont naturellement montrées à la hauteur de leur tâche. Dans l'Est comme dans l'Ouest, le Centre a su maintenir ses positions malgré le nombre et l'acharnement de ses adversaires. La chose paraissait d'autant plus malaisée que la Westphalie, la Province rhénane, la Silésie, sont des régions essentiellement industrielles et partant très accessibles à la propagande socialiste. Les milieux ouvriers sont les vrais bouillons de culture du collectivisme, comme l'ont amplement prouvé les élections qui nous occupent. Mais, grâce à l'influence du catholicisme, les agitateurs révolutionnaires ont presque partout échoué dans les pays rhénans lorsqu'ils ont essayé d'enlever, — dès le premier tour, — leurs sièges aux députés du Centre. Dans la province rhénane,

le Centre a fait passer 25 de ses candidats et obtenu 8 ballottages (en 1898, le résultat avait été : 26 élus et 7 ballottages). En Silésie, il y a eu 10 élus et 3 ballottages ; en Westphalie, 9 élus et 2 ballottages. Dans le pays de la Saar, il a même enlevé aux nationaux-libéraux le siège de de Ottweil-Saint-Wendel ; c'est la première fois qu'il a réussi à s'emparer de cette circonscription, qui passait pour l'un des fiefs inexpugnables du libéralisme. Il est vrai que ce gain est balancé par la perte de deux sièges : celui de Reichenbach (Silésie) que les socialistes ont reconquis après l'avoir perdu aux élections de 1898, et celui de Lissa-Fraustadt (Posen), où un candidat polonais est en ballottage avec un conservateur libre. Mais ce sont là des pertes minimes, largement compensées par d'autres victoires. De plus, ces pertes s'expliquent par des raisons locales dont il serait injuste de ne pas tenir compte. Dans la circonscription de Reichenbach, les protestants sont très nombreux, 43 pour 100 ; le candidat du Centre, le comte Magnis, grand propriétaire terrien et industriel, était devenu très impopulaire parce que les socialistes avaient eu l'habileté de le rendre responsable de mesures fâcheuses prises par la direction des mines de charbon. A Lissa-Fraustadt, la rivalité, on pourrait dire la trahison des Polonais, devait nécessairement amener l'échec du Centre.

C'est un des méfaits de la politique maladroite

des Polonais ; ce n'est pas le seul. La colère est mauvaise conseillère, et le plus souvent elle est impuissante. En suscitant des difficultés au Centre, les dissidents ne pouvaient se flatter de l'espoir qu'ils supplanteraient en grande partie les catholiques allemands. C'était donc une guerre qui ne leur rapportait rien ou presque rien, autant dire une insigne folie. Si, à Lissa, ils sont parvenus à supplanter le Centre, — ce qui est du moins un petit avantage, — leur attitude dans les pays rhénans a eu simplement pour effet d'empêcher les catholiques de conquérir les circonscriptions de Bochum, de Dortmund et de Duisburg-Mulheim. En effet, à Bochum, quatre candidats se trouvaient en présence : le socialiste a obtenu 39.125 voix ; le national-libéral, 33.400 ; le Centre, 31.267 ; le Polonais, 7.119. Si les voix polonaises étaient allées au Centre, comme c'eût été naturel, le candidat du Centre aurait été en ballottage avec le socialiste et, selon toute probabilité, il l'aurait emporté au second tour. La situation était à peu près analogue à Dortmund et à Duisburg, et là aussi la fausse manœuvre des Polonais a empêché les candidats catholiques d'être en ballottage avec les socialistes.

Ce résultat purement négatif est tout ce que l'agitation polonaise a produit dans les pays rhénans. Dans l'Est, elle a fait perdre un siège au Centre, ainsi que nous l'avons vu plus haut, amené quelques ballottages douteux, et favorisé

dans une certaine mesure la marche triomphante du socialisme. Etait-ce là ce qu'avait rêvé le groupe polonais qui a tourné ses armes contre le Centre ? La colère passée, il regrettera certainement cette politique imprudente qui risque d'aliéner aux Polonais les catholiques allemands, jusqu'à présent leurs plus fidèles protecteurs.

Les journaux du Centre ont enregistré leurs succès avec une légitime fierté, mais sans vaine forfanterie. Il leur suffisait de pouvoir constater — déjà après le premier tour de scrutin — que désormais encore le gouvernement aurait besoin des *noirs* pour constituer une majorité. Les socialistes se sont montrés moins modestes. Dans leur presse, ils ont poussé des hurrahs formidables et proclamé leur victoire avec un enthousiasme qui tenait à la fois du délire et de l'enfantillage. Le *Vorwaerts* exultait. « A nous la capitale ! s'écria-t-il. A nous l'empire ! A nous le monde ! » Bebel prendrait demain la place de l'empereur que les compagnons ne tiendraient pas un autre langage. Tout en faisant la part de l'exagération, de l'ivresse, il faut avouer que les socialistes ont raison de chanter victoire. Le succès a certainement dépassé leurs espérances. Au premier tour de scrutin, ils ont fait passer 56 de leurs candidats, obtenu 120 ballottages et réuni près de 3 millions de voix.

Berlin leur appartient : ils ont enlevé du premier coup cinq circonscriptions sur six, et avec

des majorités écrasantes. Il faut toutefois ajouter que, ces cinq mandats, ils les possédaient déjà en 1893, et c'est seulement en 1898 que les progressistes étaient parvenus à leur en prendre deux. Cette victoire berlinoise n'a donc plus l'attrait de la nouveauté.

Toutes les autres grandes villes de l'empire *où les protestants sont en grande majorité* sont tombées au pouvoir des socialistes, quelques-unes pour la première fois. Hambourg a élu trois socialistes, Dresde deux, Halle un, Lübeck un, Brême un, Nuremberg un, Chemnitz un, Stuttgart un, Braunschweig un, Hanovre un, Munich un. Dans les villes comme Magdebourg, Leipzig, Freiberg, Mannheim, etc., où ils sont en ballottage, leur candidat a une avance énorme sur les autres concurrents. *La proportion n'est renversée que dans les centres où la population catholique est en majorité :* Cologne, Düsseldorf, Mayence.

En général, il est à remarquer que les provinces catholiques — industrielles ou non — ont beaucoup mieux résisté à l'invasion socialiste que les provinces protestantes. On a essayé plus d'une fois de nier ce fait (1) qui est tout à la gloire de l'Eglise catholique, mais ces dénégations intéressées ne sauraient prévaloir contre la statistique électorale, et les sophismes ne suppriment pas les faits. Du reste, le scrutin du

(1) Je l'ai signalé il y a dix ans dans mes volumes : *Catholiques allemands* et *Ketteler*. La thèse est plus vraie que jamais.

16 juin parle un langage trop clair pour que le moindre doute puisse subsister. Nous venons de voir que toutes les grandes villes protestantes ont élu des députés socialistes, sans même qu'ils eussent à passer par l'épreuve d'un ballottage. Il en a été de même d'un grand nombre de provinces protestantes que nous allons passer en revue.

Tout le royaume de Saxe (on sait qu'il est entièrement protestant) (1) est pour ainsi dire converti au socialisme. Sur 23 circonscriptions, 18 ont élu des socialistes au premier tour; dans cinq autres, les socialistes sont en ballottage, soit avec des conservateurs, soit avec des progressistes, et, dans les deux cas, ils ont une avance considérable sur les autres candidats.

Même spectacle dans le duché de Saxe-Altenburg, dans les principautés de Schwarzburg Rudolstadt, de Schwarburg-Sondershausen, des deux Reuss, de Schaumburg-Lippe. Partout le socialisme a triomphé, même sans ballottage.

Dans les deux circonscriptions du duché de

(1) Il y a dans toute la Saxe une centaine de mille catholiques disséminés un peu partout. Autant dire qu'ils n'existent pas. On sait, en revanche, que la maison royale est catholique depuis le dix-huitième siècle. L'électeur de Saxe, Auguste, se convertit au catholicisme au moment de ceindre la couronne royale de Pologne. Les Wettin ont perdu rapidement le trône de Pologne, mais ils sont restés catholiques jusqu'à nos jours. Le contraire a lieu dans le grand-duché de Bade, où le souverain est protestant, tandis que les deux tiers de la population sont catholiques.

Saxe-Coburg-Gotha, les socialistes ont remporté une victoire définitive et un ballottage.

Dans les trois circonscriptions de Saxe-Weimar, il y a trois ballottages socialistes qui se transformeront en victoire.

Dans le grand duché de Mecklenburg-Strelitz et la principauté de Lippe-Detmold, il y a un ballottage socialiste.

Dans le grand duché de Mecklenburg-Schwerin, il y a une élection et quatre ballottages socialistes.

Dans le duché de Braunschweig, il y a deux élus socialistes sur trois députés sortis des urnes.

Ainsi, dans toutes ces forteresses du protestantisme (où les catholiques ne sont tolérés qu'avec de multiples restrictions), les socialistes ont complètement refoulé les autres partis et sont restés maîtres du terrain. Il y a de quoi faire réfléchir le gouvernement de Berlin !

On objecte volontiers que la religion n'a rien à voir dans cette situation électorale. Le royaume de Saxe, dit-on, la plupart de ces duchés et de ces principautés sont des pays industriels où le socialisme a beau jeu. Cela est vrai, mais j'ajoute qu'ils ne sont pas plus industriels que la Silésie et les pays rhénans, et néanmoins, dans ces provinces, le socialisme a été tenu presque partout en respect. Je me trompe, à Elberfeld-Barmen et à Solingen, deux circonscriptions de la Province rhénane, les candidats socialistes

ont été élus le 16 juin. Mais cette soi-disant exception confirme singulièrement la règle, puisque, comme nous l'avons vu plus haut, dans ces villes, les protestants sont en immense majorité. Dans les villes voisines, — non moins industrielles, — de Crefeld et de München-Gladbach, les candidats du Centre ont battu les socialistes à plate couture, parce que ces villes sont catholiques. Ainsi l'épreuve, comme la contre-épreuve, tourne également à l'avantage du catholicisme (1).

Gardons-nous cependant d'outrer cette thèse, qui est juste en elle-même, et ne donnons pas aux faits une interprétation qu'ils ne sauraient comporter. Que les grandes villes protestantes, que le royaume de Saxe et les petits Etats thuringiens aient passé au socialisme avec armes et bagages, cela est incontestable. Mais ce qui ne l'est pas moins, c'est que tous ces électeurs

(1) Le royaume de Saxe présente un fait non moins typique. Sur les 23 députés qu'il envoie au Reichstag, 18 socialistes ont été élus dès le 16 juin. Au scrutin de ballottage, les socialistes ont encore gagné 4 sièges. Un seul a donc échappé au socialisme, celui de Bautzen où le candidat antisémite l'a emporté. Or, détail frappant, la circonscription de Bautzen est le seul point de la Saxe où il y ait une petite agglomération de 15.354 catholiques, auxquels s'opposent 133.866 protestants. Ces 15.354 catholiques sont représentés par 1700 électeurs, et c'est précisément cet appoint qui a permis au candidat antisémite de l'emporter sur le socialiste. Ainsi la Saxe doit à un tout petit nombre de catholiques de n'être pas exclusivement représentée par des socialistes. Il est bon de relever ce fait, car la presse protestante et libérale se gardera bien d'en souffler mot.

sont devenus socialistes après qu'ils avaient abandonné les idées chrétiennes. Ce n'est pas le protestantisme en tant que confession religieuse qui est responsable de leurs opinions subversives, c'est l'abandon de la foi surnaturelle. A Berlin, à Hamburg, à Brême, dans toutes les grandes villes, dans tous les centres industriels de la Thuringe, le peuple ne croit plus à rien, si ce n'est à la matière. On lui a dit que le ciel était vide au-dessus de sa tête, que tout bonheur que la main n'atteint pas est un rêve, qu'au delà du tombeau il n'y a que le néant. Il l'a cru, et n'espérant plus rien d'une autre vie, il a l'ambition très naturelle, et je dirai même très légitime, de posséder le ciel sur la terre. Le socialisme a promis d'assouvir son désir de bonheur dans l'*Etat futur*, — et non dans la *Vie future*, — le peuple s'est attaché à lui. L'armée socialiste se recrute parmi les prolétaires qui ont rompu avec le christianisme.

Là, au contraire, où le peuple protestant a gardé la foi, la propagande socialiste est restée sans effet. Grâce à Dieu, ces protestants croyants sont encore assez nombreux en Allemagne, et dans leurs rangs se trouvent les électeurs du parti conservateur. Ce sont presque exclusivement les populations agricoles que leur isolement protège mieux contre toutes les atteintes de la libre-pensée.

Au point de vue politique et social, la supériorité du catholicisme sur le protestantisme se

manifeste donc en ceci : le premier réussit mieux que le second à maintenir la foi au milieu des populations ouvrières travaillées par les agitateurs socialistes. Dans les pays protestants, les ouvriers ont perdu rapidement la foi et sont tombés dans les filets du socialisme. C'est ce qui explique les élections des grandes villes et de la région saxonne et thuringienne. Dans les provinces catholiques, la foi des ouvriers a des racines plus profondes, le clergé a plus d'action sur eux et dès lors la marche du socialisme y rencontre de plus sérieux obstacles. De là, le résultat des élections dans les pays rhénans.

Mais il serait puéril de s'abandonner à de dangereuses illusions. Le socialisme a trouvé également des recrues parmi les ouvriers catholiques de l'Ouest, comme le prouvent les scrutins de Mayence, de Cologne, de Düsseldorf, de Munich, d'autres villes encore. Chez un trop grand nombre, la foi religieuse a fléchi sous la pression révolutionnaire qui a soin de détruire d'abord le surnaturel dans les âmes. Il en est résulté une infiltration sérieuse du socialisme dans les circonscriptions industrielles où les catholiques sont en majorité. Mais le clergé s'est aperçu du péril à temps, et il a dépensé une énergie admirable dans la lutte contre les empiètements socialistes. Les ballottages de Cologne, de Düsseldorf, d'Essen, ne signifient nullement un échec pour le catholicisme. L'accroissement du nombre des voix socialistes dans

ces circonscriptions provient en partie de l'arrivée d'ouvriers protestants étrangers. Il en est de même dans certaines régions de la Bavière, du grand-duché de Bade, de la Westphalie. Ce qui prouve mieux que tout le reste combien le catholicisme a victorieusement résisté à l'agitation socialiste, c'est l'augmentation du nombre des voix catholiques depuis les élections de 1898 : 125.000 en Bavière, plus de 32.000 dans le grand-duché de Bade, près de 20.000 en Wurtemberg, 15.000 en Hesse, 345.000 dans tout l'empire. Dans les 88 circonscriptions où les candidats du Centre ont été élus dès le premier tour de scrutin, cette augmentation est de 240.000 voix. Mieux que tous les raisonnements, ces chiffres éloquents rendent témoignage à la puissance conservatrice de la religion catholique.

---

§ 7. — *LE SCRUTIN DE BALLOTTAGE ET LES RÉSULTATS DÉFINITIFS*

Au lendemain des élections du 16 juin, l'Allemagne se soucia fort peu de savoir à quelle confession appartenaient les électeurs socialistes. Ce qui préoccupa tout le monde, c'est leur grand nombre ; ce qui inquiéta le gouvernement et les esprits sérieux, c'est que, dans l'espace de cinq ans, ils aient pu gagner près d'un million de voix. Tout en faisant la part de ce qu'on pourrait appeler les socialistes d'occasion, c'est-à-dire des électeurs qui, pour une raison ou une autre, avaient voté en faveur des candidats de Bebel sans partager leurs idées (1), le chiffre des

(1) Dans cette catégorie il faut ranger :

a) Les progressistes radicaux qui, dès le premier jour, ont voté pour les candidats socialistes, et ils sont nombreux. Ne pas oublier que le *Berliner Tagblatt* et d'autres feuilles de même acabit ont déclaré que partout il *fallait voter pour le socialisme* lorsqu'il s'agissait de faire pièce aux réactionnaires.

b) Les mécontents et les frondeurs — et ils sont encore plus nombreux — qui voulaient ennuyer le gouvernement et votaient pour les socialistes sans être nullement partisans des doctrines collectivistes. Comme les socialistes présentaient des candidats dans toutes les circonscriptions, c'était le moyen le plus simple de faire de l'opposition.

c) Un grand nombre d'ouvriers qui se sont laissé entraîner

suffrages accordés au collectivisme n'en était pas moins énorme : 56 élus et 120 ballottages ! ce bilan, qui impliquait comme contre-partie l'écrasement ou du moins l'affaiblissement des partis libéraux, fit pousser aux vaincus un *Caveant consules* désespéré. De l'avis de tous, il s'agissait de tenter un effort suprême au scrutin de ballottage pour atténuer la victoire des socialistes et les empêcher de gagner un trop grand nombre de sièges. La chose était possible. Au fond, il y avait peu de circonscriptions où ils fussent en état de l'emporter si tous les adversaires faisaient bloc contre eux. La plupart des 120 mandats pouvaient être sauvés si on le voulait sincèrement. Il suffisait, à cet effet, que l'entente s'établît entre les autres partis, et que toutes les voix non socialistes se portassent dans chaque cas particulier sur le candidat modéré.

Mais, qui est-ce qui allait faire la concentration antisocialiste ? Quelle voix serait assez puissante pour opérer l'union de tous ces rivaux qui, la veille, s'étaient combattus avec tant d'acharnement et souvent tant de mauvaise foi ? Conservateurs, nationaux-libéraux, conservateurs

sans avoir la moindre idée de ce qu'est le collectivisme et qui auraient reculé d'épouvante si on leur avait expliqué la morale, la religion, la politique de la secte.

Si l'on pouvait défalquer tous ces socialistes à faux nez, les 3 millions de voix socialistes subiraient une très forte réduction. On le sait parfaitement au *Vorwaerts*, mais on est enchanté de jongler avec les chiffres pour vexer les bourgeois et ébranler les badauds.

libres firent appel au gouvernement. Par une tactique qui parut déplorable à bien des gens, le chancelier de l'empire avait gardé un silence obstiné avant le 16 juin. Résistant à toutes les injonctions et à toutes les prières, il avait refusé de donner un mot d'ordre qui pût guider les électeurs. Sans doute, le prince de Hohenlohe avait parlé ; mais si c'était de sa part une indiscrétion gouvernementale, elle déconcertait plutôt qu'elle ne renseignait la majorité de l'ancien Reichstag. Comment les conservateurs pouvaient-ils admettre que le comte Bulow eût l'intention d'incliner vers la gauche ? Ce n'était pas le vent qui soufflait de la Hofburg ! On aima donc mieux croire que le gouvernement voulait échapper au reproche de pression administrative et garder une stricte neutralité. Jusqu'à quel point cette hypothèse était-elle fondée ? A quels mobiles le chancelier avait-il réellement obéi ? Etait-ce désir de châtier les conservateurs de certaines résistances ? Était-ce simple curiosité de dilettante avide de sensations nouvelles ? Etait-ce mépris ou méconnaissance du péril socialiste ? Quoi qu'il en soit, le scrutin du 16 juin sembla produire au gouvernement l'effet d'un mauvais rêve. Il ne fut plus question ni de neutralité, ni de majorité libérale. Dès le 18 juin, l'organe de la chancellerie, la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, déclara sans ambages : « Au scrutin du 25 juin, le devoir strict de tous les partis de l'ordre est de marcher en rangs serrés

contre le socialisme ». Ce mot d'ordre courut comme une traînée de poudre à travers l'empire, accueilli avec fureur par les socialistes, avec une défiance frondeuse par les partis radicaux, avec une joie profonde par les conservateurs et les nationaux-libéraux. Cette fois, le gouvernement avait fait entendre un langage net et clair qui ne laissait point de place au doute : il fallait marcher.

L'essentiel était fait, le difficile commençait. Ce qui était difficile, en effet, c'était de concentrer les troupes antirévolutionnaires. Dans bien des cas, il s'agissait, pour ainsi dire, de marier l'eau et le feu, d'atteler au même char le loup et l'agneau, l'aigle et la colombe. Le principal embarras venait du côté du Centre catholique. S'il n'y avait eu partout que conservateurs, nationaux-libéraux, progressistes, en face du socialisme, la plupart des difficultés eussent pu être aplanies sans trop de peine ; on était entre protestants, et les transactions n'échouaient pas devant des malentendus confessionnels. Malheureusement pour la conciliation, protestants et catholiques se trouvaient côte à côte dans un trop grand nombre de circonscriptions disputées. Or, durant la campagne électorale, tant de paroles de haine étaient tombées des lèvres protestantes que les catholiques pouvaient difficilement oublier. D'un autre côté, était-il sûr que les insulteurs eux-mêmes accepteraient ce pardon de leurs victimes ? Un article de la *Norddeutsche*

n'avait pas assez d'autorité pour mettre d'accord tout le monde et opérer ce prodige de la réconciliation universelle. Des négociations délicates s'imposaient et la diplomatie entra en jeu.

Les partis les plus intéressés dans l'affaire étaient les nationaux-libéraux avec 65 ballottages, les conservateurs avec 37, le Centre avec 36, les démocrates du parti Richter avec 24 ; quelques-uns étaient rivaux, la plupart se trouvaient menacés par le socialisme.

Le Centre s'engagea à voter à peu près partout pour les candidats conservateurs. En Silésie, par exemple, les divers comités catholiques se déclarèrent hautement pour les conservateurs Rother, Strosser, Kern, Richthofen, qui étaient en ballottage avec des socialistes. De même ailleurs. En revanche, les conservateurs promirent de voter pour le candidat du Centre à Bielefeld en Westphalie. Cette circonscription offre cette particularité que les protestants y sont en majorité et que durant la dernière législation elle était cependant représentée par un député du Centre. En 1898, il y avait eu ballottage entre le socialiste et le Centre. Les conservateurs ne voulant pas que ce siège tombât aux mains des révolutionnaires donnèrent leurs voix au candidat catholique et le firent ainsi triompher. La même situation se renouvela cette fois et dicta la même attitude aux conservateurs protestants.

Entre les comités du Centre et les démocrates

du parti Richter, il y eut des arrangements analogues. Richter avait, en toute occasion, montré des sentiments convenables pour le Centre, se distinguant sous ce rapport de l'union démocratique de Barth où les roquets anticléricaux dominent. Le Centre décida qu'en Silésie il voterait pour les démocrates Pohl, Hermès, Mugdan, Ablass, contre leurs adversaires socialistes.

Ces traités d'alliance n'avaient, du reste, qu'une importance secondaire, étant donné le petit nombre de mandats qui se trouvaient en question. Ce qui avait une tout autre portée, c'était l'attitude réciproque du Centre et des nationaux-libéraux. Bien que dans l'ancienne Chambre ils eussent souvent marché ensemble, ils furent adversaires implacables au moment des élections et, dans plus d'une circonscription, c'était, pour ainsi dire, la guerre au couteau. Il y a, dans le parti national-libéral, un groupe de jeunes — *Jungliberal* — qui, par son anticléricalisme odieux, a fortement envenimé les choses. Ces énergumènes, à la remorque de quelques professeurs fanatiques, sévissaient particulièrement en Bavière et dans le grand-duché de Bade. A eux revient l'honneur d'avoir inventé et lancé le mot d'ordre : *Plutôt rouge que noir*, et cela au moment même où leur protégé Bassermann mendiait à Carlsruhe les voix du Centre contre le socialisme.

Dans le nord de l'Allemagne, les nationaux-libéraux avaient été plus modérés de langage.

Aussi fut-il possible, après le 16 juin, d'entamer des négociations entre eux et les catholiques, et, avec un peu de bonne volonté, il y avait moyen de s'entendre. De fait, des pactes momentanés furent conclus sur divers points Dans le grand-duché de Hesse, le Centre se prononça en faveur des candidats nationaux-libéraux de Friedberg, d'Offenbach et d'Erbach-Bensheim ; de son côté, le comité national-libéral hessois lui promit ses voix pour l'élection de Mayence, où le Centre était en ballottage avec le socialisme. En Hesse électorale, le Centre s'engagea à voter à Nassau pour le national-libéral Lucas ; à Wiesbaden-Rheinau, pour Bartling ; à Francfort, pour Bruck. De même, à Eisenach en Thuringe, à Bochum et à Dortmund en Westphalie, à Duisburg dans la Province rhénane. Le comité rhénan du parti national-libéral n'osa point recommander directement les candidats du Centre à ses électeurs, — il avait peur du fanatisme protestant, — il les engagea simplement à voter contre le socialisme à Düsseldorf, à Cologne, à Essen et à Mulheim-Wipperfurth. Hélas ! même dans ces limites, son conseil fut repoussé par les comités locaux, qui proclamèrent partout la liberté d'action pour les électeurs libéraux (1).

Au sud du Mein, les négociations échouèrent

(1) Comme les élections de ballottage l'ont prouvé, cette liberté signifiait : « Votez pour le socialiste, afin que le candidat catholique ne soit pas élu ».

dès l'abord, grâce à l'imprudent fanatisme des nationaux-libéraux.

Dans le grand-duché de Bade, les résultats du 16 juin avaient été de nature à rendre les nationaux-libéraux extrêmement modestes. Ils n'avaient fait passer aucun de leurs candidats et se trouvaient en ballottage trois fois avec les socialistes et cinq fois avec le Centre. Triompher des socialistes, ils ne le pouvaient qu'avec l'aide du Centre, qui disposait de 7.400 voix à Carlsruhe, de 7.104 à Mannheim, de 5.801 à Gernsbach. N'était-ce pas le cas d'être aimable pour les catholiques et de leur faire oublier les mauvais procédés dont on avait usé à leur égard ? Par une aberration étrange, les vaincus se montrèrent insolents et intraitables envers le Centre, auquel ils n'avaient même rien à offrir en échange de ses bons offices. Comme par le passé, leurs journaux poursuivirent contre l'Eglise catholique cette campagne d'injures qui avait été si maladroite et maintinrent sans raison aucune leur devise : plutôt rouge que noir ! Jamais l'esprit d'imprudence et d'erreur n'avait éclaté d'une manière plus visible. Ce qui devait arriver arriva : le Centre badois ne pouvant pas voter pour les socialistes et ne voulant pas voter pour ses insulteurs, les nationaux-libéraux, proclama l'abstention générale dans les circonscriptions de Carlsruhe, Mannheim et Gernsbach. Par le fait même, il empêcha les nationaux-libéraux de reconquérir ces trois sièges que

les socialistes leur avaient arrachés en 1898.

En Bavière, les nationaux-libéraux suivirent une politique non moins étrange. Ils étaient en ballottage avec les socialistes à Munich, à Hof, à Bayreuth ; le Centre l'était à Wurzburg et à Spire. Rien de plus naturel et de plus facile que de s'emparer de ces circonscriptions en se prêtant un mutuel secours. Le Centre se montra disposé à entrer dans cette voie et offrit son appui aux nationaux-libéraux qui avaient plus à perdre que lui. Au lieu d'accepter la combinaison, les nationaux-libéraux firent œuvre de sectaires. A Spire, on les vit proclamer immédiatement le principe de l'abstention absolue ; à Wurzburg, ils promirent ostensiblement leurs voix aux socialistes pour amener l'échec du Centre. Dans ces conditions, les représailles étaient inévitables. Le Centre recommanda à ses électeurs de Munich de s'abstenir au scrutin de ballottage, ce qui rendait certain le succès du socialisme.

La *Wartburg* de Munich, le journal qui s'est donné pour mission de provoquer et de favoriser la *Los von Rom Bewegung*, c'est-à-dire la protestantisation de l'Allemagne, avait écrit le 19 juin : « Le principal ennemi, c'est toujours l'ultramontanisme ; les socialistes sont incontestablement le *moindre mal* » (1). Ce conseil fut en-

(1) Il y eut d'autres excitations analogues. Dans un numéro du 25 juin, la *Trierische Landeszeitung* rapporte ces faits extraordinaires : Dans leurs tournées électorales, des

tendu par tous les protestants de l'Allemagne du sud, en Bavière comme en Wurtemberg, en Hesse comme dans le grand-duché de Bade. Les catholiques furent réduits à leurs propres forces dans toutes les circonscriptions où ils étaient en ballottage, même quand ils avaient devant eux les socialistes. Les élections du 25 prouvèrent que, dans le Nord aussi, le fanatisme l'avait emporté trop souvent sur la voix de la raison. Sauf à Bielefeld et à Hildesheim, où les conservateurs votèrent loyalement pour le Centre, les protestants libéraux assurèrent le succès du socialisme partout où cela dépendait de l'appoint de leurs suffrages. Le tableau des élections de ballottage est très instructif à cet égard.

Résultat des élections du 25 juin :

Conservateurs	21
Agrariens.	3
Parti d'empire	16
Centre	12
(avec les Guelfes, 16)	
Guelfes	3
Nationaux-libéraux.	45
Démocrates du parti Richter. . .	21

pasteurs protestants du Wurtemberg recommandèrent à leurs ouailles « d'élire le *diable* plutôt qu'un candidat du Centre ». Ils ajoutaient : « Il vaut mieux aller en enfer que d'entrer dans le ciel catholique ! » Dans un journal protestant, le *Hohenstaufen* (n° 134), un pasteur de l'*Alliance évangélique* engageait ses lecteurs à voter pour le socialisme « qui contient, disait-il, plus d'esprit chrétien que le catholicisme ».

Union démocratique	9
Parti populaire	6
Polonais	2
Antisémites	8
Danois	1
Alsaciens	2
Socialistes	25

En ajoutant ces résultats à ceux du 16 juin, nous obtenons le tableau suivant :

Conservateurs	52
Parti d'empire ou conservateurs libres	20
Agrariens	6
Nationaux-libéraux	50
Centre avec les Guelfes qui sont ses hôtes	104
Guelfes	3
Polonais	16
Alsaciens	7
Démocrates du parti Richter	21
Union démocratique	9
Socialistes	81
Antisémites	9
Parti populaire (démocrates du Sud)	6
Chrétien-social	2
National-social	1
Danois	1
Indépendant (n'appart. à auc. fraction)	10

Dans le tableau des ballottages, on voit que le Centre fit passer le 25 juin 12 de ses candidats, ce qui porte à 100 le nombre de ses mandats, à peu près le maximum qu'il puisse atteindre. En 1893, il en avait obtenu 98, et c'était déjà un

succès magnifique ; en 1898, il arriva exceptionnellement à 103 par un ensemble de circonstances heureuses sur lesquelles il ne comptait pas. Aux récentes élections, il a perdu *Limburg* où les protestants sont en majorité, *Straubing,* déjà perdu en 1898 et regagné par hasard lors d'une élection partielle, *Mayence,* que les socialistes avaient déjà possédé et qui est, par conséquent, un siège très incertain, *Kaltowitz,* qui n'est pas perdu pour les *catholiques* puisque c'est un Polonais qui est élu. Par contre, il a gagné, d'une façon très imprévue et pour la première fois, le siège de *Hildesheim,* ce qui porte à trois le nombre des sièges gagnés. — Le bilan définitif est donc des plus satisfaisants pour le Centre ! Et si les libéraux avaient tenu leurs engagements, Mayence serait resté au Centre, et celui-ci aurait en outre enlevé aux socialistes le siège de Spire.

A côté de ces victoires complètes, le Centre peut enregistrer des succès qui sont d'un bon augure pour l'avenir. A Germesheim, dans le Palatinat, il ne lui manquait que 300 voix pour battre le candidat libéral. A Donaueschingen, dans le grand-duché de Bade, l'écart des voix n'est que de 700 ; en 1898, il avait été de 900 ; le Centre a donc gagné du terrain et il y a des progrès analogues dans quelques autres circonscriptions.

Les catholiques ont lieu d'être heureux et fiers de leur campagne électorale. A la fin de la

dernière législature, le Centre avait 102 sièges ; il en a 100 aujourd'hui (sans compter les Hanovriens), et les Polonais étant 16 au lieu de 14, le nombre des voix catholiques reste identiquement le même qu'auparavant. Les efforts combinés de toutes les haines libérales et de toutes les coalitions protestantes n'ont abouti à rien. Par ses seules forces, le Centre a su garder toutes ses positions. L'hostilité persistante et farouche des autres partis l'a simplement empêché de s'emparer de quelques nouveaux sièges. Ainsi que nous l'avons vu, grâce aux mauvais vouloirs des nationaux-libéraux, il a perdu Mayence et manqué Spire. De leur côté, en votant pour les nationaux-libéraux, les socialistes ont mis le Centre dans l'impossibilité de gagner les deux sièges badois de Donaueschingen et de Sinsheim.

Le scrutin de ballottage a légèrement obscurci la gloire du socialisme germanique. 25 sièges seulement : c'était peu pour l'appétit vorace du parti révolutionnaire, et il en a éprouvé une forte déception. Son échec relatif est dû à la concentration des forces antisocialistes. Devant la grandeur et l'imminence du péril, les protestants de tous les partis s'étaient ressaisis et avaient marché comme un seul homme. Conservateurs, nationaux-libéraux, radicaux, agrariens, se sont soutenus dans les circonscriptions menacées par le socialisme. Si les nationaux-libéraux et le Centre avaient pu s'entendre de même, les

partis de l'ordre auraient fait un pas de plus; ils auraient également enlevé aux socialistes les sièges de Mayence, Munich, Spire, Gmund, Bochum, Carlsruhe, Mannheim, Gernsbach. Les 120 ballottages auraient donc valu aux révolutionnaires une quinzaine de sièges au plus (1). Quelle réponse aux fanfaronnades du *Vorwaerts*, qui s'était écrié après le premier tour de scrutin: « A nous le monde! »

Ce qui aggrave encore cette déception, c'est la perte de Francfort-sur-le-Mein, d'où les libéraux ont expulsé les socialistes *avec l'aide du*

(1) Voici, d'après l'*Augsburger Abendzeitung* — et la plupart des journaux allemands ont reproduit les données du journal officieux bavarois — le tableau des forces respectives des divers partis dans le nouveau Reichstag et dans celui de 1898 :

	Reichstag de 1898 Députés	*Reichstag de 1903* Députés
Centre	100	102
Conservateurs	50	52
Socialistes	58	81
Nationaux-libéraux	53	50
Progressistes du parti Richter	28	21
Parti de l'empire	20	20
Polonais	14	16
Antisémites	10	11
Union démocratique	14	9
Alsaciens	10	9
Démocrates allemands	7	6
Ligue agraire (de Bavière et de Wurtemberg)	3	5
Guelfes	6	4
Agraires (du Nord)	6	2
Danois	1	1
Chrétiens-sociaux	0	1
Indépendants (d'aucun parti)	16	7

Centre ! Non seulement ils n'avancent pas aussi vite qu'ils voudraient le faire accroire ; il leur arrive même de reculer. Outre Francfort, ils ont perdu six autres places où ils prétendaient être inexpugnables. Que les partis de l'ordre le veuillent sincèrement, et les progrès du socialisme seront non pas arrêtés, mais atténués et réduits à des proportions moins inquiétantes !

Les socialistes n'ayant gagné que 25 sièges et le Centre 12, ce sont les autres partis qui ont comblé les vides terribles laissés dans leurs rangs lors du premier tour de scrutin. Conservateurs, nationaux-libéraux et parti de l'empire ont eu la chance de retrouver à peu près tous leurs mandats menacés.

Ceux qui ont été les plus éprouvés, ce sont les partis radicaux, qui ont perdu ensemble une quinzaine de sièges. Les socialistes ont grandi à leurs dépens, et c'est la note comique du drame électoral qui s'est joué en Allemagne pendant ces derniers mois (1).

(1) L'arbre continuant à tomber du côté où il penchait, ce sont encore les grandes villes protestantes et la Saxe qui ont fourni la plupart des élections de ballottage aux socialistes. Aux 8 villes que nous venons de nommer, il faut ajouter Magdeburg, Francfort-sur-l'Oder, Leipzig, Weimar, Flensburg (Sleswig-Holstein), toutes protestantes : dans le royaume de Saxe, les socialistes ont encore gagné 4 sièges, de sorte qu'actuellement la Saxe est représentée par 22 socialistes et 1 antisémite.

§ 8. — *LES CONSÉQUENCES DE LA VICTOIRE DU CENTRE*

Les tarifs douaniers et les traités de commerce avaient servi de tremplin électoral aux gauches radicales. Socialistes et démocrates de tout calibre prétendaient que l'Allemagne indignée renverserait cette majorité bourgeoise qui, par sa politique protectionniste, voulait affamer les ouvriers. Le peuple a parlé et en dépit de toutes les excitations son verdict condamne le système libre-échangiste. Les partis qui ont voté les tarifs douaniers sont sortis indemnes de la lutte, et si les socialistes ont gagné quelques sièges, il les ont principalement enlevés à leurs frères les radicaux et les démocrates. Dans le Reichstag de 1898 siégeaient 58 socialistes, 30 démocrates du parti de Richter, 12 démocrates de l'Union, 9 démocrates du Sud. Dans le nouveau, il y aura 81 socialistes, mais leurs amis démocrates, au lieu d'être 51, ne seront plus que 38. La coalition radicale n'a gagné qu'une quinzaine de voix sur les partis de la majorité ; moins que rien.

La Ligue évangélique, traînant derrière elle presque tous les protestants d'Allemagne, était

partie en guerre contre le Centre avec le ferme espoir de faire enfin sauter la *Tour de Windthorst*. En réveillant partout le fanatisme religieux, elle avait obtenu qu'au scrutin de ballottage les protestants donnassent leurs voix aux socialistes plutôt qu'aux candidats du Centre.

Le 23 juin, les *Neuesten Nachrichten* de Munich annonçaient d'un air triomphant qu'à Wurzbourg *tous les partis libéraux* avaient décidé qu'ils voteraient pour les socialistes contre les catholiques. C'était la tactique générale des protestants ! Réduit à ses seules forces, le Centre a repoussé vaillamment toutes les attaques, et les députés catholiques sont aussi nombreux dans le nouveau Reichstag que dans l'ancien !

Parturient montes ! la montagne radicale a enfanté une souris comme celle de la fable ; la montagne évangélique n'a rien enfanté du tout, si ce n'est... le socialisme !

Le gouvernement, qui a eu la sagesse de garder le silence au plus fort de la lutte, n'a qu'à se féliciter de ce double résultat. Après cette consultation populaire, qui approuve en somme sa politique économique, le chancelier peut hardiment négocier les nouveaux traités de commerce ; il peut aussi s'appuyer sur le Centre catholique, qui sera plus que jamais la base solide de toute majorité gouvernementale.

CHAPITRE DEUXIÈME

Le Congrès Catholique de Cologne

Au moins de juin dernier ont eu lieu les élections du *Reichstag* et nous avons constaté que, malgré la coalition de tous les partis hostiles, elles se sont terminées par un véritable triomphe du Centre. Vers la fin de l'automne furent convoqués les électeurs du *Landtag* prussien et cet autre scrutin, — très différent, d'ailleurs, du premier, — devint pour les « noirs », l'occasion de nouveaux succès politiques. Entre ces deux batailles électorales s'est tenue à Co logne l'*Assemblée générale des catholiques allemands*. Windthorst appelait ces congrès annuels d'un nom aussi pittoresque que juste, « nos grandes manœuvres d'automne ». Ce sont, en effet, de vraies manœuvres, où l'on voit parader les troupes, c'est-à-dire les œuvres catholiques, où les officiers examinent et discutent les plans de campagne de l'avenir, où les soldats apprennent la tactique et puisent dans d'admirables harangues le courage, l'élan et aussi l'habileté et l'endurance qui assurent la victoire.

Les « manœuvres » de Cologne, qui ont duré du 23 au 27 août, ont rempli leur mission à merveille. Jamais congrès catholique n'avait été aussi brillant ! En dehors même du fait que Cologne est la métropole de l'Allemagne ultramontaine et se prête d'une façon toute spéciale à ces belles manifestations catholiques, une circonstance exceptionnelle donnait à la réunion un éclat inusité. On célébrait cette année le premier jubilé de ces vastes assises « cléricales » d'où est sorti le renouveau du catholicisme allemand. Pour la cinquantième fois, les chefs du Centre dirigeaient les « manœuvres d'automne » sous les auspices de deux cardinaux et de plusieurs évêques, avec le concours de l'élite catholique, au milieu d'une affluence qui dépassait tout ce qu'on avait vu jusqu'à ce jour.

Au plus fort de la tourmente révolutionnaire de 1848, Mayence, le berceau de l'Eglise d'Allemagne, vit siéger dans ses murs la première *Assemblée générale de l'association catholique.* On y entendit le professeur Buss, Auguste Reichensperger, Ketteler, Doellinger, Sepp (1), et elle fut le point de départ d'un mouvement religieux aboutissant aux fêtes splendides dont Cologne vient d'être le théâtre. De Mayence à Cologne quel chemin parcouru !

En 1848, quelques orateurs célèbres, un petit

(1) Sepp, longtemps professeur à l'université de Munich et mêlé aux événements religieux de 1870, est l'un des rares survivants du Ve congrès de Mayence.

noyau de fidèles, un timide essai de concentration ; en 1903, plus de 12.000 congressistes, les représentants d'innombrables œuvres politiques, religieuses et sociales. A Mayence, les faibles débuts d'un nouvel ordre de choses ; à Cologne, le radieux épanouissement d'une organisation puissante qui tient en respect tous les ennemis de l'Eglise catholique !

En vérité, c'était un spectacle grandiose que ce congrès de Cologne, que cette revue de l'armée catholique. Regardons défiler ces vastes et nombreuses corporations, faisons le dénombrement des forces du Centre, écoutons quelques-unes des paroles que les généraux formés à l'école de Windthorst adressent à leurs soldats et nous comprendrons mieux comment les catholiques, qui sont une minorité dans l'empire, ont réussi à occuper la première place au Parlement (1).

(1) Comme j'ai longuement décrit la physionomie et l'organisation des congrès catholiques dans mon volume : *Ketteler et l'organisation sociale en Allemagne* (chez Lethielleux. Paris, rue Cassette, 10), je me permets de renvoyer à ce volume.

I

LES ŒUVRES CATHOLIQUES REPRÉSENTÉES AU CONGRÈS

§ 1. — *L'ASSOCIATION POPULAIRE CATHOLIQUE*

L'Allemagne est le pays classique des associations. Nulle part on n'a mieux compris que l'union fait la force et que la discipline est la condition primordiale de la victoire. C'est parce que les socialistes allemands ont su se pénétrer de ce principe fécond qu'aux élections du Reichstag ils ont obtenu 81 sièges et réuni 3 millions de voix sur leurs candidats. Les catholiques doivent également leur situation prépondérante à leur organisation, au groupement méthodique de toutes leurs forces vives, au magnifique ensemble de leurs œuvres politiques et sociales.

En tête de ces œuvres figure l'*Association populaire catholique*, qui fonctionne depuis 1891. La création de ce *Volksverein* a été en quelque sorte le testament politique de Windthorst, la dernière pensée de ce merveilleux tacticien. Alarmé des progrès du socialisme, il comprit

qu'il fallait opposer à cette marée montante une digue nouvelle. Déjà maîtres des villes protestantes, les socialistes venaient de jeter leur dévolu sur les populations catholiques de l'Allemagne. Un de leurs chefs avait déclaré dans un grand meeting : « On a dit que Napoléon Ier a écrasé la Révolution : mensonge historique ! Non, ce n'est pas Bonaparte, c'est l'Eglise catholique qui l'a vaincue. Elle a remporté cette victoire en substituant de nouveau au culte de la Raison la foi religieuse avec ses dogmes. L'Eglise catholique est une grande force, et c'est pourquoi nous la combattrons à outrance ». Cette déclaration de guerre ne fut point une vaine menace ; Bebel et ses amis se mirent en campagne avec une fougue impétueuse et envahirent non seulement les centres industriels, mais même les villages les plus paisibles des régions agricoles. C'est contre cette invasion révolutionnaire que Windthorst fit marcher l'*Association populaire catholique.* Il expliqua son but dans un manifeste retentissant qui parut à Mayence le 20 novembre 1890. « L'ordre politique et social, y est-il dit, est ébranlé dans ses fondements. C'est avant tout le socialisme qui propage ces théories subversives et s'efforce de les traduire en lois. Comme il sait qu'il rencontre dans le peuple catholique ses plus énergiques contradicteurs, il a déclaré hautement la guerre à notre Eglise lors du congrès de Halle. A cet ennemi qui vient nous assaillir, il faut présenter les phalanges in-

vincibles de notre puissante organisation. Unissons-nous et allons au-devant de lui en rangs serrés. Formons une coalition immense qui englobe toutes les provinces de la patrie germanique. Cette alliance aura pour résultat de multiplier nos moyens d'action, de renforcer méthodiquement notre activité sur le terrain de la presse et des réunions publiques. De la sorte, les socialistes nous trouveront armés jusque dans le dernier village, et partout nous repousserons victorieusement l'erreur en faisant luire la vérité ».

Le programme ainsi tracé par Windthorst mettait en un vigoureux relief les avantages de l'œuvre nouvelle, qui était comme le couronnement de l'organisation catholique. Il indiquait en même temps en quoi elle différait des associations déjà existantes. Le *Volksverein* est une société unique et non pas la fédération d'une foule de groupements individuels. Un seul comité directif résidant à Munchen-Gladbach fait mouvoir tous les rouages de l'énorme machine. Il choisit dans chaque district un agent, un *mandataire*, avec lequel il reste en rapport direct et constant. Celui-ci ne pouvant s'adresser à chaque électeur en particulier se fait désigner dans les paroisses de son district un certain nombre d'*hommes de confiance* connus pour leur dévouement aux bonnes œuvres. Le rôle de ces hommes de confiance est indiqué en détail dans une circulaire qui leur est envoyée par le mandataire du *Volksverein*.

« Vous ferez, dit la circulaire, passer de maison en maison la liste des membres enrôlés et vous tâcherez par ce moyen de provoquer le plus d'adhésions possibles.

« Vous recueillerez les cotisations annuelles (1 fr. 25) que vous transmettrez au mandataire.

« Vous remettrez aux membres inscrits les cartes de sociétaire qui leur serviront en même temps de quittance pour la cotisation de l'année courante.

« Vous distribuerez à tous les adhérents les brochures et autres imprimés que vous transmettra l'agent du district.

« Vous tiendrez ce dernier au courant de tout ce qui se fera d'intéressant autour de vous en ce qui concerne le *Volksverein* ».

Un comité directif, un mandataire, un homme de confiance, voilà toute la hiérarchie de cet organisme vraiment démocratique. La simplicité même de ces éléments constitutifs lui donne une supériorité incontestable. Point de chefs proprement dits puisque les mandataires ne sont que *primi inter pares* : dès lors, point de rivalité et point de jalousie. Chaque membre étant rattaché directement au siège central, l'œuvre peut commencer dans un village avec une seule unité ; par le fait même l'expansion du *Verein* est plus facile et plus rapide. Enfin les adhérents devant payer une cotisation annuelle de 1 fr. 25, ils s'intéressent davantage à la cause pour laquelle ils font un petit sacrifice pécuniaire.

Mais le tout n'est pas d'enrégimenter les soldats ; il s'agit de les instruire, de les exercer, de les tenir en haleine et de les préparer ainsi aux grandes luttes. Le *Volksverein* est admirablement outillé à cet effet et les moyens qu'il emploie sont aussi simples que son organisme. Les socialistes agissent sur les masses par les réunions publiques, les journaux, les brochures de propagande. L'*Association populaire catholique* leur a emprunté cette ingénieuse méthode et elle oppose réunion à réunion, journaux à journaux, brochure à brochure. Dans les réunions, qu'elle tâche de multiplier en tous lieux, des orateurs de marque réfutent les sophismes des socialistes, démasquent leurs stratagèmes, dénoncent les pièges tendus à la candeur du peuple. Le proverbe dit qu'un homme prévenu en vaut deux ; grâce aux meetings du *Volksverein*, les ouvriers et les paysans catholiques ont percé à jour les trompe-l'œil de la propagande révolutionnaire et lorsque le séducteur collectiviste se présente, il trouve porte close. Les journaux du Centre, les brochures, les feuilles volantes complètent l'ouvrage commencé par l'orateur. Chaque jour, chaque semaine, ou chaque mois les hommes de confiance distribuent aux membres du *Volksverein* de petits écrits où, sous une forme claire et saisissante, sont exposés les principes de la sociologie catholique. Lues en famille, commentées dans les réunions intimes, ces pages, imprégnées de charité et de bon sens,

finissent par dissiper toutes les préventions et par rasséréner les esprits les plus réfractaires ou les plus troublés. Au jour du vote, les lecteurs de ces feuilles ne donneront pas ou ne donneront plus leurs voix aux apôtres du socialisme athée ; le *Volksverein* en aura fait des champions convaincus de l'ordre et de la justice.

Lorsque Windthorst mourut, le *Volksverein* venait à peine de prendre son élan ; mais sa disparition, loin d'être un obstacle, sembla imprimer à l'œuvre une forte impulsion. Après une année d'existence, l'*Association populaire catholique* compta plus de 100.000 membres, et en quelques mois elle avait tenu plus de 500 grandes réunions. Jamais œuvre à ses débuts n'avait montré une pareille vitalité ! Dans une réunion tenue à Cologne au mois de février 1901, l'un des membres du comité directif, le député Trimborn, put dire avec une légitime fierté : « L'essentiel est fait, l'édifice est achevé dans son ensemble ».

Est-ce à dire qu'on eut l'idée de s'arrêter à la suite de cet éclatant succès ? En le faisant on aurait bien mal interprété la pensée de Windthorst. La Petite Excellence avait en effet de plus hautes visées. Son rêve était d'approprier aux besoins de la cause catholique l'idée de la nation armée préconisée par Scharnhorst. Enrôler le plus d'électeurs possibles, — car le *Volksverein* s'adressait exclusivement aux électeurs, — établir entre eux une étroite solidarité, leur mon-

trer dans le socialisme le grand ennemi de la religion et de la société, les faire marcher comme un seul homme au jour du scrutin, voilà le but que poursuivait Windthorst. Ce but n'était atteint qu'en partie par la formation du premier corps d'armée ; de nouveaux efforts étaient indispensables.

Le comité directeur ne se reposa point sur ses lauriers et il étendit chaque jour le cercle de ses conquêtes. Au congrès catholique de Wurzbourg (1893), il eut la joie d'annoncer que le chiffre des adhérents avait passé de 100.000 à 170.000 : bond prodigieux qui inquiéta les chefs socialistes et exaspéra leur fureur ! Leur colère était toute naturelle, ils perdaient le terrain que gagnait ainsi le *Volksverein*. Il était évident pour tous, que Windthorst avait vu juste et créé une œuvre de conservation sociale au premier chef. Sans doute le danger était loin d'être définitivement écarté ; les socialistes trouvaient encore la voie ouverte dans bien des directions. Du moins, l'armée destinée à les arrêter, — sinon à les vaincre, — dans les pays catholiques, était sur pied ; il suffisait d'en agrandir les cadres et de grossir les effectifs. On y travailla sans relâche. Il est vrai que les années qui suivirent le dénombrement de 1893 semblèrent accuser un ralentissement. De 1895 à 1901, le *Volksverein* ne gagna guère plus de 30.000 à 40.000 membres nouveaux. Cet arrêt relatif s'explique. Une association qui a recruté en quelques mois 200.000 adhérents a pour

ainsi dire écrémé les masses. Le contingent des hommes très dévoués, des troupes d'élite, est levé ; chez le reste, l'enthousiasme est plus difficile à exciter ; ils sont plus lents à prendre la croix au cri de *Dieu le veut.* Ajoutez à cela que la paix relative dont jouissaient les catholiques allemands durant cette période favorisait un certain relâchement. Pourquoi s'armer lorsqu'il n'y a plus d'ennemi en vue ? Les progrès du *Volksverein* se ressentirent de cette situation ; ils furent assez lents à cette époque. On ne dormait pas, sans doute, mais on était en quelque sorte engourdi.

Les catholiques se réveillèrent de cet engourdissement aux cris de guerre poussés contre l'Eglise et la Papauté. *Los von Rom !* Séparons-nous de Rome ! ce mot d'ordre lancé par le pangermanisme autrichien a pénétré en Allemagne dans ces derniers temps et la *Ligue évangélique*, cette puissante et redoutable association protestante, l'a inscrit en tête de son programme d'action. A certains moments, les passions sectaires flambent comme aux plus beaux jours du Kulturkampf. Il y a eu parmi les protestants une véritable explosion de haine et leur aveuglement est tel qu'aux élections du Reichstag ils ont préféré donner leurs voix aux socialistes qu'aux candidats du Centre. « Plutôt rouge que noir ! » avaient proclamé les chefs du libéralisme. Devant cette prise d'armes injustifiée, les yeux de beaucoup de catholiques se dessillèrent, et ils

sentirent la nécessité de s'organiser plus solidement que jamais. Le résultat de ce revirement ne se fit pas attendre. Le *Volksverein* dut ouvrir ses rangs à d'innombrables recrues. A l'assemblée générale qui vient de se tenir à Cologne, pendant le congrès, le comité constata, aux applaudissements de la foule, que l'*Association populaire* a gagné 100.000 nouveaux membres en moins d'un an. On a donc dépassé aujourd'hui le chiffre de 300.000 et le *Volksverein* est devenu une des plus puissantes associations de l'Allemagne. C'est à lui que sont dues pour une bonne part les victoires électorales remportées par le centre catholique au mois de juin dernier.

Pour se faire une idée de l'activité prodigieuse du *Volksverein*, il suffit de prendre connaissance des statistiques récentes publiées par le comité directeur. Du 1er janvier au 15 juin 1903, le *Volksverein* a tenu 840 réunions dans les diverses provinces d'Allemagne. Durant la même période, le comité a expédié à ses mandataires 7.918.400 brochures de propagande, qui ont été distribuées aux adhérents. Ainsi, en moins de six mois, 8 millions d'écrits, — chiffre rond, — destinés à instruire, à éclairer, à moraliser le peuple. Ajoutons que le bulletin de l'œuvre a un tirage de 335.000 exemplaires et paraît huit fois par an. Rédigé par le vaillant secrétaire général de l'association, l'abbé Pieper, ce bulletin est un vrai chef-d'œuvre de bon sens, d'esprit pratique, et comme il a en

moyenne au moins 1 million de lecteurs, on juge par là de tout le bien qu'il opère parmi le peuple catholique. Le socialisme submerge l'Allemagne de sa littérature populaire qui empoisonne les masses ; le *Volksverein* la combat efficacement avec l'antidote de ses *tracts* catholiques qui empêchent, neutralisent ou guérissent les effets de l'intoxication socialiste. Le *Volksverein* est donc non seulement une immense armée, c'est encore une école de guerre où les soldats sont exercés, où ils apprennent à connaître leur devoir social, où on les arme contre les séductions des promesses socialistes.

---

§ 2. — *LES LIGUES DE WINDTHORST*

Toute armée a besoin de chefs expérimentés au moment de la lutte. C'est également sous l'égide de Windthorst que le Centre a créé une œuvre capable de lui fournir un sérieux contingent d'officiers. L'année même où le *Volksverein* a vu le jour à Mayence, s'est constituée à Essen la première *ligue de Windthorst*. Ainsi à l'origine de toutes les grandes œuvres catholiques on trouve la Petite Excellence, qui a été un organisateur génial en même temps qu'un incomparable manieur d'hommes. La *ligue de Windthorst* n'est pas une organisation populaire comme le *Volksverein*. Sans exclure absolument les ouvriers, elle s'adresse avant tout aux classes dirigeantes, aux bourgeois instruits, aux professions libérales, aux jurisconsultes, aux médecins, bref, à tous ceux que leur culture rend aptes au rôle d'orateur. Si l'on naît poète on devient orateur, comme l'a dit un ancien ; la parole publique exige un certain apprentissage ; il faut être au courant des questions économiques, politiques et sociales ; savoir affronter la tribune, être à même de répliquer à un interrupteur. Le *Windthorstbund* a pour but de

donner cette formation préliminaire à ceux qui dans les villes devront prendre la tête du mouvement catholique. L'idée était excellente et elle ne tarda pas à fructifier. Après Essen, d'autres villes importantes virent naître des *ligues de Windthorst*. Au bout de quelques années, elles se rapprochèrent pour constituer entre elles une fédération. Cette fédération compte aujourd'hui 75 ligues avec plus de 7.000 membres. Les délégués de ces ligues ont tenu une grande réunion au congrès de Cologne après avoir eu leur propre congrès à Stuttgart quelques jours auparavant (du 2 au 4 août). A Stuttgart comme à Cologne, les orateurs ont insisté sur l'utilité et l'efficacité de ces ligues, sur les services qu'elles ont déjà rendus à la cause catholique. Ils ont aussi montré le lien étroit qui existe entre le *Volksverein* et les *ligues de Windthorst*. « Le *Volksverein*, disait le député Erzberger à Stuttgart, est l'école sociale du peuple ; les *ligues de Windthorst* sont l'école politique de ses futurs conducteurs ; entre les deux organisations les points de contact sont nombreux ; ils doivent travailler de concert à établir et à maintenir la cohésion parmi les catholiques allemands. Les membres du *Windthorstbund* ont pour mission de devenir des mandataires et des hommes de confiance du *Volksverein*, de prendre la parole dans ses réunions, de travailler dans une large mesure à sa diffusion ». D'autres orateurs parlèrent dans le même sens, et au con-

grès de Stuttgart on adopta à l'unanimité la résolution suivante : « Les délégués des *Windthorstbünde* engagent les membres de chaque ligue, non seulement à entrer personnellement dans le *Volksverein,* mais, en outre, à se mettre au service de la grande association soit à titre de mandataire, soit comme orateur dans les réunions. Pour hâter la réalisation de cette idée, Munchen-Gladbach et Essen, les sièges des deux œuvres, entretiendront des rapports suivis entre eux ». Cette année sera donc marquée, pour le *Volksverein,* par un progrès nouveau, et de leur côté les *Windthorstbünde* prendront un développement considérable à la suite des deux congrès de Stuttgart et de Cologne. Le jour n'est pas éloigné où s'accomplira le vœu de l'un des congressistes : il faut qu'il y ait une *ligue de Windthorst* dans chaque circonscription électorale !... Hier ces ligues étaient au nombre de 75 ; elles seront 100 demain avec au moins 10.000 adhérents.

---

§ 3. — *LE COURS DE SOCIOLOGIE PRATIQUE*

Windthorst et ses successeurs partaient de ce principe que le grand mal de notre temps, c'est l'ignorance. Si les classes bourgeoises n'étaient pas ignorantes, elles s'intéresseraient davantage au monde des ouvriers qui est le nombre, et qui a par conséquent la force ; si les ouvriers étaient mieux instruits, ils croiraient moins aux chimères du socialisme et riraient des panacées que leur offrent les charlatans de la révolution sociale. Réagir contre cette double ignorance par un enseignement rationnel était l'une des généreuses ambitions du *Volksverein*.

Il se tourna d'abord du côté des classes dirigeantes. Dès les premières années, le comité directeur lança l'idée d'un *Cours de sociologie pratique*, auquel seraient conviés, chaque année, le clergé, les industriels, les instituteurs, les médecins, etc. Malgré sa nouveauté, l'idée de cette *Université populaire*, — c'est le nom qu'on donna au *cours*, — fut accueillie avec enthousiasme dans toute l'Allemagne. Au congrès de Mayence, en 1892, l'abbé Wassermann fit adopter la motion suivante : « La 39e assemblée

générale des catholiques allemands salue avec joie l'organisation du *Cours social pratique*, et exprime le désir que beaucoup de catholiques se rendent à Munchen-Gladbach ! » C'est dans cette ville, en effet, que devait être inauguré cet enseignement si fécond. Là résidait le professeur Hitze, l'illustre économiste qui avait déjà fondé la société industrielle *Arbeiterwohl* ; là se trouvait le siège central du *Volksverein* ; là enfin on avait réalisé d'avance la plupart des réformes que les lois ouvrières devaient imposer à l'industrie allemande. Le spectacle même qu'offrait cette ville où patrons et ouvriers vivaient dans une parfaite harmonie était déjà une leçon de choses des plus suggestives. Le succès était assuré d'avance. Le programme des *cours* embrassait l'étude d'ensemble des grands problèmes sociaux. « Les conférences, y était-il dit, devront s'étendre aux questions essentielles du vaste domaine social. On insistera beaucoup sur les principes, en même temps qu'on s'efforcera d'indiquer la connexion étroite de la théorie et de la pratique ». On tâchera : 1° de « montrer l'importance des questions sociales, la part que les classes dirigeantes, et particulièrement le clergé, doivent prendre à la solution de ces problèmes, d'éveiller le goût et l'amour des études sociologiques » ; 2° de « marquer le lien qui rattache les unes aux autres les différentes questions, de mettre en lumière les principes auxquels obéira le législateur quand il s'agira des lois ou-

vrières » ; 3° de « traiter à fond, — autant que le temps le permettra, — les questions théoriques et pratiques ; d'ouvrir aux étudiants des horizons nouveaux et surtout de leur fournir les indications bibliographiques à l'aide desquelles il leur sera facile de compléter leur formation » ; 4° d' « établir des relations personnelles entre les maîtres de la science sociale et leurs auditeurs, contact fécond pour l'avenir, également utile aux uns et aux autres ».

Quelque vaste qu'il paraisse, ce programme fut pleinement rempli à Munchen-Gladbach. Les principaux économistes catholiques d'Allemagne donnèrent l'enseignement, et au-delà de six cents auditeurs étaient accourus de tous les points de l'empire. Le succès fut très grand, et le comité du *Volksverein* n'eut qu'à se louer de son initiative.

Le *Cours de sociologie* devait être périodique. En 1894, les adhésions furent si nombreuses qu'il fallut dédoubler l'*Université populaire* ; il y eut un *cours* à Bamberg avec huit cents auditeurs, un autre à Neiss avec six cents. Les années suivantes, d'autres villes offrirent l'hospitalité à l'université ambulante, entre autres Strasbourg, et partout se renouvela le même spectacle. Des étudiants en grand nombre, des conférenciers éminents, des visites intéressantes dans des usines modèles, noble émulation sur toute la ligne, et, comme résultat, développement sensible de toutes les œuvres sociales. Si,

en Allemagne, clergé et laïques prennent un intérêt de plus en plus vif aux problèmes sociaux, le mérite en revient pour une bonne part au *Cours social* organisé par le *Volksverein*.

---

§ 4. — *LE COURS D'ÉCONOMIE POLITIQUE*

Après les classes dirigeantes, le peuple. Lorsqu'au congrès de Mayence, le professeur Hitze exposa le plan et le but de la jeune *Université populaire*, un ouvrier demanda la parole. « Je voudrais, dit-il, que les simples ouvriers, que les artisans, pussent prendre part à ce *cours ;* ils ont parfois une expérience, des notions pratiques qui manquent aux hommes de livres et que le clergé lui-même ne possède pas. — A quel titre, interrogea l'abbé Hitze, l'ouvrier interviendrait-il, comme professeur ou à titre d'étudiant ? Quoique l'ensemble des conférences soit plus spécialement calculé pour des auditeurs d'une certaine culture, rien n'empêchera l'ouvrier d'y assister et, au besoin, il pourra même se faire inscrire comme professeur. — Ni professeur, ni simple étudiant, s'écria l'interrupteur, mais co-délibérant ». L'abbé Hitze lui fit alors comprendre que l'*Université populaire* n'était pas une assemblée délibérante, et que, par conséquent, sa demande était sans effet.

L'incident était clos, mais il fut loin d'être inutile. L'infatigable secrétaire du *Volksverein*,

l'abbé Pieper, se souvint que les ouvriers réclamaient à leur tour un enseignement analogue à celui que recevaient les bourgeois ; il chercha le moyen pratique de leur donner satisfaction. Tâche ardue et délicate s'il en fut ! En huit ou quinze jours, un homme intelligent peut s'assimiler une foule de notions et, par le fait même, les semestres de l'Université populaire pouvaient être de très courte durée. L'intelligence fruste de l'ouvrier exige au contraire des efforts prolongés. L'abbé Pieper résolut le problème avec une sagesse et une sûreté de coup d'œil admirables. Il organisa pour les ouvriers un *Cours d'économie politique* qui devait durer chaque année environ deux mois et demi.

Ce *Cours d'économie politique* fut organisé à Munchen-Gladbach comme le *Cours de sociologie pratique*, avec cette différence toutefois qu'un roulement ne fut pas jugé opportun. Si l'*Université populaire* fait le tour de l'Allemagne, les étudiants du *Cours d'économie politique* retournent tous les ans à Munchen-Gladbach, parce que cette ville présente un ensemble d'avantages qu'on chercherait en vain ailleurs.

L'enseignement qu'ils y reçoivent est très varié sans jamais dépasser le niveau de l'intelligence moyenne des ouvriers. Durant deux mois, les professeurs s'occupent exclusivement de problèmes économiques et sociaux ; les deux dernières semaines sont consacrées aux questions apologétiques.

Le succès de ce cours populaire a été considérable dès le premier essai et on peut affirmer qu'il ne s'est pas ralenti depuis lors. Cette année, les ouvriers ont été convoqués pour le 1er août et ils se sont fait inscrire en assez grand nombre. Ce sont, en général, les cercles ouvriers qui envoient leurs meilleurs sujets à Munchen-Gladbach et qui se chargent en même temps de leur entretien. Pour ces *privilégiés*, c'est parfois un sacrifice assez dur, puisque cette absence de deux mois et demi leur coûte souvent leur place. Mais, en revanche, grâce à l'instruction qu'ils acquièrent, ils ne tardent pas à retrouver une situation analogue ou supérieure à celle qu'ils ont perdue ; c'est parmi eux que les chefs d'industrie avisés cherchent et trouvent d'excellents contremaîtres. Dans les cercles ouvriers mêmes, dans les syndicats professionnels, dans les secrétariats ouvriers, ils deviennent de précieux auxiliaires. Souvent leur autorité est telle qu'ils se mettent à la tête de ces œuvres populaires et le jour viendra où le suffrage universel choisira ses représentants parlementaires dans leurs rangs. Le *Cours d'économie politique* sera ainsi une véritable pépinière de députés catholiques sortis du peuple, de même que le *Cours de sociologie* forme les futurs députés issus de la bourgeoisie. Par cette double école, le *Volksverein,* qui enrégimente les électeurs catholiques, prépare en même temps les futurs élus.

§ 5. — *LES OUVRIERS INDUSTRIELS. — LES CERCLES OUVRIERS*

Le *Volksverein* s'adresse indifféremment à toutes les catégories populaires, depuis le petit paysan qui cultive ses propres biens jusqu'à l'ouvrier des usines ; depuis le maçon fixé au village natal, jusqu'à l'artisan qui fait son tour d'Allemagne. Mais il va de soi que les chefs du Centre n'avaient pas attendu la fondation de cette grande société pour s'occuper des travailleurs : ouvriers industriels, artisans, ouvriers agricoles ont été enrôlés dès longtemps dans des corporations capables de défendre leurs intérêts matériels, religieux et moraux.

Sous l'impulsion de Mgr Ketteler, les catholiques allemands créèrent entre 1865 et 1870 une série de *cercles chrétiens sociaux* qui comptaient plus de 30.000 membres dans la région industrielle des pays rhénans. C'était un premier boulevard élevé en face de la forteresse socialiste. Malheureusement, le Kulturkampf vint arrêter le développement de cette œuvre si utile. Besoin était d'aller au plus pressé et de sauver d'abord l'existence même de l'Eglise.

La bataille gagnée sur le terrain politique, le Centre eut hâte de diriger de nouveau ses efforts du côté des œuvres sociales. Léon XIII, qui a été dans tous les domaines un puissant propulseur, venait de publier son admirable encyclique *Humanum genus*. Aussitôt les catholiques allemands de se jeter dans l'arène avec l'élan qui caractérise toutes leurs tentatives. A l'assemblée générale qui siégea à Amberg en 1884, le professeur Hitze, alors tout jeune, se fit l'apôtre des doctrines de Léon XIII. « Si nous pouvions, s'écria-t-il, lutter contre le socialisme dans les réunions publiques, il ne tarderait pas à être isolé. Mais voici ce que la situation actuelle a de menaçant. Sous la blouse de l'ouvrier, les prophètes de l'impiété pénètrent par milliers dans nos usines et nos ateliers ; ils travaillent avec nos ouvriers chrétiens à la même machine, s'asseoient à la même table, fréquentent les mêmes auberges et répandent ainsi à foison les semences de l'incrédulité et nous ne pouvons presque rien. En présence de ce péril, il ne nous reste qu'une chose à faire, combattre la démocratie sociale par une forte organisation chrétienne. De nos ouvriers, nous devons faire une armée bien disciplinée, bien équipée, qui suive les socialistes à l'usine et à l'atelier. Organisons nos ouvriers pendant qu'il en est temps encore ; armons-nous avant que l'ennemi ne soit maître dans nos propres murs. Léon XIII a parlé : ses conseils sont des ordres pour nous. A l'œuvre ! »

A la suite de ce discours vibrant, le Congrès adopta par acclamation une motion ainsi conçue : « La 31e assemblée générale des catholiques allemands recommande la création de cercles ouvriers chrétiens comme le moyen le plus efficace pour combattre le courant des idées impies et corruptrices du temps ». L'année d'après, en 1885, l'*Arbeiterwohl*, dirigé par l'abbé Hitze, adressa à l'épiscopat allemand un mémoire où étaient fixés les principes essentiels de l'organisation des cercles ouvriers.

1) A la tête de chaque cercle se trouvera un prêtre délégué par les autorités ecclésiastiques. Il aura à ses côtés un comité directif et un comité protecteur formé par les membres honoraires du cercle.

2) Le but des cercles sera de protéger la religion et la moralité des ouvriers, de développer en eux les vertus propres à leur état : amour du travail, sobriété, économie, esprit de famille, de favoriser l'amitié vraie et les distractions qui élèvent l'âme, de compléter l'éducation intellectuelle et la formation technique de l'ouvrier.

Ce but sera atteint par les moyens suivants :

1) Les membres du cercle s'approcheront des sacrements en commun ; ils prendront part aux fêtes de l'Eglise ; ils se mettront sous la protection d'un patron.

2) Il y aura des réunions régulières avec conférences de tout genre.

3) Une bibliothèque et une salle de lecture se-

ront mises à la disposition des membres du cercle.

4) On leur offrira des distractions et des amusements tels que chant, musique, déclamations, jeux, excursions ; des fêtes auxquelles leurs familles pourront assister.

5) On organisera des caisses d'épargne et on accordera des primes d'encouragement.

Comme de juste, l'épiscopat se fit une joie d'encourager une entreprise si noble dans son but, si chrétienne dans ses moyens. L'archevêque de Cologne nomma une commission de neuf membres chargée de susciter partout des cercles, de les soutenir et de fournir des renseignements aux présidents à l'aide d'une *correspondance* spéciale.

A son tour, le clergé paroissial déploya une activité inlassable partout où il s'agit de fonder des cercles ouvriers. L'*Arbeiterwohl* constata et encouragea les progrès de l'œuvre aux assemblées générales de Munster (1885), de Cologne (1886), de Trèves (1887). L'abbé Hitze parla dans le même sens aux congrès catholiques de Fribourg (1888), de Bochum (1889), de Coblentz (1890). A Bochum il évalua à 168 le nombre des cercles ouvriers existants et quelques-unes de ces associations comptaient plusieurs milliers de membres.

Dix ans plus tard l'œuvre avait fait un pas de géant. En 1899, les statistiques de l'œuvre signalaient l'existence de 800 cercles avec plus de

170.000 membres. Une nouvelle organisation s'imposait pour établir un lien entre tous ces cercles. Les cercles ouvriers de chaque diocèse furent soumis à un directeur diocésain ; ces groupements diocésains furent réunis en de vastes fédérations régionales. C'est ainsi qu'en 1899 les 300 cercles ouvriers de l'Allemagne du Sud formèrent une fédération ; de même ceux de l'Allemagne du Nord et de l'Est ; en 1900, ceux de l'Allemagne de l'Ouest, comprenant les diocèses de Munster, de Paderborn, de Cologne, de Fulda, entrèrent dans la même voie fédérative.

D'après les statistiques les plus récentes, la situation des trois grandes fédérations ouvrières est la suivante :

I. — *Fédération des cercles ouvriers de l'Allemagne du Sud.*

Les 8 diocèses de la Bavière comptent	285 cercles.	
Le diocèse unique de Wurtemberg compte. . . .	73 cercles.	
Le diocèse unique du grand-duché de Bade compte. .	117 cercles.	
Total. . . .	475	475

II. — *Fédération des cercles ouvriers du N. et de l'E. de l'Allemagne.*

4 diocèses de la Prusse (Breslau, Culm, Ermland, Posen) comptent. . . .	155 cercles.	
Le royaume de Saxe compte.	2 cercles.	
Total. . . .	157	157

III. — *Fédération des cercles ouvriers de l'Allemagne occidentale.*

8 diocèses de la Prusse comptent	630 cercles.	
Les diocèses de Strasbourg et Metz comptent . . .	29 cercles.	
Total. . . .	659 cercles.	659
	Total . .	1291 cercles.

Ces 1291 cercles ouvriers comptent à peu près 300.000 membres (1).

Il peut être intéressant d'examiner de plus près le fonctionnement et l'expansion de l'une de ces vastes fédérations ouvrières. Prenons, par exemple, celle des cercles catholiques de l'Allemagne du Sud.

En 1900, ce *Verband* comprenait 372 cercles avec 58.239 membres. L'année suivante, le chiffre des cercles passa à 403, celui des ouvriers à 59.822, sans compter 8.987 membres honoraires qui n'appartiennent pas au monde des ouvriers. Nouveaux progrès réalisés en 1902 : 424 cercles ouvriers renfermant 62.209 membres actifs et 9.268 membres honoraires.

L'année 1903 s'annonce encore meilleure. Au commencement de juillet, on avait déjà créé 28

(1) Les cercles ouvriers sont catholiques. A côté de ces cercles, il y a encore en Allemagne des syndicats professionnels *chrétiens*, mais mixtes, c'est-à-dire se composant d'ouvriers catholiques et protestants.

Ces syndicats comptaient : en 1900, 152.000 membres ; en 1901, 161.872 ; en 1902, 175.079.

cercles nouveaux et recruté 2.100 membres, et d'ici fin décembre on prévoit encore 20 autres cercles.

Il résulte de cette comparaison que, dans l'Allemagne du Sud, les catholiques créent, en moyenne, chaque année, une vingtaine de cercles ouvriers, avec 2 à 3.000 membres nouveaux. Il faut ajouter que chacun des pays englobés dans le *Verband* participe à cette augmentation progressive, comme on le voit par les tableaux suivants :

		1901	1902	1903
		—	—	—
Bavière. . .	Nombre des cercles :	193	208	221
	Nombre des ouvriers :	34.860	35.734	36.220
Wurtemberg.	Nombre des cercles :	66	73	79
	Nombre des ouvriers :	8.392	9.110	9.614
Grand-duché de Bade. .	Nombre des cercles :	109	117	119
	Nombre des ouvriers :	14.258	15.187	15.843

L'organisation intérieure de ces cercles n'est pas moins instructive que leur développement numérique. Dans 191 cercles, 30.885 ouvriers ont fondé une caisse de secours en cas de mort de l'un d'entre eux. Dans 183 cercles, 19.483 ouvriers disposent d'une caisse pour les cas de maladie. Jusqu'à présent, ces caisses ont alloué 118.671 marks de secours. Pour favoriser l'esprit d'économie, 184 cercles ont fondé des caisses d'épargne où 6.665 membres ont déposé au delà d'un million de marks. A ces diverses caisses, il faut ajouter des sociétés coopératives

d'achat, des bureaux de placement, des écoles ménagères, des bureaux du peuple, des secrétariats ouvriers, des cours d'adultes, des bibliothèques (253 cercles possèdent des bibliothèques contenant ensemble environ 43.000 volumes). Le *Verband* publie un journal dont le tirage est de 32.000 exemplaires ; enfin, depuis le 1er octobre 1902, un secrétaire général se trouve placé à la tête de la fédération pour faciliter le fonctionnement et le développement régulier de l'œuvre.

En étudiant les autres fédérations ouvrières catholiques, nous constaterions partout la même marche ascendante, la même efflorescence, le même épanouissement des institutions sociales. C'est ce qui fait en partie la puissance actuelle du Centre catholique. Le Centre est si fort parce que le clergé a couvert l'Allemagne de cet immense réseau de cercles ouvriers qui tient en échec la propagande socialiste.

---

§ 6. — *LES CERCLES DE JEUNES OUVRIERS*

Les cercles ouvriers ont leur racine dans les *associations de jeunes ouvriers* qui sont comme le grand réservoir des forces sociales de l'avenir. Pour être admis dans un cercle ouvrier, il faut avoir au moins dix-huit ans. Or l'industrie allemande occupe plusieurs centaines de mille jeunes gens qui sont en deçà de cette limite d'âge. Les abandonner sans direction religieuse et morale au moment où les passions commencent à se déchaîner avec violence, c'est les vouer à une perte certaine. L'abbé Hitze s'en rendait parfaitement compte, et au congrès d'Amberg, il eut soin de recommander au clergé la création de *cercles de jeunes ouvriers*. A ses yeux, ces associations étaient aussi indispensables que les cercles ouvriers eux-mêmes. Dans la pervertissante promiscuité des usines, la vertu de l'enfant est exposée aux dangers les plus divers ; et une fois que le jeune ouvrier est corrompu, il est la proie certaine des séducteurs socialistes. Il faut donc à tout prix le préserver, l'envelopper en quelque sorte d'une tendresse toute maternelle, l'amener sans heurt jusqu'à

l'âge où il pénétrera dans la saine atmosphère des cercles d'hommes.

Rien de plus aisé que d'attirer et d'enrôler les jeunes garçons à l'époque de la première communion ; mais en revanche rien de plus difficile que de les retenir dans une association où leur fougue juvénile est endiguée. A cet âge, la liberté absolue leur apparaît comme un rêve d'or ; ils entrevoient obscurément les plaisirs les plus fallacieux. Dès lors, comment les maintenir sous un joug quelconque, si léger qu'il puisse être ?

Le clergé allemand a su résoudre le problème avec un tact parfait. Les cercles de jeunes ouvriers qu'il a créés sont des œuvres profondément catholiques sans être devenues de simples confréries ; les distractions y sont multipliées sans jamais dégénérer en dévergondage ; l'instruction y est largement distribuée, sans fatiguer l'esprit. Ce sont de véritables pépinières où se recrutent chaque année les cercles ouvriers.

En 1900, après quinze ans d'existence de l'œuvre, on comptait en Allemagne 800 cercles avec environ 160.000 jeunes ouvriers.

Ces cercles sont également groupés en fédérations diocésaines. Les présidents diocésains forment un comité central qui nomme à son tour, dans une assemblée plénière, un président général de toute l'œuvre. Le comité central, qui se réunit plusieurs fois l'an, rédige un organe qui transmet périodiquement au directeur de chaque cercle les renseignements pratiques qui

intéressent l'œuvre. L'avantage de cette organisation saute aux yeux. Quelque intelligent et quelque expérimenté qu'il soit personnellement, le jeune prêtre qui dirige un cercle risque de s'égarer s'il est abandonné à ses propres lumières. Grâce à l'appui et aux conseils qu'il trouve auprès du comité central, il évite la plupart des faux pas, et en tout cas il est à même de les réparer rapidement. Voilà pourquoi les évêques prussiens réunis à Fulda en 1896 ont approuvé hautement cet organisme qui permet de préserver, de moraliser, d'instruire une multitude de jeunes ouvriers sur lesquels le socialisme n'aura plus guère de prise.

---

§ 7. — *LES CERCLES D'OUVRIÈRES*

Pour compléter notre statistique relative à l'organisation des ouvriers industriels, nous rattachons aux cercles des jeunes ouvriers les *cercles d'ouvrières* qui existent en Allemagne. Ici, il ne s'agit pas simplement de sauvegarder la vertu des jeunes filles ; les confréries religieuses suffiraient à cette tâche. Et, de fait, le clergé a de tout temps établi dans les paroisses des congrégations destinées à entretenir la piété parmi la jeunesse féminine. Il existe en Allemagne des milliers de confréries de ce genre, et elles sont comme la fleur de la vie catholique. Les *cercles d'ouvrières* dont nous parlons ont un autre but. Sans doute, on a l'ambition de faire de ces jeunes filles d'excellentes chrétiennes, — ces cercles sont tous greffés sur quelque congrégation d'enfants de Marie, — mais on veut, en outre, les préparer aux devoirs multiples de la mère de famille. On peut dire que huit fois sur dix la faute en est à la femme si l'ouvrier tourne mal. Non pas que la femme le pousse directement dans les bras du socialisme, mais

elle ignore l'art de l'attacher au logis en lui préparant un intérieur propre et coquet, en lui fournissant les agréments dont il a besoin après une journée de travail. Que fait l'ouvrier? Il déserte la famille sous le moindre prétexte et prend le chemin de l'auberge. Là, le tentateur socialiste l'attend pour l'endoctriner. Le voyant malheureux et mécontent, il attise chez lui le feu des passions antisociales. L'alcool et le temps feront le reste, et le socialisme a enchaîné une victime de plus à son char.

Les *cercles d'ouvrières* ont pour mission de prévenir cette chute en montrant aux jeunes filles le « chemin qui mène au bonheur du foyer » (1). Ce chemin est d'abord le chemin de la cuisine. Dans les familles ouvrières les jeunes filles n'ont ni l'occasion, ni le temps d'apprendre à préparer un repas convenable. Au sortir de l'école elles fréquentent presque toujours l'usine; la mère étant souvent elle-même ouvrière s'occupe fort peu de son ménage. Tout se fait à la hâte et d'une façon superficielle ; l'ignorance de la mère passe à la fille, et ce triste foyer en désordre donnera naissance à un autre foyer non moins triste.

Les *associations d'ouvrières* s'efforcent de remédier à cette situation dangereuse en créant les *écoles ménagères*. L'enseignement ménager embrasse la *cuisine*, la *couture* (avec la *coupe*, le

(1) C'est le titre d'un des admirables petits livres pratiques que l'abbé Liesen a écrits pour les ouvrières.

raccommodage, etc.) et le repassage. Chaque dimanche les jeunes ouvrières se réunissent dans le local de leur cercle où tout est organisé en vue de l'école ménagère. Toutes passent successivement à la cuisine pour s'initier à la confection d'un repas à la fois économique et substantiel ; toutes sont initiées à la couture et aux autres soins du ménage. Après quelques années de cet apprentissage pratique, les jeunes filles sont en état d'organiser et de diriger un petit intérieur ; ce seront de bonnes épouses, de bonnes mères de famille, par conséquent de redoutables adversaires du socialisme.

Les *associations d'ouvrières*, telles qu'elles subsistent en Allemagne, ont donc une portée sociale très grande, et de leur développement dépend un peu l'avenir de la société. L'œuvre, exigeant un outillage plus compliqué que les cercles d'hommes, a malheureusement progressé avec plus de lenteur. A la fin de 1899, elle comptait environ 40 cercles avec 6.000 membres. D'après les données d'ailleurs incomplètes fournies au congrès de Cologne, ces chiffres ont grossi ces dernières années.



Chaque cercle ouvrier peut devenir, — dans les villes surtout, — le centre d'une série d'institutions utiles, telles que caisses de secours, caisses d'épargne, écoles mutuelles, secrétariats

ouvriers, bureaux du peuple, etc. Il manquerait un trait à notre tableau de la vie corporative catholique en Allemagne si nous ne disions un mot de ces deux dernières créations.

Les *bureaux du peuple*, comme les *secrétariats ouvriers*, ont pour but de venir en aide aux ouvriers en leur procurant gratis soit des consultations juridiques, soit des renseignements professionnels. Le champ d'action des *bureaux* est cependant plus restreint que celui des *secrétariats* ; les premiers s'occupent exclusivement des questions de droit public et d'assurances ouvrières tandis que les secrétariats s'intéressent aussi aux questions d'ordre économique, politique et social. Autant dire que les *secrétariats ouvriers* ont une plus grande importance pratique. Les socialistes l'ont ainsi compris, et ils ont créé en Allemagne 32 *secrétariats* entretenus par les syndicats professionnels. Pour donner une idée de l'activité qui s'y déploie, il suffit de relater qu'en 1902 près de 200.000 ouvriers ont eu recours à leur intervention et, le plus souvent, avec plein succès. Ils rendent ainsi d'immenses services aux ouvriers et la participation à de tels avantages n'est pas l'un des moindres attraits des syndicats socialistes.

Les catholiques tâchent de rivaliser avec les socialistes dans ce domaine. Ils ont créé jusqu'à présent 30 *bureaux du peuple* répartis dans les principaux centres industriels.

Malheureusement, le nombre de leurs *secréta-*

riats ouvriers est encore très inférieur à ce chiffre, ils n'en ont encore que sept et le socialisme leur fait une redoutable concurrence.

Les discussions du congrès de Cologne n'auront pas été vaines sous ce rapport, et dans un prochain avenir, les quelques centaines de mille ouvriers et jeunes ouvriers catholiques auront un nombre de secrétariats ouvriers proportionnés à leur force numérique.

---

§ 8. — *LES ARTISANS. — LES GESELLENVEREINE*

L'industrie moderne, qui occupe tant de millions de bras en Allemagne, est loin d'avoir absorbé le personnel de l'ancien corps de métiers qui a été si florissant au moyen âge et à la Renaissance. On compte encore actuellement dans l'empire environ six millions d'artisans prêts à se défendre de toute leur énergie contre la concurrence redoutable de la machine. Autrefois, ces artisans étaient très étroitement unis entre eux par les liens de la *corporation* qui constituait une véritable famille. La Révolution a tout désagrégé, brisé tous les groupements et les artisans, les jeunes surtout, se trouvaient ainsi abandonnés, condamnés à la solitude ou à des camaraderies plus dangereuses encore. Cette situation émut de pitié l'âme d'un prêtre admirable, qui eut l'idée de ressusciter à lui tout seul, sous une forme moderne, la vie corporative des ouvriers du métier.

Les congressistes de Cologne sont tous allés visiter un beau monument qui s'élève près du musée Wallraff-Richartz et qui a été inauguré il y a quelques mois à peine (12 juillet 1903). Sur

un socle en granit rouge, se dresse un groupe de deux personnages : un prêtre tend affectueusement la main à un jeune ouvrier en costume de voyage. Comme légende, ces simples mots : *Adolphe Kolping, le Père des compagnons.*

Adolphe Kolping avait été cordonnier dans sa jeunesse et il ne commença ses études classiques qu'à l'âge de vingt-quatre ans. Devenu prêtre, il se proposa vers 1850 de réunir les jeunes artisans dans une association qui leur offrît tous les avantages de la famille chrétienne. Son œuvre il l'appela *Gesellenverein, Cercle des compagnons.*

Les membres du *Gesellenverein* devaient s'engager à rester de bons chrétiens, à pratiquer leurs devoirs religieux, à ne pas rougir de leur foi. « Assiste, disent les statuts, avec régularité aux offices du *Verein* pour t'édifier toi-même et donner le bon exemple à tes frères. L'auberge te procure des clients qui t'aideront à dépenser ton argent et nullement à en gagner... » Plus loin les statuts ajoutent : « Le *Verein* sera considéré comme une seule famille ; chaque membre a le devoir de sauvegarder l'honneur et le bien général de la communauté ».

Comme la jeunesse a besoin de distractions, le *Gesellenverein* a ses fêtes, ses délassements, ses jeux, — sauf le jeu de cartes sévèrement interdit ; — une bibliothèque, des conférences et cours de toute sorte, une caisse d'épargne, d'autres caisses encore, complètent l'organisation sociale de l'œuvre.

Chaque cercle a son *local* où les membres se réunissent les dimanches et les jours de semaine, le soir, après le travail ; quelques-uns y logent et y prennent la pension en commun ; les compagnons de passage dans la ville, — et ceci est très important, — y sont hébergés gratuitement durant vingt-quatre heures.

Kolping fonda le premier *Gesellenverein* en 1845 à Elberfeld où il venait d'être nommé vicaire. Quelques années après, en 1849, il fut appelé à Cologne par l'archevêque, et il fonda immédiatement un second *Gesellenverein* dans la ville même où il avait été compagnon cordonnier. L'œuvre parut si excellente et répondait si bien aux besoins de l'époque que clergé et patrons réclamèrent partout la création de nouveaux *Gesellenverein*. Il y en eut 300 dès 1853. Lorsque l'abbé Kolping mourut en 1865, épuisé de fatigue, on en comptait plus de 400 dans les pays germaniques et le reste de l'Europe.

Tous ces cercles formant une seule famille, il fallut songer à se consolider très solidement. C'est ce que fit Kolping l'année même qui précéda sa mort. Conformément aux statuts, il y avait un directeur ecclésiastique à la tête de chaque cercle, et ces directeurs se réunissaient tous les ans en congrès. Au congrès de Wurzbourg, tenu en 1864, on mit la dernière main à l'organisation des *Gesellenverein*, qui fut définitive.

On groupa les cercles par diocèse ; chaque

fédération diocésaine a son président régional : les groupements diocésains de chaque Etat ont à leur tour un président central ; enfin, au-dessus de tous, il y a le président général, dont le siège est à Cologne.

L'idéal de Kolping était de fournir aux artisans catholiques dans la moindre petite ville un *Heim*, un foyer où il pût retrouver l'esprit chrétien de la maison paternelle. On peut dire que cet idéal est réalisé aujourd'hui.

En 1888, le *Wanderbuchlein*, c'est-à-dire le livret de voyage que porte chaque compagnon dans ses pérégrinations, signalait l'existence de 767 *Gesellenverein* répandus en Allemagne, en Autriche et en Suisse. Trois ans plus tard, en 1891, la *Festschrift*, publiée à l'occasion du premier jubilé de l'œuvre, marquait de nouveaux progrès.

Le nombre des *Gesellenverein* était de 794, à savoir : 600 en Allemagne et 190 dans les autres pays. Le *Wanderbuchlein* de 1900 que j'ai sous les yeux montre que, durant les dix années qui suivirent, l'œuvre a de nouveau avancé sensiblement. Au lieu de 794 *Gesellenverein*, il y en avait en 1900 près de 1.100 (1.098, chiffre exact).

L'Allemagne à elle seule en comprenait 771 ainsi répartis :

Dans les 12 diocèses de la Prusse 450 (348 en 1891).
Dans les 8 diocèses de la Bavière 204 (158 en 1891).
Dans le diocèse de Fribourg (Bade) 50 (45 en 1891).
Dans le diocèse de Rottenburg (Wurtemberg) 45 (33 en 1891).

Dans le diocèse de Mayence (Hesse) 9 (6 en 1891).
Dans le royaume de Saxe 13 (9 en 1891).

L'Autriche comprenait 272 *Gesellenverein,* la Suisse 31, les autres pays ensemble une vingtaine.

Actuellement, le chiffre de 1.098 est largement dépassé et, aux « manœuvres catholiques » de Cologne, les *Gesellenverein* formèrent un des corps d'armée les plus imposants. La statistique exacte de tous les membres n'a pas été publiée. Mais quand on sait que plus d'un *Gesellenverein,* — entre autres celui de Cologne, — compte au-delà de mille membres et qu'un grand nombre en ont plusieurs centaines, on peut évaluer approximativement la force numérique des 1.100 cercles de compagnons. On ne s'écartera guère de la vérité en adoptant le chiffre de 100.000.

---

§ 9. — *LES CERCLES DE PATRONS ET LES CERCLES D'APPRENTIS*

On ne devient pas *compagnon* du premier coup, et on ne le reste pas indéfiniment. Le compagnon est, en quelque sorte, encadré entre l'*apprenti* et le *maître*. Pour être admis dans un *Gesellenverein*, il faut avoir au moins dix-sept et au plus vingt-sept ans. Au-dessous de dix-sept ans, le jeune ouvrier appartient à la catégorie des *apprentis*. Cette catégorie est très nombreuse et le clergé lui a voué une intelligente et paternelle sollicitude. Les *apprentis* sont également groupés par cercles, dans le genre des *cercles des jeunes ouvriers*, — et les cercles eux-mêmes forment des fédérations diocésaines soumises à une direction centrale. Les *Lehrlingverein* sont avant tout des œuvres de préservation morale et de formation technique. Ils ont pour but de préparer d'excellents *compagnons* chrétiens. On les trouve, naturellement, à peu près partout où il y a un *Gesellenverein* puisque c'en est, pour ainsi dire, l'école préparatoire.

Le *Meisterverein* ou *cercle de patrons* est au

sommet de l'organisation corporative du monde des artisans. Sous l'ancien régime, on devenait *maître* à la suite d'une sorte d'examen ; il fallait présenter son chef-d'œuvre. Le mot *Meister* ne s'entend plus dans ce sens aujourd'hui. On appelle ainsi l'artisan qui s'établit à son compte ou qui cesse d'être *compagnon* par suite de mariage. Dans l'organisation de Kolping, les *cercles des patrons* sont intimement reliés aux *cercles des compagnons*. Ce lien étroit est déjà marqué par le fait que les deux cercles n'ont qu'un seul et même président. C'est dire qu'il n'y a point de *Meisterverein* sans *Gesellenverein* et, presque partout où il y a un cercle de compagnons, il y a un cercle de maîtres. Le premier fournit des membres au second. En revanche, les maîtres sont les protecteurs nés et les bienfaiteurs des compagnons.

Il y a douze ans, plus de 40.000 patrons, — sortis ou non des *Gesellenverein*, — étaient affiliés à l'œuvre. A Cologne seul, il y en avait 400 à côté d'un millier de *compagnons*. Ce chiffre des patrons chrétiens est au moins doublé aujourd'hui.

Kolping s'était préoccupé exclusivement des ouvriers du métier, — compagnons et apprentis, — et nous venons de voir quels services immenses ont rendu à la société les cercles fondés par le *Gesellenvater*. A côté de cette catégorie si intéressante de salariés, s'en trouve une autre qui a de nombreuses analogies avec elle

et qui, tôt ou tard, devait attirer l'attention des hommes d'œuvres et des sociologues catholiques, je veux dire la classe des employés de commerce. Les employés de commerce vivent à peu près dans la même atmosphère morale que les compagnons : leur foi, leurs mœurs et leur santé courent les mêmes périls ; eux aussi ont besoin d'être soutenus, dirigés dans quelque association qui leur tienne lieu de famille. Dans plusieurs grandes villes le clergé avait créé pour eux des *congrégations* ou des *cercles* qui menaient une existence plus ou moins précaire. En 1877, quelques prêtres zélés, — entre autres l'abbé Elz de Mayence et l'abbé Schmitz, le futur évêque auxiliaire de Cologne, — résolurent d'organiser sérieusement l'œuvre et de faire entrer tous les cercles dans une fédération unique sous le nom de *Verband des Unions des commerçants catholiques*.

§ 10. — *CERCLES DES COMMERÇANTS CATHOLIQUES*

L'organisation n'est nullement compliquée. La fédération comprend deux espèces de groupements : les *congrégations* et les *cercles*. *Cercles* et *confréries* sont placés sous la protection de la Mère de Dieu et choisissent comme fête patronale une fête de la Vierge. Dans chaque ville où l'œuvre est établie, les membres élisent un prêtre comme directeur. A côté du directeur ecclésiastique il y a un président laïque : industriel, rentier, commerçant, fonctionnaire. Directeur et président dirigent de concert tout ce qui a rapport à l'association : fêtes religieuses, amusements, cours, caisses et bibliothèques. Chaque cercle a son local où les membres se réunissent une ou plusieurs fois par semaine à heure fixe. Tous ces cercles du commerce disséminés dans le pays forment une seule famille. L'employé de commerce qui émigre dans une autre ville y est accueilli comme un frère par les membres de cet autre cercle.

La devise de la fédération des commerçants est tenue en grand honneur et observée très strictement : *Ehrlich im Handel, christlich im*

Wandel, ce qui veut dire : « Soyez honnêtes dans le négoce, soyez chrétiens dans votre conduite ».

L'œuvre des *Unions du commerce* s'est développée progressivement et d'une façon normale, comme toutes les autres œuvres sociales des catholiques allemands.

En 1899, la fédération comprenait 10 *congrégations* et 97 *cercles* renfermant ensemble 11.260 membres. Deux ans après, le nombre des Unions était de 122 et celui des membres 13.074.

Depuis lors, de nouveaux progrès ont été réalisés. D'après le *Legitimations und Reisebuch*, le livret de voyage des membres du *Verband* pour l'année 1902-1903, l'œuvre comprenait 11 groupements régionaux. — *Gauverbaende*.

Gauverband	de la Prusse orientale (siège central Dantzig).	209	membres.
—	de la Silésie (siège central Breslau)	450	—
—	du nord-est de l'Allemagne (siège central Brandeburg). . . .	1073	—
—	de la Basse-Saxe (siège central Osnabruck). .	1151	—
—	de la Westphalie (siège central Bochum) . .	1735	—
—	de la rive droite du Rhin (siège central Barmen)	1752	—
—	de la rive gauche du Rhin (siège central Crefeld).	1447	—

Gauverband	du Rhin moyen (siège central Cologne). . . .	1552	membres
—	de l'Allemagne du centre (siège cent. Francfort).	1336	—
—	du sud-ouest de l'Allemagne (siège central Mannheim).	1677	—
—	de la Bavière (siège central Munich)	857	—

Quelques jours avant le congrès de Cologne (du 20 au 23 août), les *Unions du commerce* ont tenu leur assemblée annuelle à Munchen-Gladbach (on avait choisi cette ville parce que le cercle des employés de commerce de Munchen-Gladbach célébrait son vingt-cinquième anniversaire). A cette occasion, le président indiqua la situation exacte de l'œuvre à ce jour. La fédération comprend actuellement 150 cercles avec plus de 15.000 membres : chiffres respectables si l'on songe que l'œuvre est relativement jeune et s'adresse à un public plus restreint que les *Gesellenverein*.

Commerce et métier forment en quelque sorte la transition naturelle entre les ouvriers industriels et les populations rurales. Le clergé catholique ayant groupé et fortement organisé les employés de commerce, les artisans et les serfs de l'usine, son action tutélaire devait s'étendre de même aux ouvriers de la terre, aux paysans, la classe la plus nombreuse et la plus éprouvée de toutes. Nous allons voir que sous ce rapport aussi, il a été à la hauteur de sa tâche.

§ 11. — *LES PAYSANS*

La détresse de l'agriculture allemande durant les quarante dernières années a provoqué dans tout l'empire un mouvement syndical dont les résultats ont dépassé les espérances les plus audacieuses. Caisses rurales, sociétés coopératives, syndicats professionnels agricoles, ont surgi du sol comme par enchantement et aujourd'hui de vastes groupements corporatifs couvrent les campagnes et préservent de la ruine plusieurs millions de paysans qui, sans cette organisation, seraient devenus la proie fatale du socialisme.

Les causes de la crise agricole sont à la fois économiques et morales : d'une part, et avant tout l'usure, la mévente des produits de la terre, le prix relativement élevé des objets de consommation ; de l'autre, la routine avec l'ignorance des méthodes nouvelles, le développement du luxe toujours en raison inverse de l'accroissement de la richesse, l'amour des plaisirs qui s'est insinué dans les coins les plus reculés.

A toutes les époques l'usurier a été le grand ennemi du paysan en Allemagne ; il l'a été surtout dans la seconde moitié du dix-neuvième

siècle. La concurrence américaine, des récoltes médiocres, les charges écrasantes de l'Etat et de la commune allant de pair avec le renchérissement de la main-d'œuvre, bref, une série de circonstances critiques et de mauvaises années obligèrent la plupart des paysans à contracter des dettes. Il y a une vingtaine d'années, un économiste allemand, d'une grande autorité, le docteur Jager, concluait en ces termes une étude sur cette question. « On ne se trompera guère en admettant que dans l'empire d'Allemagne l'agriculture est grevée de charges hypothécaires pour une somme de 10 milliards. Elle est donc obligée de payer au capitalisme un tribut annuel de 500 millions ». Stoepel, un autre économiste, allait plus loin et estimait qu'il fallait doubler ces chiffres et que les intérêts payés annuellement par l'agriculture étaient de 1 milliard. Or, chez qui emprunter ? Rien à attendre des banques, qui se montraient réfractaires aux opérations de ce genre. Les crédits fonciers étaient rares et exigeaient trop de formalités. Dans les campagnes, point ou presque point de solidarité entre les riches et les petits paysans. L'embarras de ceux-ci était donc extrême, une seule porte leur restait ouverte, la porte de l'usurier. Ou plutôt l'usurier venait de lui-même offrir ses services aux malheureux qui avaient besoin d'argent. Une fois qu'il avait le pied dans la maison il n'en sortait plus et poussait ses débiteurs dans l'abîme. Je connais des villageois

qui, pour une dette de 1.000 francs, ont été dépouillés insensiblement d'une fortune de 30.000 à 40.000 francs.

La mévente des denrées agricoles facilitait d'ailleurs l'œuvre de l'usurier. Tant que les céréales purent être vendues à des prix rémunérateurs, le paysan parvenait à équilibrer à peu près son budget au moment des récoltes. La face des choses changea le jour où les blés étrangers inondèrent les marchés d'Europe. Non seulement, on vit baisser la valeur des produits indigènes dans des proportions inquiétantes, les producteurs furent du même coup à la merci des intermédiaires. Tout se réglait désormais à la Bourse ; le paysan n'arrivait à écouler sa marchandise qu'à l'heure et au prix qui convenait au spéculateur. Or le plus souvent ce spéculateur n'était autre que l'usurier qui tenait déjà l'infortuné par quelque dette et, par conséquent, était en mesure de lui dicter ses conditions. Que de fois j'ai entendu le Juif dire au paysan : « Demain, je viendrai chercher ton blé », sans même indiquer le prix qu'il daignerait lui offrir !

Pour comble de misère, cette évolution économique coïncidait avec une autre non moins fâcheuse : tout revenait plus cher au cultivateur. On a l'air d'émettre un paradoxe en disant que, de nos jours, le paysan paie, par exemple, ses vêtements plus cher qu'autrefois, et pourtant c'est la stricte vérité. La raison en est bien simple. Dans le bon vieux temps, les paysans

employaient des étoffes très solides fabriquées au village avec la laine de leurs moutons et le fil de leur chanvre, et le même costume durait presque toute une génération. Aujourd'hui, ils sont obligés de renouveler leurs vêtements plusieurs fois l'an parce que les étoffes *à bon marché* qu'ils achètent ne valent rien. Il en est de même d'autres objets de consommation ; il résulte de là que le paysan, qui retire moins de ses produits, dépense davantage pour son entretien.

Par une aberration étrange, le luxe a augmenté parmi les populations rurales à mesure que les ressources diminuaient. La facilité des communications, le voisinage des villes, la réclame fascinatrice des grands magasins ont entraîné les paysans à des dépenses inutiles ou funestes. Beaucoup d'entre eux se sentant perdus n'ont même plus songé à régler leurs dépenses sur leurs recettes. L'argent emprunté chez l'usurier était d'abord consacré à l'achat de choses indispensables ; peu à peu on le gaspillait en futilités. La perspective de la catastrophe inéluctable donnait le vertige ; on devenait prodigue à la veille de la ruine par désespoir autant que par insouciance.

Lorsque la fièvre des jouissances s'en mêlait, — ce qui arrivait plus souvent qu'on ne pense, — la débâcle était encore plus rapide et plus effrayante.

Bien d'autres causes concouraient à la déca-

dence de l'agriculture allemande et, si des sauveurs n'étaient survenus à temps, la situation serait aujourd'hui irrémédiablement désespérée.

---

§ 12. — *ASSOCIATIONS RURALES RAIFFEISEN*

Un pauvre maire de village, F.-G. Raiffeisen, de Heddersdorf, peut être considéré comme l'un des plus grands bienfaiteurs des paysans d'Allemagne. A lui, en effet, revient l'honneur d'avoir fondé la première banque rurale populaire établie sur la mutualité et la solidarité illimitée des membres. Cette *Caisse de prêt* de Heddersdorf fondée en 1864, — après quelques tâtonnements, — et destinée à combattre l'usure, devint le point de départ d'une œuvre colossale. Vivant au milieu des paysans, connaissant à fond leurs misères et la source de ces misères, Raiffeisen imagina une organisation à la fois simple et pratique qui assurait le crédit agricole, moralisait les populations rurales, les préservait des usuriers et les mettait en garde contre leurs propres défauts. « Le but des caisses Raiffeisen, dit M. le chanoine Gapp, est de recevoir des épargnes et de les rendre utiles, utiles au prêteur sans doute, puisqu'il perçoit un modeste intérêt, utiles surtout à l'emprunteur qui dans des conditions données trouve facilement le crédit destiné à le préserver de l'usure et de la ruine... Le premier rouage de notre organisation, c'est

l'assemblée générale des membres. Seize membres suffisent pour constituer une association Raiffeisen. Pour devenir membre, il faut posséder quelque chose en propre, — maison ou champs, — demeurer sur le territoire pour l'avantage duquel la Caisse est appelée à fonctionner. Ce territoire ne doit pas dépasser celui de la commune ou de la paroisse, ou tout au plus celui de deux communes tout à fait voisines. Cette condition est absolument requise pour la sécurité des opérations. Le comité directif et le comité de surveillance doivent être complètement à même de connaître l'état de fortune de chaque membre. L'assemblée générale se réunit régulièremeut deux fois par an. Tout ce qui concerne l'Association doit lui être soumis. A elle de fixer le montant des sommes qu'on a acceptées à titre de prêt et d'épargne, d'établir le taux du prêt et de l'emprunt, etc... Les sociétaires élisent le comité de direction et le comité de surveillance. Le premier se compose de 5 membres : président, vice-président, 3 assesseurs. Le président convoque les membres de ce comité aussi souvent qu'il le juge à propos. Le comité décide dans les limites fixées par les statuts et par les votes de l'assemblée générale s'il y a lieu d'accorder à tel membre l'emprunt qu'il sollicite.

Le comité de surveillance se compose de 9 ou 12 membres élus par l'assemblée générale. Il se réunit régulièrement à la fin de chaque tri-

mestre pour examiner les actes du comité directif. Il est convoqué extraordinairement lorsqu'il s'agit de consentir un prêt supérieur à celui que le comité directif est autorisé à accorder.

Les fonctions de ces deux comités sont honorifiques et gratuites. La seule fonction qui soit rétribuée, — et encore est-il admis que cette rétribution doit rester au-dessous de la valeur des services rendus, — est celle de caissier. Le caissier fournit une caution soit en argent, soit en la personne d'un garant solvable.

La différence qui devra exister entre le taux du prêt et celui de l'emprunt sert à constituer un fonds de réserve. Ce fonds est absolument *inaliénable*.

A la fin de chaque année ou bien dans le courant de l'année, les comptes de chaque caisse sont minutieusement contrôlés par un inspecteur chargé de ce soin, soit par l'Etat, soit par l'Association générale des caisses Raiffeisen ».

Comme on le voit par cette courte analyse, Raiffeisen était guidé par un principe supérieur et une idée tout à fait géniale. Ce qu'il voulait, c'était tenir compte de tous les besoins matériels et moraux du paysan : lui avancer de l'argent, mais se préoccuper de l'usage qu'il en fera ; lui prêter pour éteindre une dette, acheter des semences, des engrais, des bestiaux, des instruments aratoires d'une utilité certaine, jamais pour des dépenses improductives ; le pousser à

l'épargne ; combattre chez lui la routine, le désordre, la négligence ; développer le sens de la fraternité chrétienne dans les milieux agricoles. Raiffeisen était moins un banquier qu'un admirable père de famille dont la sollicitude s'étendait à tous les paysans d'Allemagne. « Une caisse de prêt, disait-il, doit former, en quelque sorte, une famille, une confrérie où les faibles sont soutenus ou portés, où l'on n'attend pas que les membres aient péri les uns après les autres, mais où l'on recherche ceux qui ont besoin d'être aidés, où on les assiste amicalement, où on les préserve de la ruine, où tout se fait pour le bien de chacun et le bien de tous, *où l'on travaille pour Dieu !* »

Dans un discours prononcé à Strasbourg le 14 juillet 1885, il disait encore : « Il n'y a qu'un remède à l'égoïsme : c'est la religion ». Enfin, le 1er juillet 1887, quelques semaines avant sa mort, il assista, pour la dernière fois, à la réunion générale de ses associations rurales à Düsseldorf, et, à cette occasion, il prononça ces belles paroles : « Il faut sans cesse nous rappeler que notre foi chrétienne est et doit rester la base et le fondement de toutes nos associations ». N'est-ce pas là le langage d'un véritable apôtre ? C'est que Raiffeisen l'était, et son apostolat a été d'une fécondité merveilleuse. Peu importe qu'il ait rencontré des obstacles, des contradictions, des croix, cette pierre de touche de toutes les œuvres durables. Il a tout surmonté,

et aujourd'hui son nom est béni par des millions de paysans.

Le clergé catholique a été des premiers à comprendre l'importance extraordinaire de cette création, et il a travaillé à la répandre avec autant d'intelligence que de dévouement. Des centaines, on pourrait dire des milliers de caisses sont dues à son initiative. Les curés sont la cheville ouvrière et l'âme d'un très grand nombre de ces banques agricoles, et ils ont lieu d'être heureux et fiers de l'édifice qu'ils ont contribué à élever.

Ce fut en 1864, comme nous l'avons vu, que Raiffeisen fonda à Heddersdorf la première caisse rurale de prêt et d'épargne, grain de senevé devenu un arbre gigantesque. Vers 1876, on en compte déjà une trentaine dans les pays rhénans, et elles formèrent entre elles un *syndicat d'associations rurales*, disposant d'une *banque centrale* et recevant l'impulsion d'une *direction centrale*. Dans l'espace de dix ans, de 1876 à 1886, le chiffre avait décuplé, et les caisses Raiffeisen étaient au nombre de 312. Dès lors, l'élan était donné et rien ne put le ralentir. A la mort de Raiffeisen, survenue, le 11 mars 1888, les 380 associations locales du syndicat comprenaient ensemble 46.000 membres et étaient divisées en dix groupements régionaux. Quelques mois plus tard, à la fin de 1888, les 10 régions renfermaient 423 caisses avec 48.000 membres et travaillaient avec un capital de plus de 20 millions de marks.

Pendant les dix années qui suivirent, l'œuvre fit, en quelque sorte, boule de neige. Les *associations rurales* de tout genre s'étaient multipliées dans une proportion fantastique, puisqu'en 1897 il en existait plus de 11.000. Sur ce nombre, 2.700 faisaient partie de l'*Union de Neuwied*, — c'était le nom du syndicat des caisses Raiffeisen, — et étaient des caisses Raiffeisen. C'est un chiffre que le petit bourgmestre d'Heddersdorf n'aurait sans doute pas osé entrevoir dans ses rêves les plus optimistes. Pourtant, il allait être rapidement dépassé. En 1898, les compte-rendus signalèrent l'existence de 3.100 caisses rurales dépendant de Neuwied et réparties entre 45 groupements provinciaux et 160 sous-groupements.

Depuis lors quatre ans se sont écoulés et l'association Raiffeisen est devenue un des instituts les plus florissants de l'Allemagne. Au mois de mai dernier, la situation exacte du *Raiffeisen-Verband* de Neuwied était la suivante. Le nombre des associations rurales Raiffeisen était de 4.135, le chiffre d'affaires de la banque centrale de Neuwied et de ses 12 succursales était de 208.064.000 marks. Au mois de juin 14 nouvelles associations s'étaient affiliées au syndicat général, de sorte qu'il comptait 4.149 associations, et le chiffre des affaires passait de 208.064.000 à 259.681.000 marks.

Quel est le nombre exact des membres de ces 4.149 associations Raiffeisen ? On ne l'a pas publié jusqu'à ce jour ; mais on peut obtenir une

évaluation approximative en se basant sur les statistiques fournies par certains groupements régionaux. Prenons les caisses d'Alsace-Lorraine. La fédération des trois districts du Reichsland comprenait au 31 décembre 1902 :

Basse-Alsace	201	caisses	avec	23.690	membres
Haute-Alsace	90	—	—	13.331	—
Lorraine.	99	—	—	5.890	—
	399	—	—	42.911	—

A ces caisses il faut ajouter 16 autres associations Raiffeisen avec 1.190 membres, ce qui donne un total de 415 associations avec 44.101 membres.

Comme un très grand nombre d'associations rurales allemandes sont plus anciennes que celles d'Alsace-Lorraine, la moyenne de leurs membres est, en général, plus forte. On peut donc admettre sans exagération, que les 4.140 sociétés de crédit qui se réclament du nom de Raiffeisen comptent environ 500.000 adhérents (1).

(1) Depuis le 3 janvier 1903, on a fondé en Alsace-Lorraine 6 nouvelles caisses Raiffeisen, de sorte que le chiffre actuel est de 421. Il était de 389 à la fin de 1901. Le progrès est donc constant et il a été très rapide. Le mérite en revient pour une bonne part à un prêtre alsacien très distingué, qui a fait des caisses Raiffeisen sa chose. L'abbé François-Joseph Muller, vicaire de Duttlenheim, est président du groupe des Caisses rurales et agricoles de la Basse-Alsace et membre du Comité de direction de toutes les associations rurales d'Allemagne. Il a publié deux petits volumes très remarquables sur les ravages de l'usure et sur ses remèdes. Il consacre tout son temps et toute son intelligence aux questions relatives au crédit agricole, et on peut dire qu'il fait autorité dans la matière. A toutes ces hautes qualités, il joint une grande modestie et il m'en voudra d'avoir écrit ces lignes.

§ 13. — *SYNDICATS PROFESSIONNELS AGRICOLES*

A peu près à la même époque où le bourgmestre d'Heddersdorf fondait les *associations rurales*, un grand seigneur westphalien, le baron de Schorlemer-Alst, créa un autre type d'association, celui des *syndicats professionnels agricoles*. C'est de l'année 1862 que date, en effet, le premier de ces syndicats, le *Bauernverein westphalien*, et dans la suite une vingtaine d'autres ont été successivement appelés à la vie dans les principaux Etats de l'empire allemand.

D'une façon générale, les *associations rurales* et les *syndicats agricoles* poursuivent la même fin : le relèvement des classes laborieuses qui vivent de la terre. Ils diffèrent entre eux par leur composition, leur but prochain et leurs moyens d'action.

Les *associations rurales* admettent comme membres tous les habitants de la campagne, paysans, ouvriers, employés, petits commerçants, etc., et le champ d'action de chacune d'entre elles se restreint comme nous l'avons vu, à une ou tout au plus à deux communes très rapprochées. Les *syndicats agricoles*, au contraire, ne reçoivent que des agriculteurs, —

ce sont des sociétés professionnelles, — et ils peuvent s'étendre à toute une province.

Ce que veulent les *associations rurales,* c'est relever matériellement et moralement toutes les classes moyennes des campagnes ; les *syndicats agricoles* s'occupent exclusivement des laboureurs ; ils s'efforcent de sauver la petite et la moyenne propriété foncière, qui sont en péril.

Les *associations rurales* viennent en aide au peuple campagnard en lui fournissant du crédit, — elles sont presque toujours des banques populaires, — en lui inculquant l'esprit d'ordre et d'épargne, en lui facilitant la vente de ses produits et l'achat de ce qui lui est nécessaire. Les *syndicats* organisent également le crédit agricole ; la plupart d'entre eux ont leurs banques locales et leur banque centrale ; on y favorise de même l'épargne, on y achète en commun les engrais, les machines agricoles ; on y combat la routine par l'enseignement rationnel de tous les nouveaux procédés de culture, on y cherche des débouchés sérieux pour les produits agricoles, on met les paysans à l'abri des accidents de tout genre par la création d'assurances, etc. Mais les *syndicats* se distinguent surtout des *associations rurales* par leur activité dans la sphère de la législation agraire et économique. Grâce à leur vaste et puissante organisation, ils ont pu intervenir efficacement pour toute une série de lois qui intéressent l'agriculture. Je citerai entre autres la législation successorale en

Prusse, les traités de commerce, etc. Poussant leur ambition plus loin encore, les *syndicats agricoles* rêvent la réorganisation professionnelle de toute la population rurale sur une base nouvelle. La Réforme et la Révolution avaient disloqué la société chrétienne, mis l'individualisme féroce à la place de la solidarité catholique, armé « tous contre un et un contre tous », élevé un édifice social où il n'y a plus que de la poussière humaine. Les *Bauernverein* s'efforcent de ramener les paysans aux traditions patriarcales du moyen âge en rajeunissant toutefois cet organisme et en le munissant de tous les avantages du progrès moderne. L'un des chefs du mouvement syndical agricole résumait en ces termes les transformations que devaient opérer les *Bauernvereine* dans l'avenir. « Un *ordre* de paysans, chrétien, libre, indépendant, éclairé, jouissant du bien-être, mais fidèle aux mœurs des ancêtres, voilà le programme que nous avons inscrit sur notre drapeau ».

L'esprit des *syndicats agricoles* est donc le même que celui des *associations rurales Raiffeisen ;* c'est l'esprit même du christianisme. Le baron de Schorlemer-Alst, qui était un catholique ardent, voulut que son Bauernverein de Westphalie fût une œuvre éminemment chrétienne ; il était convaincu que les paysans ne seraient sauvés de la ruine que s'ils restaient ou redevenaient de bons chrétiens, obéissaient à la loi du Christ, étaient imprégnés de sentiments

évangéliques. Le même esprit a présidé à la création de tous les grands syndicats qui ont été fondés depuis 1880.

Aussi le clergé est-il intervenu partout comme pour les caisses Raiffeisen, et s'ils ont pris un si admirable développement il n'a pas été étranger à ce glorieux succès. C'est l'abbé Dasbach, député du Reichstag et du Landtag prussien, qui a fondé et qui dirige le grand syndicat du pays de Trèves. La fédération des 8 grands *syndicats bavarois* a pour secrétaire général l'abbé Gerstenberger, député du Reichstag et du Landtag bavarois. Le curé Gerber a rédigé durant de longues années le *Badische Bauer*, l'organe du grand syndicat badois. On pourrait citer une foule d'autres prêtres qui ont joué ou qui jouent encore un rôle très important dans la création, l'organisation et la direction des *Bauernvereine chrétiens* de l'Allemagne.

Lorsqu'en 1892 je publiai mon volume : *Catholiques allemands*, je signalai l'existence de 9 *syndicats agricoles* comptant ensemble environ 100.000 membres ainsi répartis :

Syndicat	agricole	de la Westphalie.	30.000	membres.
—	—	rhénan	32.000	—
—	—	de Nassau . . .	3.000	—
—	—	hessois. . . .	2.000	—
—	—	du pays de Trèves	10.000	—
—	—	de la Prusse orientale et occidentale.	2.000	—
—	—	de l'Eichsfeld. .	4.000	—
—	—	badois. . . .	9.000	—
—	—	silésien . . .	9.000	—

En 1897, ce tableau avait subi les transformations suivantes, qui se passent de commentaires :

Syndicat	de la Westphalie. . .	32.000	membres.
—	rhénan	42.000	—
—	de Nassau	5.000	—
—	hessois	5.000	—
—	du pays de Trèves . .	11.000	—
—	de la Prusse orientale et occidentale. . . .	4.000	—
—	de l'Eichsfeld. . . .	5.000	—
—	badois.	45.000	—
—	de la Silésie. . . .	10.000	—

A ces 9 syndicats étaient venus se joindre 8 syndicats bavarois qui comptaient en 1897 environ 30.000 membres ; celui de la Hesse électorale (environs de Fulda), celui d'Alsace-Lorraine fondés à Colmar en 1896. Toutes ces associations ont encore grandi durant les six dernières années, — les 8 syndicats bavarois comptent au delà de cinquante mille adhérents, — et aujourd'hui on évalue à 300.000 le nombre de leurs membres actifs (1).

4.139 sociétés Raiffeisen rattachées au siège central de Neuwied avec environ 500.000 membres ; une fédération de 23 syndicats agricoles avec au delà de trois cent mille membres : c'est à ce double résultat qu'ont abouti les efforts de deux hommes de grand cœur et de grande intel-

(1) Je ne cite pas celui de Thuringe, celui de Hundsrücken, qui sont exclusivement protestants.

ligence, le baron de Schorlemer-Alst et le bourgmestre Raiffeisen, l'un catholique, l'autre protestant, tous deux d'admirables chrétiens.

---

§ 14. — *FÉDÉRATION DE TOUTES LES SOCIÉTÉS RURALES ET AGRICOLES*

Récemment ces deux groupes sont entrés dans une fédération encore plus large, l'*Allgemeine Verband* des associations agricoles et rurales d'Allemagne qui a son siège à Darmstadt et qui, à la fin de juillet 1903, comprenait :

	11.748	caisses d'épargne et de prêt,
	1.601	syndicats de vente et d'achat,
	2.332	sociétés laitières (Molkereigenossenschaften),
	1.480	autres associations agricoles,
En tout	17.161	associations rurales et agricoles.

Comme cette immense fédération s'annexe en moyenne un millier de sociétés annuellement, — cette progression ressort des statistiques officielles, — elle comprendra d'ici trois ans environ 20.000 associations de paysans avec plusieurs millions de membres.

Bien que les éléments de l'*Allgemeine Verband* n'aient pas absolument le même caractère que les *Caisses Raiffeisen* et les *Bauernvereine,* le principe supérieur qui les régit est le même : c'est le christianisme. Celui qui dirige l'œuvre,

le docteur Haas, est un disciple de Raiffeisen et il a placé l'idée chrétienne au sommet et à la base de son édifice syndical.

Au moment où se terminait à Cologne le congrès catholique, s'ouvrait à Bonn l'assemblée annuelle de la *Fédération générale des associations agricoles*, qui célébrait le vingtième anniversaire de son existence. « Que Dieu dirige nos efforts ! » C'est par ce vœu si touchant que commencèrent et finirent les travaux de ce congrès agricole. Est-il besoin d'ajouter que ces millions de paysans ainsi associés sont des adversaires du socialisme ?

II

LES ORATEURS, LES DISCOURS, LES RÉSOLUTIONS DU CONGRÈS

§ 1. — *LES ORATEURS DU CONGRÈS*

Aux représentants de ces corporations, à l'état-major de cette immense armée du Centre, les orateurs du congrès ont fait entendre un langage merveilleusement approprié aux circonstances actuelles. L'enthousiasme que leurs discours ont soulevé dans l'auditoire, le retentissement qu'ils ont eu dans le pays, montrent que la tribune de l'*Assemblée générale des catholiques allemands* n'est pas déchue de son antique splendeur.

Durant trente ans on avait entendu à cette tribune des orateurs de premier ordre dont le souvenir est toujours resté vivant parmi les catholiques. C'était Windthorst, le génial conducteur de peuples, aussi éloquent que Montalembert, aussi irrésistible qu'O'Connell, toujours sur la brèche quand il s'agissait de défendre les intérêts de la religion, tenant

courageusement tête au chancelier de fer et obligeant l'implacable persécuteur à prendre le chemin de Canossa, arrachant des cris d'admiration même à ses ennemis dès qu'il parlait devant les Chambres et fascinant les foules dans les réunions populaires où sa parole véhémente et paternelle faisait couler des larmes ; Windthorst qui a été l'âme des congrès catholiques et en a fait ce qu'ils sont aujourd'hui, l'*Instrumentum regni* du Centre.

C'était Pierre Reichensperger, politique consommé et puissant agitateur, fougueux sans entraînement, toujours objectif, même en face de l'adversaire le plus déloyal, également capable d'enfoncer d'un geste le pupitre de la tribune et de renverser le ministre Falk ; au surplus, un chrétien admirable, un La Mennais croyant et réfléchi, comme on l'a dit, l'un des premiers *debatters* parlementaires de l'Allemagne.

C'était Auguste Reichensperger, vivante antithèse de son frère, causeur charmant, dont les discours coulaient comme un fleuve majestueux, ne dédaignant ni l'ironie ni la satire, mais conciliant quand même et sachant se faire écouter du Parlement aux séances les plus orageuses du Kulturkampf, habile organisateur et fin diplomate, artiste autant qu'orateur, ayant attaché son nom à l'achèvement de ce dôme splendide à l'ombre duquel siégeait le congrès.

C'était Ketteler, le grand évêque de Mayence, le précurseur de Léon XIII dans le domaine de

la réforme sociale ; sociologue au regard prophétique qui a prévu les progrès du collectivisme et posé le fondement de toutes les œuvres destinées à le combattre.

C'étaient ses disciples et auxiliaires infatigables, Mgr Haffner, le chanoine Heinrich, Mgr Moufang : Haffner, nerveux, incisif, véhément, penseur et philosophe, s'attachant à dégager de l'histoire les enseignements pratiques qu'elle comporte ; Heinrich, plus insinuant, plus enveloppant, et qui obtenait par une douceur non exempte de malice les résultats que n'obtenait pas toujours une éloquence plus énergique ; Moufang, le plus fidèle interprète de la pensée du maître, comme lui d'un patriotisme ardent qui allait parfois jusqu'au chauvinisme le plus intraitable.

C'était le baron de Schorlemer-Alst, qui mérita le beau surnom de roi des paysans westphaliens, ancien officier qui avait donné sa démission pour mieux prendre en mains les intérêts de l'Eglise et du peuple, sachant manier la parole comme il avait manié l'épée sur les champs de bataille, orateur tour à tour impétueux, caustique, agressif, excitant parmi les congressistes presque autant d'enthousiasme que Windthorst lui-même.

C'étaient l'écrivain Wasserburg, un Mayençais, qui consacrait à la défense de l'Église son éloquence aussi bien que sa plume ; l'évêque auxiliaire de Cologne, Mgr Schmitz, ce colosse

à la voix formidable que ses amis appelaient plaisamment le *Polterwagen* rhénan ; Mgr Huhn, l'éloquent curé munichois qui est mort il y a quelques semaines à peine après avoir jeté ses derniers feux en glorifiant le grand Tilly ; l'abbé Liesen, de Munchen-Gladbach, l'auteur de trois admirables petits livres qui ont été traduits dans toutes les langues de l'Europe, le créateur inoubliable de l'œuvre féconde des écoles ménagères.

C'était Lieber, le disciple de prédilection de Windthorst, son successeur au Parlement et dans les congrès, un des chefs du Centre dont l'éloquence se rapprochait le plus de l'éloquence française avec ses envolées superbes, son langage châtié et son inflexible logique.

De cette pléiade d'orateurs dont l'Allemagne catholique était si justement fière, il ne reste plus personne. Tous ont rejoint dans la tombe l'illustre Mallinckrodt, qui disparut de la scène au début du Kulturkampf. Mais la race des orateurs et des chefs n'est pas éteinte au sein du peuple catholique d'Allemagne, et ceux qu'on a entendus au congrès de Cologne ne sont pas trop au-dessous de leurs grands devanciers. Le baron de Hertling, Orterer, Mgr Schaedler, Porsch, Trimborn, Pieper, Gröber, le professeur Mausbach, ce sont là autant de noms que les congressistes étrangers eux-mêmes ne pourront plus oublier.

§ 2. — *LES DISCOURS DU CONGRÈS*

Le congrès s'ouvrit par une manifestation imposante dont tous les assistants garderont un ineffaçable souvenir. Un cortège de plus de trente mille ouvriers catholiques traversa les rues de Cologne, bannières au vent et musique en tête, et défila devant le palais du cardinal-archevêque, qui les salua et les bénit du haut de son balcon. Puis, sur un signal donné, cette armée ouvrière se divisa en huit gros bataillons qui se dirigèrent vers huit salles différentes. Il y eut alors huit grandes réunions composées exclusivement d'ouvriers. Chacune eut la visite d'un ou de plusieurs évêques, — le cardinal Fischer daigna paraître et prendre la parole dans quatre de ces meetings, — chacune entendit des orateurs politiques (Orterer, Trimborn, Daller, Stoetzel) et des orateurs appartenant à la classe ouvrière elle-même. Ce qui fut dit par les uns et les autres peut se ramener à quelques idées maîtresses qui servirent de thème à tous les discours.

Le sort des ouvriers a de tout temps préoccupé les chefs du parti catholique en Allemagne. Mgr Ketteler a étudié la question sociale à une

époque où ce mot faisait encore sourire les économistes libéraux, et le grand évêque de Mayence a fait école. De lui procèdent le comte Galen, Windthorst, Lieber, Hitze, tous les députés du Centre qui ont fait voter au Reichstag à peu près toutes les réformes utiles à la classe ouvrière. Le repos dominical, la réglementation du travail des femmes et des enfants, les assurances ouvrières, une série d'autres mesures législatives sont leur œuvre. Grâce à eux, la situation des ouvriers s'est incontestablement améliorée dans la société contemporaine. Le chemin parcouru est considérable, mais il reste encore bien des progrès à réaliser. Il faut compléter le système des lois protectrices et des assurances ouvrières; il faut faire triompher le droit de coalition et obtenir une loi d'association plus large et plus libérale. L'Etat est donc loin d'avoir satisfait à toutes ses obligations.

Il serait toutefois puéril et dangereux de tout attendre de l'Etat-Providence. Aide-toi et le ciel t'aidera, cela est vrai dans tous les ordres d'idées. Les ouvriers doivent demander davantage à l'initiative personnelle. Jusqu'à présent ils ont subi l'amélioration de leur sort plutôt qu'ils n'y ont collaboré. Il est temps qu'ils secouent cette apathie insouciante et qu'ils agissent. L'association est pour eux une source intarissable d'énergie latente ; qu'ils s'organisent encore mieux qu'ils ne l'ont fait jnsqu'à présent. Ils sont trois cent mille dans les cercles ouvriers

et c'est là un chiffre magnifique. Quand ils seront un million, — et ils pourront arriver à ce nombre, — leur puissance sera décuplée. Puis il ne faut pas se contenter d'être le nombre ; il s'agit de doter les cercles ouvriers de toutes les institutions qu'ils sont susceptibles de recevoir. Par-dessus tout, il faut multiplier les secrétariats ouvriers. Pour les socialistes, ces secrétariats sont un levier d'une force incalculable ; pourquoi les cercles ouvriers catholiques seraient-ils moins bien outillés ? A côté des secrétariats, ce qui rend des services énormes aux ouvriers, ce sont les syndicats professionnels. Actuellement les syndicats socialistes comptent de six cent mille à sept cent mille membres. Et les ouvriers catholiques, que font-ils ? Ils n'ont pas un seul syndicat professionnel qui leur soit propre ; bien plus, ils sont très lents à entrer dans les syndicats *chrétiens* (protestants et catholiques s'y trouvent réunis) qui ne comptent même pas deux cent mille adhérents. Les socialistes ont donc, sous ce rapport, une avance considérable, et le moment est venu de se mettre au pas et de rattraper le temps perdu. Enfin tout en travaillant bien pour la terre, il ne faut jamais perdre de vue le ciel. Au-dessus des intérêts matériels il y a le sentiment religieux, qui les transforme et les idéalise. Si la religion n'est pas la clé de voûte de l'édifice social, on aura beau faire, la paix, l'harmonie et le bonheur ne sauraient y habiter. La question sociale ne sera résolue qu'avec

l'aide du christianisme. Seule, la douce main du Christ est capable de guérir les maux qui résultent de la lutte implacable pour l'existence.

Cette froide analyse ne saurait donner une idée ni des 32 discours adressés aux ouvriers dans les huit réunions, ni de l'impression profonde qu'ils ont produite sur ces vastes auditoires. Le plus souvent, ce n'était pas simplement de la sympathie et de l'enthousiasme, c'était presque du délire. Lorsque bien tard dans la nuit, la plupart des ouvriers retournèrent dans les villes rhénanes d'où ils étaient venus, ils emportèrent l'antidote le plus efficace contre le socialisme, une foi chrétienne très vivante et fortement retrempée.

Les réunions ouvrières n'étaient que le prologue du congrès. A sept heures du soir, toutes les cloches de la ville, y compris le gros bourdon impérial du dôme, annoncèrent à toute volée que la *séance de bienvenue* allait s'ouvrir au Gurzenich.

Dans cette réunion, il ne s'agit pas encore de travail : c'est un simple rendez-vous ou les congressistes expriment la joie de se trouver ou de se retrouver ensemble. Elle est dirigée par le président du comité local et les paroles qui s'y prononcent sont plutôt des toasts que des discours. Aucun sujet important n'est traité : parfois on effleure légèrement les idées qui seront développées durant le congrès. D'ordinaire, c'est la note humoristique qui domine et quelquefois

la note émue lorsqu'un ancien évoque le souvenir des orateurs qui manquent à l'appel.

A Cologne, cette première réunion familière a été tout à fait charmante. On y a entendu Falk III, — le boucher mayençais devenu orateur, — l'un des vétérans de la cause catholique, dont la physionomie joviale et les traits d'esprit ont toujours eu tant de succès dans les grandes assemblées populaires ; Nicolas Racke, un Mayençais aussi, qui remercia spirituellement la *Koelnische Volkszeitung* des pointes que ce journal lança aux catholiques de sa ville natale à l'occasion des récentes élections ; le député Giessler, l'organisateur du congrès de Mannheim, qui rappela avec tant d'à-propos ce mot de Reichensperger sur le cardinal Geissel : « L'archevêque de Cologne frappa le sol de sa crosse épiscopale et toute l'Allemagne en retentit » ; le comte Rechberg, qui salua le congrès au nom du Wurtemberg et raconta comment, il y a deux ans, 36.000 catholiques wurtembergeois réunis à Ulm surent défendre victorieusement l'école chrétienne de leur pays.

Ne pouvant énumérer tous les orateurs de la soirée, je ne citerai plus que M. de Becker, le premier bourgmestre de Cologne, qui honora la fête de sa présence et y prononça ces belles et nobles paroles : « Je suis convaincu, Messieurs, qu'aujourd'hui comme il y a neuf ans, toutes les résolutions adoptées par le congrès tendront à la plus grande gloire de Dieu et au

salut de la patrie... Vous travaillerez surtout à l'apaisement social, et lorsqu'à la fin du congrès vous quitterez Cologne, vous rentrerez chez vous fortifiés dans votre foi et animés d'un nouveau désir de vous consacrer aux œuvres de la charité chrétienne ! » C'est le premier magistrat d'une des plus grandes villes d'Allemagne qui tient ce langage si élevé et si religieux et, en vérité, il y a là de quoi faire rêver et réfléchir le lecteur français (1).

Le lendemain de cette grande journée commencèrent les travaux du congrès. A huit heures du matin, les congressistes assistèrent à la messe pontificale que le cardinal Fischer célébra au dôme et, à dix heures, on se réunit dans la grande salle de la *Burgergesellschaft* pour constituer le bureau. Le président du comité local, M. Custodis, un éminent jurisconsulte de Cologne, prononça une émouvante allocution dont je ne reproduirai que le début : « Messieurs, lorsqu'en 1894 j'eus l'honneur d'ouvrir la première séance du congrès, j'appelai notre réunion « la revue annuelle de l'armée catholique », et je croyais pouvoir ajouter que notre but était de nous orienter snr le champ de bataille. Et aujourd'hui, jouissons-nous enfin de la paix tant désirée ? Hélas ! plus que jamais la guerre est déchaînée contre nous ; elle est même devenue sur bien des points plus acerbe, plus violente, plus implacable que dans le passé. On nous

(1) M. de Becker est protestant.

vante la liberté et l'égalité comme une conquête des temps modernes. Cette liberté, cette égalité devant le droit, où sont-elles pour nous, catholiques, pour notre Eglise, pour nos ordres religieux ? Quelle est notre place dans l'Etat, dans la commune ? Lorsque nous réclamons la justice, on nous reproche d'être arrogants ; lorsque nous revendiquons la liberté, on dit que nous voulons dominer. Nous avons beau aller dans nos concessions jusqu'aux dernières limites de la conscience, on ne nous en sait aucun gré. Une seule chose pourrait désarmer nos adversaires, la défection, la trahison envers notre sainte Eglise. De là le flot de boue, de calomnies, d'accusations infâmes, d'insultes dont on couvre la religion, le clergé, les sacrements, tout ce qui nous est cher et sacré. Mais grâce à Dieu cette campagne n'a point affaibli dans nos cœurs le respect que nous témoignons à l'Eglise catholique. Seule notre patience est à bout. Ce serait une lâcheté de notre part que de reculer devant la lutte imposée par une brutale intolérance. Plus le combat est chaud, plus notre amour pour la cause religieuse sera ardent. Fidèles à notre Eglise, prêts à mourir pour elle, nous nous serrons étroitement autour du noble drapeau qui ne s'est jamais abaissé devant aucun ennemi. La vieille garde meurt et ne se rend pas ».

Ces paroles si éloquentes montrent qu'en Allemagne tout n'est pas pour le mieux dans le

meilleur des mondes. La même note reparaîtra dans d'autres discours où l'on mettra les catholiques en garde contre une fausse sécurité. Il faut que les catholiques se tiennent sur le qui-vive, l'arme au pied, s'ils ne veulent pas être surpris à l'improviste et écrasés par leurs nombreux ennemis.

De longs applaudissements accueillirent le cri d'alarme de M. Custodis. Quand l'émotion se fut calmée, on procéda à l'élection du bureau. On nomma président un Bavarois, M. de Orterer, qui avait déjà présidé le congrès de 1894 ; premier vice-président, un Badois, le baron de Stotzingen, frère du R. P. Abbé des Bénédictins de Maria-Laach ; second vice-président, un Silésien, le comte de Praschma, un descendant de sainte Hedwige.

Il est de tradition que lorsque le congrès catholique se tient dans le nord, on cherche le président dans le sud de l'Allemagne, et *vice versa*. Le choix de M. de Orterer n'avait donc rien que de très naturel.

Le président du congrès ainsi nommé est recteur d'un gymnase de Munich, ce qu'on appellerait, en France, un proviseur de lycée. On n'exagère pas en disant que c'est un des personnages les plus importants de l'Allemagne catholique. Relativement jeune, — il est né en 1849, — il joue depuis vingt ans un des premiers rôles dans les Parlements de Munich et de Berlin. A la mort du baron de Frankenstein, il est devenu

le chef de la droite au Landtag bavarois, et à Berlin il a été l'un des leaders les plus écoutés du Centre catholique. Actuellement, il est président de la chambre des députés de Munich, — un des premiers fonctionnaires de l'Etat, par conséquent, — ce qui ne l'empêche pas, détail piquant, de rester proviseur de son gymnase.

De l'avis de tous, Orterer est l'un des meilleurs orateurs du parti catholique. Sans avoir l'envergure et le talent de Windthorst ou des Reichensperger, il s'est imposé rapidement à l'attention des Chambres par ses vastes connaissances, ses dons oratoires, sa logique serrée, et surtout par la facilité surprenante avec laquelle il donnait la réplique, réfutait un sophisme, découvrait le point faible d'une cuirasse. Jouteur redoutable dans les discussions parlementaires, il savait à la fois se faire craindre et se faire respecter.

Dans les congrès catholiques, le président de la Chambre bavaroise a toujours été l'un des chefs qu'on voyait monter à la tribune avec le plus de plaisir. Aussi, la joie fut grande parmi les congressistes de Cologne lorsqu'on le proposa comme président de l'assemblée jubilaire. Une longue ovation le salua au moment où il prit possession du fauteuil présidentiel. On avait la conviction que le congrès serait admirablement dirigé et que l'orateur bavarois trouverait dans son cœur des accents qui seraient comme l'écho lointain de l'éloquence de Windthorst.

L'attente de la foule catholique ne fut point déçue ; Orterer présida avec un tact et une fermeté remarquables et prononça plusieurs superbes discours.

Son discours de clôture fut un vrai triomphe. Il parla avec une élévation de sentiment, une force et une chaleur, une habileté et un esprit politique qui étonnèrent même ses amis. Seul Windthorst était capable de résumer sous une forme aussi vivante, aussi fine, aussi riche d'aperçus, les travaux d'un congrès catholique. Au banquet final, le cardinal-archevêque de Cologne fut l'interprète de la pensée de tous lorsqu'il adressa au président ces paroles flatteuses : « Pour les noces d'or de notre assemblée générale, nous avons eu un président d'or qui a dirigé nos réunions avec le talent merveilleux d'un stratège expérimenté, un homme à la parole puissante, un homme d'action au cœur d'or. Que Dieu nous le conserve de longues années pour le bien de sa patrie bavaroise, pour le bien de l'empire, pour le salut de l'Eglise et la prospérité de nos congrès catholiques ! »

Du lundi au jeudi il y eut au congrès une véritable avalanche de discours. Chaque matin on consacrait une grande séance fermée à discuter et à adopter les résolutions préparées dans les diverses commissions. Chaque soir se tenait dans la *Festhalle* une séance plénière où 12.000 congressistes applaudissaient trois ou quatre discours d'apparat. Dans l'intervalle,

d'innombrables associations, le *Volksverein*, les *Unions du commerce*, l'*Augustinusverein* (presse catholique), les *Sociétés de Saint-Vincent de Paul*, les *Ligues de Windthorst*, etc., tenaient, soit leur congrès annuel, soit une réunion de circonstance. Partout des harangues dont l'ensemble remplirait des volumes.

Sans m'astreindre à aucun ordre logique ou chronologique, je signalerai à la hâte l'un ou l'autre orateur, l'un ou l'autre discours qui me paraîtront particulièrement représentatifs et permettront de juger du reste.

Après le président Orterer, ce fut encore un Bavarois qui eut le plus de succès au congrès, j'ai nommé le député Schaedler, de Bamberg. Il y a une quinzaine d'années, je terminais par ces mots le portrait que je traçais de l'abbé Schaedler : « Son rôle ira en grandissant avec les années, et comme il a plus de feu et non moins de science que l'abbé Hitze, et plus de contact avec le peuple que la plupart de ses collègues, je ne serais pas étonné s'il devenait un jour l'un des chefs les plus influents et les plus aimés du Centre ». Les événements m'ont donné raison. Député du Reichstag et du Landtag bavarois, Schaedler est aujourd'hui un des chefs incontestés du parti catholique. L'hiver dernier, Crailsheim, le ministre bavarois tout-puissant, est tombé du pouvoir, et tout le monde a attribué cette chute à la tactique habile de Mgr Schaedler. Au Reichstag

son action est également très considérable, surtout dans les rangs du Centre dont il est l'un des porte-voix autorisés. Ce qu'il est pour le peuple, on s'en est aperçu lorsque sa figure si originale et si irrésistiblement comique a émergé à la tribune du congrès. Sa seule présence souleva une tempête d'acclamations parmi les congressistes, et il lui fallut attendre quelques minutes avant de pouvoir se faire entendre. Le discours qu'il prononça fut littéralement haché par les applaudissements et les éclats de rire de l'assemblée. Il parla de la politique religieuse du Centre, de ses luttes passées, de ses succès, et aussi des ennemis qui lui restent à vaincre : le socialisme athée, — le libéralisme anticlérical ne compte plus, il est en liquidation, — le « mauvais esprit » qui règne toujours dans certains ministères en dépit de l'empereur. « Des sirènes trompeuses essaient de vous endormir en disant que la paix religieuse est rétablie. Ne les écoutez pas, Messieurs. Il n'y a point de paix aussi longtemps que nous n'avons pas reconquis tous nos droits. » « Mêmes droits et même aune pour tout le monde », disait Windthorst à Francfort. Nous ne voulons point de privilèges, point de grâce, mais notre droit et tout notre droit. La lutte que nous soutenons sur ce terrain est une lutte pacifique. Nous n'attaquons personne et, par amour pour la paix, nous poussons la tolérance jusqu'aux dernières limites. Nous désirons vivre en paix avec toutes

les confessions qui soutiennent le bon combat au pied de la croix contre les briseurs de croix. Point de lutte fratricide entre croisés, et c'est pourquoi nous exigeons qu'on ne repousse aucun croisé, fût-il un Jésuite... Prions, veillons, luttons ensemble pour notre patrie et pour la liberté de notre Eglise. Messieurs, si nous ne nous abandonnons pas, Dieu ne nous abandonne jamais. »

Mais il est impossible de rendre la physionomie d'un discours de Mgr Schaedler. Traduire ici, c'est trahir. Son éloquence, — abstraction faite du feu sacré, — consiste en saillies intraduisibles, en allusions politiques, en sous-entendus malicieux, en mots à effet, en citations et rapprochements imprévus et très souvent le geste achève ce que la parole a simplement ébauché. A la lecture le texte lui-même perd tout son sel : c'est de la lave refroidie.

Pour comprendre le succès de Schaedler, il faut voir et entendre le « monstre », comme on l'a dit d'un ancien. Il faut voir ces yeux moqueurs, qui brillent derrière les lunettes, cette face épanouie et goguenarde, cette mimique si pittoresque et si expressive ; il faut entendre cet accent bavarois qui a tant de saveur, ces inflexions de voix d'une si étrange cocasserie, ces coups de boutoir, si je puis ainsi parler ; alors seulement on se rend compte du prodigieux ascendant que l'orateur exerce sur un auditoire populaire.

Lorsque le député Schaedler eut quitté la tribune au milieu d'un tonnerre d'applaudissements, il y fut remplacé par le docteur Mausbach, de Munster. Le contraste entre ces deux orateurs est aussi frappant que possible. Ce qu'est Schaedler, nous venons de le voir. Mausbach, lui, est une nature affinée et artistique; il parle une langue savante et élégante, fuyant l'ombre même d'une trivialité ; il plane dans les hauteurs, ce qui ne veut nullement dire dans les nuages. Ajoutons qu'il est professeur à l'Université de Munster.

Dans les congrès catholiques, on aime d'autant plus voir et entendre les professeurs d'université qu'ils s'y montrent plus rares, les théologiens comme les laïques. Je ne parle pas du baron de Hertling ni du professeur Hitze : ce sont des hommes politiques plus encore que des hommes de science. Les professeurs purs apparaissent en très petit nombre aux manœuvres d'automne de l'armée catholique. Pourquoi cette abstention ? *Spectator*, qui était un illustre professeur d'université et n'a jamais assisté à un congrès catholique, prétendait qu'on les en tenait éloignés à dessein. La raison ne semble pas très sérieuse, puisque *tous* les catholiques sont invités à prendre part à ces grandes manifestations religieuses et que personne ne saurait en être exclu. Quoi qu'il en soit de la boutade de Kraus, il y a en général très peu de professeurs d'université parmi les congressistes. Dans

les sept universités de théologie catholique existant en Allemagne (1), on compte au moins soixante-dix professeurs ecclésiastiques, et il n'y en a peut-être pas cinq qui soient allés écouter leur collègue Mausbach à Cologne.

Celui-ci s'en sera sans doute consolé en voyant cette foule immense suspendue à ses lèvres. Il avait choisi pour thème de son discours *l'art chrétien et l'art moderne*, et il le développa avec une rare compétence, bien que son domaine habituel soit la *morale*. Comme de juste, l'*assemblée générale* s'intéresse vivement à ces questions d'art ; chaque année on organise à l'occasion de ce grand concours de catholiques une exposition d'*art chrétien* et l'un des orateurs les plus qualifiés développe à la tribune quelque thèse se rapportant à ce sujet. Le choix du professeur Mausbach comme apologiste de l'art chrétien fut excellent et la *Koelnische Volkszeitung* n'exagère pas lorsqu'elle affirme que l'orateur réussit à enthousiasmer l'auditoire.

Après avoir raconté la renaissance de l'art chrétien au début du dix-neuvième siècle, Mausbach indiqua les obstacles et les écueils que l'artiste chrétien rencontre de nos jours sur sa route ; il montra ensuite comment il était indis-

(1) Il y en a sept rattachées à des universités ; avec l'*Hosianum* de Braunsberg, il y en a huit. Enfin, le 15 octobre s'est ouvert, à Strasbourg, la faculté de théologie récemment concédée par le Saint-Siège, de sorte qu'en réalité il y en a aujourd'hui neuf : Munich, Wurzbourg, Bonn, Munster, Breslau, Braunsberg, Fribourg, Tubingue, Strasbourg.

pensable de concilier le progrès avec la tradition, enfin il insista sur la nécessité de rester fidèle aux lois éternelles de la vérité, de la beauté, de la moralité.

Au cours de cette séance l'archevêque de Milan, le cardinal Ferrari, avait pénétré dans la salle avec le cardinal Fischer. Par une attention délicate et avec un art consommé, l'orateur improvisa un brillant parallèle entre le dôme de Milan et celui de Cologne. « A côté du dôme de Cologne qui incarne l'art chrétien, s'écria-t-il, s'élève un autre dôme semblable, mais plus resplendissant, c'est la cathédrale de Milan, dont la seule vue fait tressaillir le cœur de l'artiste... A Milan, une douce musique a ramené saint Augustin au christianisme ; là un Bramante a bâti, là un Léonard de Vinci a peint la Cène ; là est mort récemment Verdi, ce grand artiste et ce vrai chrétien. Puisse le souffle d'art parti autrefois de Milan et de Cologne vivifier de nouveau et féconder l'art chrétien moderne ! »

La science catholique eut son protagoniste comme l'art chrétien, et ce fut le baron de Hertling qui se chargea de porter ce thème à la tribune du congrès. Pour parler dignement de la science, il fallait un savant, et pour en parler avec fruit, il fallait un avocat qui eût l'oreille de la foule. Nul ne remplissait mieux cette double condition que M. de Hertling. C'est un savant, car il est membre de l'Académie des sciences de Munich et professeur à l'une des

grandes universités, où il enseigne la philosophie. Assurément le baron de Hertling n'est pas un très grand philosophe, ni un philosophe très profond, ni un philosophe très original, — oú sont-ils, du reste, ces philosophes-là dans l'Allemagne d'aujourd'hui ? — mais il tient très honorablement son rang et a autant de valeur que la plupart de ses collègues.

Au surplus, il ne s'est pas marié à la philosophie ; ayant toujours eu un goût très vif pour la politique, il s'est donné à elle de tout cœur. On sait que M. de Hertling appartient à la Chambre des seigneurs en Bavière ; or, dans cet aréopage, on fait un peu de politique ; on sait aussi qu'il est député du Reichstag et là on en fait beaucoup. Fatigue ou scrupule professionnel, le baron de Hertling a essayé parfois de s'arracher aux charmes de l'enjôleuse. Tout récemment encore il a déclaré à ses électeurs bavarois d'Illertissen qu'il renonçait au Reichstag. Serment d'ivrogne, car quelques jours après il se présentait dans la circonscription de Munster en Westphalie et recueillait la succession du baron de Heeremann. Et c'est très heureux pour le Centre et pour la cause catholique, car M. de Hertling est un excellent orateur. Au Reichstag on l'écoute volontiers, et il n'y a pas longtemps que je l'ai vu applaudi à gauche et à droite pour avoir prononcé l'éloge de Léon XIII et du cardinal Rampolla. Dans les congrès il parle avec feu et ce grand seigneur, ce philosophe de

profession, est presque un orateur populaire.

Son discours sur la science catholique eut un très réel succès. Il commença par évoquer le souvenir des savants catholiques qui avaient l'habitude de paraître dans les congrès : Hergenröther, Hettinger, Heinrich, Moufang et surtout Janssen ; ensuite il retraça rapidement l'histoire de la science catholique au dix-neuvième siècle. Il distingua trois périodes : l'âge romantique, l'âge apologétique, l'âge purement scientifique. Conservant la division ternaire à travers tout le discours, il énuméra la triple supériorité du savant catholique : l'unité de sa conception philosophique, l'alliance féconde avec le passé, la fermeté de ses principes ; puis les trois obstacles qui se dressent sur son chemin : l'isolement, la timidité, le manque de confiance. A ces trois obstacles, le savant catholique doit opposer l'enthousiasme, la recherche ardente de la vérité, l'amour de l'Eglise.

Ce n'est là que l'ossature du discours sans le charme des développements oratoires, sans la richesse des aperçus historiques, en un mot c'est le discours sans l'éloquence qui lui donne la vie et le mouvement. Dans sa péroraison, M. de Hertling fit un appel chaleureux à la jeunesse des écoles, les exhortant à se donner tout entiers au culte désintéressé de la science.

Orterer et Schaedler sont des méridionaux. Nous n'avions pas quitté l'Allemagne du Sud avec le baron de Hertling, — car il est né à

Darmstadt, et s'il est devenu député westphalien, il est toujours sénateur bavarois, — avec M. Groeber, nous y restons plus que jamais. Groeber est en effet Wurtembergeois : il a le tempérament, le caractère des Allemands du Sud avec ses bons et ses mauvais côtés ; on trouve chez lui l'humour, le sel, la pointe satirique et parfois le trait un peu massif. Un de ses collègues du Reichstag m'en fit un jour cet éloge assez original : « Cet animal-là m'a éreinté à la tribune ; mais je n'hésite pas à reconnaître que c'est un saint homme, et il n'y a pas mieux que lui dans le Centre catholique ». Rien de plus vrai. Quoique le Centre compte des hommes fort distingués, il n'y a pas mieux que Groeber. C'est un chrétien de la race de Windthorst, un de ceux qui vont prier à l'église avant de prononcer un discours ou de prendre une décision grave. Et comme il a la foi robuste de Windthorst, il a également quelque chose de son éloquence, de son habileté, de sa finesse d'esprit et de sa volonté de fer. Il est assez vieux pour avoir été longtemps de l'intimité de la Petite Excellence, et il est trop intelligent pour n'en avoir pas largement profité. Depuis la mort de Lieber, c'est le député du Centre qui conserve le plus fidèlement les traditions des grands parlementaires catholiques qui s'appelaient Mallinckrodt, Windthorst, Reichensperger. Les jeunes vaudront-ils un jour ces lutteurs de l'âge héroïque du catholicisme allemand ? L'avenir nous le

dira ; en attendant, on est heureux de saluer au passage l'un des derniers survivants de cette vaillante génération.

C'est ce qu'a pensé le congrès, et il a fait une véritable ovation à M. Groeber lorsqu'il monta à la tribune. On l'avait prié d'exposer ce que les congrès catholiques ont accompli jusqu'à ce jour sur le terrain de la politique sociale. Qui mieux que lui était à même de faire ce rapport ? Homme du peuple, démocrate chrétien avant la lettre, il a été l'un des plus actifs défenseurs de la réforme sociale. Mais alors ne risquait-il pas d'entreprendre son propre éloge en louant les congrès ? D'un mot admirable, son humilité chrétienne remit les choses au point dès le début de son discours : « A nous le travail, s'écria-t-il ; à Dieu, la gloire et la reconnaissance ! »

Le tableau qu'il traça de la politique sociale des congrès est une magnifique apologie du catholicisme allemand. Bien avant les socialistes, dès le premier congrès de 1848, les catholiques ont tâché de résoudre pratiquement la question sociale, comme le prouvent les discours de Lingens et de Ketteler.

A cette époque déjà, avec une clairvoyance remarquable, ils ont compris que la question sociale était une question religieuse et morale aussi bien qu'une question économique. En 1869, le congrès a créé une *commission* de la question sociale qui fonctionne depuis lors avec autant de régularité que de succès. Dans la

suite, son activité sur le terrain de la réforme sociale n'a plus connu d'arrêt. L'*Arbeiterwohl* et le *Volksverein* sont pour ainsi dire son œuvre. Les cercles ouvriers de tout genre sont sortis de ses délibérations. Les cercles d'apprentis, les cercles de compagnons, les cercles de patrons sont nés de son inspiration et ont grandi avec son concours. Il en est de même des Unions des commerçants catholiques. Enfin le congrès s'est tourné vers les questions agraires et a encouragé la création et le développement des syndicats ruraux de toute nature !...

« Les succès obtenus, dit en terminant Groeber, nous donnent un nouveau courage, et nous en remercions Dieu à genoux. A notre gratitude se mêle l'espérance chrétienne. Dieu nous bénira si nous ne nous éloignons pas de lui. Qu'il bénisse nos vaillants ouvriers catholiques, qu'il bénisse nos honnêtes artisans, qu'il bénisse enfin nos paysans qui ne veulent pas désespérer, et toute notre patrie allemande ».

Si les catholiques allemands ont pu faire triompher leur programme social dans les Parlements, après l'avoir élaboré dans les congrès, c'est qu'ils ont pris une part active à la *vie politique* de leur pays. Aux assemblées générales, on a soin d'insister sur l'importance et la nécessité qu'il y a à s'affirmer sous ce rapport. Le docteur Porsch de Breslau l'a fait à Cologne en termes éloquents et en termes excellents.

Porsch est un habitué des congrès, un des

orateurs qui y parlent le plus souvent et y jouissent d'une haute autorité. Du vivant de Windthorst, il formait avec Groeber et Lieber, le triumvirat des chefs de l'avenir. Quand on le voyait apparaître aux côtés de la *Perle de Meppen*, on disait d'un air entendu : « C'est le successeur ». On devinait en lui l'étoffe d'un homme d'Etat. Il est Silésien, Silésien comme le comte Ballestrem, le président du Reichstag, et comme le baron de Huene, qui obtint la suppression du service militaire des séminaristes avant de quitter la vie politique. Depuis de longues années, il appartient au Landtag prussien. Aux élections de juin, il se présenta de nouveau au Reichstag, dont il était resté éloigné durant deux législatures. Tout naturellement, il prend un peu partout la place laissée vide par la mort de Lieber, survenue il y a deux ans.

Porsch venait de donner l'exemple du dévouement à la chose publique en reprenant son poste de combat au moment des élections (1). Plus que tout autre, il avait donc le droit de rappeler aux catholiques que l'abstentionnisme est un crime et une sottise. « La foi catholique, s'écria-t-il, n'est pas un manteau de prières qui se jette sur les épaules dans quelques circonstances solennelles. Nous avons besoin d'hommes qui sachent accomplir jusqu'au bout leur devoir

(1) Il s'est présenté ou s'est laissé présenter dans plusieurs circonscriptions de la Silésie où les catholiques sont en minorité ; il a échoué comme il fallait s'y attendre.

partout où l'occasion s'en présente ». L'orateur montra ensuite que les générations précédentes ont très bien compris ce devoir, et c'est ce qui a permis au Centre de défendre avec succès les intérêts méconnus du peuple. On a lutté avec courage, avec persévérance, on a fini par lutter victorieusement... Mais les catholiques ne sont pas au terme de leurs revendications. Le Kulturkampf leur a ravi plusieurs libertés essentielles. A la pointe de l'épée, en quelque sorte, ils ont réussi à reconquérir l'une ou l'autre ; mais quelques-unes leur sont refusées et voilà pourquoi plus que jamais ils doivent rester sur la brèche et réclamer leur droit en respectant le droit d'autrui. « Continuons, conclut-il, à revendiquer les libertés qui nous manquent. Au jour du scrutin, ne donnons notre voix qu'à des candidats qui s'engagent à rendre à l'Eglise ce qui revient à l'Eglise. Dans nos luttes et nos revendications, il est une pensée qui nous unit et nous soutient, c'est que nous n'avons pas autre chose en vue que les intérêts de Dieu et de la patrie ».

Le congrès a entendu peu de discours aussi pratiques et d'une utilité aussi immédiate, surtout si l'on songe qu'en Prusse on se trouvait à la veille des élections du Landtag.

§ 3. — *LES RÉSOLUTIONS ADOPTÉES PAR LE CONGRÈS*

Le spectateur superficiel pourrait s'imaginer que les congrès catholiques ne sont qu'une série ininterrompue de fêtes et de réjouissances : *commers* d'étudiants et retraites aux flambeaux, séances musicales et représentations scéniques, cortèges ouvriers et processions religieuses, feux d'artifice et nuits vénitiennes, beuveries familières et banquets officiels, le tout entrecoupé méthodiquement par quelques beaux discours. Et, en effet, le congrès de Cologne a été un peu cela, mais il a été surtout autre chose encore. On y a beaucoup travaillé et on y a fait de l'excellente besogne. Napoléon Ier disait que dix hommes qui crient font plus de bruit que dix mille qui se taisent. De même les gens qui s'amusent attirent plus l'attention que ceux qui sont à l'ouvrage. Dans les congrès, c'est au sein des commissions qu'on travaille et les commissions siègent paisiblement à l'écart, évitant la voie publique.

A Cologne fonctionnaient quatre grandes commissions présidées par M. Racke de Mayence, le comte Galen de Dinklage, Mgr Werth-

mann de Fribourg, Mgr Hulskamp de Munster. Dans la première, on a étudié les questions relatives au Saint-Siège, aux missions, aux associations ; dans la seconde, on s'est occupé exclusivement de la question sociale ; dans la troisième, des œuvres charitables ; dans la quatrième, de la science, de l'école, de la presse, de l'art chrétien.

Leur programme a été très chargé et on y a lu et discuté environ 60 rapports dont les conclusions ont été adoptées en séance plénière. Il serait fastidieux d'analyser, — même sommairement, — ces rapports ou d'énumérer ces conclusions : nous ne signalerons que l'un ou l'autre point ayant trait aux associations catholiques que nous avons passées en revue. Le congrès a eu, en effet, à s'intéresser au *Volksverein*, aux *ouvriers industriels*, aux *artisans* et aux *commerçants*, enfin aux *classes agricoles*.

Tout le congrès a été en quelque sorte la glorification du *Volksverein*, si bien que la *Gazette de Cologne*, elle-même, a été obligée de rendre à l'œuvre de Windthorst ce témoignage peu suspect. « Aux dernières élections du Reichstag, le *Volksverein* a subi victorieusement l'épreuve du feu. Il compte aujourd'hui 300.000 membres et dans ce nombre 10.000 *agents* et *hommes de confiance* merveilleusement stylés. Aucun parti en Allemagne, pas même le socialisme, ne dispose d'une armée d'électeurs aussi bien organisée, aucun n'a déployé durant la campagne

électorale une activité aussi bien comprise. Le *Volksverein* est la *garde* des batailles électorales du Centre ». Le congrès ne pouvait que recommander chaudement cette association qui venait de faire ses preuves avec tant de bravoure. Il adopta de même une résolution relative aux *ligues de Windthorst* : « La 50e assemblée générale des catholiques allemands regarde les ligues de Windthorst comme le moyen le plus efficace pour combattre l'indifférence politique et religieuse de la jeunesse catholique. Elle recommande d'en fonder partout où l'œuvre n'existe pas encore et engage les jeunes gens, en particulier ceux qui ont reçu une culture supérieure, d'y entrer en très grand nombre ».

La part du lion revenait naturellement aux *ouvriers industriels*. Le congrès adopta toute une suite de résolutions les concernant. Voici, dégagés des formules solennelles, les idées et les vœux exprimés à ce sujet.

1) Il faut multiplier les cercles ouvriers et aussi les cercles d'ouvrières, celles-ci étant aussi dignes d'intérêt que les hommes.

2) Dans les cercles, il faut instruire les ouvriers et les ouvrières, les mettre au courant des problèmes apologétiques et sociaux ; par là ils seront à même de soutenir victorieusement le choc de l'agitation socialiste. Conférences, bibliothèques, journaux ouvriers, etc., seront d'excellents moyens pour atteindre ce but.

3) Il faut créer de plus nombreux *secrétariats*

ouvriers et autant que possible former des ouvriers capables d'y jouer le principal rôle.

4) Pour les ouvrières, il y a trop peu d'*écoles ménagères* et trop peu de maisons de pension (hospices) ; il s'agit d'en augmenter le nombre.

5) Les jeunes gens des campagnes émigrent de plus en plus dans les villes et les centres industriels ; d'autre part, les ouvriers industriels montrent une facilité extrême à passer d'un point à un autre du pays : ces émigrations et ces déplacements favorisent le recrutement du socialisme. Il faut remédier à cette situation en créant dans les villages des associations où les futurs émigrants apprendront à connaître les œuvres ouvrières qui existent dans les villes (Gesellenvereine, cercles, etc.). Dans les villes les membres des *Gesellenvereine* et des cercles devront aller à la recherche des jeunes gens venus fraîchement de la campagne, les attirer dans leurs réunions, et les intéresser à leurs associations. On pourra ainsi sauver une foule de malheureux voués à une perte certaine s'ils restent isolés et s'ils tombent aux mains des meneurs socialistes.

6) Toutes ces institutions ouvrières relèvent de l'initiative privée. La classe des travailleurs a également le droit de compter sur la bienveillance et la protection de l'Etat. La législation ouvrière devra être améliorée et complétée sur les points suivants : protection du travail des femmes, syndicats professionnels, hygiène et

moralité de l'usine, logements ouvriers, réforme de l'inspection industrielle avec le concours des ouvriers et des médecins, simplification des assurances ouvrières, etc.

7) Une des revendications les plus pressantes du *quatrième* Etat, c'est la création des *Chambres de travail* où patrons et ouvriers seront représentés dans une juste proportion. Le congrès considère ces Chambres comme l'un des moyens les plus propres à rétablir l'harmonie entre le capital et le travail.

La seconde catégorie des salariés, — *artisans et employés du commerce,* — a été l'objet de plusieurs résolutions importantes. « La 50e *assemblée générale des catholiques* réclame avec force une législation favorable au *métier*. Elle approuve les résultats obtenus par les syndicats, les corporations, les chambres de métier, etc., et souhaite que l'Etat les protège efficacement. Elle attache une grande importance à la formation et au développement des *cours de patrons* et des *cours de compagnons*. Elle réclame un examen obligatoire pour les patrons et pour les compagnons ; en outre elle demande que seuls les patrons brevetés puissent avoir des apprentis dans leurs ateliers... Tout en invoquant ainsi l'intervention de l'Etat elle en appelle surtout à l'initiative privée et engage les artisans à se grouper et à tirer des progrès de la science tous les avantages matériels qui peuvent en découler pour eux ».

Une autre résolution recommande les *Gesellenvereine* à l'attention du clergé et des classes dirigeantes. Ces *Cercles de compagnons* ne constituent pas seulement une garantie morale pour les jeunes ouvriers : dans les grandes villes on y organise des conférences où les artisans peuvent compléter leur formation au point de vue technique, industriel et commercial. Ce foyer où l'ouvrier déraciné trouve une seconde famille est ainsi en même temps une école de premier ordre.

Les *Unions des commerçants catholiques* ne pouvaient être passées sous silence par le congrès. Dans une résolution adoptée dès le second jour il félicite l'association des résultats déjà obtenus sous le rapport matériel et moral et demande aux catholiques et en particulier aux commerçants riches de participer à la diffusion de cette œuvre si éminemment sociale.

Last non least l'agriculture et les paysans ont occupé le congrès et plusieurs discussions fort intéressantes leur ont été consacrées. Le congrès reconnut que des mesures législatives et administratives étaient nécessaires pour protéger les populations agricoles et les aider à se relever et à s'organiser. C'est pour l'Etat une question capitale, ces populations étant le réservoir des forces conservatrices. Des paysans fortement organisés, ayant reçu une formation technique et économique en rapport avec les progrès de la science, gardant d'autre part fidèlement le

dépôt de leurs traditions religieuses sont le plus solide rempart contre les assauts de la révolution. Les *Bauernvereine* et les *Caisses Raiffeisen* sont des cadres excellents où toutes les classes rurales trouvent leur place et leur emploi. Le jour où tous les paysans y seront entrés et pourront profiter des avantages de cette vaste organisation, le socialisme aura perdu définitivement la bataille.

Une dernière organisation s'impose : il faut s'occuper de la jeunesse des campagnes, des fils de paysans et des garçons de ferme. Dans ces derniers temps, une brochure parue en Bavière plaida éloquemment la cause de cette catégorie sociale et appela de ses vœux le Kolping des *Bauernbursche.* Les journaux catholiques discutèrent la chose à leur tour et la question devint actuelle. Le congrès adopta une résolution dans le sens de la brochure. « La 50e *assemblée générale des catholiques allemands* appelle l'attention des catholiques sur les jeunes gens des campagnes. On a organisé pour les jeunes ouvriers des villes des cercles d'*apprentis,* de *compagnons,* d'*ouvriers,* de *jeunes commerçants ;* à présent, c'est un devoir impérieux de faire le nécessaire pour les jeunes campagnards en créant des *Burschenvereine.* » L'idée est lancée, elle va mûrir rapidement, et dès l'an prochain le congrès aura la consolation de signaler l'existence d'un nouvel élément de la vie corporative catholique en Allemagne.

On voit par cette énumération, même fragmentaire, que les congressistes n'ont pas perdu leur temps et que, s'il y a eu des fêtes à Cologne, il y a eu également de rudes journées de travail. Dans le discours de clôture, le président a pu rendre au congrès ce témoignage bien mérité : « Nous avons vaillamment travaillé à Cologne, — théorie et pratique, — et notre programme d'action s'est enrichi comme le prouvent les nombreuses et fécondes résolutions qui ont été adoptées ».



Dans une allocution prononcée récemment (12 juillet) à la réunion du cercle ouvrier de Neunkirchen, l'évêque de Trèves, Mgr Korum, s'écriait avec son éloquence coutumière : « Restez unis ; si nous catholiques nous sommes unis, si nous défendons partout les droits de nos frères, nous serons invincibles ». Quelques jours plus tard l'évêque d'Erythrée (1), auxiliaire de Strasbourg, écrivait au comité local du congrès de Cologne en un superbe langage : « Que tous les catholiques soient animés du même esprit, de l'esprit de charité envers Dieu et les hommes, de l'esprit du Sauveur qui prononça un

(1) Monseigneur de Bulach.

jour ces paroles : *Veni ignem mittere in terram* ». Enfin, l'éminent évêque de Rottenburg s'adressant au même comité, cita ces paroles de saint Paul : *Nolite conformari huic sæculo, sed reformemini in novitate sensus vestri*, et ajouta en guise de commentaire : « C'est là l'unique voie du vrai progrès, d'une saine réforme, d'un succès durable ».

Unité, charité, progrès : ces trois mots résument assez bien les travaux du congrès de Cologne et pourraient servir de devise à toutes les associations qui y étaient représentées.

Unité ! M. Orterer rappela dans un de ses discours ce mot de Mgr Schmitz : « Ne soyons pas seulement une tour, soyons aussi une cathédrale de l'unité ». Le congrès de Cologne a été cette cathédrale ! Ce qui caractérisait en effet toutes ses œuvres et tous ses actes, c'est le sacrement de l'unité, unité d'intention, unité de direction, unité d'action, union des âmes et union des classes.

Charité ! Tout le congrès n'a été qu'un hymne enthousiaste à la charité. Un des orateurs les plus éloquents des séances plénières, le Dominicain Dalmatius, en a fait l'objet d'un merveilleux discours : « La charité, s'écria-t-il, est le cœur même des congrès catholiques ».

Progrès ! Le congrès a appelé de ses vœux, favorisé et préparé la réalisation de tous les progrès utiles, progrès de la politique sociale, de l'organisation corporative, de la science catho-

lique, progrès par la réforme, de tout ce qui peut et doit être renouvelé.

Avec ce triple caractère de l'unité, du progrès et de la charité, le congrès de Cologne a soulevé l'Allemagne catholique et inspiré du respect même à ses adversaires. « Ce serait de la folie, écrivait le *Hamburger Correspondent*, — et ce jugement nous servira de conclusion, — ce serait de la folie de vouloir se dissimuler qu'à côté du socialisme il n'y a qu'un seul parti imposant dans l'empire allemand, le Centre. Le parti qui vient de diriger ses grandes manœuvres à Cologne dispose, ne l'oublions plus jamais, d'une armée formidable où règne une merveilleuse discipline et qui le suivra partout... Il y a là un fait politique de tout premier ordre ! » On ne saurait mieux voir ni mieux dire.

CHAPITRE TROISIÈME

Le Centre et les élections du Landtag prussien

§ I. *REICHSTAG ET LANDTAG*

Les élections du *Reichstag* avaient exprimé l'opinion des grandes masses populaires. Nous avons vu que ce verdict de la démocratie allemande a été favorable au Centre. En dépit des prédictions les plus pessimistes, malgré les efforts combinés des partis adverses, la tour de Windthorst est demeurée inébranlable. Elle a soutenu victorieusement l'assaut impétueux des socialistes, et les attaques du libéralisme n'ont rien pu contre elle.

Les élections du Landtag prussien devaient confirmer ces résultats et montrer que la population catholique tout entière, riches et pauvres, maintenait sa confiance au parti qui l'avait délivrée du Kulturkampf.

Seul le Centre jouit du rare privilège de n'a-

voir à redouter ni le suffrage uuiversel ni le suffrage restreint du régime censitaire. La fortune des autres partis est très diverse selon qu'ils s'adressent à l'une ou à l'autre de ces deux catégories d'électeurs. Les socialistes ont obtenu trois millions de voix et quatre-vingt-deux sièges aux élections du Parlement d'empire; nous verrons tout à l'heure qu'ils ont complètement échoué aux élections de la Chambre prussienne. Les conservateurs jouent un rôle très effacé au *Reichstag ;* au *Landtag* de la Prusse ils disposent presque à eux seuls de la majorité. A chaque nouvelle élection les nationaux-libéraux et les progressistes se voient enlever quelques-uns de leurs mandats du *Reichstag.* Après s'être inféodés à eux il y a trente ans, les ouvriers quittent tous ces partis dont la banqueroute économique et sociale éclate au grand jour, et ils courent au socialisme. Au Landtag prussien ces mêmes libéraux conservent au contraire leurs positions depuis plusieurs législatures parce que la richesse y donne le ton.

D'une façon générale, les protestants riches sont conservateurs dans les campagnes, libéraux dans les villes ; les protestants pauvres sont toujours socialistes dans les villes et les centres industriels, et ils le deviennent même quelquefois dans les milieux ruraux. Des élections de juin et de novembre il ressort que les catholiques, riches ou pauvres, restent presque tous fidèles à leurs croyances religieuses et à leurs couvictions politiques.

Le Centre a combattu avec une énergie extrême le régime électoral d'où procède le Landtag prussien, le trouvant inique, arriéré, déraisonnable. Les dernières élections ont montré combien ses revendications démocratiques sont désintéressées. Le suffrage restreint lui a donné à peu près tout ce qu'il était en droit d'attendre ; il l'a emporté dans les circonscriptions où les catholiques sont en majorité. Alors que les conservateurs et les libéraux ont tout à craindre et rien à espérer du suffrage universel, le Centre, lui, n'a plus rien à espérer et rien à craindre. Au *Reichstag* comme au *Landtag* prussien, il possède pour ainsi dire le maximum des sièges qu'il peut ambitionner. On l'a vu pour le *Reichstag ;* dans les lignes qui suivent la preuve sera également faite pour la Chambre prussienne.

---

§ 2. *LE RÉGIME ÉLECTORAL DU LANDTAG PRUSSIEN*

Le *Reichstag* allemand est soumis à la même législation électorale que la Chambre française. Est électeur tout citoyen de l'empire qui jouit de ses droits civils et qui ne vit pas de la charité publique. Le vote est *direct* et *secret* (1).

Si le Parlement d'empire est élu par le suffrage universel tel qu'il fonctionne dans d'autres pays d'Europe, il n'en est pas de même pour les 26 Etats de la nouvelle Allemagne. Ici règnent les régimes électoraux les plus variés, les plus bizarres et d'aucuns disent les plus rétrogrades. Presque partout c'est l'élection à deux degrés, peu favorable à la démocratie. En Bavière, en Hesse, etc., le vote est secret, en Prusse il est public. Dans le Grand-duché de Bade la Chambre ne se renouvelle que par moitié; dans les autres Etats les élections sont générales.

Le parlement du Wurtemberg a ceci de particulier qu'il renferme un certain nombre de députés privilégiés y entrant de droit : 13 députés

(1) Pour assurer complètement le secret du vote, on vient d'imaginer un système d'enveloppe et de cabinet isolant qui a fonctionné pour la première fois au mois de juin.

de la noblesse féodale, 6 prélats protestants, 3 représentants du clergé catholique et le recteur de l'université de Tubingue. Le système qui régit les élections prussiennes assure une sorte de privilège non pas au clergé ou à la noblesse, mais à la fortune. On l'a appelé le triomphe de la ploutocratie et il est certain que la richesse y joue un rôle prépondérant. On semble du reste l'avoir enchevêtré à plaisir en multipliant les complications de tous genres. Nous essaierons de pénétrer dans ce dédale créé par l'imagination féconde des légistes prussiens.

Le Landtag comprend 433 membres élus pour cinq ans. L'élection est à deux degrés. Pour être électeur *primaire* il faut avoir 25 ans révolus, ne pas être privé de ses droits civils et ne pas être à la charge de l'assistance publique. En apparence le suffrage universel est donc à la base du système, puisque tout citoyen est ou peut être électeur. Mais le législateur a eu soin d'introduire dans le mécanisme électoral un rouage qui en modifie le fonctionnement et la portée. Tout le monde est électeur; seulement on n'additionne pas simplement les votes, on les pèse en quelque sorte.

Chaque circonscription se compose d'un certain nombre de districts électoraux dans lesquels les électeurs primaires élisent des délégués. Un district électoral doit compter au moins 750 habitants et au plus 1750. Si un village ou un hameau a moins de 750 habitants, on le fond avec

un village voisin. Les bourgs et les villes sont partagés en un certain nombre de districts ayant chacun au plus 1750 habitants. Dans chaque district les électeurs primaires élisent un délégué par 250 habitants. Par conséquent si le district compte 750 habitants on y nomme trois électeurs délégués ; s'il en a 1750, le nombre des élus est de sept.

Mais voici où commence le privilège. Les électeurs primaires de chaque district sont répartis en trois classes — de là le nom de système des trois classes — et c'est la quotité de l'impôt payé qui détermine la classe à laquelle on appartiendra. On prend le chiffre total des quatre impôts directs payés par chaque district et on le divise en trois parts égales en commençant par les cotes les plus élevées. Les électeurs qui paient le premier tiers, quel que soit d'ailleurs leur nombre, font partie de la première classe ; ceux qui paient le second tiers constituent la seconde classe et ceux qui paient le dernier tiers, la dernière classe. Or chaque classe nomme le même nombre d'électeurs du second degré, d'où il ressort clairement que les riches ont la part du lion. Pour rendre la chose plus évidente, prenons un district de 1500 habitants. En consultant les rôles des contributions nous trouvons que ces habitants représentés, je suppose, par 300 électeurs paient ensemble 15 000 fr. d'impôt. Les premiers 5000 fr. sont payés par un industriel ; les 5 000 fr. suivants sont payés

par 50 paysans ou petits bourgeois, le reste de la population paie les 5000 autres francs. Le nombre des délégués à nommer étant de 6 et chacune des trois classes en nommant 2, nous arrivons au résultat suivant. Le riche industriel de la première classe nomme deux délégués, les 50 paysans de la deuxième classe en nomment deux autres ; enfin la troisième classe, qui comprend les petits contribuables et ceux qui ne paient aucun impôt, nomment les deux derniers. En d'autres termes, tous les électeurs réunis de la troisième classe n'ont pas à nommer plus d'électeurs que l'industriel de la première classe. L'inégalité est évidemment flagrante et la suprématie de la richesse incontestable. Les électeurs primaires de la troisième classe sont sacrifiés aux deux autres. Il n'y a aucune proportion entre leurs forces numériques et l'influence qui leur est accordée. Sans doute on ne peut pas dire que le prolétariat n'est rien dans ce système ; mais il y compte pour très peu de chose (1).

(1) Ce système des 3 classes conduit aux anomalies les plus bizarres. A Berlin, dans le district de la Friedrichstadt le dernier électeur primaire de la Ire classe— il est du reste unique, c'est le banquier Mendelsohn — paie au delà de 250 000 marks d'impôts. Dans le même district, le chancelier de l'empire, tous les hauts fonctionnaires de la cour sont électeurs de la IIIe classe avec leurs concierges, leurs cochers et les balayeurs de rue. Dans d'autres districts, en revanche, on appartient déjà à la Ire classe avec un impôt annuel de 12 marks seulement.

Déjà, lors des élections de 1898, la *Kolnische Volkszeitung*

Au surplus, le caractère censitaire des élections du Landtag prussien est encore aggravé par l'absence de liberté des électeurs. Le vote est en effet public au premier et au second degré. Les électeurs primaires sont réunis dans un local par classe. Chacun est appelé à son tour à la table où siège le bureau et il désigne oralement le candidat de son choix. Or quand on songe que les hauts fonctionnaires, préfets et sous-préfets, les industriels et riches propriétaires sont souvent candidats, on devine aisément l'état d'âme d'un grand nombre d'électeurs appelés à voter. Y a-t-il beaucoup d'ouvriers qui puissent se donner le luxe de voter contre leur patron s'ils en ont envie ? Et quel est le paysan, le petit commerçant qui soit assez indépendant pour oser se prononcer contre le sous-préfet de sa circonscription ? On a beau lui dire qu'il n'a

(N. 915) avait relevé une série de bizarreries qui sont la condamnation absolue du système. « A Berlin, écrivait-elle, dans la Naunynstrasse les habitants du N. 11 sont électeurs de la Ire classe en payant 66 M. d'impôt ; dans le N. 11a de la même rue, on est électeur de la IIIe classe en payant 300 M. Dans la Gartenstrasse les habitants du N. 46 sont électeurs de la Ire avec 104 M. d'impôts ; ceux du N. 47 n'appartiennent à cette même classe que s'ils paient 17 950 M. ». Le journal ajoute : « Il en est de même dans les autres villes. Dans certains districts de Cologne, tous les hauts fonctionnaires, le cardinal archevêque lui-même, ne sont qu'électeurs de IIIe classe. De même le candidat national-libéral appartenant à une des premières familles de la ville. Ce n'est donc pas même la fortune qui décide dans bien des cas ; c'est le hasard, c'est la rue, le numéro de la rue qui décide de tout ».

pas à redouter de représailles, que le sentiment de la justice est plus fort chez le fonctionnaire évincé que le sentiment de la vengeance, le pauvre électeur ne le croira pas. Il aimera mieux admettre que le sous-préfet est le meilleur des candidats et lui donner sa voix. On pourra trouver que cette manière de procéder n'est pas très héroïque, mais elle est bien humaine. Comment exiger que le gendarme ou le cantonnier vote contre son supérieur hiérarchique, l'ouvrier contre son patron au risque de perdre l'un et l'autre leur gagne-pain ? Même avec le bulletin secret, l'indépendance du vote devient quelquefois difficile ; elle est tout à fait impossible lorsque l'électeur est obligé de se déclarer en public. C'est pire que la candidature officielle, c'est la carte forcée pour un grand nombre d'électeurs. On a caractérisé ce régime par ces deux mots : élections censitaires, élections serviles, et si cette appréciation est excessive et par conséquent injuste, à bien des égards elle renferme une part de vérité.

---

§ 3. — *LE CENTRE AU LANDTAG PRUSSIEN DURANT LES DERNIÈRES LÉGISLATURES.*

Et pourtant cette législation électorale que Bismarck a appelée un jour le plus misérable des systèmes (1), a donné à la Prusse une Chambre que bien des pays pourraient lui envier. En somme le Landtag défunt comme ceux qui l'ont précédé n'a pas fait trop mauvaise figure, bien que sa composition différât essentiellement de celle du Reichstag.

Voici quelles étaient les forces respectives des divers partis réprésentés au Landtag.

Conservateurs	147 (2)
Conservateurs libres ou parti d'Empire	57
Centre	100
Nationaux-libéraux	74
Progressistes ou parti de Richter	24
Union progressiste	10
Polonais	14 (3)
Divers	7
	433

(1) Il est vrai que c'était en 1867 (27 mars). Bismarck disait : « Quiconque observe d'un peu près le système prussien avec ses trois classes, avec ses effets, est obligé de convenir que dans aucun pays on n'a imaginé une loi électorale plus insensée et plus misérable ».

(2) A la fin de la législature 144.

(3) A la fin de la législature 13.

Comparons ces chiffres au tableau des Langtag antérieurs.

	1870	*1873*	*1876*	*1879*	*1882*	*1886*	*1889*	*1893*	*1898*
Conservateurs	108	30	35	104	116	129	124	147	147
Conservat. libres	47	33	34	54	58	65	66	62	57
Centre	48	86	88	96	98	101	99	95	100
Nationaux libér.	104	169	174	101	66	67	87	90	74
Progressistes	43	72	66	35	38	43	29	14	24
Union progress.								6	10
Polonais	18	17	14	19	18	15	15	17	14
Indépend. (div.)	62	15	19	22	37	12	12	9	8

Trois faits caractéristiques se détachent en relief de cette statistique comparée.

Après quelques années d'équilibre instable, les conservateurs ont vu grandir leurs forces d'une manière constante à partir de 1879. Ils ne formaient qu'un groupe insignifiant en 1873 et en 1876 (les années du Kulturkampf violent) ; 17 ans plus tard, ils étaient le parti le plus nombreux du Landtag et avec leurs alliés naturels les conservateurs libres, ils formaient presque à eux seuls la majorité. Un léger déplacement de voix les rendait maîtres de la Chambre.

Si le parti des hobereaux se développait dans cette proportion, ce ne pouvait être qu'au détriment de rivaux moins heureux ; ce furent en effet les groupes libéraux qui payèrent les frais de ces victoires. A un moment donné, ceux-ci avaient été les arbitres de la situation. En 1870 les nationaux-libéraux débutaient avec 104, les progressistes avec 43 voix. Dès les élections de 1873 ils obtinrent les uns 169 sièges, et les autres 72 et par conséquent ils disposaient d'une forte

majorité. Ils en profitèrent pour déclarer la guerre au catholicisme et indirectement au christianisme lui-même. Leurs légistes imaginèrent ce système diabolique du Kulturkampf qui devait à bref délai étrangler l'Eglise catholique d'Allemagne et établir l'unité religieuse dans le néant des croyances. Cette même majorité sectaire garda le pouvoir durant la législature de 1876, puisque 174 nationaux-libéraux et 66 progressistes sortirent des urnes. De 1873 à 1879 les prétendus libéraux mirent tout en œuvre pour étouffer la liberté de conscience en Allemagne. Mais tant va la cruche à l'eau... la cruche libérale finit par se casser. Le pays se révolta de tant de tyrannie, en même temps que le suffrage universel leur donna congé au Reichstag, le suffrage restreint se déclara contre eux aux élections du Landtag prussien. La majorité de 1873 et de 1876 se changea en 1879 en une minorité impuissante. De 241 voix on passa à 136. Aux élections de 1878 la défaite devient une déroute. 74 nationaux-libéraux seulement sortaient des urnes. Les progressistes scindés en deux groupes irrémédiablement hostiles ne furent plus que 34. Un des représentants les plus illustres de cette majorité fanatique, l'historien Mommsen, s'écria un jour à la Chambre : « Pour extirper l'ultramontanisme, je ne reculerai pas devant une guerre de Trente ans ». Cette parole véhémente dénotait sans doute un grand courage et une grande foi dans l'avenir. Quelques mois plus

tard, le pays, qui était plus calme, mit ce général belliqueux en disponibilité et réduisit son armée à l'impuissance.

Progrès constants du parti conservateur, déclin non moins constant des groupes libéraux : de ce double mouvement il faut rapprocher les variations du Centre. A proprement parler, ces variations sont très minimes. De 1870 à 1879, le Centre a progressé d'une façon continue. De 48 qu'ils étaient en 1870, les députés du Centre passèrent successivement à 86 en 1873, à 88 en 1876, à 96 en 1879. Avec ce chiffre, le parti de Windthorst atteignait à peu près son maximum invariable. Les élections suivantes n'amenèrent que des modifications accidentelles et dans des circonscriptions où les catholiques sont en minorité ou à peu près. En 1882, les députés du Centre furent au nombre de 98, en 1886 ils furent 101, en 1889, 99, en 1893, 95, en 1898, 100.

Avec ces 100 voix, le Centre occupait le second rang à la Chambre prussienne. Mais comme il avait en face de lui 209 conservateurs en 1893, 204 en 1898, il n'était pas forcément l'axe d'une majorité parlementaire. Sous ce rapport, sa situation au Landtag était bien inférieure à ce qu'elle est au Reichstag. Ici l'émiettement et les divergences radicales des partis rendent impossible toute majorité en dehors du Centre. D'autre part, en s'alliant avec la droite, le Centre neutralise les libéraux et en s'alliant avec la gauche,

il empêche le triomphe de la réaction. Le gouvernement ne peut rien sans lui, le libéralisme ne peut rien contre lui, c'est une position incomparable pour une minorité confessionnelle.

Au Landtag, le Centre doit sa principale force à la place qu'il occupe au Reichstag. On le ménage, au besoin on le flatte, on lui fait quelques concessions de détail, parce que son concours est indispensable ailleurs. Est-ce à dire qu'en dehors de cette corrélation, le Centre fût condamné à l'impuissance dans la Chambre prussienne ? Il serait injuste de le prétendre.

On ne saurait le nier, dans la plupart des cas, il était facile au gouvernement de constituer une majorité contre le Centre : quelques voix venant s'ajouter aux voix conservatrices cette majorité était trouvée. Or le parti libéral, très souple de sa nature, très désireux de plaire au gouvernement, fournissait volontiers cet appoint. Il n'en est pas moins vrai que le Centre a su faire de la besogne utile.

D'abord il a empêché les conservateurs d'obtenir la majorité aux élections de 1898 en leur enlevant quelques sièges. Si les électeurs catholiques avaient fléchi à ce moment, une majorité conservatrice entrait au Landtag et il est probable qu'elle aurait fait de la politique aussi funeste que les nationaux-libéraux de 1876. On se serait enfoncé en pleine réaction anti-démocratique, le Centre a écarté ce péril et le pays lui en a su gré.

A côté de ce rôle négatif de modérateur, le Centre a su déployer au Landtag une activité politique et sociale dont il peut être fier à juste titre. Comme de raison, il a particulièrement concentré son intérêt sur les graves problèmes relatifs à l'agriculture, au petit commerce, aux corps de métiers, les questions ouvrières étant du ressort du Reichstag. A ses yeux, la conservation et la prospérité des classes moyennes est la condition essentielle d'une saine politique sociale. L'expansion prodigieuse de l'industrie contemporaine qui élimine tout ce qui vit et végète entre le prolétariat et le capitalisme, lui paraît funeste. Une société qui reposerait presque exclusivement sur l'extrême richesse et l'extrême pauvreté ne saurait subsister longtemps. Pour qu'un pays dure il faut que le grand nombre soit intéressé à son maintien, en d'autres termes, il faut que les classes moyennes constituent la grande masse de la population. Plus ces classes sont menacées, plus il faut leur venir en aide. C'est une question de vie et de mort pour la société. Conservateur par essence, le Centre a compris son devoir social et les petites gens n'ont pas d'avocat plus énergique que lui au Landtag. Pendant la dernière législature, il est intervenu à diverses reprises en faveur de l'agriculture, il a fait adopter à l'unanimité une motion qui sauvegarde les intérêts des corps de métiers ; enfin, pour protéger le petit commerce, il a voté l'impôt sur les grands magasins.

D'autres articles figuraient encore dans son programme électoral de 1878 : la liberté des congrégations religieuses, l'égalité de tous devant les fonctions publiques, une loi scolaire, la justice envers les Polonais. Les efforts tentés dans ce sens n'ont pas été couronnés de succès parce que le Centre s'est heurté tantôt à la résistance du gouvernement, tantôt à l'opposition systématique des conservateurs. La lutte sera à recommencer.

§ 4. — *LE PROGRAMME ÉLECTORAL DU CENTRE : LA QUESTION SCOLAIRE*

Le Centre ne faillira pas à son devoir. Fidèle à sa devise « pour la vérité, la liberté et le droit » il reviendra à la charge dans la Chambre nouvelle, avec l'intelligente obstination qui le caractérise. Il se rappelle que la goutte d'eau finit par creuser le rocher et il ne perd jamais courage. Windthorst disait un jour : « Pour me tromper ou me surprendre à l'improviste, il faudrait se lever de très bonne heure ». Comme son illustre chef, dont les traditions survivent, le Centre tâche d'être toujours levé avant ses adversaires. Nous avons vu avec quel art merveilleux il a préparé les élections du Reichstag, n'abandonnant rien au hasard, fortifiant partout ses positions, faisant face à tous ses ennemis. Tout en livrant la première bataille électorale — qu'il a brillamment gagnée — il songea d'ores et déjà aux élections du Landtag qui devaient avoir lieu à la fin de l'automne. Le comité central réuni à Berlin rédigea son manifeste dès le mois d'avril. Ce manifeste résumait une fois de plus les revendications politiques et religieuses du parti.

En tête figure le règlement de la question scolaire. Avant 1870, la Prusse avait un régime scolaire admirable dont les catholiques étaient fort satisfaits. L'école primaire était essentiellement chrétienne. Non seulement l'enseignement religieux y occupait la place d'honneur qui lui convient, elle était en outre placée sous l'influence directe du clergé des deux cultes. Le curé et le pasteur exerçaient de droit l'inspection locale à l'école ; les doyens étaient partout les inspecteurs de district, de sorte que l'inspection tout entière était entre les mains du clergé. Ajoutons que les écoles n'en donnaient que de meilleurs résultats. Pour faire pièce aux catholiques les anti-cléricaux français parlent quelquefois à l'étourdie de l'instituteur allemand qui a fait Sadowa et Sedan. Ils oublient de dire — est-ce un simple oubli ? — que cet instituteur-là était aux antipodes de l'anti-curé français. Il enseignait avant tout la religion à ses élèves et avait son curé pour chef hiérarchique, même dans le domaine de la pédagogie. Si l'école primaire a eu sa part dans les victoires de la jeune Allemagne, il s'agit non pas de l'école neutre, c'est-à-dire athée, mais de l'école chrétienne. Aucun sophisme ne saurait effacer ce fait de l'histoire du XIXe siècle.

On sait (1) comment le Kulturkampf renversa l'édifice scolaire où avait été élevées tant de fortes générations. Pour entraîner la majorité, le mi-

(1) Voir mon volume le *Réveil d'un peuple*.

nistre, M. de Falk, dit aux protestants : « Il est possible que dans l'état actuel des choses tous les pasteurs protestants restent en fonctions comme inspecteurs scolaires ». On n'en voulait qu'au catholicisme. A la Chambre des seigneurs, le prince de Bismarck décida la majorité conservatrice pour cette réforme en déployant la première fois le drapeau de « l'empire évangélique ».

Mais les libéraux n'eurent ni le temps ni le pouvoir de détruire en fait l'école chrétienne en Prusse. Même sous la loi Falk, le caractère confessionnel lui fut conservé. L'inspection fut seule modifiée. On se contenta d'écarter le clergé catholique des écoles primaires. Lorsque la paix religieuse fut conclue entre Rome et Berlin, les ministres, qui jouissaient de pouvoirs discrétionnaires, calmèrent peu à peu les susceptibilités catholiques en rendant au clergé l'inspection locale. On ne lui refusa que l'inspection de district, bien qu'on l'accordât fréquemment au clergé protestant. Dans d'autres pays, où les catholiques ont la douce habitude de subir tous les amoindrissements sans murmures, on se fût contenté de cette situation. Les catholiques de Prusse, qui voient plus loin, réclamèrent énergiquement une loi qui codifiât les concessions faites par l'administration.

En 1890, le ministre Gossler présenta effectivement un projet de loi destiné à régler la question des écoles. Malheureusement, ce ministre des cultes était un sectaire. Au lieu de revenir

aux traditions antérieures au Kulturkampf, il reprit simplement les idées de Falk en les aggravant. Le Centre protesta. Windthorst dit avec raison : « Sous sa forme présente la loi est inacceptable. A mon sens, elle n'est qu'une tentative pour ébranler l'Eglise catholique dans son essence et dans ses fondements ». Sentant que cette loi perfide était plus dangereuse que les plus mauvaises lois du Kulturkampf, le grand orateur déploya une éloquence merveilleuse dans la lutte. Il y laissa la vie — tant d'efforts l'avaient brisé — mais la cause catholique était sauvée. La loi fut renvoyée aux calendes grecques, et Gossler lui-même disparut de l'histoire.

Son successeur, M. de Zedlitz, présenta à son tour un projet de loi dont catholiques et protestants se déclarèrent enfin satisfaits. Comme le chancelier de Caprivi était d'accord avec le ministre des cultes et que l'empereur lui-même approuvait l'attitude de l'un et de l'autre, le succès de la loi semblait assuré. Mais le libéralisme prussien, qui est anti-chrétien avant tout, résolut d'empêcher à tout prix le triomphe de l'école chrétienne. Au sein de la commission il joua de l'obstruction avec une âpreté extrême, il provoqua dans le pays une agitation profonde quoique factice, si bien que le gouvernement retira son projet de loi.

Depuis lors, la question ne fut plus soulevée, pas plus sous le ministre Bosse que sous le ministre actuel, M. de Studt. Il est visible que



le gouvernement prussien cherche à ménager les susceptibilités anticléricales des partis libéraux, sauf à faire aux conservateurs des concessions partielles par voie administrative. Ce *statu quo* dure depuis plus de dix ans. Mais le Centre ne se tient pas pour battu et il espère arriver tôt ou tard à son but. « Nous attendons », dit-il dans son manifeste électoral.

A côté de la question scolaire figure dans le manifeste la question de la liberté de l'Eglise catholique et de ses institutions. « Cette indépendance de l'Eglise, dit-il, est un droit inaliénable du peuple chrétien et en même temps la meilleure garantie de la prospérité de l'Etat et de la société. Elle nous a été octroyée autrefois par la Constitution même. A l'occasion de son couronnement le roi Guillaume Ier a déclaré à Königsberg (18 octobre 1861) : « Ce m'est une satisfaction de savoir que dans mes états la situation de l'Eglise catholique est réglée par l'histoire, la loi et la Constitution ». Malheureusement, une persécution funeste nous a enlevé nos garanties constitutionnelles et détruit ce que l'histoire et la loi avaient si bien réglé. Nous reconnaissons volontiers que depuis lors l'Etat a amélioré les choses par la loi et des mesures administratives. Mais il nous reste encore à revendiquer bien des droits pour que l'Eglise retrouve de nouveau cette liberté dont elle a besoin dans l'accomplissement de sa haute mission sociale et qu'elle possédait de par la Constitution de l'Etat ».

Parmi ces revendications le manifeste signale deux points principaux : modification de la loi qui règle l'établissement des congrégations hospitalières, cimetières confessionnels sur la rive gauche du Rhin. Ce manifeste, qui se termine par un appel chaleureux à l'union et à la paix entre les confessions chrétiennes, est signé par les jurisconsultes les plus éminents du Centre : Rintelen, Porsch, Fritzen, Bachem.

Les Comités provinciaux reprirent en sous-œuvre les idées du comité central en les adaptant aux conditions particulières de chaque région. Le manifeste du comité de la Province Rhénane repousse l'accusation de domination cléricale lancée par la presse anticatholique. Loin de vouloir dominer, loin de troubler la paix confessionnelle, le Centre ne demande qu'une chose, l'égalité et les droits que lui assure la Constitution. Le document rhénan se termine par ces mots : « Pendant que nous déplorons encore les restes de l'ancien Kulturkampf, des signes précurseurs annoncent qu'un Kulturkampf nouveau s'allume à l'occasion des élections du Landtag. Partout retentit le cri de guerre : Sus à la réaction politique et religieuse, et une partie des libéraux proclame qu'à cet effet on ne reculera pas devant l'alliance avec le socialisme. Il faut donc nous attendre à cette coalition de toutes les gauches. Pour la première fois les socialistes vont participer aux élections du Landtag. Par leurs seules forces ils n'ont

aucune chance de conquérir un mandat sous la législation actuelle. Mais dans toutes les circonscriptions du Centre où ils peuvent jouer un rôle nous sommes sûrs de les avoir contre nous. Cette hostilité, du reste, ne nous empêchera pas de condamner sévèrement le régime électoral des trois classes et d'en demander la suppression... A l'œuvre ! Plus que jamais nous serons réduits à nos seules forces et nous nous trouverons en face de tous nos adversaires réunis. Raison de plus pour nous de préparer soigneusement la lutte et de déployer une vigilante activité ».

Nous allons voir en effet que cet appel n'était pas inutile et que dans la bataille électorale le Centre rencontrait partout des adversaires, presque nulle part des alliés.

---

§ 5. — *LE CENTRE ET LES CONSERVATEURS*

Parmi les adversaires du Centre, les conservateurs sont les moins irréductibles. Très souvent catholiques et conservateurs ont marché ensemble durant les législatures précédentes et cette alliance féconde a permis au Landtag de réaliser quelques bonnes réformes. L'entente existait surtout à l'époque où le ministre de Zedlitz a déposé son fameux projet de loi scolaire. Si le gouvernement l'avait voulu, son projet de loi eût alors triomphé malgré la coalition et l'obstruction des partis libéraux.

C'est encore sur le terrain de la politique scolaire que le Centre pourra se rencontrer avec les conservateurs au sein du prochain Landtag. Les uns et les autres veulent en effet que le caractère confessionnel de l'école primaire soit partout garanti par la loi et que l'inspection, même l'inspection de district, soit confiée au clergé des deux cultes. L'entente s'impose d'autant plus qu'ils sont seuls à poursuivre cet idéal de l'école chrétienne. Tous les autres partis, libéraux de toute farine, rêvent pour la Prusse, l'école simultanée ou mixte, en d'autres termes la neutra-

lité scolaire. Peu leur importe que ce système soit en opposition avec les traditions prussiennes depuis Frédéric le Grand ! Au besoin, ils renieraient le roi philosophe, et le traiteraient de réactionnaire.

La réaction est le chiffon rouge qu'ils agitent devant le pays pour justifier leur hostilité envers les conservateurs. Au moment des élections, ils en jouent avec une maîtrise toute particulière. En 1898 c'était leur arme favorite et ils n'hésitaient pas à mettre sur la même ligne la réaction et le socialisme. Hans Delbruck, le célèbre publiciste, disait dans les *Preussische Jahrbücher* : « Ce n'est pas la révolution que nous avons à craindre en Allemagne, c'est la réaction. Ce fait, il faut le reconnaître ouvertement et agir en conséquence au moment du scrutin ». Autant dire aux électeurs : Placés entre un conservateur et un socialiste, n'hésitez pas, donnez votre voix au partisan de Bebel.

Lors du récent scrutin, les libéraux gardèrent la même attitude. Dans leurs journaux comme dans les réunions électorales, ils témoignèrent aux conservateurs une hostilité non déguisée.

Combattus par les progressistes et les démocrates, trahis par les nationaux-libéraux, ces frères ennemis, les hobereaux terriens furent amenés une fois de plus à se rapprocher du Centre. Ce n'était sans doute pas un mariage d'inclination — trop de préjugés séparent les protestants des catholiques, — mais les mariages

de raison sont aussi des unions légitimes et les journaux conservateurs tels que la *Kreuzzeitung* parlèrent du Centre avec sympathie pendant toute la campagne électorale. Aux élections du Reichstag, les conservateurs avaient été plutôt froids pour le Centre et dans plus d'une circonscription les électeurs protestants donnèrent leurs voix au candidat socialiste quand il s'agissait de tenir en échec un candidat catholique. Sans le dire ouvertement, ils se ralliaient eux aussi dans la pratique au fameux mot d'ordre : plutôt rouge que noir !

Il n'en fut plus de même pour les élections du Landtag prussien. Lorsque parut le manifeste du Centre, la *Kreuzzeitung*, le principal organe des conservateurs, déclara sans ambages qu'elle n'avait rien à y reprendre. Qu'il s'agît de la protection de l'agriculture ou de certaines réformes communales, de la législation des corps de métiers ou de l'impôt sur les grands magasins, elle approuva sur toute la ligne la politique du Centre, à plus forte raison se montra-t-elle d'accord dans la question de la loi scolaire. « On nous reprochera, dit-elle, de soumettre l'école populaire au joug de Rome, cet argument ne nous émeut pas. On dira aussi que nous nous laissons traîner à la remorque du Centre, cela nous laisse très froids. Les conservateurs n'ont pas à rougir de marcher avec le Centre dans cette question. Est-ce que les nationaux-libéraux ont repoussé l'alliance des catholiques quand il

s'est agi de faire échouer *le paragraphe des assesseurs ?* » Le coup portait droit, les nationaux-libéraux durent se mordre les lèvres.

Cet article était d'autant plus important comme symptôme que le parti conservateur ne publia pas de manifeste électoral. Quelques-uns attribuaient cette abstention à l'embarras dans lequel se seraient trouvés les conservateurs pour s'expliquer sur certaines questions brûlantes. D'autres n'y virent que la confiance illimitée qu'ils avaient dans leurs électeurs. Quoi qu'il en soit, l'article de la *Kreuzzeitung* remplaçait dans une certaine mesure le manifeste qu'on attendait en vain. Il démontrait clairement que les sympathies des conservateurs allaient au Centre plutôt qu'au libéralisme. Tout en n'étant point d'accord sur l'ensemble de la politique — et par exemple on ne l'était pas en ce qui concerne les Polonais — les conservateurs et le Centre pouvaient conclure plus d'une entente cordiale et marcher ensemble dans bien des questions. On se saluait comme alliés de l'avenir ; il va de soi que dans ces conditions on ne pouvait pas se déclarer la guerre au jour du scrutin. Mieux valait se traiter en amis, ainsi fut fait dans une série de circonscriptions, entre autres à Breslau, à Neuwied, à Dantzig, où les conservateurs protestants s'engagèrent même à voter pour un prêtre catholique.

§ 6. — *LE CENTRE ET LES PARTIS LIBÉRAUX*

Dans le camp du libéralisme il s'est produit au cours de ces derniers mois une crise analogue à celle que traverse le socialisme, mais en sens inverse. Il y a, parmi les jeunes socialistes allemands, un groupe d'ambitieux que les lauriers de Millerand et de Jaurès empêchent de dormir. Le rôle de révolutionnaires purs leur paraît ingrat à une époque où les espérances de l'Etat collectiviste disparaissent dans un recul de plus en plus lointain. Ils aspirent, eux aussi, à ce qu'on a appelé familièrement l'assiette au beurre. On voudrait se modérer un peu, du moins en apparence, pour escalader au Reichstag le fauteuil de la vice-présidence et paraître à la cour... en attendant mieux. Au besoin, on consentirait même à mettre une petite sourdine à l'anticléricalisme.

Chez les libéraux, au contraire, les jeunes se distinguent par leur fougue anticléricale. Non pas que les nationaux-libéraux ou les progressistes aient jamais été bien tendres pour les catholiques. Ce sont eux qui ont inauguré le Kulturkampf et lorsque Bismarck, ce grand réaliste,

prit le chemin de Canossa, ces fidèles paladins eurent de la peine à le suivre dans cette évolution. Ils le firent quand même, c'est-à-dire la plupart d'entre eux et, en plus d'une occasion, on a vu des nationaux-libéraux conclure des compromis avec le Centre.

C'est contre cette faiblesse que protestent les jeunes. Guerre à la réaction, alliance avec le socialisme, en ces deux mots se résume tout leur programme. Les chefs de ce mouvement radical sont deux professeurs sectaires, Dumoulin-Eckart de Munich, Boetlinkg de Karlsruhe. Leur devise est partout: sus à l'ultramontanisme! Aux élections du Reichstag, ils ont combattu le Centre avec acharnement et voté pour le socialisme.

Les jeunes du parti progressiste, ceux qui se rangent sous la bannière du docteur Barth, obéissent aux mêmes haines et suivent la même politique. A leurs yeux, Richter, le chef modéré du parti, est une vieille baderne dont les compromissions lamentables ont été funestes au libéralisme. Richter, qui est non seulement un très grand orateur mais aussi un homme de très grand bon sens, jugeait que les violences ne menaient pas loin et nuisaient trop souvent à ceux qui en usent. Politicien réaliste, il tâchait avant tout de se concilier des alliés pour sauver ce qui restait encore de son parti. Dans bien des cas, les électeurs catholiques avaient à choisir entre un candidat progressiste et un candidat

socialiste ; n'était-ce pas de la tactique excellente de se les gagner au moment du vote? Ainsi pensait Richter et il n'eut qu'à se louer de sa politique aux élections du mois de juin. Ses amis réussirent à conquérir plusieurs sièges compromis en Silésie, par exemple, grâce à l'appui que leur prêtait le Centre.

La modération de Richter se justifiait par le succès même qu'elle obtenait. Elle ne désarma point les jeunes qui gravitent autour de ce petit rageur de Barth. Ceux-ci se jetèrent entre les bras du socialisme qui les embrassa pour les étouffer. Ils favorisèrent les socialistes dans toutes les circonscriptions où ils se trouvaient aux prises avec des conservateurs ou des catholiques.

Ce qu'il y a de piquant, c'est qu'après la bataille Bebel ne leur sut aucun gré de leur héroïque sacrifice. Au congrès de Dresde on discuta la question des alliances momentanées avec les partis bourgeois et en particulier avec les libéraux. Contrairement à ce qu'on pouvait attendre, les orateurs socialistes furent très hautains, très confiants en leurs propres forces, et ils repoussèrent avec mépris la main que leur tendaient naïvement les jeunes libéraux. Au premier moment ces derniers en furent très mortifiés, et, dans leur dépit fort naturel, quelques-uns d'entre eux furent tentés de faire volte-face et de rompre avec le socialisme. Ils ne le firent pas toutefois et les nationaux-libéraux exami-

nèrent la question comme si de rien n'était à leur *assemblée générale* tenue en la ville de Hanovre.

Cette réunion fut très mouvementée. La plupart des jeunes n'avaient rien appris et généreusement tout oublié. La passion antireligieuse fut plus forte chez eux que la rancune née d'une profonde humiliation, plus forte même que l'intérêt politique. Les socialistes les dédaignaient, les raillaient, eh bien ! malgré cette noire ingratitude ils leur resteront fidèles et leur donneront la préférence sur les ultramontains. Leur mot d'ordre sera comme par le passé : le danger est à droite et non pas à gauche. On ne pouvait pousser plus loin la haine et la candeur. Des protestations assez vives se firent entendre. « Pour moi, dit le délégué Sievers de Wiesbaden, j'aime toujours mieux un homme du Centre qu'un socialiste. Les partis bourgeois doivent s'unir contre le collectivisme ». Ce fut également l'avis du délégué Martell de Francfort. Le député Patzig s'écria ironiquement : « Est-ce que le sort de Barth n'a donc pas encore dégrisé ceux qui parlent d'entente avec le socialisme ? Il s'agit pour nous de faire de la politique et de ne pas nous perdre dans les théories ». D'autres voix se firent entendre dans le même sens. L'enthousiasme avait baissé de plusieurs crans ; ce n'était pas une rupture ouverte avec le socialisme, mais ce n'était pas non plus une déclaration de guerre au parti de la réaction. Dans un discours prononcé à Hanovre le 30 octobre le

ministre de l'Intérieur, M. de Hammerstein, prétendit que les nationaux-libéraux avaient rejeté tout pacte électoral avec les partisans de Bebel. L'attitude du parti fut moins nette que ne le dit le ministre. Il est certain toutefois que les jeunes trouvèrent moins d'écho qu'ils n'eussent désiré et que le spectre de l'ultramontanisme produisit moins d'effet que quelques mois auparavant.

Un revirement analogue, bien que plus superficiel, se produisit même dans les rangs des progressistes radicaux. Au commencement d'octobre ils tinrent à Berlin un grand meeting où s'opéra leur fusion avec les nationaux-sociaux du pasteur Naumann. Faut-il, en vue des élections prochaines, s'allier hardiment aux socialistes pour combattre la réaction ou bien peut-on se contenter d'une stricte neutralité ? On discuta longuement cette question. Le député Barth ouvrit la séance en disant avec son âpreté habituelle : « A la Chambre prussienne comme au Reichstag, la réaction dispose de la majorité. Ici domine le Centre et Cie, là la féodalité et Cie. Au sein du Landtag, les conservateurs et le Centre comptent ensemble 300 voix, les nationaux-libéraux 35, les groupes progressistes 36. Les gauches sont donc complètement annihilées. Longtemps les socialistes ont refusé de prendre part aux élections prussiennes. Aujourd'hui la situation est modifiée du tout au tout. De gré ou de force ils sont obligés de descendre dans l'arène électorale, et à mon sens, cela est très

heureux. Sans les ouvriers on ne réussira pas à faire disparaître le système électoral des trois classes. Or ce système, il faut le détruire. Il est inadmissible qu'à la longue on puisse laisser subsister dans le premier état de l'Empire un régime électoral qui est un soufflet à la raison et à la justice. Mais nous ne pouvons rien si nous n'avons pas les masses derrière nous. Je sais bien que beaucoup de nos amis n'aiment pas qu'on soulève cette question ; et, pourtant, si nous voulons remporter quelques succès au Landtag, il est indispensable de marcher avec le socialisme ».

C'était la réponse des progressistes radicaux à la déclaration de principe du congrès de Dresde. On le voit, cette réponse était d'une douceur infinie. Malgré son tempérament colérique, Barth tendait l'autre joue à Bebel. Tant de mansuétude ne fut pas du goût de tout le monde, et le député Paschnicke affirma qu'il ne saurait se rallier à l'avis de son chef. « Une telle politique serait le suicide de notre parti... Le docteur Barth soutient que la perte de quelques mandats importe assez peu ; je lui ferai observer que nous n'avons pas déjà tant de mandats à perdre ». Un autre orateur, le rédacteur Braesel, de Stetten, fit cette remarque aussi juste que piquante : « Un pacte avec le socialisme est une folie à notre point de vue. Par là nous facilitons à une partie de nos électeurs le passage au socialisme, pour lequel ils n'ont déjà que

trop de penchant, — et nous poussons les autres vers la Droite. Nous ferons ainsi le vide autour de nous ».

Le bon sens même parlait par la bouche de Braesel. Mais quand les passions antireligieuses sont en jeu, la voix du bon sens est facilement étouffée. La majorité de la réunion adopta une motion belliqueuse qui commença en ces termes : « Nous considérons la lutte contre la réaction cléricale et conservatrice comme le devoir essentiel du libéralisme résolu » et qui se termina par un vœu en faveur de l'alliance avec le socialisme.

Le sort en était donc jeté. A la réunion des progressistes les violents l'emportèrent à une forte majorité. Le succès des jeunes fut moins éclatant au congrès des nationaux-libéraux, mais dans tous les cas ils ne furent pas vaincus, comme le supposait M. de Hammerstein. A Berlin comme à Hanovre l'ultramontanisme, — cette formule hypocrite par laquelle on désigne partout le catholicisme — fut violemment pris à partie et condamné. Le Centre ne pouvait se faire illusion, les libéraux n'avaient point désarmé. A peu près sur toute la ligne, les catholiques étaient sûrs de se heurter à l'hostilité du libéralisme pour les élections du Landtag prussien.

§ 7. — *LE CENTRE ET LES SOCIALISTES*

Si le socialisme était vraiment ce qu'il prétend être, un parti populaire dont l'unique ambition est d'améliorer la situation matérielle et morale du peuple, toutes ses sympathies devraient aller au Centre catholique. Nul parti, en effet, ne s'est préoccupé autant que lui de la classe pauvre. Au Reichstag il a fait triompher les assurances obligatoires, le repos dominical, la loi protectrice du travail des femmes et des enfants, l'inspection des usines et d'autres mesures non moins utiles et non moins efficaces. Au Landtag prussien, il s'est efforcé de provoquer une série de lois destinées à venir en aide aux corps des métiers et à les protéger contre la concurrence déloyale. Dans les deux Chambres, il a pris en main la défense de l'agriculture en détresse et particulièrement des petits paysans. En dehors du Parlement il a multiplié les institutions ouvrières, les syndicats professionnels, les associations avec tout ce qui s'y rattache, se constituant partout l'avocat, le protecteur et le bienfaiteur de l'ouvrier.

C'est donc le parti démocratique par excel-

lence. Mais qu'importe aux chefs du socialisme ! En dépit des grandes phrases et des véhémentes diatribes contre la société capitaliste, l'intérêt du peuple leur chaut peu ou point. On raconte qu'un riche industriel de Berlin reçut un jour une délégation de ses ouvrières se plaignant de mourir de faim avec le salaire qu'on leur payait. « Et que faites-vous donc après les heures de travail ? » leur répondit ce patron, insinuant que le vice leur fournirait sans peine le supplément réclamé. L'industriel qui tenait ce langage à de pauvres filles est, dit-on, un des chefs les plus influents du socialisme allemand. Lorsque les chefs socialistes traitent ainsi leurs propres ouvriers, on comprend que la politique du Centre ne désarme point leur haine. Au fond ils lui en veulent plutôt de tout le bien qu'il fait aux ouvriers, parce que ce bien enlève un prétexte plausible à l'agitation révolutionnaire. De là le fanatisme avec lequel ils combattent le Centre ; de là, aussi, la guerre qu'ils ont déclarée au catholicisme.

L'hostilité envers la religion catholique est de plus en plus le trait saillant du socialisme contemporain en Allemagne comme dans les autres pays. Pendant quelques années les socialistes allemands ont essayé de donner le change sous ce rapport. On connaît la thèse qu'ils ont colportée dans leur tournée de propagande : la religion est du domaine de la vie privée, nous ne nous en occupons pas. Les meneurs tenaient ce

langage dans les régions catholiques où il s'agissait de ne pas effaroucher le peuple croyant. Mais dans leurs livres et leurs discours, dans leurs congrès annuels et leurs réunions de Berlin, ils affichent hautement leur athéisme agressif. Dans son essence, dans ses principes et dans ses fins, le socialisme est athée et anticatholique. Autrefois on a pu se faire illusion à cet égard et croire que le collectivisme était simplement une secte politique ; en réalité c'est aussi une secte antireligieuse dont le programme social est étroitement lié au programme philosophique. L'athéisme est tour à tour le point de départ et l'aboutissement du socialisme.

Aux dernières élections du Reichstag les socialistes allemands ont jeté partout le masque et déclaré la guerre à la religion catholique. Dans bien des circonscriptions ils se trouvaient entre un candidat du Centre et un candidat national-libéral. Les nationaux-libéraux ont toujours été les adversaires des lois protectrices des ouvriers : c'est le parti de la féodalité industrielle, dont l'âpreté au gain a été maintes fois flétrie par les amis de Bebel. Logiquement les électeurs socialistes auraient dû voter pour le Centre contre les nationaux-libéraux : c'est le contraire qui est arrivé. A la rigueur on aurait compris l'abstention de leur part, les deux candidats étant les représentants de la société bourgeoise. Par haine religieuse, ils ne gardèrent point cette neutralité et donnèrent leurs voix

aux nationaux-libéraux. Ceux-ci sortirent ainsi victorieux des urnes dans deux circonscriptions du grand-duché de Bade, dans le Palatinat, dans certaines provinces de la Prusse. Les socialistes passèrent l'éponge sur leurs idées anti-démocratiques, sur l'étroitesse de leurs conceptions sociales, sur leur esprit de caste et de classe. Ils les trouvèrent sympathiques pour le seul fait de leur anticléricalisme. Les nationaux-libéraux avaient fait le Kulturkampf en même temps qu'ils votaient les lois d'exception contre les socialistes. L'anticléricalisme fut le ciment qui unit les socialistes aux nationaux-libéraux pendant la campagne électorale du mois de juin.

Ce ciment les unit également aux élections du Landtag prussien. Au congrès de Dresde, il est vrai, les orateurs n'avaient eu que du mépris pour les avances fallacieuses des partis de l'ordre. A les entendre, on ne voulait rien avoir de commun avec les représentants du capitalisme et on les combattrait à outrance. Ces rodomontades du grand chef étaient destinées à la galerie. En fait, les troupes se prononceront en faveur de la féodalité industrielle, comme nous le verrons plus loin. Pour les socialistes allemands, le cléricalisme, c'est-à-dire le catholicisme, est l'ennemi, les autres ne viennent qu'en second lieu. On ne comprend bien les choses d'Allemagne que si l'on ne perd jamais de vue cette tare radicale du parti de Bebel.

§ 8. — *LE CENTRE ET LES POLONAIS*

Dans une certaine mesure, socialistes et libéraux ne sortaient point de leur rôle en tournant leurs armes contre le Centre. Le catholicisme reste l'ennemi héréditaire à leurs yeux. Ils sont rares ceux d'entre eux qui réussissent à secouer complètement leur subjectivité protestante et à s'élever dans la région sereine d'une tolérance mutuelle. Dès qu'on fait appel à leur *furor protestanticus*, ils oublient la modération et se ruent sur les ultramontains au risque de compromettre parfois leurs propres intérêts. C'est le résultat de trois siècles d'escarmouches confessionnelles et, il faut bien l'ajouter, le résultat des excitations quotidiennes de la *ligue évangélique* et d'autres associations qui ont pris à tâche d'attiser le feu des querelles religieuses.

Le Centre ne s'est donc pas étonné de cette prise d'armes générale du monde libéral et protestant. Ce qui a dû l'étonner et l'affecter douloureusement, c'est l'attitude des Polonais. Nous avons vu qu'aux élections du Reichstag certains groupes polonais ont suivi une tactique qui devait avoir et qui a eu les conséquences les plus

désastreuses. En Silésie, ils ont fait perdre deux sièges au Centre, dans les pays rhénans ils l'ont empêché d'en gagner deux. On espérait qu'ils répareraient cette faute politique aux élections du Landtag en soutenant partout les candidatures du Centre. Les optimistes ont été trompés dans leur attente. Loin de venir à résipiscence, les Polonais de la Haute-Silésie — car il s'agit ici des Polonais silésiens — ont lancé au commencement d'octobre un manifeste électoral qui équivalait à une rupture. Cet événement politique eut un grand retentissement non seulement dans les régions de l'Est, mais dans tout l'Empire. La presse du Centre exhala sa mauvaise humeur, les libéraux se frottèrent les mains, tout le monde prit un intérêt très vif à cette évolution.

Au premier moment on serait tenté de condamner les Polonais sans même leur accorder de circonstances atténuantes. Leur coup de tête ressemble en effet, à s'y méprendre, à une félonie vis-à-vis de l'Église catholique. Mais il est peut-être plus équitable de rechercher et d'expliquer les causes de ce revirement et d'examiner les mobiles auxquels ont obéi les Polonais.

Les persécutions politiques et religieuses ont exaspéré les Polonais prussiens, et cette exaspération a ravivé le sentiment national, là où l'on pouvait le croire éteint. Juger la situation présente des provinces de Silésie, de Posen, etc., sans tenir compte de ces deux faits, ce serait

s'exposer à de graves méprises. Les Polonais mordent parce qu'ils ont été mordus d'abord :

... Cet animal est fort méchant,
Quand on l'attaque il se défend...

C'est le prince de Bismarck qui a inauguré contre les Polonais une politique de répression dont le Centre ressent en ce moment le contre-coup. Pour les écraser il a mis en mouvement la machine formidable de la bureaucratie prussienne. Les lois du Kulturkampf ne suffisant pas, il a imaginé de germaniser le sol même de la Pologne en refoulant la population indigène et en la remplaçant par des colons allemands et protestants. L'Etat a dépensé plusieurs centaines de millions pour cette colonisation de la province de Posen. Un parti s'est formé au Parlement qui ravive sans cesse le zèle ministériel et répète chaque matin au gouvernement : « Seigneur, souviens-toi de la Pologne ». Ce parti féroce porte un nom aussi barbare que les sentiments mêmes qui l'animent. Ce sont les *Hacatistes*, mot formé par les initiales H. K. T., des noms des trois hommes qui en sont l'odieuse incarnation. Haussmann, Kennemann, Tiedemann, un banquier juif, un féodal protestant et un bureaucrate, ont résolu d'anéantir la race polonaise, soit en la germanisant, soit en l'extirpant. Ils ont été l'âme de l'*Ansiedlungspolitik* : ils ont inspiré et provoqué toutes les mesures anti-polonaises à l'école, à l'église, à l'armée, dans l'administration. Grâce aux Hacatistes, le

catéchisme polonais fut exclu des écoles, la prédication en polonais chassée des églises militaires, les livres polonais de Sienkiewicz confisqués, les magasins polonais mis en interdit, les télégrammes rédigés en polonais, les lettres avec adresse en langue polonaise mises en quarantaine par la poste. La guerre s'étendait jusqu'aux dénominations géographiques, aux enseignes, aux affiches, aux épitaphes gravées sur les tombes, aux prières que de pauvres enfants adressaient à Dieu.

J'ai rappelé plus haut les lamentables violences dont l'école de Wreschen a été le théâtre. De pauvres mères de famille attirées par les cris déchirants des petites victimes battues jusqu'au sang avaient donné libre cours à leur indignation en protestant contre les bourreaux. Ce fut une bonne aubaine pour les Hacatistes. Les paysannes de Wreschen furent traînées devant le tribunal de Gnesen et vingt accusées furent condamnées à une détention sévère. Les journaux racontèrent qu'une femme Piasecha, mère de cinq enfants et grosse d'un sixième, fut condamnée à deux ans et demi de prison pour avoir maudit l'instituteur qui avait ensanglanté son fils. Trois mois après, elle mourut dans son cachot. Les juges de Gnesen avaient prononcé leur sentence : ce qui suivit rappelle les scènes les plus touchantes de l'Eglise primitive. « Personne, écrivit un témoin oculaire, ne peut penser sans émotion à ce moment cruel où la sentence

ayant été prononcée, on chargea immédiatement les accusés de chaînes et on les conduisit en prison au milieu d'un silence sinistre. Généralement les accusés éclatent en sanglots en de pareilles circonstances, ici rien de pareil ; le courage du martyre, la résignation des héros chrétiens se lisait sur toutes les figures et s'affirmait dans leur éloquent mutisme ».

Ces événements extraordinaires dictèrent une lettre admirable au célèbre auteur de *Quo Vadis*. « Un jugement inique, écrivit Henri Sienkiewicz au journal *Czas* de Cracovie, vient d'être prononcé, il n'y a pas eu de violence contre les bourreaux des petits écoliers de Wreschen et pourtant les parents de ces enfants torturés par l'école prussienne ont été condamnés par le tribunal de Gnesen à un long emprisonnement, pour l'unique motif que sous l'empire du désespoir et de la pitié ils ont exprimé trop haut leur indignation contre de pareils instituteurs et une pareille école... Partout où une culture dégénérée n'a point abouti à une barbarie complète, cette sentence éveillera les mêmes sentiments d'horreur et de mépris, et pénétrera en même temps les cœurs de stupéfaction et d'angoisse pour l'avenir ».

On devine les sentiments que devaient susciter dans toute la Pologne cette politique hakatiste commencée par le prince de Bismarck. C'est au nom et au profit de la langue et du nationalisme germaniques qu'on montrait tant

d'énergie dans les provinces de l'Est. Quoi de surprenant que les Polonais aient juré une haine implacable à tout ce qui est Allemand? Il faut avoir présents à l'esprit les faits qui viennent d'être racontés et d'autres encore, pour comprendre toute l'étendue de leur désespoir.

Ajoutons que, malgré tout, les Polonais ont tort d'englober tous les Allemands dans la même réprobation et de rendre les catholiques eux-mêmes responsables des excès du Hacatisme. Au lendemain des événements de Wreschen, *la Germania* réprouvait hautement ces vexations odieuses. « Quel ne serait pas, disait-elle, de Memel à Trèves, le *furor teutonicus* si dans une localité de la Galicie on agissait à l'égard d'écoliers allemands comme on a agi à Wreschen à l'égard d'écoliers polonais (1)!

(1) Ajoutons que tous les protestants allemands n'ont pas non plus approuvé les procédés hakatistes. Le pasteur Rade, de Marbourg, écrivait dans la *Christliche Welt* : « N'avons-nous pas, nous protestants allemands, le devoir sacré de nous élever publiquement contre ces principes de gouvernement? Si nous laissons passer cette persécution d'enfants polonais, c'est que nous aurions à cœur tout autre chose que la religion ».

Hans Delbrück condamna de même, dans les *Preussische Iahrbücher*, la germanisation à outrance pratiquée en Posnanie. « L'instruction religieuse, dit-il, donnée en langue nationale, voilà le principe qui dans cette lutte assure aux Polonais une prépondérance morale absolue. Nous aurions besoin maintenant d'un habile diplomate qui nous tirât, sans que l'autorité de l'Etat en souffre, du cul-de-sac où nous a fourrés le ministère des cultes, comme il l'a déjà fait autrefois lors du Kulturkampf avec sa défense d'administrer les sacrements aux moribonds. La guerre qu'on mène en ce

Lorsque le parti polonais du Reichstag interpella le gouvernement au sujet de Wreschen, le Centre se joignit à lui, applaudit au discours éloquent du prince Radziwill et trouva très faible la réponse hautaine du chancelier de Bulow. Les députés du Centre ont toujours été les défenseurs intrépides de la cause polonaise, les journaux du Centre n'ont cessé de flétrir les excès de la politique hakatiste. L'archevêque de Cologne et l'archevêque de Posen ont souffert ensemble dans les cachots prussiens à l'époque du Kulturkampf. Ensemble les deux martyrs ont vécu dans l'exil de Rome. Ce lien d'une commune persécution héroïquement soutenue a, de longues années, maintenu l'harmonie entre les catholiques allemands et les catholiques polonais. Ce pacte devait être éternel.

Les Polonais, ou plutôt un groupe de Polonais, l'ont rompu aux élections du Reichstag et la rupture s'est aggravée à celles du Landtag. Au moment même où le manifeste électoral du Centre s'exprimait en ces termes : « Nous demandons au gouvernement de respecter la religion, la langue maternelle, les mœurs et les coutumes de nos concitoyens polonais et d'user de justice à leur égard », les Polonais de la

moment contre les Polonais est une guerre avec armes insuffisantes. Il est désirable non seulement pour la paix dans notre propre maison, mais aussi dans l'intérêt de nos frères allemands à l'étranger qui ont tant à souffrir du mauvais exemple de la Prusse, que le conflit soulevé dans la question scolaire en Pologne disparaisse le plus vite possible ».

Haute-Silésie donnaient pour ainsi dire congé aux candidats catholiques allemands.

Une scission s'était opérée depuis plusieurs mois parmi les Polonais de cette région. Les uns — les modérés — tenaient ferme avec le Centre, les autres — les radicaux — faisaient bande à part et combattaient tous les Allemands sans distinction. Les radicaux avaient obtenu quelques succès aux élections du Reichstag, mais réduits à leurs seules forces, ils ne pouvaient se flatter de l'espoir que le Centre serait sérieusement entamé. Les modérés, ayant pour organe le *Katolik,* restaient fidèles à l'alliance avec les catholiques allemands. Et voici qu'un document sensationnel apprenait aux Allemands stupéfaits que la fusion s'était opérée entre les deux groupes polonais. Le parti radical et le parti modéré s'unissaient en vue des élections du Landtag, et leur manifeste commun était signé entre autres par M. Napieralski, le rédacteur en chef du *Katolik*.

Grande rumeur et grande fureur dans les rangs du Centre silésien ! On crie à l'ingratitude, à la trahison ! Napieralski est voué aux dieux infernaux ; les Polonais sont accusés d'avoir abandonné la cause et la foi catholiques.

On comprend sans peine la colère des catholiques allemands, et si les Polonais s'étaient jetés dans cette aventure sans de graves raisons, ils seraient absolument inexcusables. Qu'en est-il en réalité ? La défection des Polonais silé-

siens a-t-elle été un phénomène spontané que rien n'explique et que rien ne justifie? A lire certains journaux du Centre, on pourrait croire que les Polonais seuls sont coupables de cette scission et que le ciel n'est pas plus pur que le fond du cœur d'un Allemand silésien. Les Polonais se défendent avec vigueur et le principal organe du Centre, la *Kölnische Volkszeitung,* insinue assez clairement qu'en Silésie beaucoup de fautes ont été commises de part et d'autre.

En réalité, bien des catholiques silésiens ont subi l'influence des protestants hakatistes et traitent volontiers les Polonais de chrétiens de catégorie inférieure. On connaît le mot d'un des chefs les plus éminents du Centre silésien : « les Polonais ? il faut leur fermer la bouche à coups de poing ». Leur présence importune les Allemands de toute confession. On les considère un peu comme des intrus qui n'ont pas droit à l'existence. On admet que la région de Posen et certaines régions de la Prusse orientale et de la Prusse occidentale soient habitées par des Polonais, ces pays-là ont toujours été terre exclusivement polonaise, mais la Silésie n'avait-elle pas été germanisée à fond ? Il y a cinquante ans on n'y parlait presque plus que l'allemand, et aujourd'hui l'élément polonais déborde de tous côtés. L'émigration a amené dans ces régions industrielles des colonies d'ouvriers polonais, et il se sont multipliés comme le sable de la mer.

Etant si nombreux, les Polonais silésiens revendiquent à juste titre une part d'influence politique. Là où ils sont les plus nombreux, ils réclament des députés polonais. Ce serait parfait si pour leur faire une place quelques hommes du Centre n'étaient pas obligés de s'effacer. Mais les difficultés commencent à ce point précis. Les catholiques allemands sont les *beati possidentes* et il leur est souverainement désagréable d'abandonner le terrain à d'autres, surtout à ces Polonais si encombrants et si dépourvus de tact. M. Napieralski, qui est Polonais mais qui sait apprécier l'importance et les bonnes dispositions du Centre, a usé de toute l'influence de son journal pour maintenir l'entente entre ces deux groupes catholiques. Aux élections du Reichstag il a réussi à faire accepter un compromis. En retour des concessions polonaises le Comité du Centre de la Haute-Silésie s'était engagé à proposer pour les élections du Landtag la candidature polonaise Krolik patronnée par le *Katolik*. Or, à mesure que le moment du scrutin approchait, Napieralski sentit le sol se dérober sous ses pieds. Du côté des Allemands on fit entendre qu'on ne voulait plus de la candidature de Krolik, et de fait le comité de la Haute-Silésie émit un vote dans ce sens. Trahi par les Allemands, le directeur du *Katolik* comprit que sa résistance à la pression polonaise devenait impossible et signa le manifeste électoral publié par le comité polonais. Désormais il n'y avait

plus qu'un parti polonais : radicaux et modérés marchaient la main dans la main pour la défense de leurs intérêts sacrés.

Le rapprochement était d'autant plus facile qu'au fond le radicalisme polonais est de nature très bénigne. Grattez le Polonais et vous trouverez toujours le catholique. On en eut récemment une preuve des plus topiques. Korfanty, l'un des radicaux qui enleva au Centre un siège au Reichstag, voulut se marier. Le clergé silésien refusa de bénir son mariage, par ordre supérieur sans doute. Il en fut très navré et fit des efforts désespérés, s'adressant même à Rome pour trouver un prêtre voulant lui donner la bénédiction nuptiale. Des radicaux qui sont dans une telle disposition d'âme ne sont évidemment pas très hostiles à la religion, et on s'explique qu'ainsi tous les Polonais de la Haute-Silésie aient pu s'unir en vue des élections du Landtag. Dans leur exaspération il leur arrive de critiquer amèrement, voire même d'injurier, le clergé allemand, de la Silésie, y compris l'évêque, qu'ils accusent de tendances hakatistes. Mais ces violences de langage n'atteignent pas le fond essentiellement catholique de l'âme polonaise. D'innombrables Polonais ont sacrifié leur fortune et versé leur sang pour sauvegarder la foi de leurs pères ; aujourd'hui encore ils ont presque tous ce même héroïsme à fleur de peau.

Pour s'en convaincre, il suffit d'écouter les gémissements des apôtres de la *ligue évangélique*.

Aux derniers congrès protestants d'Ulm et de Hambourg, les orateurs venus de tous les points de l'Allemagne ont tous apporté les nouvelles les plus consolantes des provinces catholiques. Partout l'évangile, c'est-à-dire le protestantisme, progresse, partout les mariages mixtes se font au détriment de l'Eglise romaine. Seules les provinces de l'Est, c'est-à-dire, les populations polonaises, se montrent réfractaires à l'évangélisation protestante. Les catholiques allemands fléchissent trop souvent dans la dispersion, les Polonais jamais. Voilà pourquoi, sans doute, Léon XIII, dans l'audience qu'il accorda aux Polonais le 30 avril 1902, s'écria avec une tendresse toute paternelle : « A votre vue notre cœur s'élance vers la Pologne tout entière, et nous considérons avec respect comment votre nation, au milieu de tant d'amères et douloureuses épreuves, a su garder intacte la foi de ses aïeux, prête à périr plutôt que de plier... Jugez vous-mêmes, quelle bienveillance nous anime à votre égard et avec quelle ardeur nous souhaitons à la nation polonaise un meilleur et durable avenir ».

Si les catholiques allemands de la Silésie avaient su envisager les choses avec la haute impartialité et l'esprit de foi de Léon XIII, bien des fautes auraient pu être évitées, les Polonais n'eussent point été entraînés à faire volte-face contre le Centre. Durant de longues années, le *Katolik* a loyalement soutenu les candidatures du Centre à toutes les élections. Son rédacteur

en chef, Napieralski, n'a cédé aux instances des Polonais extrêmes que le jour où les Allemands lui ont pour ainsi dire manqué de parole. Encore regretta-t-il rapidement sa démarche, et le *Katolik* revint à une appréciation plus saine des réalités politiques. Le manifeste électoral du comité polonais avait recommandé l'abstention partout, sauf dans le cercle de Pless-Rybnik où se présentaient des candidats polonais. Prévoyant que l'observation stricte de cette manœuvre électorale serait funeste au Centre dans la Haute-Silésie, Napieralski tâcha d'entraver le mal en donnant une interprétation large au manifeste. « Le manifeste, écrivit le *Katolik*, n'oblige que ceux qui l'ont signé ; les électeurs polonais devront voter pour le Centre ». Dans ces conditions tout se réduisait à une protestation platonique, et le Centre était sauvé. On lui avait donné une leçon sans livrer les mandats de la Haute-Silésie aux pires ennemis du catholicisme. Cette tactique était conforme aux intérêts de la religion, et Napieralski avait fait preuve de sens politique. Malheureusement, le comité polonais refusa de le suivre dans cette retraite aussi sage qu'honorable, et, peu de jours avant le scrutin, il publia un dernier appel où il imposait l'abstention à tous les électeurs polonais. Nous verrons qui l'a emporté du *Katolik* ou du comité.

§ 9. — *LES ÉLECTIONS DU 12 NOVEMBRE*

Les électeurs primaires étaient convoqués pour le 12 novembre. Par suite de l'entrée en scène des socialistes, la journée fut très animée dans les grandes villes. Si dans le district le plus riche de Berlin, le banquier Mendelsohn Bartholdy fut l'unique électeur de la première classe, si dans ce même district les deux associés et parents du grand électeur — des Mendelsohn aussi — furent les uniques électeurs de la seconde classe, en revanche on s'écrasait autour des urnes dans les quartiers populeux. Çà et là on put assister à des spectacles d'une gaieté irrésistible. Tous les électeurs de chaque classe devant être réunis dans le même local, il en résultait des situations absolument comiques. A l'appel de son nom, chaque électeur primaire se présentait à la table où siégeait le bureau et nommait solennellement le délégué de son choix. Mais comme la salle était bondée, ceux qui se trouvaient au fond pouvaient bien répondre à l'appel, mais il leur était impossible d'avancer. « Je suis ici, gémissait une voix lamentable, mais je ne puis bouger de place ». L'électeur restait

en panne. Or la loi est formelle ; pour voter il faut se présenter devant la Commission, et on ne peut exercer son droit à distance.

Les socialistes, qui connaissaient ces difficultés, ne se firent pas scrupule d'en profiter et d'en abuser. Dès la première heure, ils envahirent les salles, formant un rempart infranchissable et empêchant ainsi bien des électeurs bourgeois d'exprimer leur vote. C'était de l'obstruction d'un nouveau genre.

L'obstruction est l'arme dont on se sert dans les causes perdues. En y recourant les socialistes montraient que leur forfanterie des jours précédents était simplement — qu'on me passe ce mot barbare — du *bluff*. Pour la première fois ils avaient résolu de prendre part aux élections du Landtag. Ils étaient partis en guerre avec cette candeur intrépide qui se promet monts et merveilles et qui est presque la certitude de la victoire. Non pas qu'ils eussent l'ambition de gagner un grand nombre de sièges comme au Reichstag ; leur folie des grandeurs ne pouvait aller jusque-là. Du moins, ils espéraient élire un nombre considérable de délégués, devenir les arbitres de la situation dans plusieurs circonscriptions, dicter enfin leurs conditions aux partis libéraux en faveur desquels ils feraient pencher la balance. Or l'une de ces conditions était qu'on leur céderait l'un ou l'autre mandat en échange de leurs bons services. « Nous serons en état, disaient-ils, de vous assurer dix ou douze sièges que

vous disputera la réaction. Cédez-nous un ou deux mandats ; et vous aurez le reste. Ces discours s'adressaient aux progressistes d'Ober-Barnim, de Berlin, etc. A Berlin, les socialistes comptaient même emporter un siège par leurs propres forces.

Comme l'honneur du parti était en jeu, ils firent des efforts surhumains et amenèrent aux urnes toutes leurs recrues. Ce fut en vain ; la journée fut mauvaise pour eux. Dans la deuxième, la troisième et la quatrième circonscription de Berlin, ils arrivèrent à élire quelques milliers de délégués; ils n'en eurent pas assez pour infliger un échec aux progressistes. Ailleurs ils n'obtinrent que des minorités dérisoises et il était visible que le scrutin du 20 novembre ferait éclater au grand jour leur radicale impuissance. Ils avaient trop présumé de leurs forces, et leur intervention dans les élections du Landtag était une faute de tactique.

Tout en s'en prenant à la réaction, les socialistes n'ont même pas essayé de se mesurer sérieusement avec le Centre. Là surtout, les raisins étaient trop verts. Aux élections du Reichstag ils ont opposé des adversaires à tous les candidats catholiques — sans succès d'ailleurs on l'a vu plus haut — ; pour les élections du Landtag ils ont cherché un champ de bataille plus favorable. Le Centre a eu en face de lui des nationaux-libéraux, des progressistes, des Polonais, quelquefois même des conservateurs, point de

socialistes. Il n'a redouté ni les uns, ni les autres.

La répartition géographique des électeurs catholiques restant la même que pour le Reichstag, l'intérêt du Centre s'est nécessairement limité à la Province-Rhénane, à la Westphalie, à la Silésie, à la Hesse-Nassau, à la Prusse orientale et à la Prusse occidentale. Ailleurs il n'y a point de catholiques ou, s'il y en a, ils sont en si petit nombre que politiquement ils ne comptent pas.

La Province-Rhénane nomme 61 députés du Landtag. Sur ces 61 sièges, le Centre en possédait 43 dans la Chambre précédente ; à savoir 10 sur 11 dans le district de Cologne, 11 sur 21 dans celui de Düsseldorf, 5 sur 9 dans celui de Coblentz, 8 sur 11 dans celui de Trèves, 9 sur 9 dans celui d'Aix-la-Chapelle. Les 18 autres sièges étaient répartis entre les nationaux-libéraux, les progressistes et les conservateurs. Inutile d'ajouter que ceux-ci représentaient des districts où les protestants sont en majorité: Gummersbach, Lennep-Solingen, Elberfeld, Barmen, Duisburg, Kreuznach.

Le 12 novembre, le Centre a vaillamment défendu toutes ses positions; non seulement les électeurs primaires lui étaient restés fidèles, mais dans plusieurs circonscriptions leur nombre avait augmenté dans une large proportion au détriment des libéraux. A Cologne, 1371 voix du Centre s'opposaient à 1011 voix libérales. A Altenkirchen-Neuwied, 268 voix du Centre s'op-

posaient à 253 libéraux et 33 conservateurs. Ce district, qui était aux mains des nationaux-libéraux, pouvait donc permettre au Centre de gagner un siège avec l'appui des conservateurs. C'est ce qui arriva en effet le 20 novembre.

La Westphalie envoie 31 députés au Landtag prussien. Sur ce nombre, le Centre en comptait 8 sur 9 dans le district de Munster, 4 sur 9 dans celui de Minden, 4 sur 13 dans celui dArnsberg, en tout 16. Le siège de Ham-Soest ne fut gagné qu'à une élection partielle et par suite d'un compromis. Les catholiques ne formant qu'une petite minorité dans cette circonscription, ne considéraient point cette acquisition comme une victoire durable. Le hasard peut vous servir une fois, mais, comme le dit le poète allemand, on ne saurait conclure avec lui une alliance éternelle. Ham, où les protestants dominent, devait de nouveau échapper au Centre. Celui-ci obtint une centaine de voix le 12 novembre ; il les reporta sur le candidat conservateur, qui l'emporta ainsi sur les concurrents libéraux.

Le même fait se présenta dans le Hanovre à Lingen-Bentheim, district d'Osnabrück, où un candidat du Centre avait évincé en 1898 le candidat conservateur. Cette circonscription protestante revint de nouveau aux conservateurs lors des dernières élections. A part ces deux sièges, qu'il n'a possédés que transitoirement, le Centre n'a perdu aucune de ses possessions de l'Ouest. Dans l'ancienne principauté ecclésiastique de Munster

— c'est le seul district catholique de la Westphalie — la foi religieuse est demeurée intacte et avec la foi religieuse, la fidélité au Centre. Les descendants des Saxons de Witikind ont le crâne dur, comme le disait un jour ce Westphalien qu'était le baron de Schorlemer-Alst ; ces crânes ont résisté au choc du libéralisme.

Comme il fallait s'y attendre, le Centre fut un peu moins heureux en Silésie. La Silésie est la province qui envoie le plus de députés à la Chambre prussienne. Dans le district de Breslau il y en a 26, 21 dans celui d'Oppeln, 19 dans celui de Liegnitz. Ce dernier n'entre pas en ligne de compte pour le Centre, parce que les circonscriptions qui le composent ont toutes des majorités protestantes. Par contre, toutes celles du district d'Oppeln ont des majorités catholiques. A part Kreuzburg-Rosenberg, qui nomme en vertu d'un arrangement un protestant conservateur — on ne sait trop pourquoi — toutes ont élu des députés du Centre aux élections de 1898, 20 sur 21. Le district de Breslau est très mêlé au point de vue confessionnel. Les catholiques n'ont de grandes majorités que dans les circonscriptions de Neurode-Glatz-Habelschwerd et de Frankenstein-Münsterberg. Dans les neuf autres, ils sont en minorité ou bien les deux confessions y sont de forces à peu près égales. En 1898, 6 députés ont été élus dans ce district à côté de 12 conservateurs, de 7 progressistes et d'un conservateur libre. La Silésie avait donc nommé en tout 26

députés du Centre. C'était un chiffre très respectable, dont les catholiques avaient lieu d'être satisfaits.

Qu'allait devenir ce chiffre par suite de la sécession imprudente des Polonais? On a vu que les meneurs des Polonais silésiens avaient proclamé l'abstention là où ils n'avaient pas posé de candidature. Deux circonscriptions se trouvaient en jeu: celle de Pless-Rybnik, qui nomme trois députés et celle de Benthen-Tarnowitz-Kattowitz-Zabrze qui en nomme deux. En 1898, les cinq élus appartenaient au Centre. Si le Comité du Centre avait pu se résigner à céder cette fois l'un des cinq sièges aux Polonais, il aurait conservé quatre mandats, le cinquième passait aux Polonais et en somme les catholiques ne perdaient rien (1). On a vu que cette entente n'avait pu être réalisée sans doute par la faute des uns et des autres. Dès lors la guerre fut inévitable entre les deux partis. Dans la circonscription de Pless-Rybnik trois partis se trouvaient en présence le 12 novembre : les Haka-

(1) Loin de consentir à cet arrangement, les catholiques allemands de la Silésie prirent une mesure qui n'était pas faite pour arranger les choses. Aux élections de 1898, la circonscription d'Oppeln nomma deux candidats du Centre qui étaient Szmula et Nadbyl, Ces deux députés faisaient partie du Centre, bien qu'ils fussent de nationalité polonaise. Le comité allemand silésien du Centre leur opposa cette fois deux candidats allemands et les évinça. Le procédé inutilement vexatoire à l'égard des Polonais devait exaspérer les froissements. On voit donc que les catholiques allemands sont pour beaucoup dans le conflit qui a éclaté en Silésie.

tistes, le Centre, les Polonais et ils élurent 345, 230 et 139 délégués. La situation était donc très nette. Rien ne se trouvait compromis pour les catholiques, s'ils voulaient s'entendre. En réunissant leurs voix, le Centre et les Polonais battaient leurs adversaires et sauvaient les trois sièges.

Dans la circonscription de Benthen-Tarnowitz-Kattowitz-Zabrze, les Polonais étaient en trop petit nombre pour oser affronter directement la lutte ; leur comité électoral proclama l'abstention. Il leur plut d'assister en spectateurs désintéressés au duel qui s'engagerait nécessairement entre les Hakatistes et le Centre.

Ce duel fut formidable. « Jamais, écrivait la *Shlesische Volkszeitung,* jamais depuis les plus mauvais jours du Kulturkampf on n'avait assisté à pareille effervescence. Les progressistes et les conservateurs réunis déployèrent une activité herculéenne ou plutôt exercèrent une tyrannie sans exemple ». Et le journal raconta des faits qui projettent une lumière étrange sur la façon dont les industriels de la Haute Silésie terrorisaient leurs ouvriers. Ceux-ci furent conduits aux urnes par les directeurs et les contre-maîtres et leur vote soigneusement contrôlé. Dans les localités où les mineurs ne pouvaient être surveillés suffisamment, on les empêchait d'aller voter en les retenant au fond des mines. « A Miechowitz, — je cite textuellement le journal silésien, — les ouvriers du comte de Ticle-Winckler

reçurent des bulletins imprimés ou étaient désignés le local et les délégués qu'ils avaient à nommer, et pour qu'il n'y eût pas d'erreur possible, le directeur leur fit cette courte recommandation: « A présent vous savez où vous devez voter et qui vous devez élire, quiconque vote autrement ou même s'abstient est sûr de son affaire ». Quelques mineurs de Mariagrube s'étant permis de nommer des délégués du Centre, le directeur les fit venir à son bureau et leur dit : « Quelle idée saugrenue de voter comme vous l'avez fait! A partir du 1er décembre vous êtes congédiés ». A Bobreck-Julienhütt, le directeur appelait ses ouvriers cochons catholiques parce qu'ils refusaient de céder à la Terreur protestante.

Malgré cette oppression des consciences, le Centre obtint 1075 voix le 12 novembre ; ses adversaires coalisés en obtinrent 1114. Sur ces 1115, il est vrai, la moitié à peu près était des voix catholiques. Si un petit nombre de ces délégués catholiques avaient eu le courage de voter selon leurs convictions le 20 novembre, les hakatistes pouvaient encore être battus. Mais c'était trop demander à de pauvres gens qui avaient pour perspective la misère immédiate, s'ils se permettaient d'obéir à leur conscience. Les deux sièges de Benthen-Tarnowitz devaient être perdus pour le Centre.

Deux sièges perdus sûrement, trois autres fortement menacés, tel était le bilan électoral du

12 novembre dans la Haute-Silésie. Partout ailleurs, dans cette vaste province, le Centre maintint brillamment toutes ses positions. Par suite d'une heureuse conjoncture, il pouvait même avoir la chance de gagner un siège à Breslau. Dans cette circonscription deux coalitions s'étaient formées : les libéraux d'une part, les cléricaux — conservateurs et Centre — de l'autre. La lutte fut très ardente, et le 12 novembre le nombre des délégués fut à peu près égal des deux côtés. Nous verrons que les cléricaux l'ont emporté au scrutin définitif.

Dans le reste du royaume de Prusse, le Centre a gardé tous ses mandats de la précédente législature. Les deux circonscriptions de Braunsberg-Heilsberg et d'Allenstein-Rössel, dans la Prusse orientale, ont donné de grandes majorités aux candidats du Centre. Dans les districts d'Erfurth — province de Saxe — la circonscription de Heiligenstadt-Worbis a réélu ses deux députés catholiques. Même fidélité des électeurs du Centre dans le district de Sigmaringen, province de Hohenzollern. La province de Hesse-Nassau avait élu quatre députés du Centre en 1898, deux dans le district de Wiesbaden (à Limburg et à Westerburg), deux dans le district de Cassel (à Hunfeld et à Fulda). Les quatre circonscriptions ont réélu des députés du Centre.

§ 10. — *LE SCRUTIN DU 20 NOVEMBRE*

Il va de soi que le scrutin du 20 novembre présentait moins d'intérêt que celui du 12. La plupart des résultats étaient prévus et escomptés : connaissant les idées politiques des délégués on savait à quel parti ils donneraient leurs voix. Une quinzaine de mandats tout au plus étaient douteux. Plusieurs de ces mandats étaient disputés par le Centre, soit qu'il eût à les défendre, soit qu'il s'agît de les conquérir. Ce qu'il avait à défendre, c'était avant tout les cinq sièges menacés de la Haute-Silésie. L'inquiétude était grande parmi les catholiques prussiens, et tous les regards se tournaient du côté des deux circonscriptions silésiennes.

Dans celle de Benthen-Tarnowitz, le Centre succomba à la coalition hakatiste, favorisée par l'abstention des Polonais ; il perdit les deux sièges. Les candidats nationaux-libéraux obtinrent, Junghanns 1124 voix, Voltz 1123. Les candidats du Centre, Letocha et le comte Henckel Romolkwitz n'en obtinrent que 1055 et 1054. La tyrannie des industriels protestants et la défection des Polonais avaient produit leur effet.

Cet échec est d'autant plus sensible au Centre que la circonscription de Benthen avait été jusqu'ici le fief d'un de ses membres les plus vénérés : le comte Ballestrem. Il y a là, en quelque sorte, un échec personnel du président du Reichstag.

A Pless-Rybnik les choses tournèrent moins mal qu'on ne le redoutait au premier instant. Après le premier tour de scrutin, le comité polonais avait proclamé l'abstention absolue. « Dans l'intérêt de la cause catholique, dit un manifeste adressé à tous les délégués, nous avions offert notre concours au Centre à la seule condition qu'on nous accorde un candidat polonais. On a méprisé notre offre. C'est pourquoi nous prions tous les délégués de rester chez eux le 20 novembre ». Si cette consigne avait été observée strictement, les candidats du Centre étaient vaincus. Heureusement tous les Polonais ne se prêtèrent point à cette manœuvre impolitique, le Centre réussit à sauver deux mandats sur trois, le troisième fut gagné par un conservateur.

Cette perte fut réparée dans une certaine mesure par la victoire de Breslau. Ici la coalisation libérale succomba, et la liste des cléricaux passa à une forte majorité. Les deux candidats conservateurs obtinrent 737 voix, celui du Centre 736 ; les trois progressistes n'en réunirent que 537 sur leurs noms.

En résumé le Centre perd trois sièges et en

gagne un dans la province de Silésie, les Polonais ne gagnent rien du tout et ils n'ont que la satisfaction d'avoir fait perdre trois mandats au Centre. Ces trois députés, qui avaient toujours voté pour eux dans les Chambres, sont remplacés par trois Hakatistes qui demanderont à grands cris leur extermination.

Le succès inespéré de Breslau faillit avoir son pendant à Dantzig. Dans la capitale de la Prusse orientale, la réaction et le libéralisme se trouvaient également en présence. Au scrutin du 12 novembre, ils eurent à peu près autant de délégués les uns que les autres. Tout dépendait d'un petit nombre d'électeurs de nuances indécises. Aussi progressistes et cléricaux s'attribuèrent-ils tour à tour la victoire jusqu'au jour décisif, et, à un moment donné, les conservateurs et les catholiques réunis semblaient devoir prendre le dessus. Malheureusement, l'espoir du Centre ne se réalisa point. Les trois progressistes furent élus avec 399, 397, 399 voix, tandis que les trois candidats de la réaction n'en réunirent que 385, 384, 378. Un déplacement de 7 à 8 voix eût suffi pour assurer l'avantage au curé Scharmer, candidat du Centre. C'est de bon augure pour le prochain scrutin.

La victoire resta également incertaine dans la circonscription de St-Goarshausen - Rheingaukreis-Meisenheim (province de Hesse-Nassau), où un candidat du Centre disputa le siège aux nationaux-libéraux. Le 20 novembre ne donna

pas encore l'avantage aux catholiques, mais l'écart de voix est si faible entre les deux partis que le Centre finira tôt ou tard par entrer dans la place.

S'il échoua à Dantzig et à St-Goarshausen, il réussit du moins à expulser les nationaux-libéraux d'une de leurs citadelles rhénanes. La circonscription d'Altenkirchen-Neuwied avait élu deux députés libéraux en 1898 et en 1893 : le libéralisme en était maître depuis 16 ans et pouvait se croire invincible. Le 12 novembre, le Centre, les conservateurs et les nationaux-libéraux briguèrent les deux mandats ; les forces respectives étant sensiblement les mêmes, un compromis s'imposait. En s'alliant avec les libéraux le Centre écartait les conservateurs : en s'alliant avec les conservateurs il évinçait les nationaux-libéraux. Les uns et les autres lui proposèrent une alliance offensive pour le 20 novembre. Il se décida pour les conservateurs, et, par le fait même, l'élection d'un candidat du Centre et d'un candidat conservateur était assurée. Les nationaux-libéraux perdirent ainsi une de leurs meilleures places. Les sièges de Ham-Soest (le 20 novembre le Centre ne présenta même plus de candidats et ses délégués votèrent pour le candidat progressiste) et de Singen (Hanovre) étant perdus d'avance pour les raisons que nous avons indiquées, il put établir ainsi qu'il suit son compte des profits et pertes : gagné deux sièges, perdu cinq. Dans l'ancienne chambre il comptait

100 membres, il en possède 97 dans la nouvelle. Autant dire que rien n'est changé dans sa situation, et, comme par le passé, il reste numériquement la seconde puissance du Landtag.

Toutefois, la physionomie du parti se trouve changée par la disparition d'un certain nombre de ses membres qui avaient marqué durant la législature précédente. Deux de ses chefs les plus éminents ont été fauchés par la mort, le docteur Lieber et le baron de Heeremann, le président du Centre au Landtag, l'un des rares survivants des ouvriers de la première heure. Son compagnon d'armes de l'époque du Kulturkampf, le comte de Ballestrem, ne reparaît pas non plus à la diète prussienne. Au printemps dernier, la confiance du souverain l'a appelé à la Chambre haute et comme on ne peut pas siéger à la fois parmi les députés et les seigneurs, il a dit adieu à ses électeurs silésiens. Il est vrai qu'il n'a pas quitté la vie politique active. Député du Reichstag, il est remonté au fauteuil présidentiel pour lequel le désignaient sa haute compétence et son noble caractère. Le comte Ballestrem est et restera l'un des personnages politiques les plus importants de l'Empire et, ce qui ne gâte rien, c'est un des hommes les plus riches d'Allemagne (1).

(1) Ballestrem avait été l'un des grands propriétaires terriens de la Silésie. Un jour on découvrit que le sous-sol de ses terres était une immense mine de houille. De ce chef Ballestrem devint archi-millionnaire, et l'un des grands industriels d'Allemagne.

Un autre Silésien non moins illustre, le baron de Huene, manquera également à l'appel. Le baron de Huene a été à certain moment un homme politique très influent dans les deux Parlements. C'est lui qui a fait abolir la loi du service militaire des prêtres en Allemagne. Sa compétence financière était universellement reconnue, et un jour le bruit courut qu'il serait nommé ministre des finances. De même on avait fait du docteur Lieber un ministre de la marine. Ces nominations étaient prématurées. La « conscience protestante » n'admet pas encore qu'un catholique pratiquant puisse être ministre à Berlin. De temps à autre le Centre se plaint que le gouvernement écarte systématiquement les catholiques des hautes fonctions. On lui répond qu'il n'en est rien, que le gouvernement ne se préoccupe jamais du Credo de ses fonctionnaires, et les choses en restent là.

Citons encore parmi les non réélus Mgr Herrmann, évêque auxiliaire de Kulm, un colosse à la voix d'enfant, l'abbé Dauzenberger, le Silésien Letocha, le docteur Spahn, l'un des meilleurs jurisconsultes des parlements allemands et le père du fameux professeur de l'Université de Strasbourg.

Hâtons-nous d'ajouter qu'il est encore suffisamment d'anciens au Centre pour qu'il n'ait pas à redouter la comparaison avec les autres partis. Autour de Porsch, que nous avons déjà nommé, et qui remplace le baron de Heeremann

à la tête du parti, viendront se grouper une série d'hommes de grande valeur.

Avant tout Mgr Hitze, le célèbre sociologue de l'Université de Munster, fondateur de la société industrielle *Arbeiterwohl* et promoteur de la plupart des institutions ouvrières qui font la force et la gloire du Centre allemand. Hitze est la première autorité du Reichstag dans les questions économiques et sociales. Par ses ouvrages comme par ses travaux parlementaires, il s'est fait un nom qui a pénétré bien au-delà des frontières d'Allemagne.

Non moins connu est l'abbé Dasbach, figure originale pleine de finesse, avec des yeux pétillants d'esprit et de malice, cerveau toujours en ébullition qui a chaque semaine une idée neuve et qui en a souvent d'excellentes. Dasbach est un organisateur admirable. Tout jeune, il a créé à Trèves une grande imprimerie avec cinq ou six journaux qui ont remué le pays durant le Kulturkampf. Voyant les paysans trévirois ruinés par l'usure juive, il les a réunis dans une vaste association, a fondé pour eux une banque rurale et est devenu ainsi leur sauveur et leur providence. Chez les adversaires du catholicisme il a soulevé des haines féroces et on lui a fait une guerre à mort. Il a triomphé de tous les obstacles et fini par s'imposer. Aujourd'hui il est député du Reichstag et du Landtag prussien ; dans les deux Chambres, c'est un orateur qui prend souvent la parole et est toujours écouté.

Pour terminer avec les députés prêtres, nommons en outre Dittrich, prévôt de la cathédrale et professeur à la faculté de théologie de Braunsberg. Debatter compétent et courageux qui, au printemps dernier, a défendu vaillamment l'évêque de Trèves devant le Parlement.

Au risque d'allonger cette liste outre mesure, je joindrai à ces noms celui de Trimborn, le président du Volksverein catholique, celui de Karl Bachem, propriétaire de la *Koelnische Volkszeitung,* celui de l'économiste Fassbänder, celui d'Aloyse Fritzen, esprit distingué d'apparence un peu froide, formant un léger contraste avec son frère Karl, qui est aimable et avenant : Aloyse seul est député du Landtag, tandis que les deux font partie du Reichstag. Enfin, Cahensly, qui est connu dans les Deux-Mondes, puisqu'il est président de l'œuvre de Saint-Raphaël s'occupant des émigrants allemands de tous les pays. Cahensly, que l'empereur vient de nommer conseiller du commerce, est un des catholiques les plus actifs du Centre. On le voit à tous les congrès ; il prend souvent la parole au Landtag, comme il l'a fait au Reichstag durant la dernière législature.

Ainsi troupe et état-major sont sortis intacts de la bataille électorale et le Centre s'est maintenu envers et contre tous au Landtag prussien comme au Reichstag. Pour qu'on ne s'imagine pas que le hasard est pour quelque chose dans ce succès, nous citerons à la fin de cette étude

deux autres élections allemandes non moins significatives. Nous en dirons un mot parce qu'elles viennent d'avoir lieu pendant ce même mois de novembre. Il s'agit des élections législatives du grand-duché de Bade et des élections municipales de Cologne.

---

§ 11. — *ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU GRAND-DUCHÉ DE BADE ET ÉLECTIONS MUNICIPALES DE COLOGNE*

Le Landtag badois a été renouvelé par moitié quelques jours avant le Landtag prussien. Nulle part les passions confessionnelles n'avaient été déchaînées avec autant de violence. Les libéraux badois ont fait de l'anticléricalisme un sport et beaucoup de conservateurs ne sont pas moins fanatiques qu'eux. Aux récentes élections ce fanatisme protestant s'était livré à une véritable orgie. On voulait à tout prix enlever quelques sièges au Centre pour le réduire à une minorité impuissante.

Durant la dernière législature, le Centre comptait 23 députés, les nationaux-libéraux 25, les démocrates 5, les socialistes 6, les progressistes 2 et les conservateurs 1. Autrefois les nationaux-libéraux disposaient au Landtag badois d'une majorité énorme qui leur livrait entièrement le pays. Comme partout ils en profitèrent pour persécuter l'Eglise catholique. Peu à peu, les catholiques se réveillèrent et de victoire en victoire, ils arrivèrent à envoyer 24 députés à

Karlsruhe. En favorisant d'autre part les démocrates et les progressistes et en laissant les socialistes s'implanter à la Chambre, ils finirent par briser la prépotence des nationaux-libéraux. Ceux-ci restèrent encore le parti le plus fort — 25 mandats — mais ils n'avaient plus la majorité. Le Centre les tenait en échec. Au mois de novembre, ils tentèrent un effort suprême pour reconquérir leur ancienne influence au détriment du Centre et des autres partis. 10 députés du Centre étaient soumis à la réelection ; avec l'appui du gouvernement les nationaux-libéraux étaient sûrs de vaincre et d'enlever aux catholiques trois ou quatre sièges. D'autre part, ils comptaient aussi s'arrondir du côté des démocrates, des progressistes et des socialistes. Le soleil national-libéral allait de nouveau luire sur le grand-duché de Bade et la guerre contre les curés pouvait reprendre de plus belle. Quel bonheur de vivre !

La joie de la Perrette nationale-libérale fut prématurée. Les candidats du Centre furent tous réélus ; les autres partis de l'opposition de même. Les nationaux-libéraux gagnèrent une voix — ce qui est insignifiant et insuffisant — et ce furent les conservateurs qui la perdirent. Dans le grand-duché de Bade comme en Prusse, la Centre résista donc avec succès à la coalition des partis anticléricaux.

La victoire qu'il remporta aux élections municipales de Cologne est plus caractéristique en-

core. Cologne est représenté par des hommes du Centre au Reichstag et au Landtag prussien. Par contre, le conseil municipal de cette ville — une des plus importantes d'Allemagne, — était jusqu'à ce jour aux mains des nationaux-libéraux. Ceux-ci avaient évincé complètement les catholiques au début du Kulturkampf — un seul conseiller sur 45 appartenait au Centre et depuis 30 ans ils conservaient la majorité. La situation pouvait sembler sans issue, les catholiques ayant contre eux l'administration et surtout le régime électoral lui-même. Ils ne se laissèrent point abattre et après 25 ans d'efforts persévérants, ils ont enfin conquis la place.

Une partie seulement du conseil devait être réélue : l'opération dura plusieurs jours. Les électeurs de la troisième classe — car le système des classes est également en vigueur pour les conseils municipaux prussiens — donnèrent aux catholiques une grande majorité, ce qui n'était pas nouveau, les scrutins précédents ayant abouti au même résultat. La victoire fut disputée, lorsque les électeurs de la seconde classe furent appelés aux urnes. Cette classe nommait généralement des libéraux. Le Centre avait donc à déloger des adversaires qui se défendraient vigoureusement. Le scrutin se prolongea pendant deux jours et jamais compétition ne fut plus ardente. 86 0/0 des électeurs se présentèrent aux urnes, ce qui ne s'était pas vu jusqu'à ce jour. Lorsque le résultat fut proclamé, il se trouva

que les catholiques étaient vainqueurs, leurs cinq candidats de la seconde classe l'emportant à d'assez fortes majorités. Ce succès a une importance considérable ; désormais le Centre a la majorité au Conseil municipal de Cologne, 23 contre 22. Par leur esprit de suite et leur forte organisation, les catholiques ont réalisé un progrès qui eût paru chimérique il y a une dizaine d'années.

---

§ 12. — *LE ROLE DU CENTRE DANS LE PROCHAIN LANDTAG*

On prête à un riche financier de Berlin ce propos non exempt de mauvaise humeur : « Quelle année funeste ! Un été pluvieux, des guerres à l'horizon ne fût-ce que dans les Balkans, des élections détestables ».

Plutus avait raison de gémir ; les élections étaient détestables pour le libéralisme. Son dessein longuement médité, son espoir longuement caressé étaient de faire sauter enfin la majorité cléricale du Landtag prussien. Il n'y a point réussi. Si le Centre perd trois voix, les conservateurs en gagnent quatre et ensemble ils disposent de 97 + 148 = 245 voix, plus qu'il n'en faut pour tenir en respect le reste de la Chambre Dans toutes les questions qui intéressent la religion, la morale, l'école chrétienne, ces deux partis unissent leurs efforts ; les velléités anticléricales de la gauche sont étouffées dans leur germe.

Un autre danger est également conjuré. Les deux fractions de droite, les conservateurs et la Reichspartei, feraient volontiers de la politique

réactionnaire. Le jour où ils auraient la majorité, la liberté courrait de graves périls. Dans l'ancienne Chambre ils avaient 144 + 58 = 202 voix ; or la majorité est de 217, 8 mandats déplacés en leur faveur et il leur était loisible d'exécuter leur plan. Les conservateurs gagnant 4 voix, on se rapprochait du but ; mais le parti de l'Empire en perdit 3 et tout demeura en l'état.

Pendant la campagne électorale le Centre poursuivait une double fin ; maintenir la majorité cléricale contre les libéraux, empêcher la majorité rétrograde des hobereaux. Cette double fin a été atteinte.

Est-ce à dire que le Centre sera désormais l'appoint nécessaire d'une majorité gouvernementale ? Nullement. Il reste toujours la possibilité d'une coalition des conservateurs et des nationaux-libéraux, 148 + 55 + 79 = 284 voix, une majorité énorme.

Avec le concours de ces trois partis, il serait facile au gouvernement d'écraser les catholiques. Théoriquement cette éventualité subsiste ; en pratique, elle n'est pas à craindre parce que le gouvernement a besoin du Centre au Reichstag.

A la suite des récentes élections du Parlement d'Empire et du parlement prussien, la situation du Centre est donc excellente. Il la doit à son activité infatigable, à son intelligente tactique, à sa merveilleuse organisation. Mais le secret de ses succès électoraux et parlementaires ré-

side surtout dans la persévérance dans l'effort. Au lendemain de chaque victoire, loin de se reposer sur ses lauriers, son mot d'ordre est toujours : *laboremus*.

DEUXIÈME PARTIE

LES ADVERSAIRES
DES CATHOLIQUES ALLEMANDS

CHAPITRE PREMIER

La Ligue évangélique et les Catholiques allemands

LES CATHOLIQUES ALLEMANDS ET LEURS ADVERSAIRES.

Les succès du Centre que nous venons d'esquisser n'étaient point des succès faciles. Au cours des chapitres précédents nous avons vu qu'à chaque élection législative il s'est trouvé en face de coalitions formidables et que le plus souvent il avait à soutenir seul le choc de tous. Il n'est pas inutile de regarder de près au moins quelques-uns de ces adversaires et d'examiner les armes dont ils se sont servis contre les catholiques.

On m'a fait plus d'une fois cette objection spécieuse : « Si l'ultramontanisme « marche en Allemagne de triomphe en triomphe » (1), tan-

(1) C'est par ces mots que débutait, au commencement de décembre 1903, un article du *Berliner Tagblatt*, la feuille anti-catholique par excellence.

dis que nous, catholiques français, nous allons de défaite en défaite, c'est que les conditions sont sans doute très différentes dans les deux pays. Depuis la fin du Kulturkampf, les catholiques allemands sont devenus en quelque sorte un parti ministériel, et au jour des élections ils bénéficient de ce revirement politique. A part les socialistes, ils ne rencontrent partout qu'une neutralité bienveillante, si ce n'est des alliés. Or, à vaincre sans péril on triomphe sans gloire. Opposez au Centre autant d'ennemis qu'en ont les catholiques français, et leurs succès se réduiront singulièrement ».

La réponse est aisée. En réalité le Centre s'est heurté sur toute la ligne à des hostilités que rien n'a pu désarmer, à des adversaires aussi nombreux que variés. Toujours très vives en Allemagne, les passions religieuses ont flambé comme de la paille sèche au moment des derniers scrutins. De Memel à Constance, des frontières de la Hollande aux frontières de la Galicie, le protestantisme allemand s'est levé comme un seul homme contre les *Roemlinge* (partisans de Rome). Il existe en Allemagne de nombreuses associations protestantes qui ont été toutes mobilisées pour faire échec au Centre : la *Ligue évangélique*, le *Protestantenverein*, le *Gustav-Adolf-verein*, l'*Union électorale anti-ultramontaine*, sans même parler du mouvement *Los von Rom* qui a débordé de l'Autriche sur l'empire allemand. Ne pouvant nous occuper de

tous ces groupements — il faudrait pour cela un gros volume, — nous nous bornerons à l'étude de la *Ligue évangélique*, qui s'est particulièrement distinguée.

Et après avoir vu à l'œuvre la *religion allemande* — car on refuse au catholicisme le droit à l'existence, — nous dirons un mot de la *science allemande* qui, elle aussi, a déclaré la guerre au Centre et aux catholiques.

Ces deux chapitres suffiront pour édifier le lecteur sur la situation politique du catholicisme en Allemagne, et on verra que si le Centre s'est fait une si belle place au soleil, c'est malgré les hostilités qui l'enveloppent de toutes parts.

---

§ 1. — *LA LIGUE ÉVANGÉLIQUE*

« *Saint Paul sur terre et sur mer* ». Sous ce titre d'allure martiale, un pasteur protestant, le docteur Otto Funke, de Brême, a publié récemment un recueil de pieux sermons. Quoi de plus inoffensif, semble-t-il, qu'un sermonnaire ! Ouvrez toutefois le volume et vous verrez les choses étonnantes que le pasteur brémois colporte sous le pavillon de l'Apôtre des Gentils. Dès les premières pages c'est un torrent d'injures contre l'Eglise catholique et la Papauté. Voici un échantillon de cette marchandise évangélique. Funke compare spirituellement le Pape au savonnier qui fabrique le fameux *savon-rhinocéros* et il ajoute : « Tous deux, le Pape et le savonnier, *mentent impudemment ;* l'un fabrique du savon infaillible, l'autre des dogmes infaillibles ; l'un et l'autre *trompent* le public ; ils le font pour le plus grand bien de l'humanité, mais tous deux rient sous cape ».

Quand on songe que ces outrages s'adressaient à Léon XIII, on n'a même pas le courage de s'indigner, on ne peut que plaindre tant d'aveuglement et tant de fanatisme.

Le cas du pasteur Funke n'est pas isolé. Presque tous les pasteurs du pur Evangile se servent du même vocabulaire lorsqu'ils parlent de Rome et du catholicisme. Au mois d'octobre 1903, la *Koelnische Volkszeitung,* dont la modération est bien connue, citait une violente diatribe d'un autre pasteur, et elle ajoutait : « Ce langage inouï reflète les sentiments de tous les pasteurs protestants d'Allemagne, à peu d'exceptions près. L'Eglise catholique a beaucoup d'ennemis : les socialistes, les francs-maçons, les libéraux ; le pasteur les surpasse tous par sa haine implacable. Partout on rencontre les traces de son sectarisme. C'est lui qui a soulevé les masses populaires contre les Jésuites (1) ; c'est lui qui essaie de provoquer en Allemagne la *Los von Rom Bewegung* (2). Les Juifs et les francs-maçons, dont on parle si souvent, ne sont pour rien dans cette affaire, ou du moins restent à l'arrière-plan... Examinez de près les mille intrigues ourdies contre l'Eglise catholique, vous trouverez toujours la main des pasteurs protestants ».

Les pasteurs protestants sont en effet l'âme et la cheville ouvrière de la *Ligue évangélique,* et nous allons voir jusqu'où cette Ligue puissante pousse l'intolérance contre le catholicisme.

(1) On verra plus loin l'aveu d'un pasteur protestant.

(2) Le mouvement séparatiste d'avec Rome, en d'autres termes, la protestantisation de l'Allemagne.

§ 2. — *LE CONGRÈS ÉVANGÉLIQUE D'ULM*

Au mois de septembre dernier, la *Ligue évangélique* tenait son congrès annuel à Ulm, dans la vieille cité souabe. Les délégués étaient accourus de tous les points de l'Allemagne et à l'ombre de la cathédrale, dont la flèche admirable se dresse au-dessus du Danube, des harangues furent prononcées où la véhémence anti-romaine éclatait en fanfares belliqueuses. L'ultramontanisme, le romanisme, le jésuitisme, le catholicisme politique furent combattus en prose et en vers.

Frères allemands

chantait le pasteur Horn de Halberstadt,

Frères allemands, debout
Contre le vieil ennemi !
Jurez tous ensemble
Que vous résisterez à ses mensonges.
Allemand est notre pays, allemande notre langue,
Allemande est aussi notre foi !

En terminant, le poète met les pauvres moutons évangéliques en garde contre le brigandage des ravisseurs ultramontains.

Les orateurs furent encore plus vifs que les poètes. « Toujours en vedette ! » s'écria le président de la Ligue, le comte Wintzigerode-Wo-

denstein, et il flétrit les empiètements et les iniquités du catholicisme. Léon XIII, Pie X, l'archevêque de Cologne, le clergé d'Allemagne, tous les noirs y passèrent. Comme l'empereur Guillaume II était allé au Vatican et que le gouvernement de Berlin ménage parfois le Centre — et pour cause — le noble comte reprocha amèrement cette défaillance au souverain et à ses ministres. Tout son discours se résume en ces mots : *Sus à l'ultramontanisme !*

Durant ce congrès *protestant* il n'était du reste question que des *catholiques*. Le professeur Kolde, de l'Université d'Erlangen, avait choisi pour thème de son discours : « *La pensée politique de la Réforme et le catholicisme* » ; le surintendant Meyer, de Zwickau, parla du « *Jésuitisme et de l'âme populaire* » ; le docteur Hicher, de Stuttgard, démontra que l'ultramontanisme était l'ennemi et annonça que la Ligue le combattrait de toutes ses forces.

Quelques protestants pensent timidement que les catholiques étant des chrétiens, on pourrait peut-être s'entendre avec eux pour résister au flot du matérialisme et du paganisme moderne. La Ligue n'entend point de cette oreille. Le pasteur Fickenscher, de Furth, rappela vigoureusement ces opportunistes à l'ordre. « La lutte contre l'ultramontanisme, s'écria-t-il, ne saurait être écartée comme le voudraient certains milieux protestants ». Et en passant l'orateur dit son fait à la *Gazette de la Croix*, « qui est de-

venue une croix pour le protestantisme » (1). « La Ligue, ajoute-t-il, n'aime pas ramper dans les coins ; il faut qu'elle paraisse au grand jour. M. de Orterer, l'archi-jésuite, et M. de Berlichingen, l'ex-jésuite (2), ne sont point des fantômes, mais des êtres en chair et en os qu'on ne saurait combattre avec des psaumes pacifiques. En avant ! que ce soit notre devise ! »

Et ils allaient tous de l'avant, les bons Ligueurs, avec une fougue extraordinaire, frappant d'estoc et de taille, pourfendant sans pitié ces monstres ultramontains qui oppriment le protestantisme allemand !

Si un habitant de la lune était tombé soudain au milieu du congrès d'Ulm, voici à peu près l'idée qu'il se serait faite de l'Allemagne contemporaine. Un pays où des gens qu'on appelle ultramontains sont à la tête du pouvoir, occupent toutes les fonctions, sont ministres, gouverneurs de province, préfets et sous-préfets, disposent de toutes les dignités et de toutes les faveurs, abusent de cette situation privilégiée pour opprimer une classe de pauvres parias qui portent le nom de protestants ! Et si, au sortir de ce congrès, une âme charitable avait essayé de rectifier ses idées en lui disant : « Ne vous

(1) La *Kreuzzeitung*, le principal organe politique des conservateurs, désapprouve les violences de la Ligue. De là la fureur des chevaliers évangéliques.

(2) Il y a un jeu de mots en allemand : der *Erz*-Jesuit et der *Ex*-Jesuit.

apitoyez pas sur le sort de ces prétendues victimes. L'empereur d'Allemagne et tous ses ministres appartiennent au protestantisme. En Prusse, tous les gouverneurs de province, sauf un, sont protestants ; l'immense majorité des hauts et des bas fonctionnaires est protestante ; dans les Universités il n'y a guère que des professeurs protestants. Dans les autres pays de l'empire, les protestants sont plus favorisés encore. Quant aux catholiques, que vous avez entendu appeler ultramontains, ils sont trop heureux si on ne les écrase pas contre le mur — on le ferait si le Centre ne se défendait pas si vaillamment. — Il y a certains Etats, le duché de Brunswick, par exemple, où on leur refuse toute existence « légale », ce commentaire du Congrès d'Ulm ne laisserait pas que d'étonner l'homme tombé du ciel. A supposer même qu'il fût porté à l'indulgence, il ne pourrait s'empêcher de croire que les orateurs de la *Ligue évangélique* ont voulu le mystifier.

Ils sont pourtant terriblement sérieux les *Bundesritter* qui marchent sous le drapeau du comte Wintzigerode-Wodenstein au nombre de plus de 170.000. D'aucuns penseront peut-être que la mauvaise humeur résultant des dernières élections, où ils ont été battus, a seule inspiré le congrès d'Ulm. Il n'en est rien. Dès l'origine et à travers toute son histoire, la Ligue a toujours manifesté les mêmes haines et tenu le même langage.

§ 3. — *FONDATION DE LA LIGUE ÉVANGÉLIQUE*

C'est en 1887 que fut fondée la « Ligue évangélique pour la défense des intérêts du protestantisme allemand ». Le 13 janvier un comité où figuraient les polémistes les plus en vue, les professeurs Beyschlag, Nippold, Kawerau, de Witte, etc, lançait un manifeste qui sonnait le rappel dans tout l'empire.

« L'Eglise évangélique d'Allemagne, y lisait-on, et avec elle notre patrie allemande court les plus grands dangers ». Ces dangers proviennent du romanisme. « La Ligue se propose d'engager la lutte contre la puissance croissante de Rome. Frères évangéliques, le Kulturkampf touche à sa fin, mais la guerre avec Rome subsistera toujours. Elle durera tant que la vérité de l'évangile n'aura pas triomphé en Allemagne (1). Le peuple évangélique doit accepter le combat avec énergie et persévérance... Il s'agit de délivrer les vrais catholiques des chaînes de la superstition et d'assurer la victoire définitive à l'Evangile... Tous les signes des temps sont là pour annoncer l'heure d'une bataille pro-

(1) Dans la phraséologie protestante, le mot *Évangile* signifie toujours le *protestantisme.*

chaine et décisive. Deux adversaires sont en présence : là (c'est-à-dire dans l'Église catholique) une volonté dominatrice qui se met à la place de Dieu ; ici (c'est-à-dire dans le protestantisme) la troupe des hommes de foi libres et le Seigneur au milieu d'eux ».

Rien de plus explicite que ce programme. La Ligue n'avait qu'une ambition dès le début, celle de substituer le protestantisme au catholicisme dans toute l'Allemagne.

Le caractère agressif de l'association nouvelle éclata davantage encore dans l'assemblée constituante du 16 août (1887) qui siégea à Francfort. Les zélateurs réunis autour du comte de Wintzigerode-Wodenstein auraient pu assumer une tâche admirable : travailler au renouvellement de la foi religieuse dans les masses protestantes, lutter contre l'indifférence, l'incrédulité, le rationalisme, bref étendre le règne de Dieu sur la terre. Mais c'est bien de cela qu'il s'agit ! La Ligue ne songea qu'à une chose, à la guerre au catholicisme : cette guerre constitua pour elle la Loi et les Prophètes.

« L'heure viendra de rechef dans le nouvel empire, dit le conseiller consistorial Leuschner, où l'on recommencera les hostilités avec l'ennemi héréditaire de Rome et alors on ne verra plus comme à présent le peuple privé de chefs ».

Ce qui revint à dire que la Ligue évangélique se chargera de conduire les protestants fanatisés à l'assaut du catholicisme.

Si on avait pu douter du véritable but de l'œuvre, le conseiller intime Fricke eut soin de déchirer tous les voiles et de mettre les points sur les i. On avait sans doute objecté que la Ligue évangélique paraissait superflue, puisqu'il existait déjà une *Société Gustave-Adolphe*. Fricke répond hardiment : « Il y a place pour la nouvelle société à côté de l'ancienne. Celle-ci se contente généralement de la défensive. Or nous nous voulons prendre l'offensive contre tous ceux qui rêvent l'anéantissement du protestantisme ». Ne dirait-on pas à entendre ce langage que le Kulturkampf a été une persécution dirigée par les catholiques contre le protestantisme ?

Pour ne pas perdre de temps, les Ligueurs adoptèrent immédiatement plusieurs résolutions où l'on s'éleva avec force contre les processions catholiques et contre les ordres religieux (1).

(1) On remarquera que les sectaires du Palais-Bourbon n'ont rien inventé. Ils ont emprunté toutes leurs armes aux protestants d'Allemagne.

§ 4. — *LA LIGUE ÉVANGÉLIQUE ET LE BUT QU'ELLE POURSUIT*

Les débuts étaient trop beaux pour qu'on s'arrêtât dans cette voie. L'année porta conseil dans le sens de la violence et au congrès suivant, tenu le 12 et le 13 août 1888 à Duisbourg, les orateurs rivalisèrent de zèle contre « les masses aveugles de l'Eglise médiévale ». En chaire le surintendant Trumpelmann, l'auteur d'un drame luthérien — *Lutherfestspiel*, que la censure de Berlin, si indulgente, crut devoir interdire — ouvrit le feu avec une véritable furie. Suivant le compte-rendu de la *Koelnische Volkszeitung*, les invectives pleuvaient sur le catholicisme, la Papauté, les Jésuites. Le pasteur irrité lança même des menaces au gouvernement par-dessus la tête du Centre. « Cette Eglise romaine, vociféra-t-il, qui ne porte pas la vérité en elle, succombera malgré l'appui que lui prête l'Etat aveuglé, et peut-être que dans sa chute elle entraînera un trône ».

Que les Hohenzollern se le tiennent pour dit !

Ce n'est pas la seule fois que la Ligue taxe le gouvernement de faiblesse à l'égard du catholicisme.

Au congrès d'Eisenach (1er octobre 1889) le professeur Lipsius d'Iéna accusa le gouvernement prussien d'avoir tristement capitulé devant l'Eglise romaine.

A Zwickau (1895), le président de la Ligue, le comte Wintzigerode, fait la déclaration suivante : « Que serait devenue l'Allemagne évangélique sans Sedan ? Sedan a été la réponse au Concile du Vatican ».

A Darmstadt (1896), Leuschsner proteste contre « cette fausse science gouvernementale qui ne cesse de pactiser avec le mensonge de l'Eglise romaine ».

Donc ni paix ni trêve pour le catholicisme ; il faut le combattre, le pourchasser, l'exterminer. Pour la forme, quelques apôtres de la Ligue distinguent entre l'ultramontanisme et le catholicisme ; ils respectent l'un, disent-ils, et réservent toute leur aversion pour l'autre. Ce n'est là que de l'hypocrisie. Quand ils veulent bien être francs et sincères, ils rejettent cette distinction subtile et avouent hautement leurs visées anticatholiques. Au congrès de Crefeld (1897), le comte Wintzigerode avoua sans détour qu'à ses yeux Eglise catholique et ultramontanisme étaient une seule et même chose. On s'en doutait bien dans les milieux catholiques, mais l'aveu du président de la Ligue n'en est pas moins très bon à enregistrer !

Le catholicisme voilà l'ennemi (1) ! On le

(1) Est-il besoin d'ajouter qu'il en est de même en France

confesse avec effronterie et on met flamberge au vent.

« La Ligue évangélique, s'écrie le doyen Zietler au congrès de Nuremberg (1899), veut lutter contre l'ultramontanisme, le romanisme, le jésuitisme, quel que soit le nom de cette plante vénéneuse qui est descendue des Alpes pour empoisonner le peuple ».

A Zwickau (1895) le surintendant Meyer avait dit : « La lutte du protestantisme avec Rome n'est encore qu'à ses débuts ».

« Toute l'Allemagne, déclare-t-on au congrès de Breslau (1901), doit devenir luthérienne ». « A cet effet, ajoute Meyer, la Ligue mènera la campagne antiromaine avec une énergie sans exemple. Ce qu'elle a fait jusqu'à présent n'étaient que des escarmouches d'avant-garde. La grande bataille est encore à livrer. Heureusement en Saxe — le surintendant Meyer est saxon — nous avons le gouvernement pour nous. Il s'agit maintenant de soulever la masse des électeurs. Au moment du scrutin, il ne faut donner sa voix qu'à des candidats qui s'engagent à éviter tout contact avec l'ultramontanisme ».

Détail piquant : deux ans plus tard, les protestants saxons ont marché aux urnes et sur 24

où a retenti pour la première fois le fameux : « le cléricalisme voilà l'ennemi ! » On a pu en douter autrefois, à présent le doute n'est plus possible.

députés du Reichstag nommés par la Saxe, 23 étaient socialistes (1) !

Au congrès de Hagen (1902), le pasteur Leuschner proclama que la *Ligue évangélique* avait reçu de Dieu la mission de combattre l'Eglise catholique.

C'est donc partout et toujours la même explosion de haine contre le catholicisme, le même cri de guerre, les mêmes injures et les mêmes menaces. Au lieu d'analyser par ordre chronologique les discours des divers congrès — ce qui deviendrait fastidieux — nous grouperons quelques-unes des idées et des injures les plus familières aux Ligueurs.

(1) Ce pasteur saxon, qui attaquait le catholicisme avec tant d'acrimonie, n'hésitait pas à insulter plus ou moins indirectement le fils de son roi, le prince Max, qui est, comme on sait, prêtre catholique.

---

§ 5. — *INJURES CONTRE LE PAPE ET LA PAPAUTÉ*

Le Pape étant le fondement visible de l'Eglise du Christ, c'est sur lui d'abord que s'acharne la fureur de la *Ligue évangélique.* Elle ne lui épargne ni injure ni grossièreté. En lisant cette prose fanatique et haineuse, on se rappelle involontairement le langage ordurier du père de la Réforme (1). Encore Luther avait-il l'excuse d'écrire à une époque (2) où la polémique prenait facilement cette tournure et où les raffinements de l'art et les délicatesses du goût s'alliaient sans trop de peine à la rudesse des mœurs et à

(1) Ce côté affligeant de la vie de Luther vient d'être mis en un vigoureux relief dans un livre sensationnel qu'a publié le sous-archiviste du Vatican, le P. Denifle, l'un des plus grands savants de ce siècle. L'ouvrage de Denifle, *Luther und das Luthertum*, fera époque. Le premier volume — le seul qui ait paru — manque peut-être çà et là de sérénité, mais l'érudition en est prodigieuse et il a soulevé d'autant plus de haine parmi les pasteurs protestants qu'il est irréfutable. Le célèbre professeur Harnack se contente d'injurier le P. Denifle : il n'essaie même pas d'ébranler ses arguments. La science de Denifle porte l'estampille de presque tous les corps savants d'Europe ; car il est membre de l'Institut de France, membre des Académies de Berlin, de Munich, de Vienne, etc. On peut l'injurier ; mais sa valeur scientifique est hors de conteste.

(2) Tous les réformateurs du XVIe siècle n'imitaient du reste point le dévergondage des *Propos de table* de Luther.

la licence de la parole. Mais les temps sont changés, et aujourd'hui un polémiste ou un écrivain qui se respecte ne voudrait plus recourir aux procédés et au vocabulaire du docteur Martin Luther.

Les pasteurs de la *Ligue évangélique* font exception et ils parlent du pape en termes qui ont de quoi étonner et indigner les plus sceptiques. Au congrès de Nuremberg (1899), le pasteur Buchwald de Leipzig s'écrie, renouvelant le mot de Luther : « Le Pape de Rome est le chef et le protecteur de tous les brigands ! » On rougit de transcrire cette injure qui devait atteindre Léon XIII.

Le pasteur Schwarz, de Heidelberg, publia contre Léon XIII une brochure ayant pour titre : *Le Pape Léon XIII devant le tribunal de Jésus-Christ*. On y lit les phrases suivantes : « Le pape oblige tout homme à faire le mal avec réflexion. Léon XIII est par ses actes comme par ses sentiments l'adversaire de Dieu et cette hostilité envers Dieu est consciente chez lui. Il est l'instigateur, le protecteur, l'auteur de tout mal sur la terre » (1).

(1) Pour ces outrages et pour d'autres plus grossiers encore, Schwarz fut traduit devant le Jury de Mannhein. Le délit était patent, l'intention d'insulter incontestable. Or les jurés acquittèrent le pasteur aux vifs applaudissements de l'assistance. Ce verdict et les applaudissements qui l'ont accompagné en disent long sur l'esprit qui règne dans les milieux protestants. Rien de surprenant que les électeurs badois aient tous voté contre les catholiques au profit du socialisme.

Au congrès de Spire (1892), de Witte déclare que les catholiques voient dans le pape la troisième incarnation du Verbe éternel, qu'ils le vénèrent comme une idole, etc.

A Darmstadt (congrès de 1896), le pasteur Leuschner proteste « contre le *mensonge* qui règne dans l'Eglise romaine ».

Au congrès de Halberstadt (1900), le pape est insulté en prose et en vers. « L'histoire nous apprend, dit un orateur, que Dieu est avec nous, et que le pape et ses valets ne sont que des hérétiques ». A ce même congrès, il est sans cesse question « de la valetaille du pape romain ».

Au congrès de Breslau (1901), l'Oberconsistorialrath Reichart ne parle que de « l'air pestilentiel du catholicisme romain » ; le Justizrath Geisler attribue à Léon XIII un langage « comme on ne le trouverait pas chez un dégénéré en Allemagne ». Suivant le pasteur Lachenmann — toujours au même congrès — « l'Eglise de Rome est devenue criminelle : elle a une morale sans conscience, une théologie sans contenu intellectuel, une religion impie ». Un autre orateur s'élève contre « le joug honteux de Rome, la plaie romaine, la semence infernale des papes ». Il engage les catholiques allemands à se séparer de Rome, à déchirer les liens de leur esclavage, à briser le joug qui les déshonore et les couvre de honte.

« Rome, dit le pasteur Geest au congrès de Hagen (1902), est la malédiction des peuples ».

Les plus grands hommes d'Etat — à commencer par le prince de Bismarck — se sont inclinés avec respect devant la majesté de Léon XIII ; le monde civilisé tout entier a admiré et aimé l'auguste vieillard qui durant 25 ans a été le prince de la paix, le roi pacifique par excellence. Et ce pape que les trois empereurs d'Allemagne ont traité avec tant de vénération, les orateurs de la Ligue évangélique l'ont outragé, vilipendé, traité de menteur, de voleur, d'empoisonneur, de scélérat ; ils ont expectoré ces injures à la face de toute l'Allemagne sous les auspices de quelques-uns des plus célèbres professeurs des universités allemandes (1).

(1) L'université d'Iéna a nommé docteurs *honoris causa* deux des principaux mangeurs de catholiques de la Ligue : Le surintendant Meyer de Zwichau et le comte de Wintzigerode. Ils n'avaient aucun titre scientifique, et ce qui les a fait nommer, c'est uniquement le rôle qu'ils jouent dans la Ligue évangélique. Aussi on a pu dire avec raison que ce sont des « docteurs *Los von Rom* ».

§ 6. — *LA LIGUE ÉVANGÉLIQUE ET LES JÉSUITES, LE CLERGÉ, LE PEUPLE CATHOLIQUE*

En tête de la « valetaille de l'Eglise romaine » figurent les Jésuites. La Compagnie de Jésus est à proprement parler la bête noire de la *Ligue évangélique*. A tous les congrès on proteste contre leur retour éventuel, on flétrit l'immoralité de leurs principes.

Au congrès de Spire (1891) le Domprediger Faber de Berlin raconte « la satanique œuvre de destruction que la réforme jésuitique a accomplie en Allemagne avec une cruauté inhumaine ». Dans ce même discours l'Eglise catholique est traitée de « monstre diabolique ».

« Là où un Jésuite a posé le pied, dit le pasteur Geest au congrès de Hagen, la terre se dessèche ».

D'après le professeur Boehtlingk, « l'activité des Jésuites assassine les âmes et dévaste les peuples ». « Leur morale infâme trouble les consciences et séduit les esprits faibles. Leur fondateur était un ignare et un idiot. Les Jésuites sont le mensonge en principe ».

A tous les congrès de la Ligue évangélique on a pu entendre des aménités de ce genre contre

les Jésuites, et les assistants applaudissaient à outrance. Ceux-ci ne demandaient pas de preuves; sans sourciller ils acceptaient les imputations les plus invraisemblables et les plus saugrenues. Ils sont encore nombreux en Allemagne les protestants qui croient fermement que les Jésuites ont des pieds de bouc !

Le clergé séculier n'est du reste pas mieux traité par les Ligueurs.

Au congrès de Breslau le pasteur Lachenmann appelle les prêtres catholiques « des monstres en soutane ».

Dans une réunion libérale de Munich (27 mars 1903), le professeur Boehtlingk s'écria avec emphase: « En France on a enfin reconnu que la vie nationale n'est possible que si on f... à la porte les catholiques romains..... Ce que les prêtres catholiques déposent dans le cœur de la jeunesse c'est du poison pour le grand nombre ».

Le pasteur Bender s'en prend au célibat ecclésiastique, qu'il considère comme « la doctrine du diable ».

« Le clergé romain, affirme la *Christliche Welt* (n° 28, 1903), ne songe qu'à une chose, faire de la propagande. Il en fait à tout prix et par tous les moyens, honnêtes ou non. Vis à vis d'un pareil clergé, la tolérance est impossible ».

Pour résumer en peu de mots toutes les injures que méritent les prêtres catholiques, un autre organe protestant, le *Volksruf* (n° 13 - 1901),

aligne les bouts rimés suivants qui sont intraduisibles dans leur grossièreté révoltante.

Ein Plaffe
ist ein
Nach Papstpfeife tanzendes,
Blödsinn verpflanzendes
Falschheit verbreitendes,
Wahrheit vermeidendes,
Volk nur verdummendes,
Ohren ansummendes,
Keuchheit stets pflegendes,
Gern Vater sein mögendes,
Römisches Individuum (1).

Après le clergé le peuple catholique lui-même. « Sous le règne de l'ultramontanisme, dit le surintendant Meyer au congrès de Halbentadt, la foi s'en va peu à peu et il ne reste plus chez les catholiques qu'une fade superstition, l'indifférence religieuse et la folie de l'athéisme ».

A en croire le pasteur Zeitler (congrès de Nuremberg) « seul un homme vil et sans caractère est capable de passer au catholicisme ».

« Le patriotisme d'un catholique allemand est vermoulu », prétend un autre orateur (2).

(1) Voici à peu près le sens de ce couplet infâme.

« Un calotin est un individu romain qui danse aux sons de la flûte papale, qui cultive la sottise, répand le mensonge, fuit la vérité, abrutit le peuple, feint la chasteté et voudrait être père ».

(2) La plupart des citations qui précèdent et beaucoup de celles qui vont suivre sont empruntées à un petit livre paru l'année dernière sous ce titre : *Wer stort den konfessionellen Frieden ? Eine aktenmassige Darstellung*, von Paul Siebertz (chez Manz, Regensburg).

Après avoir lu ce volume on comprend mieux l'attitude

A Breslau (congrès de 1901), le pasteur Lachenmann déclare que « le peuple catholique vit dans la frivolité et meurt dans la bigoterie ».

Au même congrès on distribua une brochure de propagande où il était question « de la bestialité » des catholiques ultramontains.

Dans une réunion tenue au café Luitpold de Munich (14 avril 1899), le pasteur Bräunlich n'hésita pas à lancer cette injure à la face du peuple catholique et de la maison royale des Wittelsbach. « Quiconque est catholique ne saurait être allemand et les serviteurs de l'Eglise romaine, même s'ils se disent allemands, ne sont que des traîtres et des Judas ». Un munichois catholique qui assista à la réunion éleva une timide protestation. Bien mal lui en prit. Une dame lui donna un soufflet ; d'autres s'écrièrent avec fureur : « Jetez à la porte ce chien de catholique, ce chien romain » ! Ces choses se passèrent à Munich en l'an de grâce 1899 !

des protestants aux élections du Reichstag et du Landtag prussien. Ils avaient été chauffés à blanc par les agitateurs de la Ligue évangélique.

---

§ 7. — *INJURES CONTRE LE CULTE ET LES INSTITUTIONS CATHOLIQUES*

L'intolérance protestante s'étend non seulement aux personnes, mais même au culte catholique.

Au congrès d'Eisenach (1889), le Hofprediger Braun de Stuttgard traita le culte de la Sainte Vierge de « nouveau paganisme contre lequel la Ligue évangélique a non seulement le droit, mais le devoir, de protester ». Au même congrès le professeur Lipsius d'Iéna accusa les catholiques de « diviniser une créature ». « L'Eglise romaine, ajouta-t-il, est en train de plonger le christianisme dans la boue de la superstition païenne en adorant les Saints auxiliaires ».

Au congrès de Cassel (1891), on adopta une résolution contre la Sainte Robe de Trèves ; le culte des reliques y est traité « de marasme superstitieux qui fait du peuple l'instrument aveugle de la hiérarchie vaticanesque ». « Les fêtes de Trèves, dit un orateur, déshonorent toute la patrie allemande ».

Le professeur Witte affirme au congrès de Spire (1893), que « les catholiques sont idolâtres, que certaines de leurs pratiques religieuses se

confondent avec les sortilèges du paganisme ancien ».

A Crefeld, le célèbre pasteur Thummel réédite la plaisanterie du « pain à cacheter qu'adorent les prêtres catholiques ». « Nos concitoyens catholiques, ajoute-t-il, tombent de plus en plus dans le fétichisme ». Il compare les processions de Kevelar (1) à « la danse des nègres en Afrique ».

Au congrès de Nuremberg, Zeitler outrage si grossièrement le culte catholique qu'il est impossible de reproduire ses blasphèmes.

Le pasteur Schwarz, de Heidelberg, dont il a été question plus haut, dit dans une de ses brochures : « Les Sacrements catholiques ravalent l'homme jusqu'à la bête... Le culte de l'Eucharistie est l'adoration d'un fétiche... Par ce fétichisme, les prêtres et les fidèles deviennent des animaux sans intelligence ; chez le prêtre, il engendre un sot orgueil et l'idolâtrie, chez le peuple une vile soumission de chien ».

Les mots idolâtrie, superstition, fétichisme, reviennent à chaque instant sous la plume des écrivains et sur les lèvres des orateurs protestants dès qu'ils parlent du catholicisme. Naturellement ils travestissent tout pour se faciliter la tâche. Ils attribuent à l'Eglise catholique des traditions, des habitudes, des règles, des lois, qui n'existent que dans leur imagination dévér-

(1) Célèbre pèlerinage de la Sainte Vierge qu'a immortalisé un chant du poète Heine.

gondée. « La morale de Liguori, dit le professeur Boehtlingk, autorise toute filouterie et tout crime ; or les prêtres catholiques, sont élevés suivant les principes de cette morale ». Dès lors tout est possible, et on reproche au catholicisme toutes les infamies et toutes les stupidités.

---

§ 8. — *APPEL A LA VIOLENCE*

Pourquoi se gênerait-on avec une Eglise aussi monstrueuse ? Ce clergé scélérat gouverné par le chef des voleurs qui trône au Vatican, ce peuple abruti descendu au niveau des nègres du Zoulouland, ne méritent ni égards, ni respect, ni pitié ! Il n'y a qu'à les convertir ou à les extirper. La *Ligue évangélique* ne craint pas d'aller jusqu'au bout de sa pensée ; elle prêche la croisade contre le catholicisme.

« L'Etat, dit le pasteur Leuschner au congrès de Spire, l'Etat ne doit pas hésiter à recourir aux moyens violents pour soumettre l'Eglise romaine aux lois ».

« Il faut que la domination romaine soit brisée, ajoute son collègue Witte, et que le christianisme évangélique — c'est-à-dire le protestantisme — devienne dans le pays la puissance suprême ».

Dans le *Protestant* (N. 12, 1901), le pasteur Klein déclare que la guerre au couteau s'impose contre les catholiques et il ajoute en forme de conclusion : « Malheur au peuple allemand, si nous ne profitons pas de l'heure présente pour

frapper l'Eglise catholique au cœur et lui porter le coup mortel ! »

Une brochure publiée à Barmen et portant comme titre : « *Liguori, le fossoyeur de la morale* », appelle les protestants à l'assaut du catholicisme. « Il faut en finir, y est-il dit, avec ce jeu de marionnettes dont Rome tient les fils ».

L'*Evangelische Bundesbote*, de Carlsruhe, (N. 4 et 5, de 1901), n'est pas moins belliqueux. « Debout, mes chers frères, clame l'intrépide pasteur ; renversez les murailles de l'ultramontanisme ».

Et qu'on ne s'y trompe pas, il ne s'agit point ici de simples métaphores, de langage figuré ; la Ligue évangélique travaille de toutes ses forces au réveil d'une véritable persécution. Le professeur Scholz, de l'université de Berlin, n'hésite pas à dire au congrès de Magdebourg (1898) : « Point de doute, le jour viendra où se posera l'alternative : Rome ou Wittenberg. La situation actuelle ne saurait durer... L'histoire du Kulturkampf ne pourra être écrite que lorsqu'un nouveau Kulturkampf aura éclaté. Rome, tremble devant le *furor teutonicus !* Redoute la sainte colère de Luther ! »

Au mois de décembre 1901, le comité central de la Ligue lança un manifeste qui se termina par ces mots : « Que Dieu réveille notre peuple et le fortifie pour la lutte, qui est devenue nécessaire ! »

Dans la *Wartburg* (N. 37, 1901), le surinten-

dant Meyer démontre la nécessité de ce Kulturkampf. « La Prusse, dit-il, cessera enfin d'être en coquetterie avec le Romanisme... Il donnera sur les doigts au clergé d'Alsace et de Posen qui est hostile à la germanisation ; il ne fera plus anti-chambre chez les Rampolla et les Kopp. L'Etat s'érigera contre les prétentions romaines. C'est le Kulturkampf que nous attendons ».

Dans la *Freie Wort* (N. 12, 1902), le professeur Boehtlingk exulte à la pensée que cette persécution a déjà commencé. « Les noirs ont peur, écrit-il, d'un nouveau Kulturkampf... Ce qui est consolant, c'est qu'il est déjà en train, comme ils le reconnaissent eux-mêmes ». Ailleurs, il ajoute : « pourvu que la crainte ne fasse pas reculer le gouvernement ! »

Cela est assez clair ! Mais les poètes s'expriment d'une façon plus lumineuse encore.

Le *Volksruf* de Munich (N. 4, 1901) publie sous ce titre suggestif : *A bas les calotins !* une pièce de vers où la grossièreté et la violence atteignent les dernières limites : « Levez-vous, frères évangéliques, hurle le Tyrtée protestant ; il est temps de nettoyer cette écurie — l'Eglise catholique — qui pue l'égoïsme. Prenez vos vieilles armes toujours fidèles qui ont si souvent brillé aux mains de vos pères. Frappez bravement ; voyez les crânes noirs qui sont béants. L'aurore de la liberté se lève pour vous. Chassez du pays toute cette engeance cléricale » !

Frapper, chasser, écraser, ce sont les mots qui se retrouvent sans cesse dans la bouche des Ligueurs évangéliques quand il s'agit du catholicisme. Avec une joie féroce ils rappellent l'heureux temps où la Prusse employait ces moyens pour ramener les populations catholiques à l'unité morale, le temps où les prisons regorgeaient de prêtres, où l'on rencontrait des moines allemands sur tous les chemins de l'exil. Ils espèrent que ce temps reviendra bientôt, et ils tâchent de préparer l'avènement de ce Kulturkampf nouveau en soulevant les masses populaires.

Par là se réaliserait enfin le rêve du chancelier de fer et de la plupart des protestants d'Allemagne : l'unité politique basée sur l'unité religieuse. « L'empire allemand, disait le pasteur Fickenscher au congrès de Crefeld, doit avoir un caractère nettement évangélique. Dieu a fait de l'Allemagne et du protestantisme une seule et même chose. Or ce que Dieu a voulu unir, aucun homme n'a le droit de le séparer, pas même l'homme infaillible du Vatican ».

Au congrès de Magdebourg, le comte de Wintzigerode proclamait de son côté : « L'empire des Hohenzollern est l'œuvre du christianisme évangélique en opposition avec l'Eglise romaine ». Et il ajoutait : « En Saxe comme dans le reste de l'Allemagne, allemand et protestant ont toujours été des termes identiques ».

« La grâce de Dieu, disait le pasteur Leu-

schner, nous a octroyé l'empire protestant il y a 25 ans ».

Pour les 21 millions de catholiques allemands il n'y a point de place dans cet édifice « sorti de la Réforme » (1). Ils n'ont qu'à disparaître ou se convertir au protestantisme !

(1) Mot du pasteur Hackenberg au congrès de Darmstadt.

§ 9. — *AUTRE SON DE CLOCHE*

Dans une réunion protestante tenue à Landau (nov. 1890) un avocat, le docteur Bangratz, fit entendre ce cri du cœur : « Si les Jésuites reviennent, le fanatisme des protestants s'allumera en Allemagne ; sur le pays entier passera un incendie qui refoulera au second plan tout autre intérêt. Je le sens en moi-même, *combien un protestant peut devenir fanatique ;* et si un protestant devient fanatique *il l'est dix fois plus que tout autre*, car nous sommes fanatiques avec réflexion. Je ne voudrais pas qu'on nous oblige à montrer combien nous savons être passionnés ».

Lors des dernières élections, on l'a vu à l'œuvre, ce fanatisme protestant. Le docteur Bangratz a raison, les passions sectaires des protestants atteignent des proportions qui font frémir.

Je m'empresse cependant d'ajouter qu'il y a de très honorables exceptions, et il serait injuste de les passer sous silence. Dans ces derniers temps même des voix protestantes se sont élevées contre les agissements de la *Ligue évangé-*

lique, et c'est par ces protestations que je terminerai cette courte étude.

Le surintendant Hermann Opitz a publié, il y a quelques semaines, une brochure sous le titre « *Le témoignage de ma conscience* », et, dans cet opuscule, il développe en termes très élevés l'épigraphe : *Bienheureux les pacifiques.* Ce n'est pas la première fois que M. Opitz défend noblement le catholicisme contre les calomnies de ses confrères. Il l'a fait à diverses reprises et autour de lui on lui a vivement reproché sa sympathie et son esprit de justice. « Depuis de longues années, dit-il, je suis en butte à de nombreuses attaques par suite de mon attitude vis-à-vis des catholiques. C'est ce qui me détermine à m'expliquer aujourd'hui avec une entière franchise ». Le polémiste prend nettement position contre les insulteurs. « Je suis, dit-il, très catégoriquement hostile à la *Ligue évangélique*, qui ne sait qu'outrager le pape. On peut lui appliquer la parole connue : ce qui est vrai n'est pas nouveau, et ce qui est nouveau n'est pas vrai ; c'est-à-dire : ce qui est évangélique dans la Ligue appartient au patrimoine général du christianisme, et ce qu'elle y a ajouté n'est pas chrétien... La polémique où se complaît le *Bund* ne repose pas sur la vérité et elle ne vient pas de Dieu. Notre devise ne doit pas être : *par le fer et le sang*, mais : *avec le vin et l'huile* ».

Toute la brochure est conçue dans cet esprit vraiment chrétien ! Opitz ne se contente pas

d'exprimer quelques idées générales sur la paix religieuse, il se constitue hardiment l'avocat des Jésuites, si malmenés par les protestants. « Je considère, dit-il, la guerre aux Jésuites comme la honte de notre société » et il démontre sa thèse avec autant de verve que de bon sens (1).

Rapprochons de cette voix *orthodoxe* si énergique la protestation plus timide, mais intéressante quand même, d'un protestant *libéral*. M. de Gerlach, membre du Reichstag, a publié récemment dans une revue de Munich — la *Freistatt* — un article où il déclare que, jusqu'à ce jour, les protestants ont fait fausse route dans leur guerre à l'ultramontanisme. Il indique la véritable méthode suivant laquelle il faut combattre le Centre. Sa méthode ne nous intéresse guère ; ce qu'il faut noter au passage, ce sont quelques aveux significatifs qui lui échappent.

On a vu que les orateurs de la Ligue ne cessent d'appeler de leurs vœux un nouveau

(1) Tout récemment (numéro du 16 Xbre 1903) le grand organe conservateur protestant, la *Kreuzzeitung* de Berlin, s'est détachée bruyamment de la *Ligue évangélique*. Cet article est intéressant et important à bien des égards. Le publiciste qui tient la plume reconnaît que depuis quelques années l'hostilité contre le catholicisme et le Centre a augmenté dans une notable mesure, et que la Ligue est responsable de ce revirement. C'est aussi la Ligue qui, par son agitation, a empêché que dans le sein du *Conseil fédéral* il y eût une majorité pour l'abrogation de la loi d'exil des Jésuites. Le journal déclare que la méthode politique de la Ligue peut devenir un grave péril pour l'Etat et l'Eglise, et il condamne la Ligue avec une grande vivacité au risque de s'attirer une fois de plus la haine des *Bundesritter*.

Kulturkampf. Or M. de Gerlach dit en toutes lettres : « Le Kulturkampf a été la grande faute de la domination nationale-libérale ». Il le blâme donc, de même qu'il condamne la campagne menée contre la compagnie de Jésus ; il propose l'abolition de la loi anti-jésuitique.

En général, il réclame la liberté complète pour toutes les confessions et sociétés religieuses, et tourne en ridicule l'Etat prussien qui a l'outrecuidance d'accorder ou de refuser à des moines le droit de se fixer quelque part.

M. de Gerlach n'est pas favorable au cathocisme, loin de là. Il considère le Centre « comme un adversaire principiel de la pire espèce » ; mais il trouve que la guerre anti-catholique des Ligueurs est odieuse, stupide et compromettante pour le libéralisme. De ces dangereux alliés il se sépare avec ostentation et sans arrière-pensée.

Dans son article, qui a fait le tour de la presse allemande, M. de Gerlach établit un parallèle entre l'assemblée générale des catholiques allemands et le congrès de l'*evangelische Bund*. Il constate que dans les réunions catholiques règnent toujours le ton de bonne compagnie, la modération, une tactique sage et prudente ; parmi les Ligueurs, au contraire, ce sont toujours des injures, des accusations, de lourdes provocations à l'adresse du St-Siège et de l'Eglise romaine. L'observation est juste, et cette diversité d'attitude méritait d'être relevée, elle est toute à la gloire des hommes du Centre.

Des dieux que nous servons connais la différence, pourraient dire les catholiques. M. de Gerlach l'a dit pour eux aux protestants d'Allemagne. Sa voix aura-t-elle assez d'autorité pour être entendue et méditée ? On aimerait à l'espérer. Quoi qu'il en soit, tous les vrais chrétiens, tous les esprits modérés des deux confessions lui sauront gré d'avoir protesté publiquement contre les injures et la rage persécutrice de la *Ligue évangélique* (1).

(1) Pour terminer je citerai un écrivain protestant qui, sous le pseudonyme de *Pilatus*, s'est constitué l'apologiste savant et éloquent du catholicisme. Depuis plusieurs mois, il publie dans l'*Augsburger Postzeitung* une série de lettres très remarquables, intitulées *Der Jesuitenkrieg* (la Guerre aux Jésuites) et dans ces lettres il réfute avec beaucoup de verve et de savoir les calomnies et les mensonges dont les Jésuites sont victimes. Ces lettres (qui occupent le rez-de-chaussée de 44 numéros de l'*Augsburger Postzeitung*) ont fait sensation en Allemagne, de même que les études précédentes des Polonais.

Les protestants, qui connaissent Pilatus, lui en veulent à mort d'avoir ainsi pris en mains la défense du catholicisme et des Jésuites.

CHAPITRE DEUXIÈME

Les Universités et les Catholiques allemands

§ I. — *LA NOMINATION DU PROFESSEUR SPAHN A L'UNIVERSITÉ DE STRASBOURG*

Dans le courant de l'été 1901 (1), M. Varrentrapp, professeur d'histoire moderne à l'université de Strasbourg, quitta le pays d'Alsace pour aller occuper une chaire analogue à l'université de Marbourg. En vertu de son droit de présentation qu'elle exerçait depuis l'origine, la faculté de philosophie proposa au gouvernement la liste des quatre noms suivants : Marcks, Schäfer, Meinecke, Rachfahl. C'est parmi ces candidats que le Statthalter du Reichsland devait choisir le successeur de M. Varrentrapp : ainsi le voulait la tradition. Or, vers la fin des vacances, une nouvelle imprévue vint surprendre les autorités universitaires de Strasbourg. Le gouvernement nommait, il est vrai, M. Meinecke, qui est *protestant* ; mais il créait en même temps une se-

(1) Cette étude a été publiée dans le *Correspondant* au commencement de l'année 1902, peu de temps après l'affaire Spahn.

conde chaire d'histoire moderne, et celle-ci fut confiée au docteur Spahn, qui est *catholique*. La nomination de Spahn irrita vivement les professeurs de l'université alsacienne. Etait-ce parce qu'ils sont tous protestants, — sauf un, — dans une province où les 4/5 de la population professent le catholicisme ? La présence de cet intrus constituait-elle une menace à leurs yeux ? Toujours est-il qu'ils étaient résolus à se défendre énergiquement envers et contre tous. Croyant ou feignant de croire que les ministres seuls étaient responsables de ce crime de lèse-université, ils portèrent directement leurs doléances au pied du trône impérial. L'empereur avait le droit et le devoir de réparer les fautes de ses représentants.

La réponse de Guillaume II ne se fit guère attendre. Tandis que les professeurs strasbourgeois se flattaient de la douce espérance d'une prochaine victoire, le gouverneur d'Alsace-Lorraine recevait une dépêche ainsi conçue : « J'ai signé aujourd'hui les lettres patentes du docteur Spahn. Ce sera certainement un excellent professeur pour l'Université. Je me réjouis de pouvoir ainsi réaliser les vœux de mes Alsaciens-Lorrains et leur prouver, à eux et à tous mes sujets catholiques, que les capacités scientifiques, quand elles sont basées sur le patriotisme et la fidélité à l'empire, seront toujours utilisées par moi pour le bien et la prospérité de la patrie ».

Un coup de foudre en un ciel serein n'aurait

pas produit plus d'effet ! Non seulement l'empereur était d'accord avec l'administration, il insistait encore sur les motifs qui avaient inspiré sa conduite et se faisait un titre de gloire de la nomination du docteur Spahn. Quelle déception et quel écrasement ! Pouvait-on rester sous le coup d'une pareille défaite ? L'empereur aurait-il le dernier mot et les catholiques jouiraient-ils paisiblement des faveurs du souverain ? Certes, non. La science allemande, qu'on traite avec cette désinvolture, fera entendre des protestations qui étonneront l'univers.

Dans les pages qui vont suivre on tâchera de retracer les péripéties de cette campagne homérique menée contre Guillaume II.

---

§2. — *LE MANIFESTE DE MOMMSEN ; LES ADHÉSIONS DES UNIVERSITÉS ALLEMANDES*

La nomination du docteur Spahn et la dépêche explicative de l'empereur provoquèrent dans le monde des universités une colère sourde qui n'attendait qu'un moment favorable pour faire explosion. Blessés dans leur orgueil, furieux de leur échec, les professeurs ne respiraient que haine et vengeance. Mais quelle forme donner à leurs sentiments ? Comment atteindre le grand coupable sans s'exposer à des représailles ? Qui surtout oserait attacher le grelot ? On a beau avoir entassé brochures sur volumes, pénétré tous les arcanes de la nature, en un mot, être un savant, on n'est pas pour cela un héros.

Le héros cependant se trouva : ce fut le professeur Mommsen, de l'université de Berlin (1).

Mommsen passe à juste titre pour l'un des plus grands historiens allemands du dix-neuvième siècle. Son *Histoire romaine,* son *Corpus inscriptionum Latinarum,* son édition du *Liber pontificalis*, sont des monuments durables ad-

(1) On sait que Mommsen est mort au mois de novembre dernier. On lui a fait des obsèques magnifiques, et l'empereur lui-même s'y est fait représenter par l'un de ses fils.

mirés par toute l'Europe. A ces titres scientifiques s'ajoutent l'auréole des cheveux blancs — il est dans sa quatre-vingt-unième année, — et le prestige d'une longue carrière pédagogique glorieusement remplie. Le nom de Mommsen est devenu synonyme de science.

Célèbre par ses travaux d'érudition, l'historien de Rome l'est presque autant par sa prodigieuse aptitude à mettre partout les pieds dans le plat, si j'ose ainsi m'exprimer. Un de ses confrères, M. Houston Stewart Chamberlain, écrivait ces jours derniers : « Mommsen réussit à rendre mauvaise la meilleure des causes. Ses articles de journaux sont la terreur de tous les hommes de bon sens... Sourd, raide, têtu, comprenant tout de travers, le vénéré vieillard ne peut toucher à une question politique sans tout bouleverser et tout gâter ». Portrait peu flatteur sans doute, mais M. Chamberlain prouve qu'il n'est que trop fidèle !

Ce savant si brouillon s'irrite avec une extrême facilité, et quand il croit apercevoir un ennemi, il fonce droit sur lui, perdant toute mesure, oubliant toute convenance, se moquant de toute sagesse. Il y a une vingtaine d'années, il s'attira un procès retentissant parce qu'il avait injurié le prince de Bismarck dans une réunion populaire. Devant ses juges, il se défendit avec cette déclaration étonnante qu'il n'avait point visé le chancelier. Le tribunal sourit de tant de naïve inconscience et prononça l'acquittement.

Vers la même époque, Mommsen se trouvait un jour à la bibliothèque vaticane avec plusieurs autres étrangers. Tout à coup, Léon XIII fait son apparition dans la salle de travail. Comme de juste, on se lève pour saluer et honorer l'auguste vieillard ; Mommsen seul reste assis, au mépris de la plus élémentaire politesse. L'incident causa une rumeur assez vive dans les journaux de Rome. Mommsen s'excusa après coup en disant qu'il ne s'était pas aperçu de la présence du Pape. Au Vatican, on sourit et on se déclara satisfait.

C'était bien l'homme qu'il fallait pour se mettre à la tête d'un mouvement dirigé contre l'empereur. Lui seul avait assez d'audace et assez d'autorité pour tenter l'entreprise. Lorsque les aigrefins, qui voulaient organiser le coup sans se compromettre eux-mêmes, lui proposèrent le rôle bruyant de sonnailler, il accepta avec un juvénile empressement. De ce style emphatique qu'il a emprunté à son ennemi personnel, Cicéron, il écrivit un ronflant manifeste destiné à sauver la science et à effrayer le gouvernement. « Dans les milieux universitaires, dit-il, on a le le sentiment que nous subissons une dégradation. Notre force, c'est la recherche libre et désintéressée, une recherche qui ne se laisse pas tenir en lisière par le parti-pris et les préjugés, et qui ne s'abaisse pas à des complaisances politiques, mais accepte en toute sincérité les conclusions de la logique et de l'histoire, — en un

mot, la véracité. — C'est de l'amour de la vérité que s'autorise notre estime de nous-mêmes, notre honneur professionnel, notre influence sur la jeunesse. C'est de lui que procède la science allemande, qui a contribué si noblement à la grandeur et à la puissance du peuple allemand. Celui qui y touche met la hache à la racine de l'arbre géant, sous l'ombre protectrice duquel nous vivons, et qui offre ses fruits à l'admiration de l'univers.

« Ce coup de hache, c'est la nomination de tout professeur d'université dont le libre examen est étroitement limité. Le parti-pris religieux est le plus mortel ennemi des universités. Choisir un professeur d'histoire, de philosophie, qui *doit* être catholique ou protestant, qui *doit* rendre des services à sa confession, qu'est-ce faire, en vérité ? C'est imposer au nouveau maître l'obligation d'arrêter son activité scientifique là où les conséquences cesseraient de s'accorder avec un dogme religieux ; c'est interdire à l'historien protestant de mettre en pleine lumière la prodigieuse œuvre intellectuelle de la Papauté comme à l'historien catholique d'apprécier à leur juste valeur les profondes pensées, la portée immense de l'hérésie et du protestantisme. Cruel témoignage de misère que les confessions se rendent à elles-mêmes lorsqu'elles défendent à leurs fidèles de s'instruire chez un professeur d'une autre religion, lorsqu'elles leur enjoignent, comme unique moyen de salut, de se boucher

les oreilles. Il y a là un danger qui menace les universités et la nation. Au début, le chancre peut être extirpé ; plus tard, le mal est inguérissable.

« Puisse le jeune homme qu'une vocation universitaire amène sur ce terrain difficile, se souvenir toujours que la première condition d'un réel succès est le courage de la véracité ! Qu'on le sache, le fanatique incapable de saisir le vrai n'a rien à faire à l'université, et encore moins le savant dont la religion est essentiellement *ministérielle.* Sans doute, ses travaux scientifiques peuvent être très remarquables ; mais il doit se résigner à être honteux de lui-même. Il n'inspirera aucune estime à ses collègues ni à des jeunes gens fort sensibles à la beauté morale.

« Pour éviter toute méprise, ajoutons qu'ici nous n'envisageons que la question des principes : est-il juste de disposer des chaires d'université (en dehors des facultés de théologie) d'après des considérations religieuses et en violant la liberté de conscience ? Quelle est, dans chaque cas particulier, l'attitude du nouveau professeur vis-à-vis de sa religion, dans quelle mesure il *veut, doit* ou *peut* être catholique ou protestant, ces problèmes n'ont pas à être soulevés. L'atteinte portée à l'indépendance des universités reste la même : peu importe que, dans la pratique, elle vise l'une ou l'autre confession, l'une ou l'autre tendance.

« Puissent ceux qui sont appelés à décider

de la nomination des professeurs demeurer convaincus que la recherche désintéressée, c'est-à-dire la droiture et la véracité du savant, constituent le palladium de l'enseignement universitaire ! Puissent-ils se garder de cette défaillance, qui ne saurait être pardonnée, du péché contre le Saint-Esprit !... »

Cette page, qu'il a fallu citer tout entière, n'est pas d'un style très lumineux ; mais elle est claire tout de même, si claire que la presse de Berlin ne se souciait point de la publier. Ce fut un journal de Munich — les *Neuesten Nachrichten*, qui lança la protestation du vieil historien. S'il est dangereux de critiquer les actes de l'empereur dans le voisinage du palais impérial, on peut impuuément se donner ce luxe dans la capitale des Wittelsbach. La prose solennelle de Mommsen n'eut rien à craindre dans les colonnes des *Neuesten Nachrichten*.

La lettre parut vers le milieu du mois de novembre. Ce fut aussitôt du délire dans les milieux savants de Munich. Dès le 16 novembre, quatre-vingt-cinq *professeurs ordinaires* de l'université, — à peu près tous, — envoyèrent une adresse de félicitations à Mommsen.

« Au soir d'une vie glorieuse, dirent-ils, d'une vie vouée au culte de la science, vous faites une déclaration vive, franche, audacieuse, comme toute votre œuvre, si grande devant l'univers. Quel est le legs précieux de nos nobles ancêtres, le principe dont vit la science et qui fait la su-

périorité des universités allemandes sur celles du monde entier ? L'impartialité des recherches scientifiques. Vous exprimez le vœu que cette impartialité ne reçoive aucune atteinte de nos successeurs. Convaincus que nous avons le devoir de veiller jalousement sur un tel héritage, nous vous disons de tout cœur : Merci ! »

Ce merci, dont ils étaient exclus, empêcha de dormir les professeurs *extraordinaires* et les *Privat-docenten* de l'université munichoise. Le 27, ceux-ci écrivirent de leur côté au « Nestor des universités allemandes » pour lui témoigner leur enthousiaste gratitude. Voici leur dépêche, dont le style manque peut-être un peu de simplicité :

« Des considérations étrangères à la science ne doivent pas influer sur le choix des professeurs : ce principe, vous l'avez proclamé avec la grande autorité qui s'attache à votre nom. Vous nous invitez à sauvegarder l'indépendance de nos recherches et de notre enseignement comme le palladium de notre vie intellectuelle. Cet appel a retenti dans tous les milieux où l'amour de la vérité préside aux travaux scientifiques. La vaillante parole que vous avez prononcée pour la défense de la liberté scientifique nous a tous fait vibrer. Puisse notre reconnaissance vous en fournir la preuve ! »

Le branle était donné ; les deux autres universités de la Bavière suivirent l'exemple de Munich. Le 23 novembre, les 31 professeurs de

celle d'Erlangen annoncèrent à Mommsen que « ses paroles courageuses avaient trouvé un puissant écho parmi eux ». La veille, 33 professeurs de Wurzbourg lui avaient adressé leur chaleureuse adhésion et protesté éloquemment contre « la dépendance confessionnelle qui menaçait les universités ».

Après la Bavière, ce fut le tour de la Saxe. 49 professeurs de l'université de Leipzig déclarèrent que « la liberté de la science n'admettait aucune barrière », qu'on « repoussait l'ingérence du dehors, d'où qu'elle vînt ». — « Dans la lutte pour la liberté de la science, nous serons avec vous ».

Ainsi parlaient également 40 professeurs de l'université de Giessen, dans le grand-duché de Hesse-Darmstadt. Partout la même phraséologie creuse sur les recherches libres, sur le palladium de la science, sur l'intervention abusive de la confessionalité.

Dans le grand-duché de Bade, il y a deux universités : Heidelberg et Fribourg. Heidelberg, avec ses 58 professeurs, fut une des premières à louer « la jeunesse pleine de verve, le courage intrépide » avec lesquels Mommsen est entré dans la lice quand il s'est agi de défendre les droits de la science allemande » !

A Iéna, dans le duché de Saxe-Weimar, 34 professeurs des diverses facultés, « effrayés du danger que court la science », annoncent à Mommsen qu'ils « combattront courageusement

à ses côtés pour défendre l'idéal de la liberté » !

L'enthousiasme n'exclut pas la prudence. Les universités prussiennes, — trop rapprochées de l'empereur, — laissèrent d'abord les Bavarois, les Saxons, les Badois, les Weimariens, les Hessois, jeter toutes leurs flammes et attendirent les premiers résultats de la Fronde scientifique. Qu'est-ce qui allait se passer à Berlin ? Comment Guillaume II prendrait-il ces taquineries de professeurs colériques ? On l'ignorait et on s'imposait une sage réserve dans « le royaume de la crainte de Dieu ». Contre toute attente, le souverain assista avec une tranquillité méprisante à cette tempête qui agitait la mare pédagogique. Il n'y eut point de martyrs de la science.

La certitude de ne courir aucun péril, — on pourrait dire l'espoir de l'impunité, — entraîna à leur tour les universités prussiennes dans la révolte ouverte. L'extrême Nord donna le signal du dégel. Les 55 professeurs de l'université de Kiel protestèrent avec Mommsen contre « une nomination qui constitue un danger pour le principe de la libre recherche ». — « Point de chaires nouvelles, s'écrièrent-ils, si elles doivent revenir à une confession déterminée ».

L'université de Breslau fournit également son contingent à l'armée des protestataires. 36 professeurs sur 64 élèvent la voix en faveur « de la libre recherche qui écarte les idées préconçues ». Cette adresse a cela de piquant qu'elle est signée

par plusieurs professeurs de théologie. Etrange théologie, celle qui n'a point de base dogmatique !

A l'université de Koenigsberg, on hésita quelque temps avant de prendre un parti. Finalement, 47 professeurs ordinaires, extraordinaires et *Privat-docenten* se décidèrent à envoyer des félicitations et des promesses à Mommsen.

Plus difficile encore fut l'entente à l'université de Bonn. Comment attaquer, — même indirectement, — un acte de l'empereur dans une ville où le kronprinz fait ses études ? Même si les professeurs partageaient la manière de voir de Mommsen, le sentiment des convenances les empêchait de rédiger ou de signer une adresse frondeuse. Ainsi en jugeaient la plupart d'entre eux, et ils prirent la résolution de s'abstenir. Il n'y en eut que 33, — sur 100, — qui passèrent outre et se rangèrent autour de Mommsen.

Goettingue et Marbourg complétèrent la série des universités prussiennes qui prirent part à ce qu'on a appelé le « *Mommsen-Rummel* ».

A l'université de Strasbourg revenait naturellement une place privilégiée dans la grande bataille. N'étaient-ce pas son honneur et sa liberté qu'on défendait contre les empiètements de l'empereur ? N'était-ce pas pour elle que Mommsen avait pris la plume, j'allais dire l'épée de combat ? Les professeurs de Strasbourg auraient donc dû être les premiers à se mettre aux ordres du généralissime de la science libre. Pourquoi

préférèrent-ils jouer le rôle du fameux *Landsturm* de *Kraehwinkel ?* L'explication est très simple, ils l'ont fournie eux-mêmes. On se battait pour eux, ils trouvaient inutile de s'en mêler. A la fin de novembre, ils écrivirent à Mommsen : « Votre manifeste en faveur de la liberté exprimait si bien nos sentiments que nous avons d'abord jugé inutile de rien ajouter à vos paroles retentissantes. Depuis, vos courageuses déclarations ont trouvé un écho enthousiaste dans la plupart des milieux universitaires ; mais, ailleurs, on les a mal interprétées et on les a combattues. Ces circonstances nous obligent à vous dire que nous vous avons bien compris. Soyez-en assuré, vos paroles et l'adhésion que leur ont donnée nos universités ont fortifié notre courage et éclairé notre conscience. Nous lutterons sans défaillance pour l'idéal de la recherche libre, étrangère à tout parti-pris. Puissions-nous conserver longtemps encore le guide précieux qui montre le chemin de l'honneur à tous les maîtres des universités allemandes ! »

Cette démarche un peu tardive des Strasbourgeois causa un plaisir très vif à M. Mommsen. C'était comme s'il avait retrouvé un corps d'armée disparu sur lequel il n'osait plus compter. La harangue qu'il leur envoya le 1er décembre déborda d'espérance, de tendresse, non sans une fine pointe de mélancolie.

« Votre université, leur écrit-il de Charlottenbourg, a un devoir particulièrement difficile à

remplir, elle qui méritait plus de bienveillance que toute autre. De cruelles épreuves vous sont imposées ; il faut les supporter avec patience. Pour votre consolation, songez à tous ceux qui, hors d'Alsace, sont de tout cœur avec vous, à ceux qui parlent comme à ceux, plus nombreux, qui gardent le silence ».

---

§ 3. — *LA PROTESTATION DU PROFESSEUR MICHAELIS DE STRASBOURG — LES ATTAQUES DU PASTEUR NAUMANN ET DU PROFESSEUR NIPPOLD*

Le silence ! Voilà ce que M. Mommsen supporte le moins, et comme il a donné le signal et le ton des explications, il y a, depuis deux mois, un déluge de paroles professorales à travers toute l'Allemagne. On ne peut ouvrir ni un journal ni une revue sans y trouver quelque long et lourd article consacré à la science libre ou à l'ingérence cléricale. Avec les chefs-d'œuvre épars de cette prose aussi docte qu'indignée, on remplirait de gros in-folios.

Je n'essaierai pas de résumer ces polémiques universitaires, où la crainte du Seigneur se mêle dans une si heureuse proportion à la sainte liberté des enfants de l'*Alma Mater*. Le lecteur ne me saurait aucun gré de ce travail ennuyeux. Qu'il me suffise de citer l'un ou l'autre article qui aura une valeur en quelque sorte représentative, ou qui sera conçu en termes moins savamment et moins systématiquement obscurs.

Un des plus étranges est sans contredit celui que le professeur Michaelis, de Strasbourg, a publié dans le *Lotse* de Hambourg. Doyen de la

faculté de philosophie, M. Michaelis a pour domaine ordinaire l'archéologie où il excelle, s'il faut en croire les juges compétents. Il vivait tranquillement dans le passé et ne songeait pas à mal quand est survenu l'événement lamentable qui a mis l'Allemagne en émoi.

C'était dans la douceur d'une paisible nuit ; M. Michaelis se trouvait en vacances comme tous ses collègues et jouissait de l'agréable fraîcheur des montagnes. « Tout à coup, — c'est presque le songe d'Athalie, — le curateur de l'Université de Strasbourg nous surprit par l'annonce de la nomination simultanée de deux professeurs d'histoire, M. Meinecke et M. Spahn. Rien ne justifiait ce dédoublement de la chaire d'histoire moderne. Un seul professeur suffisait et nous avions proposé une liste de candidats qui offraient toutes les garanties que l'on pouvait souhaiter ». Hélas ! on n'en a pas tenu compte. La violence est donc évidente et la faute très grave. On a rompu avec les glorieuses traditions de l'université de Strasbourg qui, jusqu'à présent, choisissait librement ses professeurs. A qui la responsabilité de cette rupture ? M. Michaelis n'hésite pas : le coupable est à Berlin. « C'est le régime prussien qu'on a introduit dans notre université. La personnalité dirigeante de l'instruction publique en Prusse a collaboré à cette innovation, bien que le ministère prussien n'ait officiellement rien à faire avec le *Reichsland* ». M. Michaelis trace d'une plume émue le

tableau des ravages terribles que ce bureaucrate prussien a déjà causés dans les universités. Cela fait frémir. «... Le droit de présentation est devenu illusoire ; la tyrannie ministérielle gouverne les hautes écoles ; les moyens dont on use sont la grossièreté, les intimidations, les menaces, les *reverses* qui limitent la liberté des professeurs. Plus de confiance réciproque, rien que la force matérielle. *Vestigia terrent*... Qui donc oserait reprocher aux professeurs de Strasbourg d'envisager avec inquiétude cette ingérence prussienne (*Einwirkungen von drüben*) ? » — A Berlin, on ne se contente pas de supprimer les privilèges des universités, on y introduit, en outre, la politique confessionnelle en nommant à la fois un professeur *protestant* et un professeur *catholique*. Et dans quel but ? Nul doute ; on a voulu donner satisfaction aux exigences ultramontaines, au centre catholique, qui est le parti le plus important des Chambres... Nous avons tenu à dénoncer l'immense péril que créait cette condescendance, et nous nous sommes adressés directement à l'empereur ». — « Ce qui est en cause, c'est la liberté même de la science. L'historien catholique n'est pas libre et ne peut pas l'être ; il ne saurait donc avoir les mêmes droits à l'université ! »

En terminant, M. Michaelis s'écrie d'un ton pathétique : « L'université de Strasbourg, cette fière création de notre premier empereur, est devenue une denrée commerciale avec laquelle on

achète le centre et le clergé catholique d'Alsace-Lorraine. Où allons-nous ? »

Cette mercuriale, dont nous avons à peine effleuré le contenu, a été reproduite et commentée par toute la presse allemande ; ce qui prouve que l'oppression prussienne n'est pas aussi forte que M. Michaelis le prétend.

Le collaborateur strasbourgeois du *Lotse* cultive le genre véhément, comme on vient de le voir. Dans la *Zeit*, le pasteur protestant Naumann essaie de manier l'ironie et, plus courageux que M. Michaelis, il prend pour cible la personne même de l'empereur.

« *L'empereur fait tout*, dit-il. Il donne à l'université le docteur Spahn, il donne au *Friedrichshain* un projet de fontaine monumentale ; il n'est pas seulement généralissime des armées de terre et de mer, chef suprême de la politique extérieure, protecteur suprême de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, évêque suprême de l'Eglise évangélique ; non, il est de plus directeur suprême des arts et des sciences. A ses pieds sont prosternés Arès, Athénée, Poseidon, Apollon et toutes les Muses. Il a du temps pour toutes choses, et ses ministres sont réduits au rang de simples manœuvres. Du fond des siècles remonte le mot célèbre : « L'Etat, c'est moi... » Cette activité universelle présente un danger énorme. Certes, on ne me soupçonnera pas d'être trop peu impérialiste. Je considère l'époque de Guillaume II comme une nécessité, mais il ne

faut pas que cette époque voie périr toute énergie gouvernementale chez le peuple allemand. L'empereur représente l'ensemble de la nation au dehors. A cet effet, on lui remet hommes et argent entre les mains. Mais quand il s'agit des universités ou du budget d'une ville, l'argent ne lui est pas confié pour que toute autre volonté que la sienne soit supprimée dans le pays. A supposer même qu'il eût raison dans l'affaire Spahn, — cela est possible, mais nullement certain, — l'autorité impériale ne peut que perdre en s'attachant à de petites choses ».

Il était imprudent de s'attaquer au directeur ministériel, M. Althoff, comme l'a fait le professeur Michaelis ; il était dangereux de prendre à partie l'empereur Guillaume, comme l'a fait le pasteur Naumann. Le professeur de théologie Nippold, de l'université d'Iéna, trouva un terrain plus sûr et plus propice ; il tourna ses armes contre l'Eglise catholique. Quand on peut choisir ses adversaires, il vaut mieux se ruer sur ceux qui ne disposent pas du bras séculier.

Le procédé n'est peut-être pas très héroïque, mais l'avantage est indéniable. Sous le titre : *Historiens infaillibilistes ou catholiques*, le théologien protestant Nippold, publia dans les *Neuesten Nachrichten* de Munich (5 décembre), un article plein de fiel, plein de mauvaise foi aussi. Quelques petits fragments de cette étude édifieront le lecteur sur les visées et les tendances du professeur d'Iéna.

A Dieu ne plaise que M. Nippold condamne l'Eglise catholique en général ou qu'il la considère comme l'ennemie du progrès! Il fut un temps où les savants catholiques avaient leur place marquée au soleil de la science allemande. C'était avant le concile du Vatican. Mais le dogme de l'infaillibilité a tout changé, tout anéanti ! « Ceux qu'avant le concile on nommait les grands historiens catholiques, ont joué dans l'Université un rôle très important et très original. Il suffit de rappeler les noms de Cornelius et de Kampfschulte. Ces deux professeurs de la faculté de philosophie figurent tout naturellement à côté des admirables historiens de l'Eglise : Doellinger, Reusch, Langen, Friedrich, Baltzer, Reinkens, Weber, et tant d'autres théologiens qui seront dans l'avenir la gloire de l'Eglise catholique. Il faut leur adjoindre maint historien qui n'a pas appartenu à l'Université, par exemple, Zwirngiebl et Stumpf. Et peut-on oublier l'historien du droit canonique, M. de Schulte ? Tous ces hommes ont été des historiens catholiques fidèles à leurs convictions ».

La tendresse de M. Nippold pour tous ces *savants catholiques* vous étonne peut-être. En effet, on n'est pas habitué à entendre les théologiens protestants parler sur ce ton attendri de nos historiens catholiques. L'explication de la largeur d'esprit de M. Nippold est très simple. *Tous* les noms qu'il vient de citer sont des noms d'*apostats*. M. Nippold les aurait-il également éle-

vés jusqu'aux nues s'ils étaient restés fidèles à l'Eglise ?

Citons encore un court passage de son article : « Nous l'oublions trop facilement aujourd'hui, le concile du Vatican a proclamé quelques dogmes nouveaux. Leurs conséquences apparaissent chaque jour plus clairement, surtout depuis l'encyclique de Léon XIII sur saint Thomas. Ou bien dites-moi quelle est la situation des historiens catholiques actuels qui ne veulent pas laisser les Monsignori de l'Index donner une tournure orthodoxe à leurs œuvres et qui ne savent pas se soumettre avec toute l'humilité désirable ? Est-il besoin de rappeler comment on a traité le professeur Schell, de Wurzbourg, le professeur Funck, de Tubingue, et (malgré son hymne en l'honneur de l'Inquisition) le professeur Schrörs, de Bonn ? »

Est-ce assez clair ? Schell, Funck, Schrörs (auxquels il joint Kraus, de Fribourg), sont les seuls savants catholiques qui trouvent grâce aux yeux de Nippold. Contre les autres, l'ostracisme de Mommsen est parfaitement justifié. Pourquoi M. Nippold accorde-t-il une situation privilégiée à ces quelques savants catholiques ? Leur fait-il l'injure d'espérer qu'ils ressembleront un jour à la génération précédente qui marchait sous la bannière de Doellinger ? Rien ne l'autorise, — pas même les conflits avec l'Index, — à penser si bassement de ces philosophes ou de ces historiens.

Il est superflu de citer d'autres échantillons des articles violents ou sournois dirigés contre l'empereur, le gouvernement, la science catholique, à propos de la nomination de Spahn et de la lettre de Mommsen. Tout ce qu'on a écrit à ce sujet se rattache à l'un des trois genres personnifiés par Michaelis, Naumann et Nippold. Avec des dosages un peu différents, ce sont partout les mêmes arguments quand ce ne sont pas les mêmes injures ou les même perfidies.

---

§ 4. — *LETTRES DES PROFESSEURS CATHOLIQUES HERTLING, WILLMANN, GRAUERT*

Le *pronunciamiento* universitaire dont nous venons d'esquisser les principaux actes visait à la fois le gouvernement et les savants catholiques. On en voulait au ministre, ou plutôt à l'empereur, — d'avoir nommé le docteur Spahn, et à la science catholique d'avoir triomphé dans la personne du jeune professeur. Avec quelle âpreté le combat fut mené, nous l'avons vu dans les pages qui précèdent.

Les savants catholiques ne pouvaient rester sous le coup des imputations odieuses dont ils étaient l'objet. La nécessité de se défendre s'imposait. Ce fut le baron de Hertling qui ouvrit le feu. Membre du Sénat bavarois, député au Reichstag allemand, président de la Société Goerres, philosophe de profession, diplomate au besoin, écrivain habile et orateur toujours écouté, M. le baron de Hertling était le champion désigné pour relever le gant jeté à la face des catholiques par l'illustre historien de Berlin. Il le fit avec toute la distinction d'un grand seigneur et toute la supériorité d'un vrai savant.

Quoique Mommsen soit professeur à Berlin,

l'assaut livré au catholicisme était parti de Munich. M. de Hertling descendit dans l'arène qu'avaient choisie ses adversaires, et sa lettre de protestation parut dans les *Neuesten Nachrichten*. Il l'adressa au recteur de l'université, le célèbre économiste Lujo Brentano. Le hasard le servit à merveille. En effet, on sut dans la suite que le « cousin » Lujo avait été l'âme du complot implacable ourdi contre les savants ultramontains. Comme le disait le *Berliner Local-Anzeiger* en son langage pittoresque : « *Lujo ist der Macher von's Janze* ».

D'où vient à M. Brentano, qui est né dans la religion catholique, cette antipathie profonde pour le catholicisme? Subit-il l'influence de son frère l'apostat, qui est sorti de l'Église avec tant d'ostentation ? On sait que celui-ci a la haine de ses anciens coreligionnaires et que

...son impiété
Voudrait anéantir le Dieu qu'il a quitté.

Si ce prêtre marié avait la main dans l'affaire, tout s'expliquerait et l'attitude de l'éminent recteur de l'université munichoise n'aurait plus rien d'énigmatique.

M. de Hertling, — je n'ai pas besoin de le faire remarquer, — ne s'occupe pas de ces détails personnels. Sa lettre, que nous allons reproduire, entre immédiatement au cœur de la question.

« Mon cher Lujo, tu m'as très aimablement envoyé la déclaration de Mommsen et l'adresse

préparée par nos collègues d'ici : merci de tout cœur. J'ai vu dans cette démarche une preuve de ta loyauté, car tu n'as certes pas espéré obtenir mon adhésion ni celle du professeur Grauert.

« Sur la question si grave qui a été posée, permets-moi de dire mon sentiment. En lisant la déclaration de Mommsen, je suis choqué dès l'abord par la phrase qui a trait *à la recherche impartiale.* Il suffit d'avoir étudié la théorie de la connaissance et la méthodologie pour savoir que cette *Voraussetzungslosigkeit* n'est pas possible : toute science est fondée sur nombre d'*idées préconçues.* Sans doute, quelques lignes plus loin, l'impartialité est identifiée avec la véracité, mais l'équivoque n'est point dissipée ; suivant Mommsen, cette véracité s'oppose au mépris de la vérité chez ceux qui ont une autre conviction que la sienne : accusation que je repousse avec énergie.

« Mommsen s'élève contre la nomination d'un professeur d'histoire ou de philosophie qui *doit être catholique.* On le sait, les statuts des universités de Bonn et de Breslau l'exigent depuis près de cent ans pour une chaire spéciale de philosophie ; voilà cinquante ans qu'une chaire d'histoire catholique existe dans les mêmes universités (Ordonnances de Raumer). Peut-on dire qu'il s'agisse d'une nouveauté ? Et pourquoi se mettre tout à coup à dénigrer publiquement un système qui fonctionne depuis de si longues an-

nées, sans avoir été jamais attaqué ? Mommsen commente ainsi la nomination d'un professeur catholique. « Le nouveau maître a l'obligation d'arrêter son activité scientifique là où les conséquences cesseraient de s'accorder avec un dogme religieux ». Je proteste contre une telle assertion au nom de tous nos collègues qui partagent nos croyances. Je m'y crois d'autant plus autorisé que, par la parole et par la plume, j'ai toujours défendu l'indépendance de la science catholique. Lorsque nous avons à établir des faits, nous ne nous préoccupons que des lois de la science. Personne ne songe à demander qu'à un chimiste protestant on adjoigne un collègue catholique. Mais les philosophes et les historiens n'ont pas seulement à établir des faits. Tout le monde sait qu'ici la personne du savant et du professeur joue un rôle ; quelle importance n'ont pas ses principes métaphysiques et ses idées religieuses ! Nous demandons qu'à côté de plusieurs collègues protestants un professeur catholique puisse enseigner l'histoire et la philosophie. Est-ce désirer autre chose, sinon qu'on accorde une place aux idées catholiques dans les sciences où elles ont l'occasion de s'affirmer ? En faisant droit à notre requête, on ne porte aucune atteinte à la dignité des universités allemandes. L'amour de la vérité n'aurait à souffrir que s'il existait des savants capables d'accepter une chaire catholique, sans être sincèrement et profondément attachés à leur religion.

« Telles sont les réflexions que me suggère la déclaration de Mommsen. Mes amis et moi nous aurons à décider s'il convient d'y répondre par une adresse publique. Je le regretterais, car j'ai toujours cherché à éviter les manifestations qui peuvent troubler l'union entre collègues, mais je ne sais s'il nous sera possible d'accepter en silence les affirmations de Mommsen.

« Merci encore pour ta communication amicale et bien à toi. »

La manifestation collective dont parle M. de Hertling ne fut pas jugée nécessaire. Les professeurs catholiques se contentèrent de publier individuellement des articles et des lettres de protestation.

Deux universités de la monarchie austro-hongroise, Vienne et Innsbruck, s'étaient solidarisées avec les universités allemandes et avaient envoyé leurs félicitations à M. Mommsen. Il était tout naturel qu'un catholique autrichien rompît une lance contre le Nestor de la science allemande. Le docteur Otto Willmann, de l'université de Prague, prit en main la cause de ses collègues catholiques. Il envoya à la *Germania* de Berlin un article intitulé : *Audiatur et altera pars,* qui combat éloquemment les théories et les accusations de Mommsen.

M. Willmann est philosophe comme le baron Hertling ; sans avoir la grande notoriété de son collègue de Munich, c'est un professeur très connu et très estimé dans le monde des lettres.

Avec une ironie cinglante, M. Willmann réfute les prétentions injustifiées de la science libre et montre tout ce qui se colporte de marchandises frelatées sous le pavillon de Mommsen.

« On a repoussé la philosophie chrétienne, dit-il, parce qu'en réalité on en a peur. Il y a longtemps que nos ennemis ont proclamé sa mort : elle vit cependant, et c'est ce qui les tourmente. Qu'arriverait-il, en effet, si par hasard elle avait plus de vitalité qu'on ne suppose? Si un brillant avenir lui était réservé ? Vite, fermons-lui la porte des universités pendant qu'il en est temps encore. Nous ne pouvons l'oublier, les universités sont l'œuvre de cette philosophie chrétienne qui est notre mortelle ennemie. Sans doute, elles sont aujourd'hui transformées, refaçonnées, désinfectées ; mais il faut se méfier quand même, les souvenirs de jeunesse pourraient se réveiller en elles. Voilà pourquoi l'Etat a l'obligation d'intervenir, d'écarter l'ennemi. L'Etat libéral n'est-il pas l'un des corollaires de la science libre ? Malheureusement les hommes d'Etat l'oublient parfois, et alors ils condamnent les universités à subir le sentiment de la dégradation...

« En excluant presque toujours les catholiques des chaires de philosophie, les professeurs d'université ne se préoccupent pas uniquement des libres recherches ou de l'amour de la vérité. Ils ont à leur tour des *idées préconçues* qui déterminent leur ostracisme ».

Tous les systèmes philosophiques ont obtenu droit de cité dans les universités allemandes. « Un seul est proscrit ou toléré avec peine, comme le dit très bien M. Willmann, c'est la philosophie chrétienne ». Au fond, on n'en veut qu'au christianisme. Cette proscription est souverainement injuste. On reproche aux catholiques d'avoir des conceptions aprioristiques, qui empêchent la vérité de se manifester. Mais quel est le savant auquel on ne puisse, dans une certaine mesure, adresser le même reproche ?

C'est la question qu'examine M. Grauert, de Munich, dans une lettre spirituelle et savante qu'il adresse à son collègue M. de Heigel. Personne n'était plus autorisé que M. Grauert à prendre la parole dans ce débat. Professeur à l'université de Munich depuis dix-sept ans, il y a acquis un juste renom par ses travaux scientifiques, et une légitime popularité par le dévouement inlassable qu'il a voué aux étudiants. Son visage souriant, où se reflète une âme admirablement équilibrée, son éloquence persuasive et entraînante, l'enthousiasme avec lequel il sait ressusciter le passé, l'étendue et la solidité de ses recherches, ses vues si larges et si fécondes, son idéalisme juvénile, tout concourt à faire de lui un des maîtres les plus aimés de l'université de Munich. Il avait le droit de justifier la présence des historiens catholiques dans les universités allemandes. Son plaidoyer est trop long pour être traduit intégralement. Du

moins on nous permettra d'en donner une des pages les plus piquantes et les plus caractéristiques.

« ... Dans maint domaine de la science, surtout dans les questions de métaphysique ou d'histoire, le système philosophique *(Weltauschauung)* du professeur n'est pas indifférent ; de toute nécessité il influe sur ses travaux et son enseignement. Si, par exemple, un philosophe ou un historien procède de Nietzsche, les idées du maître marqueront de leur empreinte toute l'œuvre du disciple... Houston Stewart Chamberlain a eu beau rappeler dans sa prose magnifique *cette vocation des Germains qui a sauvé le monde,* beaucoup d'entre nous restent fascinés par les théories historiques de Nietzsche. Suivant le maître, les Germains appartiennent aux tardigrades qui ont voulu renverser de fond en comble l'incomparable empire romain, bâti *sub specie æterni...* Nietzsche blâme sévèrement les historiens allemands qui font passer Rome pour le siège du despotisme, les Germains pour les restaurateurs de la liberté. « Il n'y a aucune différence, s'écrie-t-il, entre cette assertion et un mensonge. »

Que penserait Mommsen de professeurs allemands qui seraient les adeptes et les propagateurs de telles doctrines ? L'historien de Rome serait bien obligé de protester, si nos professeurs voyaient, comme Nietzsche, dans l'Eglise chrétienne, « un abîme de corruption », dans le chris-

tianisme « le grand blasphème, la dépravation consommée, l'inspiratrice de toutes les cruelles vengeances, qui ne trouve aucun moyen assez venimeux, perfide, lâche, bas », et d'un mot « la souillure ineffaçable de l'humanité » !

Que dirait Mommsen si des professeurs allemands empruntaient à Nietzsche ses jugements sur la Renaissance ? *César Borgia, pape*, le prophète moderne s'est pris à contempler cette figure fantastique qui lui paraissait d'une beauté surhumaine, d'une perversion exquisement raffinée, « d'une magie à la fois diabolique et divine ». Luther, par contre, est pour lui « le moine pétri de haine, le prêtre qui a eu des déboires, le premier impie qui se soit insurgé contre la Rome de la Renaissance ».

« Ah ! ces Allemands, s'écrie pathétiquement notre prophète, ce qu'ils nous ont déjà coûté ! » ... « Oui, ce sont mes ennemis mortels : je méprise l'impureté de leurs pensées et de leurs actions ; ce sont des lâches qui ne savent jamais dire *oui* ou *non*. Voilà bientôt mille ans qu'ils corrompent tout ce qu'ils touchent. Ils ont sur la conscience une forme de christianisme plus monstrueuse que les autres ».

Des insultes pareilles, le peuple allemand ne pourrait les tolérer sur les lèvres de ses maîtres que s'il renonçait au christianisme et à lui-même. Heureusement nous n'en sommes pas là. Mommsen lui-même et mes quatre-vingt-six collègues de Munich s'efforceraient de lutter contre un tel

enseignement, et demanderaient l'érection de nouvelles chaires destinées à des savants d'idées moins radicales.

Pourquoi ai-je cité ces audacieuses affirmations de Nietzsche ? C'est pour donner une idée de la variété des systèmes philosophiques qui sollicitent l'adhésion du savant moderne. Qu'est-ce que le Christ et qu'est-ce que son Eglise ? Question qui passionne les peuples d'Europe et d'Amérique, l'humanité tout entière ! problème angoissant que se posent tous les hommes au fond de leur cœur ! Aujourd'hui comme jadis il divise les esprits ; il ne peut pas laisser la science indifférente. L'histoire et la philosophie surtout ont à s'en préoccuper. A côté de sa valeur scientifique, la *personne* du philosophe ou de l'historien, son caractère, ses principes métaphysiques, ont donc leur très réelle importance. Dans nos Etats si divisés religieusement, le gouvernement a d'excellentes raisons pour vouloir que l'Université fasse leur part à toutes les opinions religieuses. S'agit-il d'un pays en majorité catholique comme la Bavière ? L'intolérance nuirait gravement aux intérêts universitaires ».

D'autres savants catholiques ont fait entendre leurs protestations après MM. Grauert et de Hertling ; tel, par exemple, leur collègue de Munich, M. de Mayr, ancien sous-secrétaire d'Etat en Alsace-Lorraine. Mais comme ils n'ont apporté aucun point de vue nouveau dans le débat, ce serait s'exposer à des redites oiseuses

que d'analyser leurs lettres ou de reproduire leurs arguments. Mieux vaut donner audience à des professeurs protestants, dont la parole aura d'autant plus de poids qu'ils sont moins suspects de cléricalisme. Au milieu de l'ébullition générale, quelques-uns d'entre eux ont gardé leur sang-froid et ils ont eu le courage d'envisager la question avec toute l'objectivité qu'on a le droit d'attendre d'un esprit scientifique. Leur témoignage vaut la peine d'être enregistré.

---

§5. — *PROTESTATIONS DE QUELQUES PROTESTANTS LE DOCTEUR RADE, LES PROFESSEURS HARNACK ET PAULSEN*

Le docteur Rade, de Marbourg, qui dirige la *Christliche Welt*, part de l'existence des facultés de théologie pour montrer que M. Mommsen se meut dans le domaine chimérique du rêve. « La parenthèse de Mommsen, dit-il, *en dehors des facultés de théologie*, parenthèse sur laquelle le lecteur est prié de glisser aussi rapidement que l'écrivain, en dit plus long que des volumes. L'existence même de ces facultés de théologie, — protestantes et catholiques, — prouve combien la situation de nos universités actuelles est complexe ; combien il est impossible de parler de « science sans idées préconçues ». Notez que je ne fais même pas mention des deux universités de Rostock et de Halle qui sont régies par des constitutions strictement luthériennes... Par ces mots, « en dehors des facultés de théologie », Mommsen a détruit sa propre thèse, rendu vaine et illusoire toute son argumentation... Une fois de plus, il a été victime de ses phrases sonores ».

Le plus grand des théologiens protestants

d'Allemagne, le professeur Harnack, de l'université de Berlin, n'est pas moins sévère pour Mommsen que le docteur Rade.

« Il y a du bon, dit-il, dans la lettre de Mommsen, mais je lui oppose la thèse suivante : *un historien n'a jamais assez d'idées préconçues.* Pour que ses jugements aient une autorité réelle, il faut que son expérience soit riche et solide, son système philosophique souple et large, fait de convictions profondes, d'ardente et généreuse passion... Voudriez-vous que l'esprit de l'historien ressemblât à une feuille de papier blanc ? Mais ce serait la stérilité absolue ! L'impartialité n'est une vertu que dans ce sens très particulier : soyons toujours prêts à modifier nos jugements ! A part cela, ayons le plus possible d'idées préconçues ! »

Ces réflexions si fines sont dictées par la raison même et on ne saurait réfuter plus spirituellement les théories et les prétentions du professeur Mommsen.

Harnack n'avait parlé que de la question de la *Voraussetzungslosigkeit.* Son collègue de l'université de Berlin, le célèbre philosophe Paulsen, prend l'ensemble de la lettre Mommsen et la soumet à une critique très judicieuse.

Il distingue le côté *principiel* et le côté *politique* dans le *pronunciamiento* universitaire. Au point de vue des principes il déclare catégoriquement que l'historien de Rome a suscité une mauvaise querelle d'Allemands. « Je ne veux,

dit-il, ni louer ni défendre la création d'une seconde chaire d'histoire à l'université de Strasbourg ; mais il m'est impossible d'y voir un « attentat à la liberté de la science ». On sait qu'aux universités de Breslau et de Bonn il existe depuis longtemps deux chaires de *philosophie* : une pour les catholiques, l'autre pour les protestants. Le même dédoublement y a été adopté en 1853 pour l'enseignement de l'histoire. Comme il est dit dans le décret de fondation de la chaire de Breslau, on a voulu par cette concession « tranquilliser les sujets catholiques... » Le gouvernement aura fait le raisonnement qui suit : Les catholiques de la Prusse ont en quelque sorte un droit naturel, — du moins dans les universités des provinces où ils sont en majorité, — de trouver des professeurs d'histoire et de philosophie qui appartiennent au catholicisme par leur naissance et leur éducation et chez lesquels on puisse supposer la connaissance exacte des choses catholiques. Je ne vois pas non plus en quoi la création de la nouvelle chaire d'histoire de l'université de Strasbourg a violé les droits de la faculté, comme l'affirme Mommsen. La faculté de philosophie n'a qu'un droit de présentation ; aucune université ne nomme ses professeurs. La situation est la même quand il s'agit de créer et de pourvoir de nouvelles chaires. C'est le gouvernement qui décide de tout ; il peut consulter préalablement les universités, mais il n'y est nullement tenu, et, par conséquent, il ne

peut y avoir de violation d'un droit quelconque ».

Ainsi, de l'avis de ces trois écrivains protestants, — l'autorité de Paulsen et de Harnack vaut bien celle de Mommsen, — la *Voraussetzungslosigkeit* absolue n'est ni possible ni nécessaire, et, par le fait même, les philosophes et les historiens catholiques peuvent occuper une chaire d'université au même titre que les protestants et les libres penseurs, si, par ailleurs, ils ont les capacités requises. Le pathos de M. Mommsen et le mouvement de protestation qu'a provoqué sa lettre ne sont donc justifiés par rien. Le directeur ministériel, M. Althoff, a non seulement exercé un droit strict ; il a pour ainsi dire accompli un devoir en nommant M. Spahn à l'université de Strasbourg. La *Norddeutsch. Allg. Zeitung* s'est donné la peine de réfuter les accusations qu'avait portées contre lui le professeur Michaelis. Cette apologie était tout à fait superflue. C'est l'avis des protestants sensés qui ne se sont pas laissé emballer par les grands mots de M. Mommsen : c'est l'avis également de l'empereur.

A l'occasion des fêtes de Noël, Guillaume II a envoyé son portrait à M. Althoff avec ce proverbe significatif : « Ce ne sont pas les plus mauvais, les fruits auxquels s'attaquent les guêpes ! » Le compliment est délicat et la critique spirituelle. La chronique rapporte que l'aiguillon des guêpes universitaires s'est terriblement agité à la lecture de cette dédicace impériale !

§ 6. — *PLAINTES JUSTIFIÉES DES CATHOLIQUES : ON LES EXCLUT SYSTÉMATIQUEMENT DES CHAIRES D'UNIVERSITÉ*

Dans la lutte des universités contre les savants catholiques, l'empereur a pris généreusement le parti du plus faible. Les *beati possidentes* de l'enseignement supérieur affectent d'ignorer ou de mépriser les candidats ultramontains qui briguent une chaire d'université. Guillaume II a voulu frapper un grand coup en nommant d'office le professeur Spahn, que la faculté de philosophie de Strasbourg n'avait point présenté. On a vu l'orage qu'a soulevé en Allemagne cet acte de haute justice. Pour diminuer le mérite de l'initiative impériale, les mécontents attribuent au pouvoir des arrière-pensées de marchandage. Si on les pressait un peu, ils prononceraient le mot fatidique de *Kuhhandel.* A en croire les uns, on a foulé aux pieds les droits de l'université dans un but politique, pour complaire au Centre dont les votes sont indispensables au gouvernement. D'autres prétendent que l'empereur a agi de la sorte pour faire des avances au Vatican : il veut, dit-on, amener le Pape à consentir à la suppression du séminaire de Stras-

bourg. Tous ces raisonnements sont bien subtils. Pourquoi ne pas admettre tout simplement que Guillaume II a voulu réparer les injustices de l'exclusivisme universitaire et donner une légitime satisfaction au peuple catholique? On lui reconnaît une nature droite, chevaleresque, éprise d'idéal. Pourquoi n'aurait-il pas été touché des protestations toujours renaissantes de ses 21 millions de sujets catholiques?

Elles sont anciennes, les plaintes des catholiques relatives à leur exclusion systématique de l'enseignement universitaire. Il y a quelques années, le cri d'alarme fut poussé par un publiciste du Centre dans une brochure très documentée qui portait le titre : *Parité en Prusse.* « L'image qu'offrent les universités, concluait l'auteur, est bien affligeante pour nous ».

Ces mêmes gémissements se firent entendre au Reichstag, au Landtag prussien, dans les réunions publiques, et la presse en porta l'écho jusque dans les villages les plus reculés de la Bavière et de la Westphalie.

A ceux qui pouvaient être tentés de regarder cette situation douloureuse comme inhérente à la seule période du Kulturkampf, les journalistes catholiques enlevèrent toute illusion en réitérant et en renforçant leurs plaintes. Une seconde édition du volume signalé plus haut parut en 1899, et on n'y avait rien retranché ni rien atténué. D'autre part, les *Historisch-politische Blaetter*, la plus importante revue catholique d'Allemagne,

publia sous le titre : *La parité aux universités allemandes*, une étude où les revendications catholiques étaient appuyées sur des chiffres éloquents. Le doute ne semblait donc pas possible, « il y avait quelque chose de pourri dans l'Etat de Danemark ».

Mais comme il est difficile d'écrire l'histoire contemporaine ! Voici un autre publiciste catholique qui arrive à des conclusions différentes de celles que nous venons d'indiquer. M. Lossen, professeur de chimie à l'université de Koenigsberg, a soigneusement compulsé toutes les statistiques que le ministère des cultes a mises à sa disposition. Le résultat de ses recherches, il l'a consigné dans le volume : *Der Anteil der Katholiken am akademischen Lehramte in Preussen*, et ce résultat est presque favorable aux catholiques. Dans l'un des 71 tableaux comparatifs qui accompagnent le texte, on voit que, durant l'année scolaire 1896-97, les 11 universités prussiennes comptaient 12 professeurs de droit, 40 de médecine, 84 de philosophie, — 140 sur 1163, — appartenant à la religion catholique. Comme de ce nombre il faut défalquer 8 professeurs vieux-catholiques, il reste le chiffre respectable de 132. Sans doute, ce n'est pas encore l'égalité telle que la rêve le Centre ; malgré son optimisme, le livre de M. Lossen reconnaît que sur 9 professeurs d'université, un seul appartient à la religion romaine tandis que les catholiques forment plus du tiers de la population totale de

la Prusse. A s'en tenir aux données minutieuses de M. Lossen, le progrès n'en est pas moins très réel. Au ministère de l'instruction publique de Berlin, la justice distributive est mieux observée que par le passé ; le professeur de Koenigsberg pouvait s'en prévaloir contre ceux de ses coreligionnaires qui persistent dans leurs critiques et leurs revendications.

La cause est-elle vraiment jugée sans appel? L'auteur de la *Parité en Prusse* est-il réduit au silence? M. Lossen ne tarda pas à s'apercevoir que ses nombreux graphiques et ses arguments péremptoires n'en imposaient pas à ses contradicteurs. Au congrès international des savants catholiques réunis en 1900 dans la capitale de la Bavière, le député Porsch, l'un des orateurs les plus distingués du Centre, lui demanda des explications et formula des objections qui le mirent dans un cruel embarras.

« Vous repoussez nos statistiques, disait-on à M. Lossen ; toutes spécieuses qu'elles soient, les vôtres sont loin d'être aussi inattaquables que vous le supposez. Vos chiffres sont exacts matériellement, je le veux bien ; mais ils n'ont qu'une valeur très relative parce que l'épithète de *catholiques* a besoin d'être expliquée. Il y a fagot et fagot ; de même, il y a catholiques et catholiques. Que sont les 132 professeurs catholiques que nous voyons figurer dans vos colonnes? Sont-ils pratiquants ? Sont-ils soumis aux autorités de l'Eglise ? Ou bien s'agit-il simplement

de savants qui n'ont de catholique que le nom ? Vous ne le dites pas : or tout est là. Qu'on nomme à une université un professeur qui n'a de lien avec le catholicisme que le baptême, qui a rompu avec les pratiques religieuses, qui vit en mariage mixte et fait élever ses enfants dans le protestantisme, qui attaque la Papauté et les institutions ecclésiastiques, etc., quel avantage en retirons-nous ? Pour nos fils qui fréquentent l'Université, c'est plutôt un scandale qu'une force et un appui. Mieux vaut encore un protestant sceptique et tolérant ! Pourquoi n'avez-vous pas tenu compte de cette distinction essentielle ? »

Il était difficile de répondre à de pareils arguments, et M. Lossen se tira d'affaire en disant qu'il ne se croyait pas le droit de franchir le mur de la vie privée. C'était passer à côté de l'objection et laisser la question ouverte. Il est clair que le Centre prussien, en demandant des professeurs catholiques, avait en vue des hommes qui fussent des fils dévoués de l'Eglise. Or, s'il faut en croire les témoins bien informés, le choix des universités ou celui du ministre tombe trop rarement sur des candidats de ce genre. Est-ce sélection préméditée ? Sans se prononcer sur ce point, on peut constater que les catholiques indifférents ou hostiles à l'Eglise ont plus de chance que les autres, quand il s'agit de nominations universitaires.

Prenons, par exemple, l'université de Munich, qui, pour l'année scolaire 1901-1902, compte en-

viron 200 professeurs ordinaires, extraordinaires, *Privat-docenten*. Sur ce nombre, il en est peut-être 40 qui ont reçu le baptême catholique (ce n'est, du reste, pas énorme dans une ville où, sur 5,000 étudiants, il y a au moins 3,000 catholiques). Est-ce à dire que ce sont autant de professeurs catholiques ? Hélas ! c'est à peine si 5 ou 6 méritent vraiment ce nom. Le baron de Hertling, M. Grauert, M. Weymann, M. de Mayr sont presque les seuls qui n'aient pas signé l'adresse de félicitations envoyée « au Nestor de la science allemande ». Je ne pense pas que Munich constitue une exception sous ce rapport, et la même situation doit exister plus ou moins dans les autres universités allemandes.

---

§ 7. — *L'INDÉPENDANCE ABSOLUE D'ESPRIT EST IMPOSSIBLE EN HISTOIRE ET EN PHILOSOPHIE*

La partialité des corps universitaires vis-à-vis des catholiques ne semble pas douteuse, et les réclamations du Centre ont parfaitement leur raison d'être. Etre catholique pratiquant constitue une tare originelle qui met en défiance tous ceux qui se flattent d'avoir le monopole de la libre recherche et de la vraie science.

Bien entendu, on n'avoue pas toujours ce « préjugé » qu'on nourrit à l'égard du savant ultramontain ; mais il est visible qu'il influe le plus souvent sur le choix des nouveaux professeurs. L'illustre Janssen n'a jamais pu obtenir une chaire d'université ; et on sait que son disciple Pastor a été obligé de se réfugier en Autriche. On pourrait multiplier les exemples de ce genre.

Comme les injustices trop évidentes révoltent le sentiment public, les universités d'Allemagne ont soin de donner le change en niant ou en expliquant leur exclusivisme. Elles prétendent qu'une seule chose décide de leur choix : le mérite personnel, la supériorité scientifique, le libre esprit de recherche. Qu'un vrai savant

— catholique ou non — se présente en concurrence avec d'autres dont les titres sont moindres, il sera nommé sans hésitation. Ce qui est inadmissible, c'est que le gouvernement veuille imposer un candidat pour des raisons étrangères à la science, uniquement parce qu'il est catholique ou protestant.

Rien de plus juste que de tels principes, et les catholiques allemands y applaudiraient eux-mêmes de grand cœur. Malheureusement il y a quelquefois loin de la théorie à l'application impartiale des principes. En fait, quoi qu'en dise Mommsen, d'autres facteurs que la science entrent en ligne de compte lorsqu'on pourvoit à la vacance d'une chaire universitaire.

D'abord, la religion du candidat joue un rôle considérable. Cela est vrai surtout pour les chaires de philosophie et d'histoire, et il faut ajouter qu'ici les sophismes spécieux et les grandes phrases ronflantes de la science libre ont l'occasion de triompher. Le professeur catholique qui enseigne la chimie, le droit romain, l'arabe, la philologie grecque, les mathématiques, etc., a le champ aussi libre que le plus sceptible ou le plus athée de ses collègues. Il peut enseigner de longues années sans que ses auditeurs se doutent seulement de ses principes religieux. Il n'en va pas de même du professeur de philosophie ou du professeur d'histoire.

Si l'on exige que le candidat catholique soit dégagé de toute idée préconçue ; si l'on demande

que le philosophe soit libre de toute attache métaphysique, que l'historien fasse litière de toutes ses convictions religieuses, il est évident que le catholicisme serait un obstacle invincible à cette table rase de la science. Il n'y aurait pas de place pour lui dans une université allemande. Mais qui donc a le droit ou la puissance d'imposer de pareilles conditions au philosophe et à l'historien ? Dans ce domaine, l'indépendance absolue de l'esprit est simplement une chimère et un leurre. Pour s'en convaincre, il suffit d'entrer dans la salle de cours d'un philosophe ou d'un historien, peu importe l'université. Chez le philosophe, on s'apercevra bientôt si l'on se trouve en présence d'un positiviste, d'un catholique, d'un athée ; chez l'historien qui parlera de la Papauté, de la Réforme, des origines du christianisme, etc., on fera une constatation du même genre. Il y aura des idées préconçues, des partis-pris chez les champions comme chez les adversaires du catholicisme, avec cette différence peut-être que les uns le reconnaîtront tandis que les autres essaieront de le nier. Le détachement absolu est irréalisable, et les philosophes comme les historiens catholiques n'ont nullement la prétention de s'abstraire de leurs croyances.

Est-ce à dire que Mommsen et ses admirateurs aient de ce chef le droit d'écarter les catholiques des chaires d'université ? Un de leurs ancêtres intellectuels, David-Frédéric Strauss, a condamné

d'avance leurs théories de la *Voraussetzungslosigkeit* : « Les théologiens libéraux, disait-il dans la préface de sa *Nouvelle Vie de Jésus*, ont la prétention, quand ils traitent la question des *origines du christianisme*, de ne poursuivre qu'un intérêt purement historique. Je tiens cela pour impossible, et je ne saurais le louer, si je le croyais possible. Le christianisme est une puissance tellement vivante et la question de ses origines implique de telles conséquences pour le présent le plus immédiat, qu'il faudrait plaindre l'imbécillité des critiques qui ne porteraient à ces questions qu'un intérêt purement historique ». Ainsi Strauss ne croyait pas à la possibilité d'une intelligence moderne complètement neutre en face des grands problèmes religieux. Pour lui et pour les historiens de son école, il revendiquait le droit d'avoir une idée préconçue.

Mais si les historiens et les philosophes rationalistes peuvent occuper une chaire d'université sans que la liberté de la science en souffre, en quoi la présence des professeurs catholiques nuirait-elle au prestige de l'*Alma Mater ?* Pourquoi les libres recherches seraient-elles compromises dans un cas plutôt que dans l'autre ! C'est ce qu'on ne nous dit pas. On se contente de déclamations vagues, d'aphorismes où l'audace tient lieu de raison.

§ 8. — *L'IMPARTIALITÉ DES HISTORIENS CATHOLIQUES*

En dehors de la science et du talent, ce que l'on peut exiger du professeur d'histoire, par exemple, qu'il soit catholique ou protestant, c'est l'amour de la vérité, l'esprit de justice, le respect de l'opinion d'autrui, en un mot, l'impartialité. Rechercher la vérité par-dessus toute chose, la dire tout entière, même quand elle vous déplaît, même quand elle va à l'encontre de vos idées et de vos affections, ne pas craindre de signaler l'erreur là où elle se présente, mais avoir toujours des égards pour les personnes qui se sont trompées, admettre la bonne foi chez l'adversaire et entrer dans les idées des autres pour les apprécier avec plus d'équité, traiter le passé avec une grande sérénité qui exclut la haine, mais non la sympathie, c'est là un assez beau rôle pour l'historien, et un rôle dont les universités allemandes pourraient être fières. Si l'illustre Mommsen avait voulu s'en contenter, peut-être n'attendrions-nous pas depuis quarante ans le quatrième volume de son admirable histoire romaine !

Ce rôle, les historiens catholiques dignes de

ce nom le remplissent aussi bien que leurs collègues appartenant à une autre confession. On s'imagine quelquefois que certaines pages de l'histoire de l'Eglise embarrassent fort les savants catholiques, et qu'ils n'osent pas rendre complètement témoignage à la vérité. C'est un préjugé démenti chaque jour par les faits. Qu'on lise donc l'histoire des *Origines du pouvoir temporel*, par Mgr Duchesne, ou l'*Histoire des Papes*, par le professeur Pastor ! On verra avec quelle liberté, avec quel amour du vrai, ces grands historiens ont scruté le passé. Aujourd'hui, les catholiques les plus soumis à l'Eglise n'hésitent pas à déclarer que le procès de Galilée a été un malheur, que la révocation de l'édit de Nantes a été, non seulement une faute politique, mais une injustice, que l'inquisition espagnole a été une institution brutale, que Serge III, Benoît IX, Alexandre VI, étaient des pontifes abominables. Leurs convictions religieuses ne les gênent en aucune façon, ni dans leurs recherches, ni dans la constatation des faits. Comme le dit très bien M. Grauert dans sa lettre à M. de Heigel, sur le terrain de l'histoire, les professeurs catholiques ont les coudées aussi franches que leurs collègues. Peut-être même plus d'un historien libéral ou protestant pourrait-il, sous ce rapport, aller à l'école des professeurs catholiques.

Car, il faut bien le dire, ces juges austères qui le prennent de si haut avec les historiens

croyants, ne sont pas toujours à l'abri de la critique. La *Voraussetzungslosigkeit* dont ils se targuent si volontiers reçoit plus d'un accroc dans le clan qui s'agite autour de Mommsen. Dans les nombreux articles que ce dernier a provoqués par sa lettre fameuse, il y a eu des révélations piquantes qui ne laissent pas d'éclairer d'un jour cruel la phraséologie déclamatoire des universitaires.

---

§ 9. — *UNIVERSITÉS ALLEMANDES OU RÈGNE LE PARTI-PRIS CONFESSIONNEL*

Mommsen a proclamé avec emphase que le parti-pris confessionnel est l'ennemi mortel de l'Université, et des centaines de professeurs ont protesté avec lui contre cet esclavage « dégradant ». La fierté est une belle chose. Encore faut-il qu'elle n'éclate pas hors de propos. En parlant de dégradation, ces messieurs ont oublié qu'ils s'infligeaient à eux-mêmes un soufflet retentissant. En effet, il y a une université en Allemagne où les candidats sont obligés, en quelque sorte, de présenter un billet de confession pour obtenir une chaire. Qu'on n'aille pas croire qu'il est question d'une université de Jésuites ! C'est à Rostock, dans le Mecklembourg, que les choses se passent ainsi. Tous les maîtres, qu'ils enseignent les mathématiques ou l'histoire, sont tenus, avant leur nomination, de signer une pièce par laquelle ils font profession de foi luthérienne. Voilà donc une université qui exige expressément que tous ses membres soient et restent de bons luthériens, par conséquent, aient des partis-pris, des idées préconçues, des conceptions aprioristiques. Que

devient, dans ce cas, la liberté de penser, puisqu'il faut penser conformément à un symbole dogmatique ?

Si Mommsen avait songé à l'université de Rostock, peut-être aurait-il cherché un autre moyen de contrecarrer les idées de l'empereur. Hélas ! on ne songe jamais à tout. Le Nestor de la science allemande a également oublié que des principes analogues règnent à l'université de Halle. « Aux universités allemandes, se sont écriés tous les protagonistes de la libre recherche, nous ne nous enquérons jamais de la religion d'un professeur ». Or le paragraphe 4 du statut de l'université de Halle est conçu en ces termes : « Ne pourront être nommés à l'université de Halle-Wittenberg que des professeurs et employés appartenant à la confession évangélique ». Enfin, pour terminer, rappelons qu'à l'université de Koenigsberg, des professeurs non protestants ne peuvent être nommés qu'*à titre exceptionnel.*

En vérité, Mommsen a eu la main malheureuse en soulevant cette question délicate et en déclarant avec tant d'aplomb que les universités allemandes se tenaient en dehors de toute conception religieuse. Deux, on peut même dire trois universités de l'Allemagne du Nord, exigent officiellement un certificat de protestantisme de la part des professeurs.

Et les autres ? En ouvrant une enquête autour de lui, à Berlin même, Mommsen aurait pu

découvrir des choses tout à fait intéressantes pour sa thèse. Un de ses collègues, M. Max Lenz, professeur d'histoire moderne, a fait, ces jours-ci, des aveux très caractéristiques.

Dans une conférence donnée à Hambourg, le 14 décembre dernier, le savant Berlinois a parlé de son élève Spahn et raconté ses premières entrevues avec le jeune historien « arrivé si vite à une grande célébrité passive ». Il reconnaît ingénument qu'il posa au candidat *la question de conscience.* Spahn, qui tenait à être reçu privat-docent, ne joua pas précisément au confesseur de la foi. « Spahn, raconte M. Lenz, répondit qu'il avait été élevé dans la religion catholique, qu'il ne s'en était pas encore détaché, ignorant, d'ailleurs, quelle serait ultérieurement l'évolution de sa vie religieuse ». M. Lenz ajoute : « Sur cette réponse rassurante, je le reçus ». Pour un peu, il aurait demandé au docteur Spahn un billet de confession anticlérical. C'est ainsi que ces fameux mandarins entendent l'absence de parti-pris et font abstraction de la foi religieuse des aspirants au professorat.

---

§ 10. — *L'INTERVENTION DE LA BELLE-MÈRE DANS LA NOMINATION DES PROFESSEURS D'UNIVERSITÉ*

Mais descendons de ces hautes régions de l'idéal : les journaux nous ont appris, — non sans malice, — que certaines nominations universitaires sont dues parfois à des influences qui n'ont rien à voir avec les libres recherches. Ces influences, c'est ce qu'on a appelé irrévérencieusement le coup de la belle-mère. Beaucoup de professeurs ont un nombre respectable de filles à marier, et l'histoire de cet excellent pasteur Pétermann (voir *l'Aînée* de Jules Lemaître) nous montre que la tâche est souvent ardue. Il paraît, — ce sont les mauvaises langues qui l'insinuent, — que les futurs *Privat-docenten* ne craignent pas de jeter un regard indiscret par-dessus le mur de la vie privée et d'examiner quelle femme de professeur désire le plus ardemment devenir belle-mère. Une fois qu'ils ont découvert la place forte, ils entreprennent un siège en règle, et si la fille est laide et le prétendant un parti solide, la capitulation ne tarde pas à être signée. De bonnes fiançailles aplanissent toutes les voies devant l'élu de la belle-mère et l'Université lui ouvre ses portes.

Nous empruntons à la *Postzeitung* d'Augsbourg l'anecdote suivante, qui a fait le tour de la presse. Un jeune chimiste, qui avait plus d'ambition que de capacité, essaya de passer son doctorat à l'université de Munich. Il échoua piteusement. Sans se décourager, il se présenta à une université prussienne et il eut la chance d'être reçu. Muni de son diplôme, il revint à Munich et se fiança à la fille du professeur qui l'avait refusé à l'examen. « J'espère que vous serez meilleur mari que chimiste », lui aurait dit ce dernier. Le mariage fit merveille, et le très médiocre chimiste fut nommé professeur à l'université, grâce à l'appui du beau-père !

Inutile de dire que Mommsen n'a jamais protesté contre ces *Voraussetzungen* matrimoniales, et s'il l'eût fait, il est probable que les adresses de félicitations auraient porté moins de signatures universitaires. Car le cas du chimiste n'est pas isolé ; le journal que nous avons cité rappelle qu'aux hautes écoles de Munich il y a de véritables dynasties de professeurs, et qu'à l'université même on trouve un beau-père avec ses deux gendres.

La revue *die Gesellschaft* apporte des révélations analogues non moins amusantes.

Enfin, la *Fackel* de Vienne a publié, sous la plume d'Houston Stewart Chamberlain, un chapitre d'histoire universitaire qui met dans tout son jour la comédie, — burlesque, disent

d'aucuns, — montée par le Nestor de la science allemande. Il faudrait citer en entier cet article où les arguments sérieux alternent avec les anecdotes les plus désopilantes. A propos du passage de la lettre où Mommsen déclare que la nomination de Spahn équivaut au péché contre le Saint-Esprit, M. Chamberlain écrit : « Est-ce que les 16 juifs et les 12 protestants qui composent la faculté de philosophie de Strasbourg s'imaginent réellement qu'ils ont été institués par le Saint-Esprit ? Est-ce que Mommsen est vraiment aussi naïf qu'il veut bien le paraître ? Ou bien... » Je n'ose transcrire ce qu'ajoute le terrible écrivain. Citons, pour terminer, un souvenir personnel de M. Houston Stewart Chamberlain.

« A l'époque lointaine où je me préparais à la carrière universitaire, j'allai trouver un chimiste, aujourd'hui justement célèbre, alors simple *extraordinarius*. Il me tint le propos suivant : « Voyez-vous, mon cher ami, puisque vous êtes déjà du métier, je vais vous parler à cœur ouvert. Ayez du talent tant que vous voudrez, cela ne vous suffira pas. Vous devez songer avant tout à épouser la fille d'un professeur, si c'est possible, d'un conseiller intime ». — « Trop tard ! m'écriai-je, je suis déjà marié ! » Mon protecteur tressauta : « Quel dommage ! Mais c'est idiot ! Vous ne savez donc pas que le mariage décide de toute la carrière universitaire? Quelle peine j'ai eue à obtenir seulement la

venia docendi ! Je piétinais sur place, je n'arrivais à rien malgré tous mes travaux scientifiques. Enfin, je me suis résigné à épouser la fille d'un de nos grands manitous. Au bout de trois mois, j'ai eu tout l'avancement que je désirais ». Il est probable que je regardai mon interlocuteur d'un air ahuri : c'était une abominable Xantippe qu'il avait installée à son foyer. Il ajouta en souriant : « Voyez-vous, je passe la journée entière au laboratoire, et même une partie de la nuit ».

Chamberlain est un esprit très libre, étranger au catholicisme, partant peu suspect d'hostilité envers le monde universitaire. En administrant une douche froide à Mommsen et à ses collègues, il a voulu simplement leur donner une leçon de justice et d'humilité.

S'il fallait ramasser en une formule brève et originale la conclusion qui découle de tous ces faits, peut-être suffirait-il de rappeler ce mot qu'on prête à un professeur chargé d'éconduire un candidat catholique : « Inutile de vous présenter, nous formons une clique » !

Le mot est dur, est-il absolument immérité ? Le bruit fait autour de la nomination inoffensive de Spahn, les grandes phrases qui constrastent si étrangement avec les petitesses de la réalité, les attaques violentes et iniques dirigées contre les croyants de toute confession, les prétentions pompeuses recouvrant de mesquines intrigues, en un mot, la lettre de Mommsen rectifiée par

les révélations de Houston Stewart Chamberlain, c'est plus qu'il n'en faut pour dégonfler l'outre de la science indépendante et ramener à ses vraies proportions l'impartialité universitaire.

L'affaire Spahn (1), rappelée à grands traits,

(1) Cette étude sur l'affaire Spahn se terminait primitivement par ces lignes que nous reproduisons à simple titre de curiosité. « De ce tapage énorme, il ne restera que le souvenir confus de grands coups d'épée donnés dans l'eau et çà et là des rancunes vivaces, des déceptions amères, de sombres défiances et peut-être la crainte ou la haine du Seigneur.

Ce qui restera, en outre, c'est la célébrité du professeur Spahn. A vingt-six-ans, lui, le benjamin des professeurs d'Université, il est aussi connu que le doyen d'âge, le Nestor vénérable de Berlin. En moins de six semaines, son nom a été imprimé des milliers de fois, et s'il a recueilli la moitié seulement des articles qu'on a publiés sur ou contre lui, il a de quoi fournir une vaste bibliothèque. Pour d'autres, cette gloire précoce pourrait être lourde à porter. M. Spahn a tant de vaillance qu'il ne pliera pas sous le fardeau. Il est à la hauteur des circonstances.

Chose étrange, pendant quelques jours, il a failli se brouiller avec tout le monde. Repoussé par les libéraux comme un lépreux, il trouva un accueil plutôt réservé du côté catholique. On apprit en effet avec une certaine surprise qu'à Berlin il avait noué des relations avec un ex-jésuite, l'apostat Hoensbroeck ; à Rome, avec l'ex-dominicain, l'apostat Muller. Au premier, il avait offert de collaborer à la *Taegliche Rundschau*, une revue très anticatholique ; il coquetait ouvertement avec le second, sans souci des convenances. Ces compromissions inquiétantes, révélées coup sur coup à l'Allemagne catholique, étaient faites pour refroidir singulièrement l'enthousiasme qui avait accueilli la nomination du nouveau professeur. On eut l'idée de lire de près les livres de M. Spahn, entre autres, son *Cochlaeus*, et on y découvrit des tendances qui ne répondaient que trop aux sentiments antiultramontains affichés auprès de Hoensbroeck. Ce fut presque de la consternation, et, dans l'intimité,

n'est qu'un des nombreux épisodes de la guerre que les universités allemandes font au Centre et à l'Eglise catholique. Elle offrait ceci de particulier que l'impétuosité de Mommsen faisait éclater au grand jour ce qui d'ordinaire se trame dans les coulisses. Mais dans les coulisses comme sur la scène, l'hostilité des coteries universitaires reste la même. Systématiquement, avec des formes où varie seule l'hypocrisie, les

plus d'un catholique déçu ou chagriné prononça le mot de félonie.

Toutefois, l'émotion se calma devant l'universelle levée de boucliers des corps universitaires. Peu à peu, M. Spahn retrouva la sympathie que lui méritaient son talent, son érudition, l'honorabilité de sa famille. Hoensbroeck était oublié. Hélas ! une seconde alerte vint de rechef déranger l'optimisme de ceux qui avaient compté sur un revirement radical. Dans le récent volume de M. Spahn consacré au *Grand électeur de Brandebourg*, les critiques relevèrent des idées et des appréciations qui rappellent trop le pénitent docile du confesseur Lenz. On en est encore à attendre les Spahn seconde manière.

Puisse l'évolution religieuse du jeune écrivain aboutir définitivement à des convictions vraiment catholiques ! Puissent, dans ses prochains volumes, son talent mûri et sa science agrandie être débarrassés des théories qui déparent le *Cochlaeus* et *le Grand électeur de Brandebourg !* Alors le nouveau professeur de Strasbourg méritera pleinement l'hostilité irréductible que son nom a rencontrée parmi les adversaires du catholicisme. Alors aussi, il prendra place dans la Galerie des grands historiens catholiques qui ont étudié le seizième et le dix-septième siècle, à côté de Janssen, dont l'œuvre historique a fait époque, à côté de Pastor qui a élevé un monument si beau à la gloire de la Papauté, à côté du docteur Paulus, le chercheur infatigable, pour lequel la Réforme n'a plus de secrets. Ces maîtres éminents, — que M. Spahn vénère, — auront trouvé un disciple digne d'eux et digne de la cause qu'ils défendent.

candidats catholiques sont exclus des hautes écoles, alors même que ces écoles sont de fondation catholique. On veut garder intact le monopole de la science athée pour ne pas dire le monopole des grosses prébendes. Les professeurs illustres et ceux qui ne le sont pas, tiennent pour la devise.

Et nul n'aura d'esprit, hors nous et nos amis.

Ils refusent l'esprit aux catholiques et ne leur ouvrent les portes du sanctuaire que contraints et forcés.

Nous venons de voir que l'empereur a fait un coup d'Etat, à propos de la nomination du docteur Spahn. De temps à autre — trop rarement — des savants catholiques arrivent ainsi à conquérir une chaire d'université, parce que le gouvernement impose ses volontés aux récalcitrants. Après Spahn un autre professeur catholique, un philosophe celui-là, fut également appelé à l'université de Strasbourg. Mais tout cela est peu de choses,

rari nantes in gurgite vasto,

si l'on songe que les contribuables d'Alsace-Lorraine qui entretiennent l'université, sont catholiques en très grande majorité. Seize juifs, douze protestants (1) et deux catholiques dans la

(1) Ces chiffres étaient fournis il y a 2 ans par Houston Stewart Chamberlain.

Faculté de philosophie c'est une disproportion vraiment trop criante. Et la situation n'est pas meilleure dans les autres universités d'Allemagne..

Ce peu, les catholiques l'ont obtenu parce que le Centre est une puissance avec laquelle le gouvernement est obligé de compter. Sans le Centre ils n'obtiendraient rien ni dans les universités ni ailleurs. On les traiterait partout, suivant une formule connue, comme des citoyens de deuxième classe.

Les universitaires le savent ; de là cette haine féroce qu'ils ont vouée au Centre, haine qui a atteint son paroxysme au moment de l'affaire Spahn. Le Centre, qu'on appelle aussi le cléricalisme ou l'ultramontanisme — voilà l'ennemi. Contre lui se tournent les efforts de tous ceux qui en Allemagne voudraient élever la cité religieuse de l'avenir sur les ruines du catholicisme.

Le peuple, fidèle à ses croyances et à ses défenseurs, ne le sait que trop et son attachement au Centre est en raison directe des attaques dont est l'objet la tour de Windthorst.

INDEX ALPHABÉTIQUE DES NOMS CITÉS

G

H

J

K

L

TABLE DES MATIÈRES

B. LES ORATEURS, LES DISCOURS ET LES RÉSOLUTIONS DU CONGRÈS

CHAPITRE III

Le Centre et les élections du Landtag prussien

DEUXIÈME PARTIE

Les adversaires des catholiques allemands

CHAPITRE PREMIER

La Ligue évangélique et les catholiques allemands

CHAPITRE II

Les universités et les catholiques allemands

Imp. Bellin à Montdidier.



224
Kan
Cen

